

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'IMPACT DE LA PUBLICATION DE NOUVELLES
MÉDIATIQUES SUR LES INVESTISSEURS DU SECTEUR MINIER

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES

PAR

KARINE CASALT

JUIN 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Un mémoire de maîtrise, on s'en rend compte en cours de route, c'est une œuvre collective. J'aimerais donc remercier tous ces co-auteurs.

Je débiterai en remerciant ma directrice, Corinne Gendron, pour la qualité, la limpidité et le caractère non-équivoque de ses judicieux conseils qui ont alimenté mes réflexions et questionnements. Également pour sa patience, car ce mémoire s'est étalé sur plusieurs sessions. Corinne est une femme très inspirante, à n'en pas douter.

Je souhaite remercier les lecteurs constituant mon jury : Bouchra M'Zali et Bernard Motulsky pour leurs commentaires judicieux lors de l'évaluation et pour leur participation à la co-lecture de mon mémoire. Merci aux membres de la Chaire de responsabilité sociale et développement durable pour leur soutien et leur avis sur ma problématique de recherche.

J'aimerais en outre remercier les experts qui m'ont appuyée pour divers volets de ce mémoire : Marie-Ève Gingras, analyse au Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier qui m'a appuyée lors de l'analyse du corpus médiatique, ainsi que Félix Zogning, candidat au doctorat en administration et chargé de cours à l'UQAM, qui a été d'une précieuse aide dans l'analyse quantitative des données.

Également, un chaleureux merci pour Pierre Bérubé, directeur du Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier, qui fut mon soutien moral dans les derniers milles de cette épique aventure et Marc Baril, PHD en toxicologie et père de mon amoureux, qui fut un relecteur externe très apprécié et méticuleux.

En terminant, je ne saurais passer sous silence le soutien de mon amoureux qui a toléré toutes ces soirées et weekends passés devant mon ordinateur et non en sa compagnie.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	II
TABLE DES MATIÈRES.....	III
LISTE DES FIGURES.....	VI
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	VIII
RÉSUMÉ	IX
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LA RESPONSABILITÉ SOCIALE	7
1.1 La RSE chez les académiciens	7
1.2 La RSE dans les organisations et la société	8
1.3 Les mesures de la RSE.....	9
1.4 La législation en responsabilité sociale des entreprises	11
1.5 La divulgation environnementale et sociale	15
1.6 Conclusion sur la responsabilité sociale telle que pertinente pour notre étude.....	19
CHAPITRE II	
RELATION ENTRE PERFORMANCE SOCIALE ET PERFORMANCE FINANCIÈRE	24
2.1 Les études empiriques portant sur la relation entre PS et PF.....	25
2.2 L'irresponsabilité sociale et la performance financière.....	39
2.3 L'irresponsabilité sociale de l'industrie minière et son lien sur la PF	41
CHAPITRE III	
L'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE	43
3.1 Origine et évolution du concept	43
3.2 La montée de l'activisme d'actionnaires	47
3.3 Le secteur minier et l'ISR	52
3.3 Les détracteurs de l'investissement socialement responsable	57
3.4 Conclusion	59
CHAPITRE IV	
LES MÉDIAS	61
4.1 Théories de la communication	61
4.2 Impact des nouvelles médiatiques sur les investisseurs	66

4.3 Conclusion	69
CHAPITRE V	
LE SECTEUR MINIER	70
5.1 Historique de l'exploitation minière canadienne	70
5.2 Les minières canadiennes aujourd'hui	76
5.3 Le secteur minier et la responsabilité sociale	94
5.4 La divulgation d'informations dans le secteur minier	107
5.5 Conclusion du chapitre v sur le secteur minier.....	112
CHAPITRE VI	
CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET DÉMARCHE ANALYTIQUE	114
6.1 Question et objectifs de recherche	114
6.2 L'horizon d'analyse	116
6.3 La méthodologie communicationnelle : l'analyse de presse	123
6.4 La méthodologie quantitative : les cours boursiers.....	134
CHAPITRE VII	
RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET ANALYSE	136
7.1 Les résultats de l'analyse de contenu	136
7.2 Résultats des cours boursiers	143
7.3 Analyse du lien entre les données médiatiques et les cours boursiers	145
7.4 La conclusion de l'analyse des résultats	151
CHAPITRE VIII	
DISCUSSION	153
8.1 Discussion	153
8.2 Limites de l'étude	159
8.3 Contributions à la recherche et perspectives de recherche future	160
CONCLUSION.....	162
APPENDICES	164
APPENDICE A	
RAPPORT D'ANALYSE DE PRESSE 2009 DES COMPAGNIES MINIÈRES BARRICK GOLD,	
POTASH CORPORATION, GOLDCORP, TECK RESOURCES LIMITED, KINROSS GOLD	
CORPORATION	165

APPENDICE B**COURS BOURSIERS ET DONNÉES MÉDIATIQUES MENSUELLES DES CINQ MINIÈRES**

À L'ÉTUDE.....	166
BIBLIOGRAPHIE	167

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 : Vue d'ensemble d'ISO 26000.....	22
2.1 : Relation entre performance sociale et performance financière des entreprises.....	27
5.1 : Dépenses de prospection et d'exploration au Canada, de 1946 à 2000	75
5.2 : Les premières lois minières en lien avec les ruées vers l'or	80
5.3 : Historique législative de l'industrie minière québécoise	81
5.4 : Sources des dénonciations des minières canadiennes	100
7.1 : L'évolution de la couverture : les événements significatifs	138
7.2 : Visibilité et poids-tendance des intervenants majeurs présents dans l'analyse de presse 2009 des cinq minières à l'étude	156
7.3 : Visibilité et poids-tendance des sujets majeurs de la couverture médiatique des cinq minières à l'étude....	157

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 : Les modes de divulgation de l'information sociale et environnementale	17
2.1 : Mesures utilisées pour évaluer la performance financière.....	35
3.1 : La croissance de l'investissement socialement responsable.....	45
3.2 : Résolutions d'actionnaires par thème, par statut et par année.....	49
3.3 : Couverture médiatique associée à l'investissement socialement responsable	51
3.4 : Résolutions d'actionnaires 2009 de l'industrie minière vs autres industries.....	55
3.5 : Résolutions d'actionnaires 2010 de l'industrie minière vs autres industries.....	56
5.1 : Liste de lignes de conduite pour un développement durable minier	96
5.2 : Sources d'information sur le secteur minier	112
6.1 : Corpus d'entreprises minières	119
6.2 : Classification d'une unité d'information selon la Méthode Morin Chartier	126
6.3 : Indices de contenu médiatique utilisés par la méthode Morin Chartier	128
7.1 : Corrélations des cours boursiers avec les données d'analyse médiatique	144
7.2 : Corrélations des cours boursiers avec les données d'analyse médiatique- résultats les plus pertinents	147
7.3 : Régressions du bid, ask et cours de clôture avec la partialité.....	148
7.4 : Variable dépendante et indépendante	148
7.5 : Significativité.....	149
7.6 : Calcul des coefficients	149

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACVM	Autorités canadiennes en valeurs mobilières
AMC	Association minière canadienne
CCSRC	Canadian Center for the Study of Resource Conflict
CVMO	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
DD	Développement durable
DSI	Domini Social Index
GRI	Global Reporting Initiative
ISR	Investissement socialement responsable
MMSD	The Mining, Minerals, and Sustainable Development
OMC	Organisation mondiale du commerce
PDAC	Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
PRI	Principles for responsible investment (Principes pour l'investissement Responsable)
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SIO	Social Investment Organization
TSX	Toronto Stock Exchange
UI	Unité d'information
VDMD	Vers un développement minier durable

RÉSUMÉ

Les entreprises minières canadiennes font régulièrement la manchette, notamment pour leurs actions de responsabilité sociale ou environnementale. Les compagnies de ressources naturelles, comme les compagnies minières, sont clairement plus surveillées et scrutées pour leur performance sociale et environnementale que les entreprises d'autres secteurs, parce qu'elles concernent un secteur sensible (Deegan et Gordon, 1996). Bien que les précédentes études empiriques portant sur la relation entre la performance environnementale (PE) et la performance financière (performance financière) rapportent dans l'ensemble une relation positive entre ces deux variables (Margolis et Walsh; 2001, Bouslah et al. 2010), certaines critiques demeurent, notamment du fait des incohérences méthodologiques liées à l'échelle de mesure de la performance sociale et des corpus d'entreprises disparates.

Peu d'études empiriques ont analysé la réaction des investisseurs du secteur minier face à la couverture médiatique de responsabilité sociale des entreprises. La présente recherche utilise ISO 26 000 comme cadre d'analyse de la responsabilité sociale des minières à l'étude.

L'objectif de cette recherche vise à évaluer la relation entre la performance de responsabilité sociale, telle que mesurée par l'analyse de contenu médiatique de RSE effectuée à l'aide de la méthode Morin Chartier et la performance financière approchée par des variances des cours boursiers à l'étude (*bid, ask, spread, closing price, quote*). Notre question centrale investigate le lien entre la performance de responsabilité sociale des entreprises minières canadiennes et la fluctuation des cours boursiers. En d'autres mots, les entreprises subissent-elles une appréciation ou une dépréciation de leur performance boursière selon que leur couverture médiatique témoigne de leur responsabilité ou de leur irresponsabilité sociale? Pour répondre à cette question, nous avons utilisé une méthode d'analyse de contenu de presse issue de la recherche scientifique, soit la méthode Morin Chartier, et nous avons croisé ces résultats avec ceux de la fluctuation des cours boursiers via des corrélations et une régression pour les résultats plus significatifs. Nous avons scruté la réaction des investisseurs d'entreprises minières face à leur couverture médiatique de RSE telle que définie par la norme reconnue internationalement ISO 26000. Les résultats de notre étude démontrent que les investisseurs sont prêts à payer moins pour l'action d'une entreprise minière canadienne dont la responsabilité sociale a été traitée avec une partialité négative dans les médias (résultats significatifs à 5%). Cette partialité négative réduit également l'écart *bid-ask*, signifiant ainsi que la couverture médiatique de RSE aide à réduire le fossé informationnel entre différents acteurs en bourse. Cela revient à énoncer que plus les médias couvrent négativement et de

façon partisane les activités minières environnementalement et socialement sensibles, plus le cours de l'action s'effondre en bourse et la valeur de l'entreprise s'en trouve diminuée. Ces montants peuvent s'avérer très significatifs sur les cours si l'on regarde les montants de la baisse des cours attribuable à la partialité négative de la presse. Ces baisses oscillent en effet entre -22,99 \$ et -35,75 \$ par action si les autres facteurs modifiant le cours sont isolés. Ce résultat porte à croire que la responsabilité sociale des entreprises minières a un impact positif sur la performance financière, ce qui supporte l'argument en faveur d'une relation positive entre performance financière et performance sociale.

Mots-clés : responsabilité sociale, performance financière, performance sociale, médias, impact couverture médiatique, ISO 26 000, fluctuation des cours boursiers, bid, ask, spread.

INTRODUCTION

Au cours des trois dernières décennies, la responsabilité sociale des entreprises a été largement débattue et ce, de façon souvent controversée. Ce débat est en partie issu de la prolifération des différentes conceptualisations de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), mais est également lié à l'opérationnalisation du concept. Bien que le concept de responsabilité sociale se soit principalement développé en réaction aux insuffisances du modèle du marché néoclassique (Pasquero, 2004), il n'en demeure pas moins que l'idée selon laquelle la création de richesse maximale pour les actionnaires est le but premier des entreprises est toujours bien ancrée dans l'idéologie populaire et managériale (Friedman, 1962). Le débat sur la principale responsabilité des entreprises (Dodd, 1932; Hayek, 1969) oppose toujours ceux qui clament que la seule responsabilité de l'entreprise est d'être profitable et ceux qui clament que les responsabilités envers les diverses parties prenantes sont beaucoup plus étendues. Selon Bouslah (2006), ces théories s'appliquent également au lien entre performance sociale et performance financière. Une performance sociale favorable est nécessaire à la légitimité de l'organisation et les performances financière et sociale tendent à être corrélées positivement à long terme selon les tenants de la théorie des parties prenantes, alors que selon les adhérents à la théorie économique néoclassique, l'intérêt accordé par les gestionnaires aux intérêts autres que ceux des investisseurs se traduit par une rupture de la relation de confiance qui réduit inévitablement l'avoir des actionnaires (Friedman, 1962).

Malgré ce débat sémantique et opérationnel sur la RSE, tous ou presque s'entendent sur le fait qu'elle est hautement stratégique. Selon une étude de Oracle

Corporation et The Economist Intelligence Unit¹, interrogeant 136 gestionnaires provenant de plusieurs industries, ainsi que 65 investisseurs, 85% placent la responsabilité sociale comme une considération de haute importance lors des décisions d'investissement.

Plusieurs entreprises tentent de se démarquer en affichant haut et fort leur bilan de responsabilité sociale et les actions qu'elles ont entreprises dans la communauté. De leur côté, les investisseurs s'empressent de clamer qu'ils ont un comportement de placements éthiques et que la responsabilité sociale des entreprises influence leurs actions.

Notre étude vise à discerner dans quelle mesure exactement les investisseurs tiennent compte du positionnement de la firme en matière de performance sociale et environnementale des entreprises dans lesquelles ils investissent. Comme notre méthode d'analyse portera précisément sur le contenu médiatique, nous nous demandons également quels sont les impacts immédiats de la parution de nouvelles concernant la responsabilité sociale sur les investisseurs, donc sur la fluctuation des cours boursiers des titres en question?

Au fil de notre exploration du sujet de l'impact de la performance sociale des organisations, il apparaît que la recherche en RSE est fréquemment fondée sur l'analyse de contenu des publications de l'entreprise, plus particulièrement sur les rapports annuels, ou les pages web de la compagnie (Aupperle et al. 1985; Cochran and Wood, 1985; Balabanis et al. 1998; Campell et al. 2003). Or, ces documents ne peuvent pas être considérés comme présentant une perspective objective, comme ce sont les entreprises elles-mêmes qui font état de leur performance (Bryman and Bell, 2005). Bien qu'elles soient tenues à la transparence, les rapports de responsabilité sociale servent à les présenter sous leur meilleur jour. De nombreuses études analysent la publication des rapports à la loupe des théories néo-institutionnelles et

¹ *The Importance of Corporate Responsibility, The Economist Intelligence Unit, 2005.*

de la construction d'une légitimité par la production de récits (D'Almeida, 2006; De la Broise, 2006; Igalens, 2006, etc.). Ces théories stipulent que les rapports en question visent à convaincre le lecteur des efforts et de la 'blancheur' de l'entreprise lorsqu'il est question de responsabilité sociale. Ils participent ainsi à un processus de *storytelling* (Salmon, 2007). Leurs arguments stipulent notamment que la production d'un tel rapport nous renseigne peu sur le véritable engagement de la compagnie envers sa responsabilité sociale, puisqu'il est peu coûteux de produire un tel rapport et qu'il en résulte une faible exposition au risque. De plus, les documents corporatifs ont souvent une valeur de relation publique plutôt qu'une valeur informationnelle (McGuire et al., 1988 in Bouslah, 2006). Les investisseurs, comme toute autre partie prenante lectrice de ce rapport, demeurent donc critiques par rapport à cette source d'information. Selon Owen (1992), les parties prenantes sont souvent cyniques face à ces informations qui peuvent aisément basculer dans la complaisance. Les précédentes études portant sur le lien entre performance sociale et performance financière ont été de surcroît pointées du doigt en raison de leurs déficiences méthodologiques et des failles des échelles de mesure utilisées, de même que parce qu'elles se basaient sur un corpus d'entreprises disparates (Arlow et Gannon, 1982; Cochran and Wood, 1984; Aupperle et al, 1985; Gray et al., 1995, Griffin et Mahon, 1997; Balabanis et al., 1998; Richardson, Welker et al. 1999; Roman Hayibor et Agle, 1999; Wokutch et McKinney, 1992; Margolis et Walsh, 2000; Moore 2001; Orlitzky et al., 2003). Selon Davidson et Worrell (1988), les trois failles méthodologiques majeures résident dans l'utilisation de mesures de RSE questionnables, des mesures de performances financières inappropriées, de même que des procédures statistiques inadéquates.

Aucun consensus n'a donc été dégagé de ces études et il y a un manque dans la littérature sur la validité du lien entre performance sociale et performance financière lorsque la méthodologie porte sur un type de corpus différant des documents institutionnels, par exemple la publication de nouvelles de responsabilité

sociale dans les médias et le lien avec la fluctuation des cours boursiers (*bid, ask, spread, quote*, etc.). Il existe donc un réel besoin de recherche empirique en matière d'analyse de contenu en utilisant des supports alternatifs.

À notre connaissance, aucune étude n'a été réalisée en utilisant l'étude de l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale sur les investisseurs du secteur minier canadien. Les études portant sur le contenu médiatique se sont plutôt attardées sur les cas de retrait des activités d'entreprises en Afrique (Teoh, Welch et Wazzan, 1999; Mezhar, Nigh et Kowk, 1994; Posnikoff, 1994; Wright et Ferris, 1997). Des événements récents en termes de responsabilité sociale dans le secteur minier ayant eu un impact direct sur le cours de l'action de l'entreprise impliquée nous incitent à penser qu'il existe un effet immédiat de la publication de ces nouvelles de RS sur le comportement des investisseurs du secteur et cela est mesurable par le biais de l'observation de la fluctuation des cours boursiers (*bid, ask, spread, quote*, etc.). Les exemples cités dans une étude de Repetto (2004) seront détaillés à la section 3.2 pour illustrer cette hypothèse de départ. Ces cas nous incitent à penser que les événements de responsabilité sociale en général intéressent et modifient le comportement des investisseurs en termes d'achat et de vente d'actions. Des changements concernant les comportements socialement responsables des entreprises ont été liés à des incidents qui ont éveillé la conscience publique face à ces événements (Richardson, Welker et al. 1999). Selon la revue de littérature de Richardson, il semblerait que le marché utilise l'information à propos des crises ou des événements de responsabilité sociale pour réévaluer le prix des titres. Dans cette perspective, l'objectif de la présente recherche consiste à déterminer si la performance de responsabilité sociale des entreprises, telle que véhiculée dans les médias a une influence sur la performance financière, mesurée par la fluctuation des cours boursiers (*bid, ask, spread, quote*, etc.), dans le contexte des entreprises minières canadiennes ayant des activités à l'étranger. Nous aimerions ainsi découvrir s'il existe un lien entre la publication de nouvelles de responsabilité

sociale et la fluctuation des cours boursiers (*bid, ask, spread, quote, etc.*) du cours boursier d'entreprises minières canadiennes. Notre hypothèse est que la responsabilité ou l'irresponsabilité sociale des entreprises minières canadiennes, lorsqu'elle est médiatisée, a un impact sur la performance boursière de ces mêmes entreprises.

En adoptant une définition socialement construite de la responsabilité sociale des entreprises et l'analyse du contenu médiatique, il sera ainsi possible de mieux lier la partie prenante qu'est l'actionnaire à un message qui le rejoint, dans le cas présent l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale sur les investisseurs du secteur minier. Nous proposons une étude qui doit tenir compte des relations multiples et complexes entre plusieurs acteurs dont: les entreprises minières canadiennes, l'État d'origine des entreprises (Canada), les médias, les investisseurs, mais aussi des variables qui sont sous-jacentes, dont la responsabilité sociale, le cadre législatif, l'historique du secteur, l'investissement socialement responsable, etc. Les relations entre les différents acteurs de notre problématique sont multiples et s'entrecroisent. Dans la mesure où elle est l'initiatrice des questions abordées dans cette étude, l'entreprise minière est l'acteur principal dont l'influence, captée à travers le prisme médiatique, sera mesurée sur le comportement de l'investisseur, via la fluctuation des cours boursiers (*bid, ask, spread, quote, etc.*) des entreprises.

Alors que cette introduction présentait la problématique, les objectifs et l'hypothèse de recherche, les chapitres I, II, III et IV présentent des synthèses de la littérature. La problématique à l'étude comporte plusieurs volets qu'il importe de définir. En effet, quiconque s'interroge sur l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale sur les investisseurs fait face au problème de la définition de chacun des termes de l'interrogation. Il conviendra donc de préciser plus avant les termes de ladite recherche dans ces chapitres.

Le chapitre I présente le concept de responsabilité sociale et ses différentes conceptions dans la communauté scientifique et dans les organisations et la société.

C'est également en nous penchant sur les mesures de la RSE et des différentes législations qui y sont liées que nous pourrons présenter la définition de la RSE jugée pertinente et retenue pour la présente étude. Le chapitre II, quant à lui, fera état des différentes études portant sur les liens possibles entre PS et PF. Des exemples concernant l'effet de l'irresponsabilité sociale corporative et ses effets sur les cours boursiers seront ensuite présentés, notamment pour le secteur minier, afin de bien contextualiser l'objet de notre étude. Le chapitre III porte sur l'investissement socialement responsable, comme ce mouvement actionnarial majeur a une incidence bien directe sur le comportement potentiel des investisseurs miniers en relation avec la RSE des entreprises visées. Comme les médias ont un rôle de diffuseur important lorsqu'il est question de RSE, nous verrons en détail au chapitre IV les différentes théories qui peuvent expliquer un effet des nouvelles de RSE sur le comportement des investisseurs miniers. Le chapitre V présente le secteur industriel à l'étude, soit le secteur minier. C'est en abordant son historique, la condition actuelle du régime minier canadien, que nous comprendrons mieux le contexte dans lequel s'inscrit sa responsabilité sociale. Le chapitre VI expose la démarche méthodologique et analytique employée, soit l'analyse de contenu pour décortiquer le corpus médiatique. C'est également dans ce chapitre que le choix des compagnies minières est justifié, que la grille d'analyse de contenu médiatique utilisée est présentée et que la méthodologie quantitative employée pour analyser les cours boursiers est dévoilée. Le chapitre VII présente les résultats de la présente étude et la discussion de ces résultats, alors que le chapitre VIII clôt ce mémoire en concluant et en présentant les limites et contributions de la recherche.

CHAPITRE I

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE

Il importe de faire la distinction entre la controverse académique sur ce que signifie la RSE, et les controverses sociales, qui se sont soldées par l'exercice ISO 26000. Ces dernières rejaillissent sur les controverses théoriques et seront ainsi intégrées par les chercheurs qui entament dès lors une nouvelle génération de travaux. Or, malgré le fait que la responsabilité sociale soit un concept prédominant dans la littérature depuis plusieurs années, il était difficile d'en donner une définition précise et acceptée universellement avant la publication de la norme ISO 26000 en 2010, issue d'une concertation de plus de 800 experts en provenance de 80 pays.

1.1 La RSE chez les académiciens

Selon Carroll (1979) et d'autres chercheurs en responsabilité sociale des entreprises, l'histoire moderne du concept tel qu'on le définit aujourd'hui est marquée par la publication de l'ouvrage 'Social Responsibilities of the Businessman' d'Howard R. Bowen en 1953 (Beauchamp, 1995). Il a été parmi les premiers à remettre en cause la mission purement économique des entreprises. Par la suite, de nombreux auteurs ont également été marquants pour le développement de cette notion. Dans les années 1960, la littérature sur le concept de responsabilité sociale des entreprises a connu un essor fulgurant. Les auteurs marquants de cette période sont notamment Davis, Fredrick, McGuire et Walton (Carroll, 1999). Les années 1970 ont vu une prolifération de définitions, portées par des auteurs influents comme Davis, Steiner, Eells et Walton, Sethi, Presto et Post, et Carroll, qui déclinaient les

aspects économiques, légaux, éthiques et discrétionnaires de la responsabilité (Carroll, 1979). Dans la décennie 80, les auteurs, dont Jones, Drucker, Wartick et Cochran, Epstein et d'autres, ont plutôt tenté de mesurer la performance sociale des organisations (Carroll, 1999). En terminant le millénaire, les recherches des années 1990 ont poursuivi dans la même veine de la mesure et se sont penchées sur certains aspects de la responsabilité sociale, comme par exemple l'investissement socialement responsable. Le concept de la bonne citoyenneté corporative a également fait sa place au tournant du millénaire (Hemphill, 2004).

1.2 La RSE dans les organisations et la société

Durant les années 1960, aux États-Unis, un concept de responsabilité de l'entreprise novateur et proactif a vu le jour, soit la limitation des impacts négatifs de l'inévitable développement économique. L'environnement se dégrade, de multiples problèmes sociaux demeurent insolubles, les entreprises se sentent davantage concernées et désirent participer au changement. Dans les années 1970, la responsabilité sociale a pris un tournant instrumental. Une entreprise socialement responsable est devenue une entreprise bien gérée, qui sait s'adapter à un environnement changeant; pensons par exemple à Danone (Pasquero, 2004). La décennie 90 a vu une conscientisation prendre forme comparativement au recul opéré durant les années 1980. Les politiques de RSE centrées sur les actions visibles des organisations comme les politiques philanthropiques ou de gestion de la diversité ont prouvé leurs déficiences lorsque les nombreuses crises managériales et environnementales ont été révélées au grand jour. Avec l'avènement de la globalisation, la participation citoyenne a pris tout son sens comme nouvelle dimension du concept de responsabilité sociale. L'entreprise est au centre des intérêts et des besoins des parties prenantes qui sont liées à celle-ci d'une façon ou d'une autre. L'entreprise se devrait d'être non seulement responsable, mais bien

citoyenne, ce qui témoigne du passage d'une attitude réactive à celle plus proactive de s'engager positivement (Pasquero, 2004).

Selon Gendron (2004), « avec l'avènement de la mondialisation et l'autonomisation législative des firmes transnationales (Moreau, 2003), la responsabilité sociale se mue davantage en un questionnement concernant la régulation de l'entreprise mondialisée, [...] peut venir combler le vide réglementaire entraîné par la mondialisation de l'économie ». Nous aborderons en détail la législation en RSE à la section 1.4. Pour l'heure, la communauté internationale se penche sur l'appropriation de la norme ISO 26 000, qui énonce non seulement une définition reconnue universellement, mais des meilleures pratiques organisationnelles pour chacune de ses questions centrales, soit :

- Gouvernance de l'organisation
- Bonnes pratiques des affaires
- Environnement
- Conditions de travail
- Droits de l'Homme
- Contribution au développement local, ou engagement sociétal
- Questions relatives aux consommateurs

1.3 Les mesures de la RSE

Les comportements en matière de responsabilité sociale ne sont pas constants au fil du temps ou de l'espace et que la définition de la RSE est culturellement et historiquement spécifique (Richardson, Welker et al. 1999). Comme il est difficile de prime abord de la définir, il n'y a pas de meilleure façon de la mesurer non plus (Wolfe et Aupperle, 1991). Plusieurs mesures ont été développées pour venir combler ces failles, notamment des indices et des échelles de réputation, des études de cas, de l'analyse de contenu de documents (Graves, 1997). Les approches suivantes sont reconnues comme fiables pour mesurer la responsabilité sociale des entreprises : les indices de réputation ou les bases de données en la

matière, analyse de contenu des publications corporatives, échelles mesurant la responsabilité sociale au niveau individuel et les échelles mesurant la responsabilité sociale au niveau organisationnel. Les indices de réputation et les bases de données sont parmi les méthodes les plus courantes pour évaluer la RSE. Notamment, The Kinder, Lydenberg, et Domini (KLD) Database, le Fortune Index, ainsi que le Canadian Social Investment Database (CSID) sont de bons exemples de cette méthode. KLD évalue les compagnies transigées sur le marché boursier américain en se basant sur les 8 attributs suivants : les relations avec la communauté, les relations avec les employés, l'environnement, le produit, le traitement des femmes et des minorités, les contrats militaires, l'énergie nucléaire et l'Afrique du sud. L'indice de réputation de Fortune fournit également un outil systématique pour évaluer les comportements socialement responsables d'un point de vue managérial. D'autres échelles ont également été créées à partir de ces échelles existantes. Par exemple, Ruf et al. (2007) ont développé une échelle pour évaluer l'importance relative des huit dimensions de KLD par le biais d'un processus hiérarchique analytique. Selon ces auteurs, les attributs de KLD ont coïncidé avec les dimensions légales, éthiques, et discrétionnaires du modèle de Carroll (1971). Plusieurs auteurs ont pointé les failles de ces méthodes de mesure incomplètes ou méthodologiquement incomplètes. Par exemple, Maignan and Ferrell (2000) ont trouvé ces indices inadéquats pour évaluer toutes les entreprises et conclu que les indices de KLD et de Fortune ne sont pas basés sur des arguments théoriques (p.285). Brown et Perry (1994; 1995), ainsi que Wood (1995) sont également d'avis que les palmarès des entreprises les plus admirées, faits par des analystes financiers, souffrent d'un biais financier. Il serait effectivement redondant de corrélérer la performance financière avec le classement des plus admirées, qui tient compte de façon importante des données financières. Une autre base de données connue est CSID, qui mesure la somme de la moyenne des forces et des faiblesses pour chacune des sept dimensions suivantes (Mahoney et Thorne, 2005, p.244) : communauté, diversité, relations avec les employés,

environnement, opérations internationales, pratiques concernant les produits et les affaires, et la gouvernance corporative. Toutes ces méthodes de mesure tentent de cerner les enjeux sociaux qui doivent être considérés ou pris en compte dans le concept de responsabilité sociale; or, ces enjeux changent et diffèrent par industrie, et sont en fluctuation constante (Carroll, 1979). C'est pour cette raison qu'à ce jour, aucune échelle de mesure n'a véritablement obtenu un consensus, ni de la part de l'industrie, ni de la part des académiques. La section suivante effectuera un survol de la législation en RSE et présentera les arguments en faveur ou en défaveur d'une autoréglementation.

1.4 La législation en responsabilité sociale des entreprises

Le débat sur la définition de la responsabilité sociale qui s'est poursuivi durant plusieurs décennies s'est résolu avec l'avènement d'ISO 26000, alors que le débat sur la législation en matière de RSE fait toujours rage chez les chercheurs. Certains auteurs et acteurs privilégient une approche volontaire alors que d'autres préconisent des lois et règlements encadrant les mesures de responsabilité afin de les rendre plus unifiées et effectives. Le débat actuel concerne la pertinence de la réglementation, et la controverse est de savoir si le gouvernement (contrôle et règles), le marché (taxes et autres incitatifs), l'auto régulation (Herath, 2005), ou une régulation hybride entre le volontaire et le réglementaire (Gendron et al. 2003), est la meilleure solution.

1.4.1 Les arguments en faveur de l'autoréglementation ou d'une régulation dite hybride

Il est commun de trouver des arguments en faveur d'une approche volontaire en opposition aux régulations gouvernementales (Estes, 1972; Dye, 1990). Récemment se sont développés de nouveaux mécanismes d'autoréglementation, notamment la certification volontaire, dans le but de protéger le public et les

industries. L'instauration d'ISO 26 000 entre dans cette optique, de même que les mécanismes de référence communs comme le Global Reporting Initiative. En 2003, Gendron et al. ont plutôt entrevu ces processus d'autoréglementation comme étant de régulation hybride. Selon ces auteurs, c'est ainsi qu'au delà de l'appel au potentiel régulateur de la responsabilité sociale à l'échelle mondiale, on peut entrevoir la consolidation d'un système de régulation hybride d'une rare complexité, porté par des acteurs multiples et articulant à la fois le national et le global, le public et le privé, le volontaire et l'obligatoire. Ce système engendrerait de nombreux défis en termes de gestion et de transparence. Alors que certains ont vu dans les investissements et la finance responsable une solution de remplacement à la réglementation, Gendron (2004), y voit plutôt « une nouvelle modalité de régulation susceptible de s'arrimer aux mécanismes traditionnels », poursuivant ainsi dans le même ordre d'idées de régulation hybride. La finance responsable émerge, tout comme certains autres mouvements sociaux, en cherchant à capter et encadrer une activité économique qui s'est affranchie du cadre régulateur des États-Nations à la faveur du processus de mondialisation (Gendron, 2004). Les rôles facilitants que les États pourraient y jouer sont multiples : analyse approfondie du cadre législatif, utilisation judicieuse du cadre fiscal, encadrement de la pratique des agences de notation, exigence d'une reddition de comptes uniforme, clarification des normes et régulations en place.

Ces approches volontaires ou hybrides sont préconisées pour de nombreuses raisons. En effet, malgré plusieurs initiatives et beaucoup de bonne volonté, l'efficacité étatique se heurte fréquemment à certaines limites. Les raisons en sont multiples : expédients politiques, inapplicabilité de textes confus, protection d'emplois, lobbying, etc. L'État peut donc être tolérant dans l'application de ses lois et il arrive que ces lois soient contournées ou ignorées. La société civile ne peut donc complètement s'en remettre à l'État pour réaliser ce contrôle social (Pasquero, 2004). Tous ne partagent toutefois pas les arguments proposés en faveur d'une approche

volontaire, c'est pour cette raison que la section suivante présente les arguments favorisant plutôt la réglementation.

1.4.2 Les arguments en faveur de la réglementation

Il arrive fréquemment que la création de lois sur l'impact social de compagnies soit la conséquence d'incidents spécifiques qui ont mis en lumière les externalités causées par lesdites compagnies, comme par exemple un déversement d'essence, une déflagration chimique ou une discrimination systématique contre un groupe ciblé (Richardson, Welker et al. 1999).

Selon Turcotte et M'Zali (2004), les dialogues mettant en relation de multiples parties prenantes sont porteurs de changement en ce qui concerne l'évolution de l'investissement responsable, mais ces espaces de discussions ne peuvent se substituer au rôle de l'État. Il n'appartient qu'à lui d'élaborer des réglementations. L'État et les autres instances régulatrices facilitent l'obtention d'information sur la RSE. Certains auteurs défendant l'approche réglementaire mentionnent le risque bien tangible que tant et aussi longtemps que le mouvement de responsabilité sociale des entreprises demeure volontaire, les normes et critères s'y reportant soient utilisés comme des écrans de fumée par les entreprises qui se comportent de façon irresponsable et qui pratiquent le 'greenwashing' (Keck, 2005).

La législation porte parfois sur des aspects bien spécifiques de la RSE, notamment sur les rapports produits par les organisations. Des acteurs de la finance responsable sont en faveur d'une divulgation réglementée. Social Investment Organization (SIO) s'est adressé directement au premier ministre du Canada, aux autorités canadiennes en valeurs mobilières et au comité des finances publiques du Québec pour exiger que les entreprises rendent publics leurs rapports sur la responsabilité sociale et environnementale. Selon Eugene Ellmen, directeur exécutif : « Si les rapports sur la performance sociale produits volontairement par les entreprises peuvent aider, ce n'est que lorsque la divulgation d'information sociale et

environnementale sera obligatoire que les investisseurs pourront obtenir l'information essentielle sur les entreprises [...] (Eugene Ellmen, SIO Forum, Octobre 2002, p.5).

La législation sur la diffusion de rapports est en vigueur notamment en France, où le gouvernement impose aux entreprises de produire un bilan social depuis 1978, pour toutes les entreprises de plus de 700 employés. Depuis 2002, toutes les entreprises cotées en Bourse doivent ajouter à leur bilan annuel un rapport social et environnemental. Or, des inconvénients demeurent, malgré la réglementation. Une certaine liberté de diffusion de ces rapports réside dans le fait que, par exemple, une compagnie de tabac peut faire état de ses émissions de CO² (The Economist, 2004), une banque mentionner que ses produits sont sans danger pour la santé de ses consommateurs, un fonds de couverture se vanter de bonnes relations de travail avec ses employés, alors que ces 'bons comportements' n'ont aucun lien pertinent avec le secteur d'activités (Keuleneer 2006). Un rapport remis par l'ORSE au gouvernement français en 2004 confirme que la prise en compte des impacts sociaux et environnementaux est mal rapportée dans les rapports annuels. Sur les 700 entreprises concernées, la majorité d'entre elles n'ont pas respecté la loi. La plupart des entreprises ont remis un rapport intitulé « rapport de développement durable », alors que seulement la moitié des entreprises s'est véritablement engagée dans une démarche de développement durable (ORSE, 2004). D'autres gouvernements, comme celui du Royaume-Uni, ont dicté certaines obligations aux actionnaires, dans la perspective plus globale visant à sensibiliser ceux-ci aux conséquences de leurs actions managériales. Selon De Serres (2004), la stratégie d'intervention du gouvernement britannique vise à stimuler l'engagement des investisseurs institutionnels et des autres intervenants du secteur financier dans leur processus de sélection, de monitoring ou de contrôle de leurs investissements et les devoirs de prudence et de responsabilité fiduciaire des gestionnaires de fonds institutionnels. Ce gouvernement a également légiféré en forçant les investisseurs

institutionnels à déclarer leur politique à l'égard de l'investissement socialement responsable. Cette stratégie semble être bénéfique, car selon un sondage de Deloitte et Touche réalisé au Royaume-Uni, 65 % des gestionnaires de fonds de pension ont mentionné utiliser davantage de mesures de responsabilité sociale pour choisir et évaluer leurs investissements, alors que 59 % des sociétés de fonds de pension en font autant (De Serres, 2004).

En terminant, la RSE est souvent présentée comme une réponse univoque à la régulation de l'entreprise mondialisée. Toutefois, lorsqu'on en saisit toutes les dimensions et qu'on l'appréhende comme mouvement ou comme questionnement plutôt que de se limiter au discours simpliste de l'autorégulation, elle est à l'origine d'une multiplicité d'outils (dont plusieurs sont encore à l'état embryonnaire) annonciateurs d'un système régulateur global en émergence à l'échelle internationale. Ce système apparaît comme infiniment complexe et repose sur une multiplicité d'acteurs, de mécanismes et de fondements normatifs, et il fait l'objet de débats de fond portés par des conceptions antagoniques de la société et de l'intérêt général (Gendron et al., 2003). La plupart des auteurs, qu'ils appartiennent à une école ou à l'autre, s'entendent pour statuer sur le fait que la création de critères afin d'établir une norme et des indicateurs universels permettant l'analyse comparative des obligations de reddition de comptes est nécessaire et pertinent (De Serres, 2004; Keuleneer, 2006; Capron, 2009), ce qui nous amène au thème de la section suivante, qui se penche exclusivement sur la divulgation environnementale et sociale.

1.5 La divulgation environnementale et sociale

La communication en termes d'environnement et de responsabilité sociale est sujette à de multiples définitions. Berthelot y voit pour sa part « l'ensemble de l'information liée aux activités et à la performance passées, actuelles et futures d'une entreprise » (Berthelot et al., 2003 in Caron et Cho, 2009). Elle contient, en outre de l'information financière, l'information aux parties prenantes de l'organisation. Il y

aurait par ailleurs plusieurs études qui tendent à démontrer que les exigences des parties prenantes se sont accrues en termes de divulgation environnementale (Berthelot et al., 2003; Cormier et al., 2004), cette information étant davantage utilisée lors de la prise de décision. Capron et Quairel (2009) définissent le rapportage développement durable (DD) comme la diffusion régulière d'informations économiques, environnementales et sociales produites par les entreprises à destination des tiers simultanément ou indépendamment de la reddition financière. Le rapportage DD « consiste à mesurer la performance d'une organisation en matière de DD, à en communiquer les résultats et à en rendre compte aux parties prenantes internes et externes » (GRI 3, 2006, p.3). Selon ces auteurs, il existe quatre modes de divulgation sociale et environnementale bien distincts :

1. Divulgation volontaire

Selon des contenus et des formes librement choisis par l'entreprise qui l'assimilent totalement à la communication, même si celle-ci est régulière et périodique ; son avantage principal est la souplesse d'adaptation aux spécificités des activités de l'entreprise, mais elle présente l'inconvénient de ne paraître guère crédible aux yeux des tiers, et ce d'autant plus si elle n'est pas auditée par un expert indépendant ;

2. Divulgation volontaire, normalisée selon un référentiel largement reconnu

Ce mode a la faveur des entreprises en pointe et des analystes, mais cela pose le problème de l'acceptation d'un référentiel commun : le Global Reporting Initiative (GRI) qui s'efforce de l'être n'apparaît pas encore suffisamment légitime aux yeux d'un grand nombre d'acteurs ;

3. Divulgation réglementée, mais non normalisée

Ce qui est le cas du rapportage selon la loi NRE en France : elle présente l'avantage de la flexibilité, mais elle est source d'ambiguïtés dans son application et cette difficulté rejaillit sur le bien-fondé de son existence ;

4. Divulgation réglementée, normalisée

En discussion et généralement prônée par les acteurs de la société civile, elle apparaît trop contraignante pour les entreprises qui font valoir la difficulté de prendre en compte la diversité des situations et les risques de provoquer des effets de détournement. » (Capron et Quairel, 2009).

Le tableau suivant présente un résumé de ces modes de divulgation.

Tableau 1.1 : Les modes de divulgation de l'information sociale et environnementale

Divulgarion	Volontaire	Réglementaire
Reddition	Exige une normalisation (type GRI ou EMAS...)	Loi NRE, règlements et directives européennes sur l'environnement
Communication	Pas de règles actés Règles de bonne pratique	Publicité autorégulée par les professionnels (ex. BVP)

Source : Capron et Quairel, 2009

Des normes et directives de comptabilité en matière de communication et de divulgation environnementale ont été produites par des organismes de réglementation, notamment l'American Institute of Certified Public Accountants (AICPA), la Securities and Exchange Commission (SEC) et l'Institut Canadien des comptables agréés (ICCA). Cho et Patten (2008) concluent toutefois que malgré ces normes, les entreprises ne divulguent pas suffisamment d'information, ni ne le font adéquatement. Le contenu de la divulgation environnementale est lié à la performance environnementale des organisations, au contexte réglementaire et aux pressions médiatiques. L'information divulguée est donc hétérogène, tant en termes de qualité que de quantité, en raison du caractère volontaire de la majorité des initiatives de divulgation et de la diversité des champs d'activité des entreprises. Selon Gray (2006), les rapports publiés volontairement sont clairement insuffisants en nombre et en qualité pour pouvoir prétendre répondre au droit à l'information des citoyens et des pouvoirs publics. Il demeure que pour l'instant, la majeure partie des initiatives de divulgation sont issues de démarches volontaires (AA-1000, ISO 26000, GRI, etc.).

Les grandes entreprises françaises sont pour leur part soumises à la loi sur les nouvelles régulations économiques (loi NRE) depuis 2001, qui les oblige à produire un rapport de responsabilité sociale détaillant « la manière dont les entreprises

prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité » (L. 225-102-1 de l'article 116). Elles sont donc dans le 3^e mode de divulgation selon Capron et Quairel (2009), soit la divulgation réglementée, mais non normalisée. La pratique de divulgation sociale et environnementale est courante dans la majorité des grands pays développés, mais elle n'est réglementée que dans quelques-uns d'entre eux: Danemark, Norvège, Suède, Pays-Bas, France, Australie, Japon et plus récemment Argentine, et à un certain degré l'Afrique du Sud. L'information exigée est plus d'ordre environnemental, notamment les effets des activités de l'entreprise sur l'environnement. Seules la Norvège, la France et l'Argentine disposent de législations exigeant un rapport complet intégrant les aspects sociaux (relations employeurs/salariés) et sociétaux. En Norvège toutes les entreprises y sont soumises, alors qu'en Argentine la législation concerne les entreprises de plus de 300 salariés ; en France, elle ne s'appliquait qu'aux sociétés cotées (Capron et Quairel, 2009) avant la Loi Grenelle 2, qui exige maintenant que toutes les entreprises de plus de 500 salariés présentent un bilan social et environnemental (Loi Grenelle 2, 2010).

Selon Caron et Cho (2009), les entreprises adoptent trois positions majoritaires face à la gestion et à la communication environnementales, soit le respect des lois, l'amélioration de la compétitivité et la réduction des effets négatifs sur l'environnement. Si on les met en parallèle avec les modes de divulgation de Capron et Quairel (2009), l'on constate que le respect des lois s'apparente au mode réglementaire, alors que l'amélioration de la compétitivité et la réduction des effets négatifs sur l'environnement sont plutôt liées au mode volontaire.

En dépit de la multiplicité des initiatives de divulgation et de leur caractère volontaire, il est possible de constater des tendances lourdes. Il apparaît que l'approche la plus utilisée soit celle de la Global Reporting Initiative (GRI). Elle était utilisée par plus de 500 compagnies dans 45 pays en 2004 (Slater et Gilbert, 2004). En 2008, ce sont plus de 75 % des entreprises du groupe des 250 plus grandes

entreprises internationales et près de 70 % des entreprises du groupe des 100 plus grandes entreprises européennes qui utilisent les lignes directrices de la GRI (KPMG International Survey of Corporate Responsibility Reporting, 2008). La GRI mentionne que son objectif est d'uniformiser les méthodes.

Si de plus en plus d'entreprises divulguent, et le font suivant des référentiels internationaux connus comme la GRI, un lien peut être tissé avec la rentabilité présumée de la divulgation sociale et environnementale. En effet, une étude récente de Lintstock et Imagination (2004) a étudié la performance générale de 798 sociétés cotées sur le S & P 1200 qui n'ont pas rédigé de rapport de développement durable ou environnemental, en les comparant avec 193 sociétés cotées qui ont publié un rapport fondé sur les lignes directrices de la GRI. L'étude a révélé que celles qui faisaient du *reporting* ont connu une volatilité moindre du cours de leurs actions, en plus de marges bénéficiaires d'exploitation significativement plus élevées (1,52 %) sur cinq ans par rapport à leurs homologues qui ne divulguaient pas (1,25 %). Lorsque l'on s'attarde à l'échantillon des 35 sociétés ayant produit les rapports les plus complets selon les lignes directrices de la GRI, l'écart d'exploitation de la marge bénéficiaire a augmenté de façon spectaculaire à 3,41 % pour les entreprises en publiant, contre 1,25 % pour les 748 entreprises qui ne publiaient pas de tel rapport (Lintstock & Imagination, 2004).

Après avoir abordé la responsabilité sociale sous l'angle des chercheurs, de la société et des organisations, puis de la législation et de la divulgation, la section suivante clora le chapitre sur la RSE en précisant la définition retenue pour la présente étude.

1.6 Conclusion sur la responsabilité sociale telle que pertinente pour notre étude

Nous avons présenté les différents volets de la RSE pertinents pour notre étude, tant dans la littérature scientifique que dans la société et les organisations. Par

contre, pour les besoins de notre problématique, il importe de statuer sur le choix d'une définition de la responsabilité sociale, afin d'interroger le corpus médiatique en conséquence. Nous sommes conscients qu'une définition préconçue de la responsabilité sociale des entreprises pourrait nuire à l'exhaustivité de la recherche, car elle inciterait à restreindre l'étendue du champ d'observation de par une mauvaise délimitation de la problématique de recherche à la base. Il arrive que la définition de la responsabilité sociale retenue se montre souvent incohérente avec les phénomènes observés par les chercheurs et qui peut nuire grandement à la validité interne de la recherche, selon Gendron (2009). Plusieurs grandes instances vont dans le sens du choix d'une définition socialement construite lorsqu'il est question de la RSE, notamment la Banque mondiale, selon qui la recherche d'un modèle en matière de théorisation de la responsabilité sociale des entreprises n'est pas ce qui apparaît des plus pertinents. En effet, selon celle-ci, la RSE serait une démarche orientée vers l'obligation de rendre des comptes et reposant sur l'engagement civique : ce sont les citoyens ordinaires ou les organisations de la société civile (ou les deux à la fois) qui veillent directement ou indirectement à la responsabilité des détenteurs du pouvoir. Les mécanismes de responsabilité sociale sont donc régis par une demande et fonctionnent selon un processus ascendant, en partant de la base. On les associe parfois à des mécanismes « externes » ou « verticaux de responsabilité », par opposition aux mécanismes « horizontaux » et plus conventionnels qui font intégralement partie de l'État (Mondiale, 2003).

Une autre vision de la RSE est celle de Bowen (1953) qui émet l'hypothèse que les entreprises doivent agir comme des agents moraux au sein de la société et qu'elles existent pour combler les besoins de la société. Ladite entreprise doit donc se conformer aux valeurs et aux objectifs de la société (Wartick et Cochran, 1985). C'est en partant de ces valeurs et de ces objectifs comme point de référence pour une société donnée qu'il est possible de mesurer la performance d'une entreprise (Audebrand, Rolland et Tremblay, 2004). À la lumière de ces constats, nous avons

donc choisi de retenir une définition de la RSE émanant d'un construit social pour notre étude. Ceci nous permet donc d'envisager le phénomène social qu'est la responsabilité sociale comme étant construit, ou autrement dit créé puis institutionnalisé et ensuite converti en tradition. Cette nouvelle réalité serait donc perpétuée au sein d'un processus dynamique. Les individus se l'approprieraient en fonction de leur interprétation et de leur connaissance, la réalité étant perçue d'un point de vue subjectif plutôt qu'objectif (Berger et Luckmann, 2006). La nouvelle norme d'ISO 26 000 est cohérente avec une définition socialement construite de la responsabilité sociale d'entreprise, car elle vise une compréhension commune du champ de la RSE et à aider les organisations à contribuer au DD. Cette norme a été développée par un groupe de 800 experts provenant de plus de 80 pays différents (Gendron, 2009b). En juillet 2010, l'ISO/GT RS comptait 450 experts participants et 210 observateurs de 99 pays membres de l'ISO et de 42 organisations en liaison (ISO, 2011). La figure suivante, tirée du site web de l'ISO (2010), illustre les lignes directrices de cette norme.

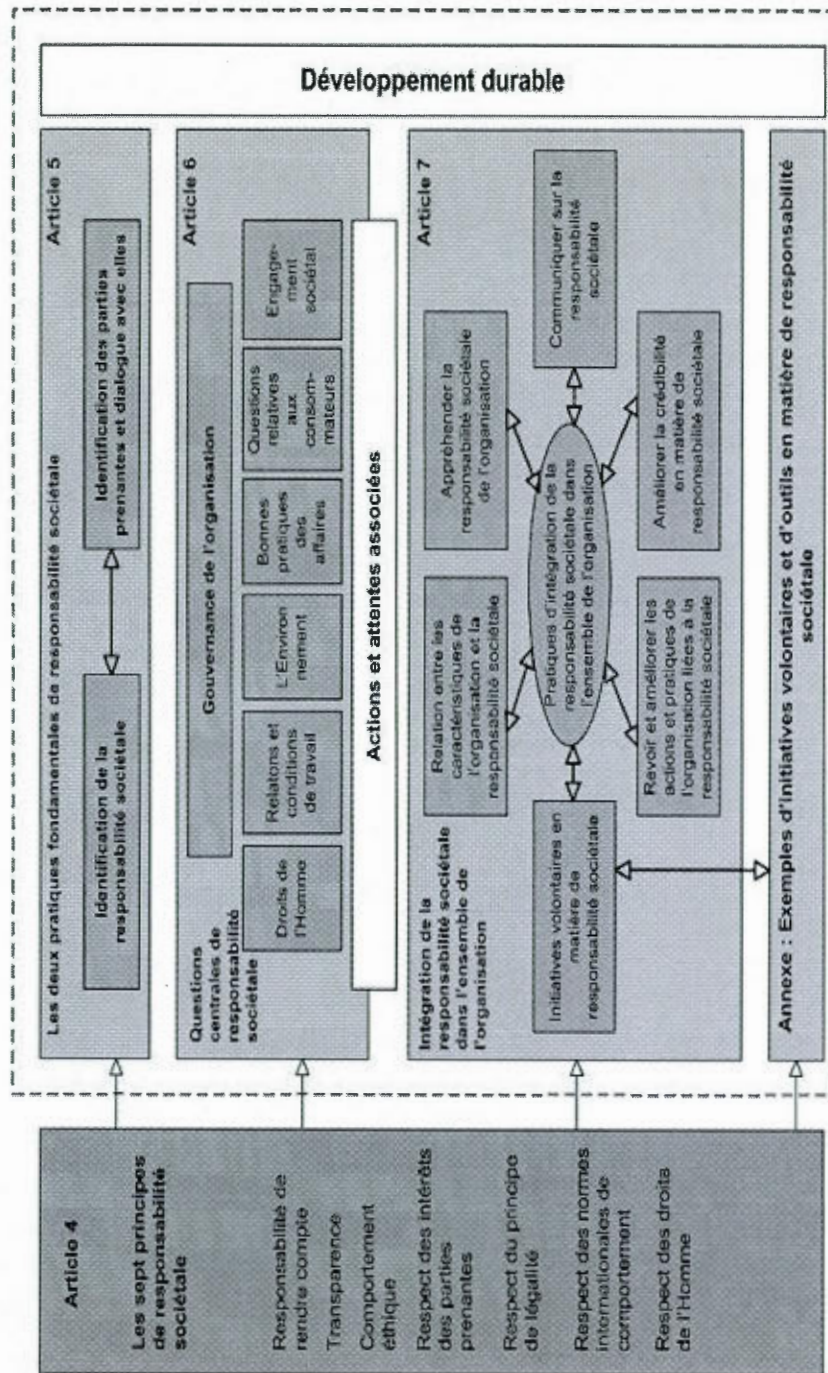


Figure 1.1 : Vue d'ensemble d'ISO 26000

Source : ISO, 2010

Les lignes directrices pour tout type d'organisation cherchant à assumer la responsabilité des impacts de ses décisions et activités et en rendre compte sont présentées dans la norme ISO. Voici la définition de la RSE retenue par ISO 26000 :

« Responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement transparent et éthique qui :

- contribue au développement durable y compris à la santé et au bien-être de la société
- prend en compte les attentes des parties prenantes
- respecte les lois en vigueur et est compatible avec les normes internationales
- est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations » (AFNOR, 2011).

La norme décrit en outre deux pratiques fondamentales, qui visent à déterminer les domaines d'action pertinents et prioritaires pour une organisation. Cette définition socialement construite retenue, définie par un consensus international, cadre bien avec le corpus médiatique qui sera à l'étude, puisque les représentations de la RSE qui sont présentes dans les médias témoignent de la compréhension et de l'appropriation du concept par les masses. Maintenant que nous avons défini en profondeur quelle définition de la RSE est pertinente pour notre étude, nous allons maintenant nous pencher sur le lien entre celle-ci et la performance financière des entreprises.

CHAPITRE II

RELATION ENTRE PERFORMANCE SOCIALE ET PERFORMANCE FINANCIÈRE

La question sur les lèvres de tous les chercheurs s'intéressant à la responsabilité sociale des entreprises et les tenants de la théorie de la firme, en ce tournant de deuxième millénaire, est de savoir ce qu'il en coûte pour une entreprise d'être socialement responsable en opposition à ce que cela lui rapporte. Ou en d'autres mots : « combien d'argent précisément une entreprise doit-elle dépenser pour ses responsabilités sociales » (McWilliams et Siegel, 2001).

L'état des recherches empiriques portant sur le lien entre la performance sociale et la performance financière de l'entreprise était peu développé à la fin des années 1970 (Abbott et Monsen, 1979 in Bouslah, 2004). Les études empiriques qui visent à tester les définitions, propositions, concepts et théories proposées sont rares, et les mesures utilisées sont fréquemment jugées comme non-valides. En général, la recherche sur le lien entre responsabilité sociale et les marchés boursiers souffre de lacunes de conception à la base, notamment un manque de développement théorique. Il est en effet difficile de développer des résultats cohérents et cumulatifs sans un point commun de référence théorique (Richardson, Welker et al. 1999). En plus des difficultés théoriques concernant la définition du concept de la performance sociale (Carroll, 1979; Jones, 1980; Wartick et Cochran, 1985; Wood, 1991), l'opérationnalisation du concept lui-même pose également problème. L'opérationnalisation de la performance sociale, ou sa mesure, permet de conclure à savoir si les entreprises socialement responsables sont aussi profitables. Si cela s'avère vrai, ce sera un argument en faveur de la RSE pour les gestionnaires, ainsi que pour d'autres théories reliées à ce concept (théorie des parties prenantes,

éthique des affaires, citoyenneté corporative) (Bouslah, 2006). Cochran et Wood (1984) remarquent que les principales mesures utilisées pour évaluer la performance sociale étaient des indices de réputation et l'analyse de contenu de documents corporatifs. Or, ces mesures contiennent un biais intrinsèque, tel que discuté précédemment dans la section 2 sur la RSE. Selon Aupperle et al (1985), l'évaluation de la performance sociale n'est pas aussi développée que celle de la performance financière, bien qu'il faut noter que cette dernière est évaluée différemment selon les études.

Les partisans de la théorie des parties prenantes soutiennent qu'une performance sociale favorable est une exigence pour la légitimité de l'entreprise et que les performances sociale et financière tendent à être corrélées positivement à long terme (Freeman, 1984). D'un point de vue opposé se trouvent les critiques des partisans de la théorie économique néoclassique (Friedman, 1970) qui soutiennent que l'attention portée par les gestionnaires aux intérêts autres que ceux des investisseurs signifie un bris de confiance qui détruit assurément de la valeur.

Dans cette section, nous allons nous attarder aux différentes études empiriques ayant porté sur le lien entre performance sociale et performance financière. Nous verrons quels types de liens peuvent survenir entre la performance financière et la performance sociale, de même que conclure sur l'état de ces études empiriques.

2.1 Les études empiriques portant sur la relation entre performance sociale (PS) et performance financière (PF)

Plusieurs chercheurs se sont intéressés à l'opérationnalisation de la PS et ont étudié sa relation avec la PF (Cochran et Wood, 1984; Aupperle *et al.*, 1985; McGuire *et al.*, 1988; Aupperle, 1991; Wood et Jones 1995; Pava et Krausz, 1996; Griffin et Mahon, 1997; Waddock et Graves, 1997; Moore, 2001). Il faut toutefois noter que l'origine de cet intérêt remonte aux travaux de Morkawitz qui a développé dans les

années 70 un indice de réputation afin de faire le lien entre les responsabilités de l'entreprise et sa performance financière (Carroll, 1999).

Margolis et Walsh ont réalisé en 2001 une méta-analyse de 95 recherches ayant été réalisées depuis 1972 sur le lien entre la performance financière et la responsabilité sociale des entreprises. Selon ces derniers, il existe une multiplicité de résultats possibles en fonction des méthodologies employées pour réaliser ces études. 53% des études établissent un lien positif entre la performance financière et la responsabilité sociale des entreprises, lorsque la RSE est utilisée comme variable indépendante. Cependant, dans 24% des études aucun lien n'a été établi, tandis que dans 19% des cas on signale un lien mixte et 5% des études indiquent un lien négatif. Ces résultats de l'étude de Margolis et Walsh (2001) sont illustrés dans la figure suivante.

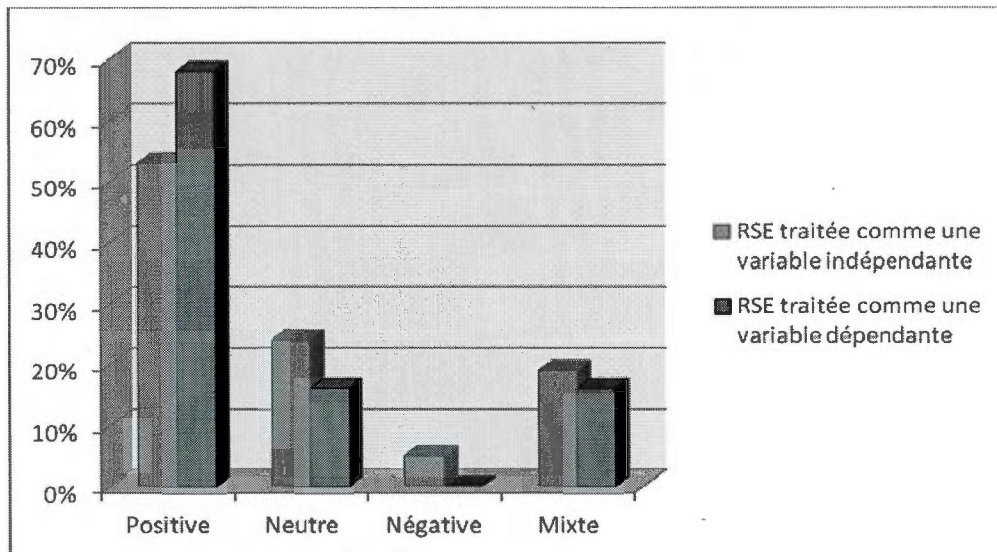


Figure 2.1 : Relation entre performance sociale et performance financière des entreprises
Un portrait des relations de 95 études

Source : Margolis et Walsh, 2001

Les études qui ont tenté d'étudier la relation entre performance sociale et performance financière sont critiquées pour des limites théoriques et méthodologiques (Bouslah, 2006 ; Margolis et Walsh, 2001). On constate également la diversité des mesures utilisées particulièrement en ce qui concerne la mesure de performance financière, mais aussi en ce qui concerne la performance sociale, qui demeure un construit ardu à définir (Margolis et Walsh, 2001). Certains auteurs utilisent des mesures basées sur les données du marché telles que le rendement, alors que d'autres utilisent des mesures comptables comme le ratio du rendement sur l'équité (ROE) (Bouslah, 2006).

Selon Ullmann (1985), les différences dans les méthodologies de recherche et les mesures de la performance financière pourraient expliquer en partie les résultats conflictuels. En plus, la plupart de ces études n'ont pas contrôlé les effets possibles d'autres variables qui pourront affecter la relation entre performance sociale et

performance financière (McGuire *et al.*, 1988) ou l'ont contrôlée de façon différente. En effet, l'examen de la littérature démontre que les tentatives empiriques pour capter le lien entre la performance sociale et la performance financière ont produit des résultats conflictuels et peu concluants (Cochran et Wood, 1984; Ullmann, 1985; Wood et Jones, 1995; Pava et Krausz, 1996; Griffin et Mahon, 1997). Plusieurs publications ont résumé les études ayant porté sur la relation entre performance sociale et performance financière dont Ullmann (1985), Pava et Krausz (1996), Griffin et Mahon (1997) et Orlitzky *et al.* (2003). À ce jour, il n'existe aucun consensus définitif concernant la nature de cette relation (Griffin et Mahon, 1997). Plusieurs arguments théoriques ont été présentés par certains auteurs pour justifier la nature de la relation trouvée. Ces arguments seront présentés dans les articles suivants.

2.1.1 Relation positive entre performance sociale et performance financière

Les bases de l'argumentation qui défend l'existence d'une relation positive entre PS et PF trouve ses fondements dans la théorie des parties prenantes. Cette théorie suppose l'existence d'une relation entre les coûts explicites d'une entreprise tels que le paiement des créanciers et ses coûts implicites vis-à-vis d'autres parties prenantes, tels que les coûts de la qualité du produit ou les coûts environnementaux (Waddock et Graves, 1997, in Bouslah, 2006). Selon cette théorie, l'entreprise qui tente de diminuer ses coûts implicites en commettant des actions socialement irresponsables assumera en conséquence une augmentation de ses coûts explicites, se traduisant ainsi par un désavantage concurrentiel (Waddock et Graves, 1997). L'hypothèse de la dette latente pourrait également expliquer le lien positif entre performance sociale et performance financière. Elle suggère qu'il existe un lien positif entre la responsabilité sociale ou environnementale d'une entreprise et sa performance financière. Selon cette hypothèse, une entreprise qui agit de façon irresponsable envers la société et l'environnement accumule en fait une dette

latente. La valeur de cette dette réduirait d'autant la valeur de la firme et donc sa performance financière (M'Zali et Turcotte, 1997, p.5).

Si l'on s'attarde plutôt à la perspective de la théorie des parties prenantes, deux raisons pourraient expliquer une relation positive entre la PS et la PF. En premier lieu, les coûts concrets de la performance sociale sont négligeables alors que les avantages peuvent s'avérer importants. On peut penser aux impacts qu'une politique relationnelle claire envers les employés peut avoir. Les coûts sont peu importants, alors que des améliorations notables de la productivité et du moral des employés peuvent se faire sentir, donnant ainsi à l'entreprise instigatrice un avantage concurrentiel sur les organisations moins responsables (Waddock et Graves, 1997; McGuire *et al.*, 1988). En second lieu, selon Alexander et Buchholz (1982), une performance sociale élevée est un indicateur d'une expertise / connaissance managériale supérieure, ce qui mènera à une réduction des coûts explicites. Ainsi, l'entreprise socialement responsable qui répond adéquatement aux attentes implicites pourrait donc, après une certaine période de temps, améliorer sa performance financière et réduire ses risques financier et comptable (McGuire *et al.*, 1988). En plus de la théorie des parties prenantes et de celle de la dette latente, la théorie des ressources disponibles (*Slack Ressources*) pourrait également justifier une relation positive entre performance sociale et performance financière. Selon cette théorie, la performance financière pourra influencer les actions et les politiques sociales de l'entreprise (Ullmann, 1985). La disponibilité de ressources (financières ou autres) fournit l'opportunité pour les entreprises d'investir dans les domaines de la performance sociale, telles que les relations communautaires, les relations avec les employés ou l'environnement (Waddock et Graves, 1997). Si les ressources sont disponibles, alors elles seront allouées en partie dans l'aspect 'social' de l'entreprise, résultant ainsi en une meilleure performance sociale. Une meilleure performance financière serait donc prédicatrice d'une meilleure performance sociale. À l'inverse, les arguments des tenants d'une relation négative entre performance financière et

performance sociale sont présentés dans l'article ci-après.

2.1.2 Relation négative entre performance sociale et performance financière

L'argument en faveur d'une relation négative entre PS et PF présume que les gestionnaires doivent choisir entre une bonne performance sociale ou une bonne performance financière (Aupperle *et al.*, 1985; Ullmann, 1985; Vance, 1975). Cela signifie qu'une bonne performance sociale nuit à la performance financière puisque les entreprises doivent déboursier pour leurs actions socialement responsables, ce qui les placerait en situation de désavantage concurrentiel et nuirait à la diversité de leurs options stratégiques comparativement aux autres entreprises moins socialement responsables (McGuire *et al.*, 1988). Pensons à une entreprise qui déciderait d'investir dans des équipements de contrôle de la pollution quand les concurrents ne le font pas : ce qui pourrait devenir un fardeau financier pour les entreprises environnementalement responsables (Bouslah, 2006). Cet argument représente le point de vue des partisans de la théorie économique néoclassique (Friedman, 1970). Selon cet argument, il y a peu d'avantages économiques mesurables du comportement socialement responsable tandis qu'il y a des coûts à engager (Waddock et Graves, 1997). Ces coûts additionnels se reflètent directement dans la performance de l'entreprise et réduisent ainsi les profits et la richesse des actionnaires. Entre les tenants d'un lien positif et les tenants d'un lien négatif, se trouvent les chercheurs qui ont trouvé un lien neutre entre performance sociale et performance financière. Leurs arguments sont présentés dans l'article suivant.

2.1.3 Relation neutre entre performance sociale et performance financière

Les chercheurs en accord avec ce postulat de lien neutre arguent qu'il existe plusieurs variables qui interviennent entre performance sociale et performance

financière, et donc que la présence d'une relation ne pourrait s'expliquer que par la chance (Ullmann, 1985). Ils soutiennent également que même si les coûts des actions socialement responsables sont dignes de mention, ils seront compensés par la diminution d'autres coûts de l'entreprise (McGuire *et al.*, 1988). Par ailleurs, comme le soulignent Griffin et Mahon (1997), un certain nombre d'auteurs ont présenté des résultats contradictoires au cours de la même étude, à savoir une relation positive et négative entre performance sociale et performance financière (Coffey et Fryxell, 1991; Holman, New et Singer, 1990; Lerner et Fryxell, 1988; McGuire *et al.*, 1988; Marcus et Goodman, 1986; Cochran et Wood, 1984; Kedia et Kuntz, 1981; Chen et Metcalf, 1980). Tel que mentionné précédemment, les problèmes de mesures et de méthodologie peuvent aussi masquer cette relation (Waddock et Graves, 1997). Les études pionnières ont fréquemment utilisé le rendement (variation des prix des titres) sans pour autant ajuster pour le risque associé à ce rendement. Pour contrer ce biais potentiel, certains auteurs se sont intéressés à la relation entre la performance sociale et le risque.

2.1.4 Relation entre la performance sociale et le risque

En plus d'examiner la corrélation entre performance sociale et performance financière, certaines études se sont intéressées à la relation entre la performance sociale et le risque (variance des rendements et des profits). Certains auteurs soutiennent qu'un faible degré de responsabilité sociale de l'entreprise pourra se traduire par un risque financier élevé (McGuire *et al.*, 1988). Les entreprises socialement et environnementalement irresponsables peuvent être perçues comme des investissements plus risqués par les investisseurs estimant que la qualité de gestion est faible (Alexander et Buchholz, 1978, cité par McGuire, 1988). Ainsi, une RSE marquée pourrait signifier un risque financier relativement faible en raison de relations plus stables avec des parties prenantes telles que le gouvernement et la communauté financière (McGuire *et al.*, 1988 in Bouslah, 2006). Par conséquent, les

entreprises socialement responsables pourront avoir des risques totaux (financier et comptable) inférieurs comparativement aux autres entreprises moins responsables socialement parce qu'elles sont moins sensibles à certains événements externes (action gouvernementale) et pourront aussi avoir moins de dettes latentes, ce qui leur permettrait de continuer à satisfaire les revendications implicites (Bouslah, 2006).

Les études portant sur la relation entre performance sociale et le risque n'obtiennent pas des résultats homogènes. Spicer (1978) a démontré que les entreprises ayant une performance sociale élevée, telle que mesurée par les activités de contrôle de la pollution, ont un risque total et un risque systématique inférieurs à ceux enregistrés par les entreprises ayant une performance sociale faible. Aupperle *et al.* (1985) ont noté une relation négative entre la performance sociale et les mesures de risque comptable; cependant, ils n'ont pas identifié de relation significative entre la performance sociale et les mesures de risque financier. McGuire *et al.* (1988), ont pour leur part affirmé que les mesures de risque financier (Bêta et écart type du rendement) et de risque comptable (ratio dettes / actifs) sont corrélées négativement avec la performance sociale. Ces résultats divergents parmi les études empiriques peuvent s'expliquer par les différences méthodologiques, opérationnelles et conceptuelles concernant les définitions de la performance sociale et la performance financière (Griffin et Mahon, 1997; Wood, 1991; Waddock et Mahon, 1991; Ullmann, 1985; Wartick et Cochran, 1985; Cochran et Wood, 1984). Pour en donner un aperçu exhaustif, l'étude de Margolis et Walsh (2001) mentionnée précédemment, a analysé 95 études en fonction des critères suivants: échantillon, sources de données, méthodologie, variables de contrôle, mesures de performance sociale et de performance financière, résultats et seuil de significativité statistique, fiabilité et validité des tests statistiques, forces des résultats et recommandations pour les études futures. Leur analyse fait ressortir certains facteurs prédominants expliquant la divergence des résultats quant à la relation liant performance sociale et

performance financière, facteurs qui seront présentés dans la prochaine section.

2.1.5 Facteurs majeurs expliquant la divergence des résultats relativement à la relation entre performance sociale et performance financière

Les facteurs majeurs expliquant la divergence des résultats de la relation entre performance sociale et performance financière sont au nombre de trois, soit les échantillons formés d'industries multiples, l'utilisation de différentes mesures de performance sociale et l'utilisation de différentes mesures de performance financière. Ces facteurs seront expliqués dans le détail ci-après.

- **Échantillons formés d'industries multiples**

Plusieurs études utilisent des échantillons formés d'entreprises appartenant à des industries multiples, ce qui pourrait induire un biais dans les résultats, et ce, pour deux raisons. Les pressions interne et externe dans une industrie donnée peuvent être considérées les mêmes, mais varient d'un secteur de l'industrie à un autre. Les parties prenantes diffèrent également, tout comme leur degré d'activisme sur les enjeux. Il semblerait en outre que les mesures comptables de la performance financière s'avèrent inexactes dans les recherches faisant des comparaisons transcendant les industries (Davidson et Worrell, 1988). En analysant les données en coupe, les résultats peuvent masquer les différences individuelles pour mesurer la performance sociale et la performance financière dans le contexte d'une industrie spécifique.

- **L'utilisation de différentes mesures de la performance financière**

Les mesures utilisées pour évaluer la performance financière peuvent être de nature financière ou comptable. Comme les mesures utilisées sont basées sur des volets différents de la performance et chacune est liée aux biais qui lui sont propres,

leurs résultats sont forcément différents (McGuire *et al.*, 1988). Les mesures comptables sont basées uniquement sur les aspects historiques de la performance de la firme et sont sujettes aux manipulations des gestionnaires et sensibles aux différences en ce qui a trait aux procédures comptables (Allaire et Firsirotu, 2004). Les mesures financières, quant à elles, sont moins sujettes à la manipulation des gestionnaires et elles représentent les évaluations des investisseurs de la capacité de l'entreprise à générer des profits économiques futurs (McGuire *et al.*, 1988). De plus, les mesures financières intègrent l'information relative aux cash-flows futurs, alors que les mesures comptables reflètent l'information passée (Bouslah, 2006). L'étude de Margolis et Walsh (2001), basée sur une analyse de la compilation de plus de 95 études se penchant sur le lien entre performance financière et performance sociale, identifie plus de 70 mesures utilisées pour évaluer la performance financière : 49 mesures comptables, 12 mesures du marché, 5 mesures qui allient les mesures du marché aux mesures comptables et 4 mesures de performance diverses. Le tableau suivant (2.1) résume ces dernières.

Tableau 2.1 : Mesures utilisées pour évaluer la performance financière

Type de mesure	Indicateurs	Nombre d'études
Mesures comptables	Return (ROE- ROI – Operating ratio-ROC- ROIC- Cash basis ROE)	42
	Return (ROA- Cash-basis ROA- ROA (IBSGLT/A)- Operating ratio)	31
	Risk (Debt/Equity – Current ratio- Debt/Assets- EBIT/Interest Expense – Altman's Z- Capital Expenditures/LT Debt- Debt Coverage- Liquidity- Quick Ratio-Std Dev of ROIC-Variance of EBIT/Average EBIT)	22
	Other (Total Assets-Operating Income Growth- Asset Growth-Asset Turnover-Assets- Capital Intensifies-Earning Growth-EPS- EPS Growth-Post tax income- Sales- Dividend Growth –Net Income- Asset Age-Change in Cash Flow- Change in Dividend Amount- Equity- Employees Growth Rate- Log of Sales – Operating INcome- Before-tax Profit- Savings per Dollar Spent (debt+market value of equity-assets)/sales- Rating relative to industry)	39
Mesures du marché	Return (CAR- Alpha- Total Return-Mean Abnormal Returns-Risk Adjusted Return-Monthly Average Returns)	34
	Market Risk (Beta-Std Dev of Total Return-Residual Error)	12
	Other (Stock Price-Share Price Growth)	4
Mesures comptables et de marché	Price/Earnings-Market to Book Value- Dividend Yield-Excess Value- Tobin's q	16
Autres mesures de performance	Operations (Efficiency)- Market Share-Perceptions of Value-Mutual Fund Purchases)	9

Source : Margolis et Walsh, 2001

Cependant, 31 des 49 mesures utilisées pour évaluer la performance financière n'ont été utilisées que dans une seule étude. Ainsi, selon Griffin et Mahon (1997), sans utilisation répétée des mêmes mesures pour évaluer la performance financière, il serait difficile de vérifier la fiabilité et la validité de ces mesures.

- Les différentes mesures de performance sociale.

Les mesures de la performance sociale varient d'une étude à l'autre. Certaines études utilisent des mesures de performance sociale qui prennent en considération plusieurs parties prenantes, d'autres utilisent des mesures jugées inadéquates ou non fondées par le milieu scientifique et d'autres encore utilisent des mesures partielles de la performance sociale telles la philanthropie ou les émissions de pollution (Carroll, 2000). Margolis et Walsh (2001) identifient vingt-sept sources de données utilisées dans les études empiriques pour évaluer la performance sociale qui réfèrent à 11 domaines de la responsabilité sociale : programmes organisationnels, divulgation, contributions politiques, philanthropie, investissements dans la communauté, environnement, droits humains, ressources humaines, produits et services, éthique des affaires, et RSE en général. Plus de vingt-sept sources de données ont été utilisées pour évaluer la performance sociale, de l'analyse de contenu de rapports annuels, en passant par les crises environnementales, l'indice KLD, TRI (Toxic Release Index), les sondages de perception, etc. Les mesures comme l'indice de Fortune et celui de KLD impliquent des perceptions d'audiences externes. Ces dernières peuvent être biaisées, puisqu'elles peuvent découler d'informations erronées (Griffin et Mahon, 1997). De plus, l'une des limites de l'indice KLD est qu'il est équipondéré (Waddock et Graves, 1994) et accorde donc la même importance aux différents critères sociaux et environnementaux, alors qu'en réalité les enjeux diffèrent d'une industrie à l'autre (Bouslah, 2006). Les mesures comme TRI et

philanthropie sont des mesures quantitatives, donc mesurables par l'entreprise. Elles se basent sur des données chiffrées, et non pas sur des perceptions (Griffin et Mahon, 1997). Selon ces auteurs, il est nécessaire de trianguler plusieurs sources de données dans le but d'atténuer les limites propres à chaque source et ainsi obtenir une meilleure mesure de performance sociale (Bouslah, 2006). Il demeure que la majorité des résultats des études (53% de 95 études) portant sur le lien entre performance sociale et financière suggèrent une relation positive, mais ne convergent pas complètement (Margolis et Walsh, 2001). La conclusion souvent tirée de ces résultats est la notion selon laquelle les entreprises 'do well by doing good' et que les initiatives sociales contribuent au bottom line des firmes en question (Margolis et Walsh, 2001, p. 10). Suivant la même logique, Orlitzky *et al.*, (2003) ont tenté de colliger et d'analyser les résultats obtenus dans 52 études empiriques afin de dégager une tendance pour préciser la relation entre performance sociale et performance financière. Leur méta-analyse, technique d'agrégation statistique qui permet de combiner les résultats de différentes études et d'associer les conclusions, a permis d'obtenir une synthèse des résultats observés. Sur ces 52 études et en contrôlant certaines variables organisationnelles, ils trouvent une relation positive et statistiquement significative entre la performance sociale et performance financière.

Il demeure qu'en dépit de toutes ces recherches et analyses, le lien entre la performance sociale et la performance financière est loin d'être clairement établi et doit être abordé avec réserve (Preston et O'Bannon, 1997; Griffin et Mahon, 1997; Margolis et Walsh, 2001). En effet, les composantes de la performance sociale, telles la participation dans la communauté, la philanthropie ou une meilleure relation avec les employés, n'ont pas inévitablement de liens directs et tangibles avec les opérations de l'entreprise, particulièrement quand la performance financière est mesurée par des mesures basées sur les données de marché (Jones et Murrell, 2001 in Bouslah, 2006). De plus, il est ardu pour la majorité des investisseurs individuels d'évaluer l'impact réel de la performance sociale. Par conséquent, l'impact des

activités socialement responsables sur la performance financière peut être difficile à déceler, surtout pour des investisseurs qui sont peu impliqués dans les opérations quotidiennes et les prises de décision de l'entreprise (Jones et Murrel, 2001).

2.1.6 Conclusion sur les études empiriques portant sur la relation entre la performance sociale et la performance financière

Au sein de cette section, nous avons passé en revue l'état de la recherche empirique sur la relation entre la performance sociale et la performance financière. Bien que les études empiriques sur la relation entre performance financière et performance sociale rapportent majoritairement une relation positive entre ces deux variables, la revue de la littérature illustre les résultats hétérogènes produits par les tentatives empiriques pour capter le lien entre la performance sociale et la performance financière. Ces études rapportent des relations positive, négative et neutre entre performance sociale et performance financière. Plusieurs arguments théoriques pourraient expliquer la nature de la relation trouvée. L'argument en faveur d'une relation positive entre performance sociale et performance financière trouve ses sources dans la théorie des parties prenantes, celle des ressources disponibles (*Slack Ressources*) et celle de la dette latente. La théorie des parties prenantes (théorie d'une bonne gestion) et celle de la dette latente suggèrent que la performance sociale est le meilleur prédicteur de la performance financière. Une bonne performance sociale mènera à une bonne performance financière. Tandis que la théorie des ressources disponibles suggère que la performance financière est le meilleur prédicteur de la performance sociale. Une meilleure performance financière mènera à une meilleure performance sociale. L'argument en faveur d'une relation négative entre performance sociale et performance financière suppose que les gestionnaires doivent concilier la RSE et la performance financière et que les coûts de la RSE représentent des coûts supplémentaires qui se répercutent directement dans la performance de l'entreprise et réduisent les profits des actionnaires (Bouslah, 2006).

L'argument en faveur d'une relation neutre entre performance sociale et performance financière suggère que même si les coûts des actions socialement responsables sont importants, ils pourront être contrebalancés par la diminution d'autres coûts de l'entreprise. D'autre part, les problèmes de mesures de performance sociale et de performance financière peuvent dissimuler ce lien. Les résultats des études empiriques divergent à cause des différences méthodologiques, opérationnelles et conceptuelles concernant les définitions de la performance sociale et de la performance financière. Trois facteurs majeurs pourraient expliquer la divergence des résultats. Tout d'abord, l'utilisation des échantillons formés d'entreprises appartenant à différentes industries. Ensuite, l'utilisation de différentes mesures de la performance financière et, enfin, l'utilisation de différentes mesures de la performance sociale. Nous n'avons toutefois pas encore abordé l'effet que pourraient avoir les comportements socialement irresponsables des entreprises sur la performance financière. La section qui suit abordera cet effet envisagé.

2.2 L'irresponsabilité sociale et la performance financière

Des cas bien connus d'entreprises ayant commis des actes socialement répréhensibles ont vu leur performance financière altérée et ce, pour le long terme, puisque la confiance des parties prenantes peut avoir été minée au passage. Selon Slater et Gilbert (2004), un nombre croissant d'entreprises ont subi des revers en raison d'une mauvaise gestion des principaux enjeux environnementaux et sociaux au cours des dernières années, ce qui a sans doute encouragé la mesure et la gestion de ces questions, cela dans une tentative d'anticiper avec efficacité les nouveaux risques et opportunités du marché. Ces passifs et les risques y étant associés peuvent rapidement faire chuter la valeur actionnariale, notamment si l'on se remémore la théorie de la dette latente, de la section précédente. Considérons, par exemple, l'impact du déversement de l'Exxon Valdez (Liptak, 2004) ou encore celui de BP, plus récent. Les investisseurs ont dû faire face à la menace de baisse de leurs dividendes

due aux amendes et peines encourues, à l'augmentation des coûts des changements dans la réglementation, et plus de dépenses prévues résultant des passifs non divulgués. A cette liste pourraient également être ajoutés des risques comme la perte de fidélité de la clientèle, de réductions dans les parts de marché, et des primes d'assurance en hausse. Davidson et Worrell (1998) ont analysé l'impact de l'annonce d'illégalités corporatives sur les rendements aux actionnaires. Ils ont découvert que, parmi les 96 compagnies listées par Fortune comme ayant commis des illégalités flagrantes durant les années 1970, le marché pénalisait, du moins dans le très court terme, le prix de l'action de compagnies qui étaient prises dans des actes socialement répréhensibles, lorsque ces actes étaient publicisés notamment via le Wall Street Journal.

Frooman (1997) a réussi à démontrer dans son étude que lorsque les consommateurs ou les investisseurs perdent confiance en une entreprise en raison de méfaits d'ordre public, ladite entreprise ne regagne pas la confiance prévue, même si le prix des actions remonte la pente lorsque l'événement se dissipe de l'espace public. Les épargnes réalisées à court terme par les 'raccourcis' environnementaux peuvent être porteurs de conséquences néfastes à long terme pour l'entreprise et ne sont pas financièrement ni judicieuses d'un point de vue managérial. Une meilleure protection environnementale et la connaissance des risques réels sont souvent des atouts d'affaires pérennes (SHARE, 1996).

Ces incidents d'irresponsabilité sociale concernant des entreprises de tous les secteurs nous ont incité à nous pencher sur ces incidents dans le secteur minier en particulier, objet de notre étude, et l'effet que ces événements peuvent entraîner sur la performance financière des entreprises concernées.

2.3 L'irresponsabilité sociale de l'industrie minière et son lien sur la performance financière

Des exemples assez éloquentes d'incidents étant attribuables aux compagnies minières canadiennes ont démontré que leur performance financière n'était pas étrangère à leur comportement de responsabilité sociale. La compagnie Manhattan Minerals Corporation a vu son cours chuter de 30% dans les jours qui ont suivi la tenue d'un référendum où la population de Tambogrande s'est prononcée à 93% contre la poursuite du projet minier qui présentait plusieurs enjeux sociaux et environnementaux pour la communauté (Repetto, 2004). La compagnie Cambior a vu son cours chuter de 23% entre le vendredi 18 août et le lundi 21 août 1995 à la suite de la rupture de la digue de stériles de sa mine d'or Omai au Guyana, qui a entraîné le déversement de 4 millions de mètres cubes de déchets miniers cyanurés dans la rivière Omai. Dans les cinq jours suivant l'annonce de la rupture d'une digue d'un bassin de décantation et de stockage des stériles de la mine Los Frailes en Espagne, l'action de la compagnie minière Boliden Ltd. a perdu 28% de sa valeur à la Bourse de Toronto. Le 15 juillet 2002, le Kivalina Relocation Planning Committee (le comité de planification pour la réimplantation de Kivalina) a informé Teck Cominco de son intention d'intenter des poursuites contre la compagnie en vertu des dispositions de la Clean Water Act, contre laquelle la compagnie a commis plus de 3000 infractions. Dans les cinq jours ayant suivi son annonce, la valeur de l'action de la compagnie a chuté de 10% (Repetto, 2004). En 2003, une résolution d'actionnaires a été déposée contre Placer Dome Inc. à l'effet qu'un audit du risque environnemental et la diffusion de la stratégie de gestion des risques devait être effectuée afin de contrer les coûts reliés à une mauvaise anticipation des impacts sociaux et environnementaux d'un incident imprévu lié aux activités de la compagnie. La compagnie dépositaire de la résolution a mis de l'avant que les activités minières sont porteuses de risques d'accidents pouvant causer d'importants dommages aux communautés

environnantes et à l'environnement. Selon Working Enterprises Ltd., ces accidents peuvent affecter le prix de l'action à long terme ainsi que la volatilité à court terme des actions de la compagnie Placer Dome. En 1996, la compagnie a dû déboursier plus de 70 millions de dollars pour nettoyer, réparer, indemniser et assister la communauté lors d'un déversement nocif dans le cadre du projet Marcopper aux Philippines. Ces dépenses n'ont été remboursées qu'en très faible partie par les assurances (10 millions) et le gouvernement des Philippines a porté des charges criminelles contre Marcopper, dont Placer Dome était un actionnaire important (Thompson, 1997). Cet incident a donc eu des conséquences financières sur l'entreprise. Les actionnaires ont fait valoir qu'ils ne recevaient pas suffisamment d'informations sur les risques et enjeux des accidents environnementaux. Il y a toutefois le risque que si les investisseurs socialement responsables vendent leurs actions d'une compagnie ayant commis un impair en la matière, les investisseurs moins conscientisés et à la recherche d'une bonne affaire se ruent sur lesdites actions, les faisant ainsi remonter rapidement (Fogler and Nutt 1975). La compagnie minière New Gold a elle aussi subi des revers financiers lorsque les autorités mexicaines ont ordonné la fermeture de la mine de Cerro San Pedro en 2009 à la suite d'enjeux environnementaux non résolus. La compagnie a ainsi vu sa valeur boursière chuter de 0,69\$ pour atteindre 3,85\$ (Morrison, 2009).

Ces incidents d'irresponsabilité sociale d'entreprises minières ayant eu un impact sur le cours boursier des entreprises impliquées nous confortent dans notre hypothèse qu'il y a bel et bien un lien entre la RSE des entreprises minières et leur performance boursière. La section suivante nous permettra d'approfondir ce lien en le mettant en parallèle avec le concept d'investissement socialement responsable.

CHAPITRE III

L'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

3.1 Origine et évolution du concept

L'émergence des premiers fonds éthiques remonte aux années 1920 à 1950. Ils étaient liés à des mouvements religieux, notamment celui des quakers, et entérinaient des critères de sélection fondés sur l'exclusion de compagnies en fonction de leurs valeurs. Ces fonds sont dits de la première génération et leurs critères d'exclusion visent des compagnies engagées dans certaines activités comme la production de tabac ou d'alcool, ou de produits testés sur les animaux, le commerce ou l'investissement dans certains pays comme l'Afrique du Sud en 1980 ou la Birmanie aujourd'hui, la production ou le financement d'armes, la production dommageable pour l'environnement, l'utilisation de main d'œuvre infantile, les ateliers de misère, le mépris envers les employés, les mises à pied massives, etc. (Rolland et Tremblay, 2004). Selon Trévet (2005), cette approche n'a eu que très peu, sinon pas du tout, d'influence sur le comportement des entreprises vis-à-vis des pratiques répréhensibles. Aujourd'hui, la plupart des fonds responsables excluent toujours les secteurs industriels sensibles, mais également les industries dites 'dirty' comme l'exploitation pétrolière et l'extraction minière. Au Canada par exemple, comme les trois principaux secteurs industriels sont le pétrole, l'exploitation minière et le secteur financier et représentent à eux seuls 75% du TSX, il est difficile de les exclure systématiquement. La réduction de l'univers d'investissement entraîne une augmentation du risque. La pratique de 'best of sector' est ainsi privilégiée dans ce type d'économie (*Vancouver Sun*, 2007).

Le militantisme en matière d'investissement socialement responsable (ISR) a fait son apparition uniquement durant les années 1960 et 1970. De nouveaux critères sociaux et environnementaux sont pris en compte, mais ils se basent toujours sur des critères d'exclusion. Les préoccupations concernant le développement durable n'ont toujours pas vu le jour dans les intérêts des actionnaires militants, leurs demandes étant jusqu'à alors principalement financières (Keuleneer, 2006). Les demandes des investisseurs ont évolué au fil du temps et imposé de nouvelles contraintes aux fonds. Ceux-ci ont permis une définition inédite explorant la notion de responsabilité sociale qui promeut des relations de travail constructives, le respect de l'environnement et le respect plus général des diverses parties prenantes (Clarkson 1995; Carroll 1999; Davenport 2000). Les fonds socialement responsables à proprement parler commencent à se manifester aux États-Unis et en Europe vers les années 1990-2000 principalement et valorisent la gestion des relations de l'entreprise avec les parties prenantes. Les fonds de pension, les universités, les individus, etc. qui investissent dans les produits financiers éthiques peuvent faire appel à des agences de notations (Ethibel en Belgique, SAM et Vigeo/Avenzi Research en France) pour déterminer quels sont les meilleurs investissements socialement responsables. Ils peuvent également investir indirectement par le biais de fonds d'investissement qui tiennent compte de certains critères dans le choix des compagnies dans lesquelles ils choisissent de prendre part (engagement social, nature des activités implications dans la communauté, etc.) (Social Investment Forum, 2001; Avanzi SRI Research, 2002 et SiRi Company, 2002 (Keuleneer, 2006)).

On assiste depuis à une croissance fulgurante de l'ISR, et ce, à l'échelle mondiale. Cette activité est devenue significative dans les années 90 en France (2006). À partir de 1997, le nombre de fonds éthiques passe de 7 à 42 et double entre 2001 et 2003. Presque toutes les grandes banques de réseau ont introduit ce type de produits dans leur portefeuille. Un dollar sur neuf investi par des gestionnaires professionnels aux États-Unis est maintenant investi dans les fonds socialement

responsables. Les sommes en jeu représentaient 2 trillions de dollars américains, sur à un total de 19 trillions de dollars en investissements totaux en 2003, selon le rapport du Social Investment Forum (The Economist Intelligence Unit, 2005). Le tableau suivant illustre bien la croissance du mouvement durant les dernières années.

Tableau 3.1 : La croissance de l'investissement socialement responsable

	2000	2002	2004	2006	2008
Total des actifs	49,9	51,4	65,5	503	609
% du marché	3,2%	3,3%	4,2%	19,5%	19,9%

Sources : SIO 2000, 2002, 2004, 2006 et 2008

Cette forte croissance, notamment entre 2004 et 2006, est grandement attribuable à l'intérêt accru des investisseurs institutionnels et plus particulièrement à l'adoption de récentes politiques d'ISR par les grandes caisses de retraite canadiennes comme par exemple la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Il semblerait en effet que «plusieurs enjeux, tels que les changements climatiques, les droits de la personne et le développement international, suscitent énormément d'inquiétude au sein du public et de la communauté financière. Les gestionnaires de portefeuille reconnaissent cette tendance et adoptent ainsi des politiques et des stratégies de placement socialement responsable» selon Eugène Ellmen, directeur de l'Association de l'investissement responsable (Anonyme, 2007).

Ce développement de l'ISR correspond également à la prolifération d'entreprises fournissant des données extra-financières sur les organisations. Des médias spécialisés pourvoyant des données sur les acteurs socialement responsables et leur comportement ont également vu le jour et sont consultés par les gestionnaires de fonds. Les publicités insistent davantage sur le lien entre performance sociale et performance financière (Déjean, 2004). Tout un discours prend forme relativement à la sécurité d'un investissement placé dans une entreprise qui entretient des relations de confiance avec l'ensemble de ses parties prenantes et qui prend des mesures afin

de limiter les risques liés à des crises de perception potentiellement onéreuses concernant des préoccupations sociales comme l'environnement ou les relations avec les salariés (Déjean, Gond et Leca, 2006). Comme les théoriciens de l'école des parties prenantes considèrent qu'il existe un lien implicite entre l'entreprise et la société qui l'entoure, et qu'il doit être maintenu afin que l'entreprise conserve sa crédibilité, elle doit gérer étroitement ses relations avec ses diverses parties prenantes (Freeman, 1984). Selon Wood (1991) et Pasquero (1985), c'est à cette représentation que les promoteurs des fonds éthiques adhèrent.

À la suite de cette évolution et de la croissance de l'investissement socialement responsable, un besoin d'unification et de clarification du concept autour d'une définition commune s'est fait sentir. Il n'y a pas pour le moment de critères universels dans l'investissement socialement responsable (Letarte, 2011). L'idée des Principes pour l'investissement responsable a ainsi germé en 2005 dans l'esprit de l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. Il a voulu intégrer les fondements du développement durable au domaine de la finance et de l'investissement. En 2006, un premier groupe de travail a réuni 20 investisseurs institutionnels provenant de 12 pays. Soutenus par 70 experts du milieu du placement, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des universités et des pouvoirs publics, le groupe de travail a formulé les six grands principes pour l'investissement responsable. À la Bourse de New York, en avril 2006, 24 investisseurs institutionnels de tous les continents ont signé les six principes formulés par le groupe de travail des Nations Unies, s'engageant ainsi à promouvoir l'investissement socialement responsable (Un Global Compact, 2006). Au Canada, la Caisse de dépôt et placement du Québec, le Régime de pension du Canada et Bâtirente faisaient partie du premier groupe de signataires. Près de 4 000 milliards \$ de dollars américains étaient gérés par les premiers investisseurs des PRI (conseiller.ca, 28 avril 2010). En 2009, ce sont plus de 600 investisseurs institutionnels, gestionnaires de grandes caisses de retraite et autres qui ont adhéré

aux PRI. Ensemble, ils détiennent plus de 18 billions de dollars américains, soit la valeur de 63 budgets annuels de dépenses du gouvernement canadien. On remarque ainsi le pouvoir financier de ces investisseurs; pouvoir qui peut s'exercer en regard des enjeux liés au développement durable et de leur influence potentielle sur les dirigeants d'entreprises cotées en Bourse (Un Global Compact, 2009).

Ce bref passage dans l'histoire du mouvement de l'investissement socialement responsable permet de distinguer l'investissement éthique, auquel on peut attribuer une connotation morale, de l'investissement socialement responsable, qui rappelle les volets et les impacts sociaux de tout investissement. Alors que le premier, qui marque les débuts du mouvement, suppose l'application de critères et de jugements moraux individuels, le second, plus présent aujourd'hui, se réfère davantage aux impacts sociaux des activités et des investissements qui les supportent. Posé différemment, l'investissement éthique fait appel à des valeurs morales reposant sur des choix individuels particuliers, alors que l'investissement social présuppose plutôt une évaluation systématique et partagée des activités et de leurs conséquences sur la société, effectuée sur la base de normes sociales largement débattues et reconnues (Gendron et Bourque, 2003).

Les pratiques de gestion socialement responsables les plus recensées récemment sont le tamisage, l'investissement dans le développement communautaire, ainsi que le militantisme actionnarial. Nous allons nous pencher de façon détaillée sur cette pratique d'investissement socialement responsable dans la section suivante, puisqu'elle illustre de quelle façon les actionnaires, acteurs centraux dans notre étude, peuvent avoir une influence sur la responsabilité sociale des entreprises dans lesquelles ils investissent.

3.2 La montée de l'activisme d'actionnaires

Le volet activisme actionnarial de l'investissement responsable est en croissance, tout comme les fonds socialement responsables abordés dans la

précédente section. Les actionnaires militants font valoir leur droit de vote pour revendiquer une cause ou exiger un changement de comportement de la compagnie : pour les droits de la personne, les dommages environnementaux et les conditions de travail. Certains fonds d'investissement américains sont reconnus pour leurs politiques activistes, notamment Icanh Management LP, Santa Monica Partners Opportunity Fund LP, Ethical Funds and Relationnal Investors. Ethical Funds a, durant la seule année de 2002, déposé plus de 10 résolutions d'actionnaires à l'assemblée générale de diverses entreprises américaines. En 2003 aux États-Unis, plus de 1000 propositions d'actionnaires ont été déposées, dont plus de 800 portaient sur la gouvernance. Pour citer un exemple de résolution ayant pour thème la gouvernance : Real Assets Management et Meritas Mutual Funds ont conjointement déposé en 2002 une résolution au conseil d'administration de l'entreprise Enbridge Inc. afin qu'elle opte pour une politique en matière des droits de la personne et fasse rapport de ses activités en Colombie (Rolland, Tremblay et al. 2004). Une transition au niveau des enjeux d'intérêt est perceptible : les enjeux du changement climatique sont abordés plus fréquemment par les actionnaires (Plant, 2004), ce qui sera validé ci-bas dans une analyse des thèmes des dépôts de résolutions, selon SHARE.

Au Canada, le nombre de propositions d'actionnaires a augmenté de façon importante entre 2002 et 2003. En 2002, 33 propositions ont été déposées, dont trente étaient reliées à la gouvernance, et parmi lesquelles dix ont été retirées lorsque l'actionnaire proposant s'est dit satisfait des nouvelles mesures adoptées par l'entreprise. Quinze des 33 propositions traitaient d'enjeux sociaux ou environnementaux, dont une a été retirée (Plant, 2004). Le tableau suivant résume bien les différentes résolutions d'actionnaires déposées par thème et celles qui ont été retirées, au fil des années récentes.

Tableau 3.2 : Résolutions d'actionnaires par thème, par statut et par année

Thème	2000	2000 Prop. retirées	2003	2003 Prop. Retirées	2006	2006 Prop. Retirées	2009	2009 Prop. Retirées
Gouvernance	33	1	57	6	50	8	66	16
Environnement	1	1	3	0	1	1	9	7
RSE	1	1	10	0	12	10	17	6
Autres	19	0	2	0	8	0	9	0
Total	54	3	72	6	71	19	101	29

Source : SHARE, 24 avril 2010

Nous remarquons que l'environnement bénéficie d'une attention qui évolue d'année en année de la part des investisseurs, tout comme la responsabilité sociale dans son ensemble. Ces résultats sont cohérents avec ceux de Rojas (2010) qui a montré que les résolutions de l'actionnariat à caractère social constituent un phénomène persistant (au moins un tiers de toutes les résolutions reçues par les firmes aux États-Unis appartiennent à ce groupe). Il est également éloquent de constater à la suite de cette compilation que les propositions retirées à la suite de différentes interventions des militants qui se font de plus en plus nombreuses d'année en année. Ces retraits sont vus comme des succès, puisque si les résolutions sont retirées ce serait en partie parce que les dirigeants ont accordé assez de concessions aux actionnaires les ayant soumises (Rojas, 2010). Bien que les résolutions d'actionnaires à caractère social ou environnemental ne récoltent souvent qu'entre 10 à 30 % des votes, elles ont un impact considérable sur les politiques de l'entreprise. Cela est probablement moins dû aux menaces juridiques qu'elles représentent qu'au battage médiatique dont ces résolutions sont l'objet. Dans plusieurs cas, la direction négocie avec les actionnaires activistes en vue du retrait de la proposition au moment de l'assemblée. Cette pratique a donné lieu à

l'adoption de plusieurs codes de pratiques en matière de droits humains et au chapitre de l'environnement par des firmes habituellement récalcitrantes aux stratégies de RSE. Par ailleurs, l'engagement concerne souvent les activités des entreprises à l'étranger, qui échappent à la juridiction de leur pays d'attache (Gendron et Bourque, 2003). L'activisme actionnarial recourrait aussi à la médiatisation de certaines requêtes pour forcer la main aux entreprises, et ce, avec un certain succès (Gendron, 2009). En effet, selon Gendron, « l'image publique des propositions d'actionnaires à caractère social est très importante. Cela met de la pression sur la haute direction des sociétés. Pour éviter que de telles propositions ne soient présentées lors des assemblées annuelles d'actionnaires et par le fait même médiatisées, les entreprises sont souvent prêtes à dialoguer et à faire certains compromis. Cela stimule leur conscience sociale.» (Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et développement durable, ESG, UQAM, citée dans *Finance et Investissement*, 15 février 2009). Ceci peut en partie expliquer l'augmentation de la couverture médiatique associée à l'ISR à travers le monde, tant dans les médias anglophones que francophones, comme le tableau ci-après le démontre.

Tableau 3.3 : Couverture médiatique associée à l'investissement socialement responsable

Année de parution	Articles publiés Médias francophones	Articles publiés Médias anglophones
2000	34	47
2001	76	56
2002	164	73
2003	168	54
2004	204	130
2005	262	128
2006	298	157
2007	438	183
2008	181	423
2009	461	338
Total	2286	1589

Source : Eurêka², 17 juillet 2010

Les médias, compte tenu de leur impact sur l'opinion publique et le rôle qu'ils jouent dans l'information qu'ils véhiculent pour les investisseurs, feront l'objet d'une section qui leur est propre, cf. chapitre IV.

Les investisseurs institutionnels ont un grand pouvoir sur les entreprises dans lesquelles ils investissent. Comme ils détiennent un montant imposant d'actions, leurs demandes trouvent écho dans les politiques d'entreprises, et leurs exigences de rendement conduisent les dirigeants d'entreprises à les obtenir à tout prix. En 2005, pas moins de 67,9 % de toutes les actions issues par les 1000 plus grandes compagnies américaines étaient détenues par ces investisseurs institutionnels. En

² Base de données présentant les articles de plus de 2300 sources médiatiques internationales, tant francophones qu'anglophones.

2008, les 11 pays de l'OCDE auront amassé plus de 20,4 trillions \$ en fonds de pension. Par conséquent, lorsque les fonds de pension font pression contre les entreprises, celles-ci sont plus enclines à en tenir compte (Allaire and Firsirotu, 2009). Les investisseurs institutionnels ont un penchant favorable envers les entreprises plus performantes socialement quand d'autres facteurs sont maintenus constants et que de l'information indépendante est disponible (Teoh and Shiu 1990) ; Waddock et Graves, 1997).

Après avoir présenté la croissance de l'activisme actionnarial, et ce, dans toutes les sphères d'activité, il est judicieux de nous pencher sur les cas du secteur minier en particulier, objets de notre étude, dans la section suivante.

3.3 Le secteur minier et l'ISR

Les compagnies minières sont pour la plupart de grandes multinationales opérant dans plusieurs pays et leur capitalisation boursière est majeure sur les grandes places boursières. Selon Rojas (2010), la taille de l'entreprise et le fait d'être socialement peu performant sont des facteurs déterminants pour les actionnaires militants, et ces critères sont cohérents avec les caractéristiques d'un grand nombre d'entreprises minières. Les impacts de l'extraction de minéraux sont multiples, tant d'un point de vue environnemental que social (Hilson et Murck, 2000) et plusieurs entreprises minières détiennent une grande place sur les marchés boursiers, notamment au Canada. Les actionnaires de ces entreprises suivent également la tendance de l'ISR, qui est en forte croissance. L'article suivant s'attardera donc à deux types d'ISR, soit le tamisage et l'activisme d'actionnaires, dans le secteur des mines.

3.3.1 Le tamisage dans le secteur minier

Certains fonds, investisseurs ou autres types d'actionnaires considèrent que le secteur minier doit être exclus par des critères socialement ou environnementalement responsables, de par la nature même de l'industrie ou des

impacts générés. Or, très peu de fonds pratiquent une exclusion sectorielle, selon une étude de Novethic (2010); seulement 12 % des fonds français utilisent une telle stratégie. Bien que la pratique de l'exclusion sectorielle dans le secteur minier soit peu répandue, certains groupes proclament qu'elle est nécessaire, non seulement pour le secteur des mines, mais également pour tous les secteurs controversés comme l'armement, le pétrole et le gaz, les barrages, le nucléaire, les agrocarburants, les mono-cultures à grande échelle (Rivoalan et Louvel, 2010). Le risque est qu'en excluant trop de secteurs, les fonds deviennent peu diversifiés et donc plus risqués pour les investisseurs. Les compagnies minières sont davantage évaluées selon leur performance respective par rapport aux autres entreprises du même secteur, comme en témoigne cette même étude qui mentionne que 92% des entreprises sont sélectionnées selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance déterminés par les analystes des fonds. C'est donc plutôt une approche de 'meilleure de la classe' qui est privilégiée dans ces secteurs, donc quelle entreprise minière exploite son minerai de la façon la plus responsable (Gendron citée dans Letarte, 2011).

Les exemples suivants témoignent du choix que peuvent réaliser les analystes des fonds en fonction de la performance socialement responsable d'une compagnie minière dans leur portefeuille :

- Le fonds du gouvernement de la Norvège a décidé de retirer son investissement de 200 millions \$US de ses actions à la suite d'une enquête à la mine de Porgera, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le conseil d'éthique du gouvernement norvégien s'est montré préoccupé par l'accumulation de mercure dans l'environnement et a critiqué le manque d'ouverture et de transparence de l'entreprise en matière d'évaluation environnementale (Taillefer, 2009). Barrick Gold a ainsi perdu un important investisseur.
- Goldcorp Inc. a été exclue du Jantzi Social Index à la suite de critiques de ses activités au Honduras et au Guatemala (Swan, 2008).
- Les mines d'uranium sont les plus exclues parmi les ressources minérales, elles sont notamment exclues par Hesta Super Fund dans leur produit EcoPool (*Vancouver Sun*, 2007).

Il demeure que le tamisage n'encourage pas le cheminement et l'amélioration de ces entreprises, ce qui peut expliquer l'engouement des investisseurs miniers pour un autre type d'investissement socialement responsable, soit le militantisme actionnarial, qui sera abordé ci-après.

3.3.2 Le militantisme actionnarial dans le secteur minier

Le militantisme actionnarial prend de l'importance, notamment dans le secteur minier. Plusieurs entreprises minières ont vu leurs actions critiquées par les actionnaires qui se sont impliqués dans les prises de décision. On peut noter qu'en 2006, six résolutions d'actionnaires ont été à l'Assemblée générale annuelle de compagnies minières canadiennes (2 contre Barrick Gold, 2 contre Alcan, 1 contre Newmont Mining Corporation, 1 contre Ivanhoe Mining). 4 d'entre elles ont été retirées après des pourparlers efficaces avec ces compagnies minières. En 2009, 4 résolutions d'actionnaires ont été déposées contre des compagnies minières canadiennes (2 contre Barrick Gold et 2 contre Potash Corp.) et 2 ont été retirées après des pourparlers efficaces (SHARE, 2010). Le tableau ci-après résume bien les résolutions d'actionnaires présentées en 2009 à des entreprises minières comparativement à celles présentées durant la même période aux entreprises tous secteurs confondus.

Tableau 3.4 : Résolutions d'actionnaires 2009 de l'industrie minière vs autres industries

Compagnies	Nombre de résolutions	Type de résolutions	Résultats
Minières	4	2 : gouvernance 1 : environnement 1 RSE en général	1 retirée, 1 omise Retirée Vote : 16,4%
Autres industries	94	7 : environnement 68 : gouvernance 17 : finance 3 : RSE en général 1 : autres	26 : retirées 12 : Vote plus de 50% 65 : Vote moins de 50% 1 : Omis 2 : Autres
Total	98		

Source : SHARE, 2009

En 2010, ce sont 5 résolutions qui ont été recensées contre des compagnies minières (1 contre Goldcorp, 2 contre Barrick Gold et 2 contre Potash Corp.) dont 4 ont été retirées. Le tableau ci-après résume bien pour sa part les résolutions d'actionnaires présentées en 2010 à des entreprises minières comparativement à celles présentées durant la même période aux entreprises tous secteurs confondus.

Tableau 3.5 : Résolutions d'actionnaires 2010 de l'industrie minière vs autres industries

Compagnies	Nombre de résolutions	Type de résolutions	Résultats
Minières	5	1: gouvernance 1 : environnement 3 : RSE en général	Retirée Retirée Vote : 10,20%, retirée, retirée
Autres industries	43	4: environnement 25 : gouvernance 4 : RSE en général 10: autres	18: retirées 1: Vote plus de 50% 24: Vote moins de 50% 0 : Omis 0 : Autres
Total	48		

Source : SHARE, 2010

En 2010, les deux résolutions déposées contre la compagnie Barrick Gold ont été retirées. La première, concernant la gouvernance : 'Adopt advisory shareholder vote on executive compensation', a été proposée afin que les actionnaires puissent voter aux assemblées annuelles sur les salaires des hauts-dirigeants et ainsi faire entendre leur voix. Cette proposition a été effectuée dans une perspective de transparence. Il importe de noter que cette façon de procéder est valide au Royaume-Uni pour toutes les entreprises publiques. La proposition a été retirée lorsque le conseil d'administration de la compagnie a accepté de l'implanter. La deuxième proposition retirée en 2010 portait sur la responsabilité sociale de Barrick, 'Board to

contain one director with human rights expertise', a été retirée lorsque celle-ci a accepté de recruter une autorité reconnue en matière de droits humains.

Les deux résolutions déposées contre Potash Corp. en 2010 ont été retirées à la suite de pourparlers. La résolution 'Report on Risks Associated with water' a été retirée lorsque la compagnie a accepté de divulguer plus de données relatives à l'eau dans le futur et d'améliorer la clarté de sa divulgation en termes de compensation des ressources utilisées. La résolution 'Executive Compensation Linkages to Financial, Environment, Social and Governance Objectives' a également été retirée. Elle demandait au comité de rémunération du conseil d'administration de préparer un rapport aux actionnaires, à un coût raisonnable et en omettant les renseignements exclusifs, qui détaillerait les liens directs entre la performance sur les indemnités financières, environnementales, sociales et de gouvernance. Ce rapport devait fournir une ventilation détaillée sur le pourcentage de ces objectifs contribuant à la rémunération globale des primes.

Les faits précédemment mentionnés nous démontrent que les compagnies minières sont enclines à entamer des discussions avec les actionnaires militants, puisque plusieurs résolutions ont été retirées à la suite de dialogues entamés entre les divers intervenants en cause. Cela nous porte à croire que les compagnies sont conscientes de l'impact concret que peuvent avoir les diverses parties prenantes tels les actionnaires et les médias à l'égard du succès, tant théorique que financier, d'un projet minier. Or, l'investissement socialement responsable ne fait pas l'unanimité. Nous verrons dans la section suivante les arguments de ses détracteurs.

3.3 Les détracteurs de l'investissement socialement responsable

Les individus ou les entreprises qui se positionnent contre l'investissement socialement responsable ont divers arguments : que les pratiques socialement responsables surpassent en termes de coûts les bénéfices qui y sont associés, que l'ISR n'a pas su protéger la communauté financière des scandales de gouvernance liés

à des entreprises comme Enron et que les agences de notation et les analystes sociétaux souffriraient d'un manque d'homogénéité de leurs pratiques (Rolland, Tremblay et al. 2004).

En premier lieu, les détracteurs de l'investissement socialement responsable mettent de l'avant les coûts des mesures socialement responsables et leur impact sur les profits de l'entreprise. Certains pensent même que certains investisseurs sont prêts à accepter des retours moindres sur leur investissement. Or, selon les promoteurs de l'ISR, il existe une prime sociale non-négligeable en la présence de meilleurs rendements, tributaires d'une meilleure gestion, d'une productivité accrue, de dettes limitées et ce, parce que la RSE permettrait de nouvelles opportunités de marché (SIO, 2010). Cet argumentaire va également dans le sens d'un lien positif entre performance financière et performance sociale, qui, tel que décrit précédemment, peut s'expliquer par la théorie des parties prenantes et des '*slack resources*'. Aux États-Unis, le Domini Social Index (DSI), un index incluant plus de 400 entreprises socialement responsables, a mieux performé que le S&P 500 sur la base du rendement total ajusté au risque depuis son inauguration en mai 1990 (SIO, 2010). En tenant compte du risque et de la performance des gestionnaires, les travaux de Turcotte et M'Zali (1998), faisant suite aux travaux de leurs collègues américains Hamilton et al. (1993), qui ont montré que s'il n'y avait pas de coût de marché à investir dans un fonds éthique, il n'y avait pas davantage de risque supplémentaire de mauvaise performance financière. Guerard (1997), abonde dans le même sens. Son étude, réalisée sur une période significative de 7 ans, soit de 1987 à 1994, sur la comparaison de portefeuilles socialement responsables comprenant plus de 950 actions avec des portefeuilles non-filtrés, a démontré qu'il n'y avait aucune différence statistiquement significative entre ceux-ci. Plusieurs autres études ont également statué sur le fait qu'il n'y avait pas de déprime à investir de façon socialement responsable (Sturm et Badde, 2001).

En second lieu, les opposants arguent que les agences de notation et les analystes sociétaux souffriraient d'un manque d'homogénéité de leurs pratiques, notamment de différentes conceptions et donc d'évaluations de la RSE. Ils expédient en effet une multitude de questionnaires différents aux gestionnaires. Il en résulte donc une multiplication des évaluations et une qualité d'information disparate (De Serres, 2004). Les indices boursiers des investissements socialement responsables ont contribué à favoriser une évaluation plus uniforme des entreprises. Pensons au Domini 400 Social Index, au FTSE4GOOD et au Jantzi Social Index.

Finalement, les adversaires de l'ISR n'hésitent pas à faire valoir que le mouvement n'a pas su se protéger contre la crise de gouvernance et les nombreux cas de fraudes qui ont ébranlé le paysage financier au cours des dernières années. Enron a longtemps fait office d'entreprise modèle, citée dans les cours d'Harvard et parmi les titres de prédilection des fonds éthiques et environnementaux parce que ses programmes en matière de RSE se positionnaient comme étant avant-gardistes (Rolland, Tremblay et al. 2004). Il n'en demeure pas moins que les meilleurs analystes, les banquiers et autres investisseurs n'ont pu voir clair dans les montages financiers complexes et illégaux d'Enron. L'investissement socialement responsable ne peut en effet panser tous les maux du secteur de la finance. Malgré ces arguments contre le mouvement de l'ISR, force est de constater qu'ils ne suffisent pas à en freiner la croissance, tel que discuté à la section 3.1 du présent chapitre.

3.4 Conclusion

L'investissement socialement responsable prend plusieurs formes, dont l'exclusion, l'investissement communautaire et l'activisme actionnarial et le mouvement dans son ensemble est en forte expansion depuis plusieurs années. Le secteur minier ne fait pas exception et ces différentes formes de militantisme actionnarial sont également utilisées par les actionnaires militants pour les entreprises du secteur extractif. Or, ces démarches n'auraient pas la même portée ni

le même pouvoir si elles n'étaient pas connues du grand public ni connues des investisseurs. Les médias ont donc un important rôle à jouer dans la diffusion de ces résolutions d'actionnaires, mais également pour l'ensemble de notre problématique, soit l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale sur les investisseurs du secteur minier. C'est pour ces raisons que le chapitre suivant aborde les médias de façon détaillée.

CHAPITRE IV

LES MÉDIAS

Les médias jouent un rôle capital dans la question à l'étude. Tel que vu précédemment, ils jouent un rôle déterminant dans l'impact des résolutions d'actionnaires et dans la diffusion d'informations à de multiples publics, dont les actionnaires. Nous débuterons ce chapitre par une présentation des différentes théories de la communication et des théories reliées à la presse et à l'univers médiatique pertinentes pour notre étude, pour ensuite nous attarder aux impacts des nouvelles sur les investisseurs en général et leurs réactions.

4.1 Théories de la communication

Malgré leur caractère récent, les sciences de la communication abondent en théories diverses. Certaines fondent leurs assises sur la sociologie, la linguistique, ou la sémiologie. Il n'est pas possible de trouver une théorie générale qui fasse consensus. Nous avons tenté de faire le lien entre les communications sur les médias de masse et leur impact potentiel sur leurs publics.

4.1.1 L'effet des médias de masse

Les empiristes américains (Lasswell, Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, Katz et Hovland) et les sociologues critiques (École de Francfort avec Horkheimer, Adorno et Marcuse) ont conclu que les médias avaient une influence immédiate et massive sur leurs publics. Leurs effets seraient directs et puissants. La sociologie fonctionnaliste envisage les médias comme des mécanismes de régulation de nos sociétés (Lohisse, 2009). Les médias seraient une source de domination idéologique, fortifiant ainsi les

instances décisionnelles de pouvoir de même que la culture dominante. Selon la célèbre hiérarchisation des pouvoirs d'Alexis de Tocqueville (Tocqueville et Nolla, 1990), la presse serait un quatrième pouvoir, après le pouvoir central (législatif, exécutif et judiciaire), le pouvoir local et le pouvoir associatif, et son influence sur les masses serait considérable.

La théorie de l'agenda setting est également omniprésente dans la littérature sur la communication. Selon White, les journalistes seraient des gardiens de l'information. La presse établit un ordre du jour des thèmes devant être traités et de ceux devant faire la manchette. Les médias ne dictent pas ce qu'il faut penser, mais bien ce à quoi il faut penser. Les médias de masse hiérarchiseraient ainsi intellectuellement le monde pour nous. « Les médias dominants imposent leurs modèles de visibilité; ils s'opposent aux opinions qui n'entrent pas dans les clichés ready made de l'image et de la narration » (Bougnoux, 2001).

Comme les médias déterminent ce à quoi nous devons penser, l'hypothèse selon laquelle ils peuvent conduire à la prise en compte de certaines informations plutôt que d'autres et la répercussion conséquente sur les comportements a attiré notre attention. Cela nous incite à penser que les nouvelles de responsabilité sociale peuvent affecter les investisseurs d'une certaine façon, s'ils entrent en contact avec cette information. Les nouvelles de responsabilité sociale sont susceptibles de traiter des problèmes sociaux, environnementaux ou de gouvernance des entreprises minières et les investisseurs sont à même de juger que cela peut être dommageable ou au contraire bénéfique pour la valeur de l'entreprise. Il est donc légitime d'anticiper que les nouvelles de RSE parues dans les médias pourront avoir un impact sur la valeur boursière des entreprises minières, tout comme le laissent présager les cas discutés à la section 2.3.

4.1.2 La théorie de la légitimité

Comme notre objet d'étude se penche sur les grandes entreprises minières, la

théorie de la légitimité est également de première importance pour notre étude. Cette théorie implique qu'un intérêt plus important est accordé aux entreprises à grande visibilité politique ou sociale (Cormier et Magnan, 2003). Les entreprises de grande envergure sont souvent plus vulnérables aux pressions politiques que les plus modestes (Watts et Zimmerman, 1978). Cela implique que les grandes entreprises devraient divulguer plus d'informations financières et non financières. La théorie de la légitimité part du concept que les organisations ont des contrats implicites ou explicites avec la société et le fait de respecter ces contrats assure leur légitimité. Comme l'énonce Rousseau, en 1762 (Réédition datant de 1975), un contrat social est une association à laquelle adhèrent volontairement les individus (ou organisations) afin d'améliorer globalement le bien-être de la société. Préalablement à ces contrats, se trouve la prise en compte des préférences sociales dans des actions concrètes (Shocker et Sethi, 1974; Mathews, 1997). Lorsqu'une organisation remplit ses contrats avec succès, cela a pour effet d'assurer l'harmonie entre l'organisation et la société, notamment par le biais des médias. La théorie de la légitimité a servi de cadre théorique à de nombreuses études en responsabilité sociale ou environnementale avec comme données de base les rapports annuels et les états financiers. L'étude de Patten (1992) utilise la théorie de la légitimité pour étudier les changements dans la publication de l'information environnementale par les entreprises pétrolières nord-américaines à la suite de la fuite pétrolière de l'Exxon Valdez. Patten a émis l'hypothèse que le déversement de pétrole a représenté une menace pour la légitimité des entreprises pétrolières. Les entreprises de ce secteur ont donc augmenté la quantité d'informations environnementales dans les rapports annuels pour contrer cette baisse de légitimité. Les résultats de l'étude de Deegan et Gordon (1996) fournissent des preuves entourant trois relations en ce qui concerne l'information environnementale. Premièrement, la présentation de l'information environnementale est positivement corrélée à l'augmentation des groupes d'intérêts environnementaux. Deuxièmement, les entreprises publiant de l'information

environnementale mettent l'accent sur les actions positives. Enfin, la sensibilité de l'industrie à l'environnement est reliée à la quantité d'information divulguée par les entreprises au sein de cette industrie. Deegan et Rankin (1996) ont examiné l'influence des poursuites judiciaires pour non-respect de normes environnementales sur les changements dans la divulgation d'informations à ce sujet dans les rapports annuels. Ces auteurs concluent que les firmes mêlées à des conflits de nature environnementale divulguent plus d'informations positives que les entreprises ne faisant l'objet d'aucune procédure judiciaire. Brown et Deegan (1998) ont observé la relation entre la couverture médiatique de certaines industries et les effets de cette couverture sur le niveau de divulgation d'informations environnementales. Ils observent que plus les médias attirent l'attention sur une entreprise, plus son niveau d'information environnementale divulguée sera élevé. Selon l'étude de Cormier et Gordon (2001) portant sur un échantillon d'entreprises canadiennes d'électricité, les entreprises d'État divulguent plus d'informations sociales et environnementales que les firmes privées; et cette divulgation d'informations est liée à l'envergure de l'entreprise. Tel que souligné par la théorie de la légitimité, ces entreprises doivent divulguer davantage d'information due à leur visibilité et leur responsabilité sociale. À l'opposé de la communication sociale (par exemple, coûts en formation, dons et commanditaires, heures d'interruption d'électricité), la communication environnementale est influencée par le niveau d'endettement et le fait de recourir à du nouveau financement. Selon Ader (1995), l'attention médiatique sur des problèmes de pollution affecte les préoccupations de la communauté sur de tels sujets. Dès lors, l'attention médiatique, à travers la couverture de presse, est directement à la base des pressions sociales auxquelles les dirigeants peuvent être sensibles en ce qui concerne les activités de gestion environnementale. On s'attend à ce que les dirigeants, dans un souci de légitimer leurs actions, réagissent à cette pression en augmentant l'importance de leur divulgation environnementale. Ceci nous incite donc à penser que l'exposition médiatique est reliée positivement au

niveau de divulgation d'informations environnementales (Cormier et Magnan, 2003). Après nous être penchés sur la théorie de la légitimité, l'article suivant présentera un aperçu des grandes tendances médiatiques.

4.1.3 Les cinq tendances de la presse

Violette Naville-Morin, sociologue et philosophe française, fait preuve d'avant-garde lorsqu'elle identifie dans sa thèse de doctorat en 1969 une nouvelle forme de discours de presse, alors que les universités mêmes n'en faisaient pas mention dans leurs cours de journalisme. Violette Naville-Morin (1969) est la première qui a cerné cinq tendances prédominantes dans la presse. Ces cinq tendances sont l'exhaustivité (le *besoin* de tout dire), la variété (la *promesse* de dire tout sur tout), l'actualisation (l'obligation de dire tout sur tout au moment où cela se passe), la dramatisation (la spectacularisation du dire) et l'uniformisation (le *conformisme* entre les tout dire). Les trois premières tendances (l'exhaustivité, la variété et l'actualisation), relevées surtout dans les médias écrits, s'appliquent toujours aujourd'hui, puisque ce n'est pas tant le contenu, mais la présentation des nouvelles qui a beaucoup évolué depuis. Les deux dernières tendances (la dramatisation et l'uniformisation) sont par ailleurs apparues récemment dans le discours de presse actuel. Ces tendances de la presse vont dans le sens de notre recherche, puisqu'elles favorisent l'hypothèse selon laquelle l'information sur les entreprises minières se rend aux investisseurs, puisque les médias doivent tout dire (l'exhaustivité), et ce, au moment où cela se passe (l'actualisation). S'ils disent tout, les actionnaires seront donc en contact avec l'information socialement responsable (ou irresponsable) des compagnies dans lesquelles ils investissent, et ce, presque au moment où cela se passe. Ce qui nous incite aussi à penser que l'effet sur les cours boursiers serait assez rapproché de la parution d'une nouvelle, tout comme le préconise la théorie d'efficience des marchés financiers (Fama), que nous aborderons

plus loin. La prochaine section abordera de façon détaillée de quelle manière les nouvelles médiatiques peuvent avoir un impact sur les investisseurs.

4.2 Impact des nouvelles médiatiques sur les investisseurs

Le paysage médiatique a changé de façon draconienne au cours des dernières décennies, se globalisant largement, rendant ainsi l'information originaire d'un coin du monde disponible et diffusée à l'échelle de la planète (Mirza, 2009). Les infrastructures de communication lient les comptoirs de négociation autour du monde aux principaux parquets boursiers. Les sources médiatiques spécialisées en information financière comme Reuters et Bloomberg fournissent aux acteurs financiers de l'information en temps réel, notamment avec l'interface électronique à travers laquelle les transactions d'investissement sont réalisées. Les nouveaux médias électroniques ont également permis aux individus de participer directement au secteur financier, leur accordant ainsi un rôle accru dans l'économie. Les marchés financiers globaux répondent par conséquent avec une sensibilité accrue et en temps réel aux fluctuations dans les prix et autres données du marché en fonction de ces nouveaux joueurs (Thompson, 2009). La majorité des investisseurs, qu'ils soient institutionnels ou particuliers, s'appuient sur des analystes (internes ou externes), ou sur la presse financière, pour gérer leurs placements. L'information comptable n'a d'intérêt que si elle contribue significativement à éclairer leurs recommandations (Charreaux, 2000). Ils accordent dans leurs activités d'évaluation d'entreprises et de recommandations aux investisseurs une importance croissante aux données non financières portant sur la performance organisationnelle, notamment celles qui donnent un aperçu du potentiel latent de l'entreprise et de ses possibilités de croissance; à tel point que l'on note une tendance de décrochage à l'égard de l'information comptable traditionnelle. Selon Zogning (2011), les informations non financières qui ont la cote auprès des analystes financiers, et qui affectent significativement leurs recommandations d'investissement à l'égard d'un titre, sont

par ordre d'importance, celles qui concernent l'innovation, la satisfaction de la clientèle, les parts de marché, la responsabilité sociale de l'entreprise, la stratégie et le modèle de gouvernance. Ces informations vont également dans le sens de notre hypothèse, puisque si la RSE est une information qui a la cote auprès des analystes financiers, qui recommandent les titres aux actionnaires, cela signifie que la parution de nouvelles de RSE a potentiellement un impact sur la fluctuation des cours boursiers. Les autorités des marchés financiers SEC et les associations comptables notamment l'AAA et l'AICPA ont statué sur le fait que l'information sur la responsabilité sociale des entreprises est pertinente et importante pour les investisseurs et envisagent d'implanter des standards pour en uniformiser la diffusion (Walden et Schwartz 1997, p.126). Selon Repetto (2004), dans les textes sur les valeurs mobilières des États-Unis et du Canada, tous les renseignements importants doivent être divulgués sans délai. Les lois en vigueur exigent la divulgation des risques et incertitudes susceptibles de faire varier les résultats financiers réels de la compagnie de ceux qui sont déclarés, ceci dans le but de protéger les actionnaires et leur permettre de réaliser des décisions éclairées.

Le rôle et l'impact des médias sur les investisseurs ont reçu peu d'attention dans la littérature (Dyck, 2002). Or, dans une étude poussée du domaine de la finance, Zingales (2000) les pointe toutefois du doigt comme une force importante en matière d'influence dans le domaine financier et de l'investissement. Une stratégie de communication crédible, pertinente et à temps permet aux investisseurs de mieux apprécier la performance sous-jacente de l'entreprise et de lui attribuer une valeur qui reflète mieux son potentiel (Lev, 1992; Skinner, 1994).

Les exemples suivants contribuent à l'hypothèse d'un lien fort entre la diffusion d'informations dans les médias et la réaction des investisseurs. À la fin des années 1990, le Taskforce on the Churches and Corporate Responsibility (TCCR), un OBNL canadien, a orienté son action sur Talisman Energy, une compagnie pétrolière canadienne présente au Soudan. Les abus des droits humains au Soudan ont été

largement dénoncés, et TCCR a fait du lobbying afin que Talisman adopte une politique claire en matière de droits de l'homme et crée une organisation indépendante pour s'assurer de l'efficacité de la mise en application. TCCR a obtenu le support d'importants investisseurs et bien que le vote de 27% en faveur de cette résolution ne fut pas suffisant, l'impact médiatique sur le cours des actions a fait en sorte que Talisman s'est pliée aux exigences de l'OBNL. Les analystes financiers ont estimé qu'à la suite de cet incident soudanais, le prix de l'action a perdu 25%. Un an plus tard, Talisman s'est carrément retirée du Soudan (Guay, Doh et Sinclair, 2004).

Selon une résolution portée contre Alcan par le fonds Ethical Funds co., les compagnies minières qui ne s'engagent pas avec les communautés pouvant être affectées par leurs projets ont souffert des pertes financières importantes et ont dû se retirer de certains projets, notamment en raison de l'opposition des communautés locales fortement médiatisée. Pensons par exemple au projet de Pascua Lama au Chili, de la minière Barrick Gold, auquel les communautés s'opposent activement depuis le début des années 2000 (Frigon 2008).

La compagnie Manhattan Mines a récemment vendu ses actifs péruviens à la suite de nombreuses années d'opposition des communautés locales face au projet de développement de la mine Tambogrande (Tambogrande residents happy to see Manhattan leave, Business News Americas, February 9, 2005). Royal Dutch Shell, après avoir investi 250 millions de dollars US dans son projet Camisea Oil Project au Pérou a décidé de se retirer, ce qui selon certains observateurs, peut être relié à l'opposition de diverses parties prenantes, qui a été fortement médiatisée et risquée pour la performance de l'action (Prior Informed Consent and Mining, Environmental Law Institute, 2004).

Partant des postulats scientifiques et des événements précédemment mentionnés, on peut donc supposer que la prise de connaissance des nouvelles de responsabilité sociale par les investisseurs du secteur minier se reflèterait dans le cours du marché des compagnies à l'étude.

4.3 Conclusion

Diverses théories des communications sur les médias de masse, comme celle de l'agenda setting, les cinq tendances de la presse et d'autres penchent vers un lien fort entre les médias et l'impact sur ses publics, notamment les investisseurs, via les analystes financiers. Plusieurs cas ont d'ailleurs appuyé ce lien. Afin de mieux comprendre l'historique du secteur minier, le contexte du marché et ainsi mieux comprendre les investisseurs de ce secteur d'activité, nous allons maintenant nous tourner dans la section suivante vers un portrait détaillé de l'industrie minière canadienne et sa présence à l'étranger.

CHAPITRE V

LE SECTEUR MINIER

Ce chapitre se penche en profondeur sur le secteur minier canadien. Les différentes sections proposées offriront un tour d'horizon complet et permettront de cerner tous les enjeux pertinents pour notre problématique de recherche sur l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale sur les investisseurs du secteur minier. Nous débuterons ce tour par un historique de l'exploitation minière canadienne, pour ensuite aborder les minières canadiennes aujourd'hui et la réglementation de ce secteur, pour finalement nous attarder sur les enjeux de responsabilité sociale du secteur et la divulgation d'informations de l'industrie minière.

5.1 Historique de l'exploitation minière canadienne

Avant d'aborder les enjeux de l'industrie à proprement parler, la présente section s'attardera à dresser un portrait de l'historique de l'exploitation minière canadienne. Cette dernière remonte à la venue des premiers colons qui extrayaient de la pierre de construction, de l'argile à briques, du sable du gravier et de la chaux. Les Français découvrirent pour la première fois du charbon dans l'île du Cap-Breton (N-É). La Marine britannique fit de même et en extrait à partir de 1711. Des colons en firent autant au Nouveau-Brunswick, en 1782. D'autres gisements de charbon furent par la suite découverts en 1800 en Alberta et dans l'île de Vancouver (Colombie-Britannique) en 1835 ainsi qu'en 1850 (Cranstone, 2002).

L'extraction de fer débuta en 1737 le long du Fleuve St-Laurent, à l'embouchure de la rivière Saint-Maurice. En 1846, une première mine de cuivre fut

sur la rive nord du lac Huron, et son exploitation débuta deux ans plus tard. L'or fut exploité à partir de 1850, à la mine d'Early Bird, située dans les îles de la Reine-Charlotte (C-B), puis découvert en 1860 en Nouvelle-Écosse. En 1859, on découvrit et l'on commença à extraire de l'or placérien³, dans la région de Cariboo (C.-B). Cette découverte, jumelée à la découverte du pétrole d'Oil Springs en Ontario et à la production accrue de charbon, dans l'île du Cap Breton, marque un tournant dans l'industrie minière canadienne. On passe en effet d'une industrie marginale et locale à des travaux beaucoup plus importants.

Dans les années 1880 on découvrit de l'amianté au Québec, dans les Cantons de l'est plus précisément. Le Québec demeure à ce jour un des principaux pays producteurs d'amianté à l'échelle mondiale, malgré la controverse entourant ce minéral dont les effets néfastes sont connus depuis les années 1970 (Radio-Canada, 1977). En 1893, des prospecteurs ont découvert un gisement important de plomb-zinc et argent à Kimberley (C.B), qui a poursuivi ses activités jusqu'en 2001 (Cranstone, 2002). En 1896, la découverte d'or placérien dans la rivière Klondike (Yn) entraîna la plus grande ruée vers l'or de l'histoire du Canada. Des prospecteurs de partout dans le monde sont venus tenter leur chance afin de devenir riches. Quelques 430 t d'or placérien furent extraites du Territoire du Yukon, pour un total estimé de plus de 95 millions de dollars. On continue d'extraire de l'or placérien de divers cours d'eau canadiens depuis plus de 100 ans (Patching et Penton, 1997).

C'est durant les années 1880 que l'appellation exploration minière a véritablement pris son sens. En effet, les gisements précédemment découverts l'avaient été par accident. Après la découverte de Cariboo, des prospecteurs ont

³ « L'or placérien était auparavant emprisonné dans d'autres roches mais a été extrait au fil des ans par l'érosion ou par le passage de glaciers qui ont effrité la roche. Lorsque ces phénomènes se sont produits, la roche originale a été remplacée par le sable et les cailloux, laissant l'or pur au fond des ruisseaux ou emprisonné dans la boue et le gravier. L'or placérien est relativement facile à extraire ». (Les grands mystères de l'histoire canadienne, <http://www.canadianmysteries.ca/sites/klondike/home/indexfr.html>, page consultée le 10 janvier 2011).

décidé d'explorer les régions montagneuses de Colombie-Britannique. La prospection débuta également de façon plus intensive en Nouvelle-Écosse et au Yukon. En 1909, des prospecteurs découvrirent des veines de quartz à haute teneur en or en Ontario où d'importantes quantités d'or ont été extraites. Depuis les années 1920, plusieurs gisements aurifères, dont celui cuivre-or de Noranda, et d'autres gisements de métaux communs ont été découverts dans la région maintenant connue comme la « ceinture aurifère de Rouyn-Val-d'Or », du Québec. Les Territoires du Nord-Ouest ne furent explorés qu'à partir des années 30 (Cranstone, 2002). L'industrie minière, à ses balbutiements, voyait les prospecteurs se faire commanditer par des gens d'affaires locaux en échange d'intérêts dans les découvertes effectuées. Le Canada a ainsi vu l'essor des petites entreprises (sociétés d'exploration, sociétés juniors) qui ont alors exploré le pays dans l'espoir de trouver des gisements. Ces sociétés d'exploration finançaient leurs activités en vendant leurs actions au grand public. En 1852, la bourse de Toronto a fait son apparition, favorisant ainsi le développement du capital minier de façon exponentielle. C'est la bourse où le plus grand nombre d'entreprises minières est inscrit.

Avant l'utilisation courante des hydravions dans les régions éloignées du Canada, les prospecteurs en mission dans le Bouclier canadien devaient voyager en moindre confort, soit en canoë et vivre à la dure. Dans les années 1920 et 1930, de nombreuses entreprises minières ont créé leur propre division chargée de l'exploration, et elles ont embauché de façon permanente des géologues et prospecteurs.

Pour ce qui est de l'exploration d'uranium, elle a grandement été aidée par l'utilisation du compteur Geiger, au Canada comme ailleurs dans le monde. Cet instrument a été inventé en Allemagne, au cours des années 1920 et a été modifié dans les années 1940 par des Canadiens afin de détecter l'uranium lors de l'exploration terrain. Au début des années 1950, des Canadiens mirent au point le scintillomètre, détecteur de rayonnement beaucoup plus sensible que le compteur

Geiger. Il y a eu par la suite l'invention du spectromètre gamma, qui permet la détection du rayonnement d'un radioélément particulier. Il était donc maintenant possible de déterminer la nature du rayonnement, ce dont le compteur Geiger et le scintillomètre étaient incapables. On pouvait donc détecter des minéraux radioactifs beaucoup plus facilement, ce qui a permis de découvrir, peu après, d'importants gisements d'uranium, aux environs du lac Beaverlodge (Sask.)

D'autres appareils géophysiques ont également fait leur apparition pendant la guerre, notamment le magnétomètre aéroporté utilisé pour détecter les sous-marins. Cet instrument pouvait également être utilisé pour explorer des gisements métallifères renfermant des minéraux magnétiques, comme la magnétite et la pyrrhotine, et peut-être même pour découvrir du pétrole. Il a permis à International Nickel de l'utiliser et d'explorer ce qui est maintenant connu sous le nom de « ceinture de nickel Thompson », où l'on ne trouve que très peu d'affleurements⁴. Au début des années 1940, on mettait au point un récepteur électromagnétique (EM) portable, qui a permis à International Nickel de découvrir plusieurs gros gisements de nickel, près de Thompson. Dans les années 1950, des Canadiens ont mis au point des appareils EM aéroportés qui ont été utilisés pour effectuer des levés⁵ au-dessus de grandes étendues de pays, menant ainsi à la découverte d'un grand nombre de gisements de sulfures de nickel, de cuivre, de zinc et de plomb. De nombreux gisements de métaux communs ont été découverts grâce à cette nouvelle technologie d'exploration.

Pendant la Grande Dépression des années 1930, le prix des métaux a chuté dramatiquement, exception faite de l'or et de l'argent, entraînant par le fait même une diminution des projets d'exploration. Cette tendance s'est renversée en 1934

⁴ Les affleurements sont des gisements miniers en surface, qui font saillie. Ils sont généralement de faible teneur en minerai, comparativement aux gisements plus profonds.

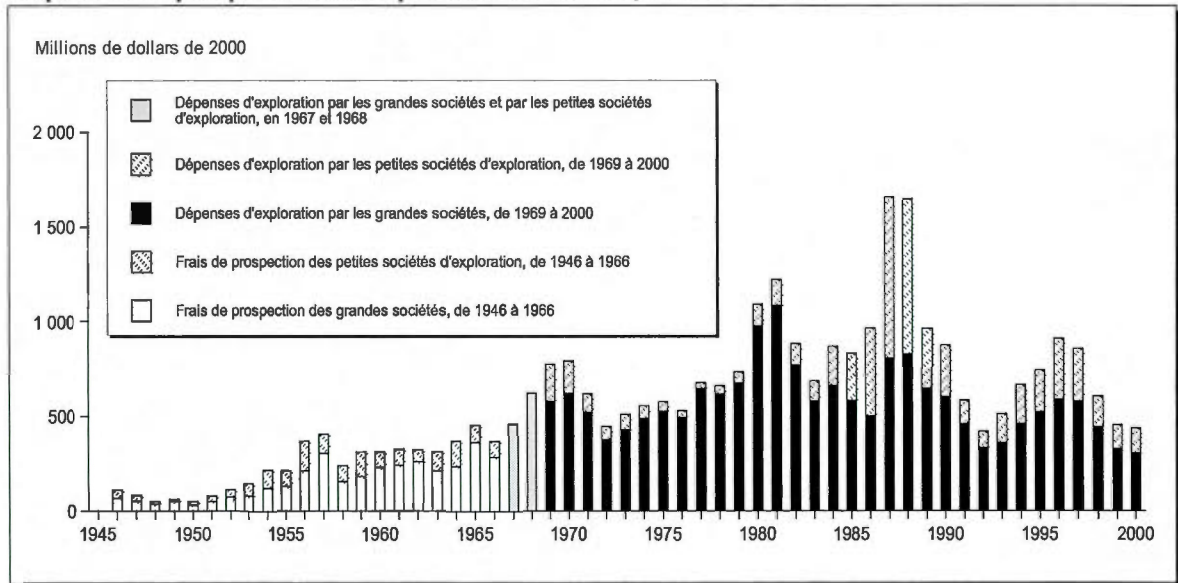
⁵ Les levés sont des études des caractéristiques et de la structure de la terre. C'est également une façon d'analyser quels changements physiques elle a vécus par le passé.

lorsque les États-Unis ont augmenté le prix de l'or, qui est alors passé de 20,67 à 35 \$US/once, ce qui a relancé l'exploration d'or ainsi que la mise en valeur et l'exploitation de mines aurifères au Canada. La deuxième Guerre mondiale a toutefois stoppé bien rapidement cette lancée, sauf pour les minéraux utiles à ce conflit comme la chromite, le manganèse, l'étain et le tungstène, que l'on n'exploitait pas en couramment en Amérique du Nord. Au début de la Seconde Guerre mondiale, le Canada, ayant un statut neutre, devait donc payer le matériel de guerre qu'il achetait aux États-Unis en dollars américains ou en or. Il fallait donc prioriser les mines d'or du pays afin que celles-ci poursuivent la production, ce que le gouvernement a fait en leur octroyant l'équipement, l'approvisionnement et la main d'œuvre. À la suite de l'entente de 1941 permettant d'acheter le matériel de guerre à crédit, les mines d'or ont alors perdu leur attrait et un grand nombre d'entre elles ont dû cesser leurs activités ou du moins réduire dramatiquement leur production.

À la fin de la guerre, l'exploration d'or a repris au Canada, mais les sociétés d'exploration ont vite baissé les bras face à une forte inflation et au prix de l'or qui ne croissait pas. Cependant, de nouvelles opportunités d'exploration allaient rapidement se présenter: le secteur militaire avait un urgent besoin d'uranium. Le premier gisement d'uranium découvert en sol canadien l'a été en 1930, à un endroit qui allait être nommé Port Radium, dans les Territoires du Nord-Ouest. Le radium était le principal métal extrait de cette mine, car il était utilisé pour traiter les personnes cancéreuses jusqu'au début des années 40. À cette époque, les sociétés minières ont commencé à se concentrer sur l'uranium, composante d'armes nucléaires. De nos jours, les isotopes produits au moyen de réacteurs nucléaires sont utilisés à des fins médicales et d'inspection technique, ce qui fait en sorte que le radium n'est plus utilisé.

Comme le prix des métaux était intéressant durant les années 50 et que de nombreux gisements ont été découverts, les dépenses exploratoires ont connu une forte hausse, tel que le démontre la figure ci-dessous.

Dépenses de prospection et d'exploration au Canada, de 1946 à 2000



Sources : Ressources naturelles Canada; Statistique Canada.

Remarque : Les dépenses totales d'exploration pour les années allant de 1975 à 1981 ont été surévaluées d'environ 17 % en moyenne, par rapport aux années antérieures et ultérieures. Cette surestimation est attribuable au fait que différentes méthodes de calcul ont été utilisées par Statistique Canada pour ces années.

Figure 5.1 : Dépenses de prospection et d'exploration au Canada, de 1946 à 2000

Sources : Ressources naturelles Canada, Statistiques Canada

Depuis 1946, des travaux d'exploration ont permis de découvrir et de déterminer de façon précise la teneur ainsi que le tonnage de plus de 2000 gisements métallifères au Canada. 40 gisements en moyenne sont découverts chaque année, dont seulement certains sont considérés comme des corps minéralisés et intéressants pour l'extraction.

Le prix des matières premières a plus que quadruplé depuis le début des années 2000, ce qui fait en sorte que les projets miniers, tant aurifères qu'autres, font légion au Canada (Shields, 2010). Une nouvelle ruée vers l'or a débuté en 2007 au Canada. Cette tendance lourde peut être attribuée notamment à l'affaiblissement du dollar américain qui soutient le prix de l'or. Le dollar canadien était à parité au début 2010, tout comme à la fin 2010. L'année 2010 pourrait représenter un nouveau sommet dans le secteur minier québécois. L'investissement total augmentera de 30%

et totalisera un niveau sans précédent de 2,2 milliards de dollars en 2010 (Institut de la statistique du Québec, 2010). Selon André Gaumond, géologue de Québec et fondateur de Mines Virginia, le sous-sol de la Baie-James contiendrait pas moins de 25 milliards de dollars de minerais (Borde, 2010). On attribue 61% des dépenses d'exploration à l'or en 2009. Le cuivre, le zinc, le nickel et les autres métaux usuels sont moins en demande, mais représentent tout de même 16% des dépenses. L'uranium (13%), le diamant (3,2%) et le lithium (1,6%) éveillent également un certain intérêt. À ce jour (2008), 55 % des entreprises minières publiques sont inscrites à la Bourse de Toronto, soit 1 427 sociétés, comparativement à 684 en Australie et à 216 à Londres. Les transactions minières à la TSX ont presque triplé entre 2005 et 2007, avant de se stabiliser à 450 G\$ en 2007 et 2008.

Des risques économiques considérables sont associés à l'extraction minière, notamment : les changements d'intérêts, les fluctuations du dollar et les taux d'imposition; la modification des prix de la marchandise utilisée lors de l'exploitation minière; la demande changeante en matière de produits minéraux et les modifications reliées à la réglementation régissant les mines (Ressources naturelles Canada, 2009). L'industrie minière poursuit toujours sa croissance et les minières canadiennes occupent maintenant une large part du marché à l'échelle internationale. La section suivante présentera l'état de l'industrie aujourd'hui.

5.2 Les minières canadiennes aujourd'hui

L'exploitation minière était et demeure un sujet d'actualité au Canada. Le sous-sol canadien est très riche en ressources naturelles, les compagnies minières canadiennes ont développé un savoir-faire qu'elles peuvent exporter pour exploiter le sous-sol de plusieurs continents, notamment l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie. Selon l'Association minière canadienne, l'industrie, particulièrement les grands producteurs et transformateurs de produits minéraux, évolue dans un contexte réglementaire complexe. Elle doit composer avec 19 lois et 14 règlements fédéraux

portant sur des éléments précis, comme l'Indian Reserves Mineral Resources Acts (C.B) ou des sujets plus courants comme la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou le *Code canadien du travail*. Il existe également plusieurs lois et règlements provinciaux (ex : 21 lois provinciales et 12 règlements uniquement en Ontario).

En 2007, une annonce a été faite par le Gouvernement canadien selon laquelle 150 millions de dollars seraient affectés sur 5 ans pour améliorer les processus réglementaires de l'industrie, notamment par l'établissement d'un Bureau de gestion des grands projets (BGGP). Ce bureau, au sein de Ressources naturelles Canada, vise l'amélioration de la capacité scientifique et technique des ministères fédéraux clés en matière de réglementation. Le BGGP est chargé de la gestion globale du processus d'examen réglementaire fédéral pour les grands projets de ressources naturelles au sud du 60^e parallèle. Ce bureau a pour mission de collaborer étroitement avec d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral dotés de responsabilités réglementaires afin de cerner les aspects du système réglementaire dont l'efficacité et l'efficacités peuvent être améliorées et d'élaborer et de mettre en œuvre les nouvelles approches permettant d'améliorer le rendement au plan réglementaire. Les principales fonctionnalités du BGGP comprennent un service de guichet unique permettant à tous les intervenants d'avoir accès au système réglementaire fédéral, l'établissement de normes de services adaptées à chaque projet, la mesure et la reddition de comptes en matière de rendement, des interventions sélectives permettant d'aborder les enjeux clés et la réalisation d'études coopératives afin de cerner les améliorations pouvant être apportées au système. Ce bureau de gestion des grands projets ne concerne toutefois que les grands projets en sol canadien. Pour ce qui est des activités minières à l'étranger, l'industrie n'a que très peu de règles à suivre, comme nous le détaillerons à l'article 5.2.3.

5.2.1 Le contexte constitutionnel

Le Canada est constitué de 10 gouvernements provinciaux et deux territoriaux. Le niveau provincial et le niveau fédéral de gouvernement jouent des rôles complémentaires dans l'industrie minière. Sous la Constitution canadienne, les provinces ont juridiction sur les ressources minérales situées sur leur territoire. Les réglementations qui chapeautent les pratiques de l'industrie, notamment en ce qui concerne la santé et sécurité ou les relations de travail, relèvent du niveau législatif provincial. L'implication du fédéral dans les lois sur les mines et minéraux est limitée et spécifique : elle comprend les activités sur les territoires, les activités reliées aux compagnies de la Couronne, celles sur l'uranium dans le contexte du cycle du nucléaire comme combustible, ainsi que les activités sur les terres fédérales et dans les zones maritimes (Government of Canada, 1996, p.3).

Le gouvernement fédéral a établi sa position en 1996 concernant une approche législative versus une approche volontaire dans le secteur minier. Selon la politique adoptée en 1996, les interventions réglementaires sont l'outil traditionnel employé par la société pour s'assurer que les objectifs de la société, incluant la protection environnementale, soient rencontrés. Dans une société dont la complexité croît sans cesse, le besoin de réglementation n'est pas appelé à disparaître, mais il y a une prise de conscience progressive selon laquelle les gouvernements ont la responsabilité d'assurer que leurs régimes sont efficaces et efficients. Cela, non seulement pour rencontrer les objectifs économiques, mais également sociaux et environnementaux. La politique gouvernementale vise donc à éviter la duplication entre les niveaux de gouvernement⁶. Il y a également la nécessité de créer des

⁶ Traduction libre de la citation suivante : «Regulatory intervention is the traditional tool employed by society to ensure that societal objectives, including environmental protection, are met. In an increasingly complex society, the need for regulation is unlikely to disappear, but there is growing recognition that governments have a responsibility to ensure that their regulatory regimes are efficient and effective, not just for economic reasons, but also to address society's environmental and social goals. In this context,

incitatifs qui sont basés sur la performance plutôt que les recommandations ou la coercition (Government of Canada, 1996, p.6). La politique inclut également la reconnaissance du fait que les approches non-règlementaires sont un complément important de la législation. La section suivante se penchera sur l'état des lois minières au Canada, puis au Québec en particulier.

5.2.2 Des lois archaïques

Selon un rapport de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) publié en 2010 (Handal, 2010), les cadres juridiques régissant l'industrie minière canadienne et québécoise se fondent tous deux sur le principe d'un libre accès à la ressource minière (free entry au niveau fédéral et free mining au niveau provincial). Ceux-ci datent du 19^e siècle et de la ruée vers l'or du Klondike, tel que démontré dans la figure 5.2 de la page suivante. Selon Handal (2010), ces principes accordent aux exploitants la triple garantie de pouvoir accéder librement au domaine de l'État à des fins de prospection, d'obtenir un droit de propriété sur les ressources en cause, et d'acquérir le droit exclusif d'explorer et d'exploiter les minéraux découverts, le tout avec un minimum de contraintes.

the policy includes the recognition by the Government of the need to avoid regulatory duplication between levels of government and to strive for regulatory harmonization. There is also a call for regulatory requirements that: are performance-based rather than prescriptive (eg, setting an environmental goal, but not prescribing a particular technology to achieve the goal); minimize uncertainty, delays and costs; and take full account of underlying market forces (Government of Canada, 1996, p.6). »

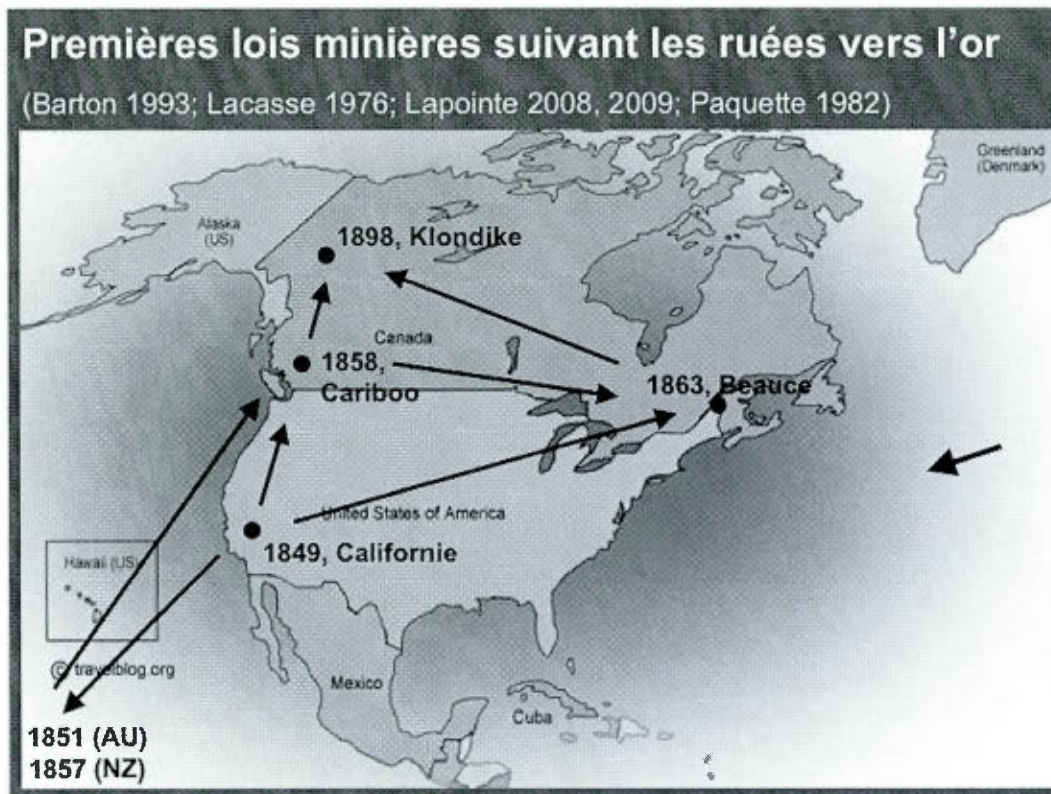


Figure 5.2 : Les premières lois minières en lien avec les ruées vers l'or

Source : Ugo Lapointe, Présentation dans le cadre de la consultation publique sur le projet de loi 79

Il va de soi que cette législation entraîne des répercussions sociales et environnementales pour les citoyens et citoyennes et les milieux naturels concernés. Non seulement elle va à l'encontre des droits des propriétaires fonciers et des principes de participation citoyenne, puisque le droit à l'exploration et l'extraction prévaut sur tous les autres, mais elle est à l'origine de conflits d'usage concernant la création de nouvelles zones protégées, ainsi que des démêlés en matière de droits et de revendications territoriales autochtones. Cela sans compter que la grande majorité des projets d'exploitation minière passent outre les procédures publiques d'évaluation environnementale (Handal, 2010, Rapport du Vérificateur général du Canada, 2009). Plusieurs intervenants (MiningWatch Canada, la société civile, Réseau

Québécois des Groupes Écologistes, Pour que le Québec ait meilleure mine, etc.) demandent maintenant une révision de ces lois jugées archaïques.

5.2.2.1 La situation québécoise

Au Québec, les débats entourant la législation minière opposent l'industrie et ses associations à la société civile et aux groupes de pression depuis de nombreuses années. Ces débats sont pertinents en ce sens qu'ils illustrent bien la complexité de la problématique législative minière au Canada. Alors que la société civile et les groupes de pression militent pour une réglementation plus serrée, notamment concernant la décontamination des sites et les enjeux environnementaux et sociaux de l'exploitation, les entreprises minières vont plutôt dans le sens d'une autoréglementation, comme nous le verrons dans cette section.

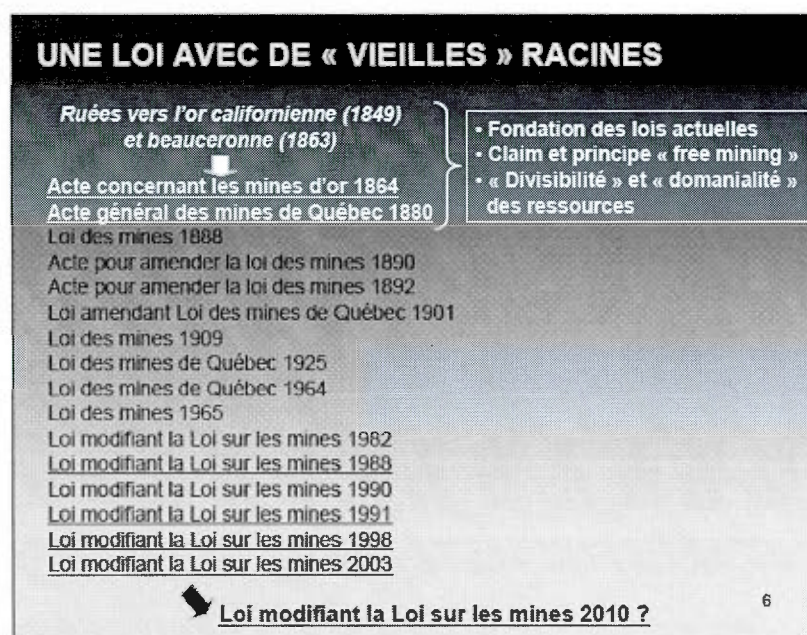


Figure 5.3 : Historique législatif de l'industrie minière québécoise

Source : Ugo Lapointe, Présentation dans le cadre de la consultation publique sur le projet de loi 79

C'est en 1880 que l'on voit apparaître la première *Loi générale sur les mines*, qui fut amendée par la suite au cours des décennies suivantes⁷. Il fallut attendre les années 60 pour voir des modifications plus substantielles au régime minier du Québec, plus spécifiquement pour les droits d'utilisation et de propriétés des substances minérales de surface (sable, gravier, etc.)⁸. En vigueur depuis 1988⁹, l'actuelle Loi sur les mines a subi quelques réformes, dont les principales sont celles de 1991 et 1998¹⁰.

L'industrie a progressé de façon radicale au plan environnemental au cours des 30 dernières années. Les avancées dignes de mention sont la réduction des émissions de polluants atmosphériques issus du traitement de minerai (Lapointe, 2008), mais également en ce qui concerne la gestion des résidus miniers avec des sites dorénavant plus sécuritaires et beaucoup moins polluants. Depuis la réforme de la loi sur les mines de 1991, le gouvernement québécois exige des compagnies minières que celles-ci déposent une garantie financière de 70 % du coût prévu de restauration et un plan de restauration des sites avant de se lancer dans l'exploitation des sites à proprement parler. Or, ces démarches sont incomplètes et sont décriées par plusieurs intervenants dont les groupes de pression (ex : Coalition pour que le Québec ait meilleure mine) et la société civile (ex : citoyens et Richard Desjardins), alors que les sites de compagnies ayant fait faillite ou abandonné leur projet restent toujours à décontaminer et que la facture sera vraisemblablement payée par les contribuables. Cette garantie financière demandée est cependant décrite comme ayant une efficacité limitée par le Vérificateur du Québec 2009¹¹.

Au fil des années, la situation d'un point de vue législatif présente toujours

⁷ *Acte pour amender de nouveau l'Acte général des mines de Québec de 1880* (S.Q. 1884, c.22); *Loi des mines* (S.R.Q. 1888); *Loi amendant la Loi des mines de Québec* (S.Q. 1901, c.13); *Loi des mines* (S.R.Q. 1909); *Loi des mines de Québec* (S.R.Q. 1925, c.80).

⁸ *Loi des mines de Québec* (S.R.Q. 1964, c.89); *Loi des mines* (S.Q. 1965, c.34); Denys-Calude Lamontagne et Jean Brisset des Nos, *Le droit minier*, 2^{ème} édition, Éditions Thémis, 2005, p.16 à 20.

⁹ *Loi modifiant la Loi sur les mines* (L.Q. 1988, c.9); Lamontagne et Brisset des Nos, 2005.

¹⁰ *Loi modifiant la Loi sur les mines* (L.Q. 1991, c.23); *Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi sur les terres du domaine public* (L.Q. 1998, c.24).

¹¹ Vérificateur général du Québec, 2009.

plusieurs lacunes, par exemple depuis 2000 à la suite de la réforme de 1998, les claims¹² peuvent désormais être acquis par leur désignation sur carte, notamment via Internet, ce qui facilite leur appropriation¹³. Il apparaît ainsi que toutes les activités minières au Québec, mais aussi dans plusieurs autres provinces et territoires canadiens, reposent sur le concept du « free mining » (aussi appelé « free entry mining »), qui se définit comme étant le libre accès aux ressources, principe resté intact depuis plus de cent ans¹⁴. Ce principe confère essentiellement trois types de droits aux entrepreneurs miniers :

- Le droit d'accéder à la majorité du territoire pour des fins de prospection (articles 17, 18, 26)
- Le droit de s'approprier la ressource minérale du territoire à l'aide d'un titre minier (articles 8, 9, 40, 47)
- Le droit d'effectuer des travaux d'exploration et, en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable, de l'exploiter (articles 64, 65, 100 à 105, 235, 236).

L'objectif de la Loi sur les Mines (réforme de 1998) est donc de «favoriser la prospection, la recherche, l'exploration et l'exploitation des substances minérales et des réservoirs souterrains et ce, en tenant compte des autres utilisations du territoire » (article 17). Ainsi, cette réforme facilite l'accès à la ressource et garantit la

¹² Selon le Ministère des Ressources naturelles et de la faune, le claim minier est un titre d'exploration minière qui donne à son titulaire le droit exclusif de rechercher, sur un territoire délimité, toute substance minérale et qui garantit l'obtention d'un titre en cas de découverte. Voir www.formulaire.gouv.qc.ca/cgi/affiche_doc

¹³ Voir http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/enligne/mines/claim/leclaimdesigne_territoire.asp

¹⁴ Barry Barton, *Canadian Law of Mining*, Calgary: Canadian Institute of Resources Law, 1993. Justin Duncan et Maureen Carter- Whitney, *Balancing Needs, Minimizing Conflict : A Proposal for a Mining Modernization Act*, Ecojustice et Canadian Institute for Environmental Law and Policy, 2008. Jean Pierre Lacasse, *Le claim en droit québécois*, Ottawa: Université d'Ottawa, 1976. Ugo Lapointe, *Origins of Mining Regimes in Canada & The Legacy of the Free Mining System*, Conférence *Rethinking Extractive Industry: Regulation, Dispossession, and Emerging Claims*, York University, 2009 (présentation *Power Point* qui accompagne le texte). Ugo Lapointe, *De la ruée vers l'or californienne au Québec minier contemporain : le système de free mining et le pouvoir des communautés locales*, Colloque international de la Commission sur l'approche culturelle en géographie, 2008.

sécurité du titre minier. Le but premier de la loi demeure « de favoriser l'investissement en exploration minière au Québec »¹⁵. Or, cette façon de faire entraîne des conflits territoriaux impliquant la prospection des minéraux, les droits autochtones et les enjeux environnementaux qui constituent en soi des obstacles aux investissements miniers (Institut Fraser in Communiqué de presse de l'Initiative Boréale Canadienne, 2008). Plusieurs citoyens et organismes environnementaux sont plutôt d'avis que l'exploitation des minéraux n'est pas d'emblée la meilleure exploitation des terres de la Couronne dans tous les cas (Pour que le Québec ait meilleure mine : Réforme en profondeur de la loi sur les mines du Québec, 2009). Qu'il s'agisse du concept du free-mining au Canada ou du chapitre 11 de l'ALENA, il demeure que les droits des compagnies minières ont préséance sur les lois environnementales, les droits des peuples autochtones et les volontés des communautés (Campbell, 2004). Pour ces raisons notamment, les réformes sur la Loi des mines sont jugées insuffisantes et plusieurs, notamment le Vérificateur général du Québec, qui a dévoilé des lacunes majeures dans son rapport d'avril 2009, réclament donc une réforme complète de la loi. Ce rapport du Vérificateur général fait également écho aux démarches entamées à l'automne 2007 par le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune (MRNF). Une consultation publique a mené à la divulgation de la Stratégie minérale du Québec en juin 2009, mais a toutefois été décriée par Nature Québec et d'autres organismes environnementaux comme étant légère et inadéquate pour répondre aux attentes et aux valeurs de la société québécoise d'aujourd'hui (Pour que le Québec ait meilleure mine : Réforme en profondeur de la loi sur les mines du Québec, 2009).

On comprend ainsi les précédents dans lesquels s'inscrit le projet de loi 79, demandé et attendu par la société civile et de nombreux groupes sociaux et environnementaux. Celui-ci prévoit notamment que les sociétés minières devront

¹⁵ *Loi modifiant la Loi sur les mines* (L.Q. 1988, c.9); Lamontagne et Brisset des Nos, 2005.

supporter l'ensemble des coûts liés à la restauration des sites à la fin de leur exploitation et ce, dès les cinq premières années de leurs activités. Cette somme devra inclure les montants nécessaires à la restauration totale du site, selon le ministre délégué des Ressources naturelles et de la Faune, Serge Simard. Il n'est toutefois pas précisé si cela s'applique au remblaiement des mines à ciel ouvert. Après des consultations publiques et une étude détaillée, le projet est maintenant en suspens (Fontaine, 2011).

Actuellement, les entreprises doivent déboursier 70 % du montant nécessaire à la remise en état d'un site, et ce, sur une période de 15 ans (Shields, 2010). Au Québec, on compte 345 sites que le gouvernement devra décontaminer pour des coûts qui s'élèvent à près de 300 M\$. Au Canada, on estime qu'il existe 10 000 sites abandonnés et le coût de décontamination des terrains relevant du fédéral oscille entre 1 et 4 G\$ (Handal, 2010). La loi sur les mines (2006) permet en outre à une compagnie d'exproprier et d'exploiter un gisement selon ses propres conditions et compensations, ce qui ne tient toujours pas compte d'une meilleure redevabilité des entreprises minières, tel que demandé depuis de nombreuses années par la société civile et les autres groupes de pression.

Ceci termine la section sur la situation législative de l'industrie extractive au Canada. Les lacunes de cette réglementation trouvent leur écho dans le vide réglementaire pour les activités entreprises minières à l'étranger, comme l'exposera l'article suivant.

5.2.3 Les minières canadiennes à l'étranger

Le Canada est vu comme la capitale mondiale de l'industrie minière (Janda, Fox-Decent et Gendron, 2010). En 2008, plus de 75% des entreprises d'exploration et d'exploitation minière avaient leur siège social au Canada, avec des propriétés dans plus de 100 pays. Cette prédominance de l'exploitation minière canadienne s'est étendue vers le reste du monde dans les années 1980 (IEIM, 2006). L'industrie a alors

exporté son savoir-faire et son expertise à l'étranger. Comme elle bénéficiait d'une longue tradition minière, d'un environnement stable et attractif, d'une main d'œuvre experte, elle a rapidement établi sa présence internationale. Elle peut en outre compter sur un secteur économique affilié qui la supporte et qui est inégalé dans le monde.

Des investissements majeurs vont de pair avec cette présence minière canadienne internationale : en 2004, ce sont plus de 26,6 milliards de dollars qui y sont consacrés (Lemieux, 2004). En 2005, 30 % des travaux d'exploration minière réalisés dans le monde et 76 % des mines que possèdent les entreprises canadiennes cotées à la Bourse de Toronto sont situées en dehors du Canada et 19 % de celles-ci sont situées en Afrique. 45 % des concessions minières sont situées à l'extérieur du Canada (IEIM, 2006). En 2009, près de 1 000 sociétés d'exploitation canadiennes sont présentes à l'étranger, et les bourses canadiennes ont fourni 31 % des valeurs minières mondiales et traité 81 % des opérations mondiales de financement des cinq années précédentes. Les sociétés canadiennes inscrites comptent environ 4 600 projets miniers à différents stades de développement à l'étranger (Association minière du Canada, 2009).

Selon l'Association Minière du Canada, en 2010, plus de 60% des compagnies d'exploration minière d'envergure mondiale sont canadiennes (Association Minière du Canada, 2010).

En termes juridiques, le Canada n'a que très peu de pouvoir afin de réguler le comportement des compagnies minières hors de son territoire. Si ce n'était de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* adoptée en 1993, aucune contrainte légale canadienne ne concerne les dimensions sociales et environnementales des activités des minières canadiennes à l'étranger. Selon des réponses du Gouvernement à une pétition déposée demandant des précisions sur l'encadrement des activités minières à l'étranger, il n'y a effectivement aucune loi qui encadre spécifiquement les activités des entreprises minières à l'étranger :

«Le gouvernement du Canada respecte la souveraineté des États étrangers et n'applique généralement pas ses lois nationales dans d'autres pays. Le gouvernement du Canada s'attend à ce que les entreprises canadiennes, qui mènent des activités à l'étranger, respectent toutes les lois locales et les normes internationales applicables; qu'elles travaillent dans la transparence et en consultation avec les pouvoirs publics et les collectivités locales du pays d'accueil; et, qu'elles continuent de mettre au point et d'appliquer des pratiques exemplaires en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE).» (Bureau du Vérificateur général du Canada, 2010)

Des démarches ont toutefois été entreprises afin de considérer éventuellement les dimensions sociales et environnementales des activités des minières; le gouvernement du Canada a adhéré à des normes internationales non contraignantes comme (1) les lignes directrices de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) à l'intention des multinationales, (2) les normes de rendement de la Société financière internationale pour les entreprises ayant bénéficié de financement ou d'assurance de la part des différents organes de la Banque Mondiale ou encore (3) les mesures de responsabilité sociale corporative dans le cadre du financement commercial effectué à Exportation et développement Canada (EDC) (Belem, Champion et Gendron, 2006).

On observe non seulement dans ces pays qu'il manque aux gouvernements une capacité de régulation, mais aussi que les acteurs sociaux sont confrontés à des limites informationnelles, cognitives et organisationnelles marquantes pour l'expression de leurs revendications à l'endroit des entreprises (Gunningham et al., 2004; Graham et Woods, 2005). Les gouvernements détiennent donc une faible capacité de contrôle sur l'activité économique se déroulant sur leur territoire, notamment afin de poursuivre des objectifs sociaux ou environnementaux. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une application stricte de la réglementation pourrait faire fuir les investisseurs étrangers. Des institutions comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international

requièrent en outre de la part de ces pays une déréglementation des économies pour une intégration au marché mondial, ce qui donne peu de poids à la gouvernance globale dans ce contexte (Belem, 2009).

Sur le plan environnemental, le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) a créé des principes visant à améliorer la performance environnementale des entreprises minières au début des années 1980, dont sont issues les *Berlin Guidelines*, qui recommandent la priorisation de la gestion et de l'imputabilité environnementale ainsi que le dialogue avec les parties prenantes sur les questions environnementales. Par ailleurs, les gouvernements nationaux ont adopté, sous l'égide des Nations-Unies, plusieurs conventions environnementales internationales qui peuvent affecter de près ou de loin l'industrie extractive¹⁶. Toutefois, selon le fonctionnement classique de la législation internationale, ces conventions et traités s'adressent spécifiquement aux pays et non aux entreprises. Les pays qui y adhèrent peuvent décider ultérieurement de les intégrer dans une législation nationale qui peut alors s'avérer coercitive pour les entreprises, soit la transposer en droit national (Otto, 2000).

Au niveau social, le portrait n'est guère plus encourageant. En effet, peu de pays disposent d'une législation pertinente se rapportant aux enjeux socio-culturels associés aux projets miniers. À l'échelle mondiale, la *Convention Aarhus*, signée en 1998 et basée sur le principe 10 de Rio, établit le droit pour les communautés locales de participer aux décisions liées à leur environnement. Le Bureau International du Travail (BIT) a adopté pour sa part en 1989 une *Convention sur les Peuples autochtones* incluant le concept de « consentement préalable libre et éclairé » en cas

¹⁶ (Otto, 2000; Dalupan, 2005) (RAMSAR (1971) sur les zones humides, la World Heritage Convention (1972) qui a trait à la nature et à la culture; la Convention de prévention de la pollution marine (1973) qui interdit le déversement des déchets et autres matières dans les cours d'eau; la Convention sur les pollutions transfrontalières de l'air (1979); la Convention de Bâle (1989) qui traite de la commercialisation des métaux; ainsi que la Convention sur la Biodiversité (1992) qui affecte l'accès à la terre.)

de déplacement de population, qui est issu de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La *Convention* spécifie en outre que les Peuples autochtones ont le droit d'exiger d'être consultés et de fournir leur consentement préalable libre et informé avant le démarrage de tout projet d'envergure, en particulier dans le cas de l'exploitation de ressources naturelles (Belem, 2009).

Il importe de reconnaître que ces conventions comportent des lacunes qui limitent leur efficacité. La *Convention Aarhus* sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, signée le 25 juin 1998, est un accord international adopté par seulement 17 pays. Ni le Canada, ni les États-Unis n'en sont signataires. Par ailleurs, parmi ces 17 signataires, plusieurs manquent de moyens de mise en application (Halifax Initiative, 2006). Au même titre que la *Convention Aarhus*, la convention sur le consentement préalable a connu peu de ratifications alors que les pays l'ayant ratifié ne la respectent pas (*Ibid.*). Cette situation s'explique par le fait qu'aucune directive de mise en œuvre n'a été élaborée. On constate par les faits précédemment mentionnés que le système réglementaire est faible et ne sert que très peu les intérêts des collectivités locales. Les entreprises minières sont ainsi confrontées à un problème de légitimité, puisque les autorisations d'exploitation ne reposent sur aucune base législative ou normative solide (Szablowski, 2007). Il va de soi que depuis quelques années, les investissements des entreprises minières dans les pays en développement sont scrutés à la loupe et font l'objet d'intenses revendications alors que différents groupes sociaux requièrent leur imputabilité. Ces revendications ont fait l'objet de vastes campagnes médiatiques dans de nombreux médias, tant écrits que radiotélévisés. Tant pour l'industrie que pour les institutions internationales qui la supportent, l'enjeu séculaire de la régulation de l'industrie minière a longtemps été réservé à l'élaboration d'initiatives discrétionnaires et volontaires de responsabilité sociale des entreprises.

Il est toutefois possible de remarquer qu'une volonté d'une plus grande

imputabilité des entreprises minières émerge depuis quelques années. Des recommandations pour une réglementation plus stricte sur l'activité des corporations minières œuvrant à l'échelon international se multiplient d'ailleurs à l'attention du gouvernement canadien récemment. Dans son rapport de 2005, le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international a proposé au gouvernement de conditionner son soutien financier des entreprises minières au respect de normes de droits de la personne, et de mettre en place des normes juridiques qui obligeraient celles-ci à rendre des comptes dans les cas de violations de droits humains ou de préjudices environnementaux. Des recommandations similaires sont venues d'une instance consultative, les « Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les industries extractives canadiennes dans les pays en développement », organisées en 2006 à différents endroits au pays. Des représentants du gouvernement canadien, de l'industrie extractive et de la société civile canadienne ont été mis à contribution au sein de ce processus consultatif multipartite, avec l'objectif d'élaborer conjointement des recommandations pour un nouveau cadre de RSE régissant le secteur minier. En mars 2007, le comité consultatif des Tables rondes a soumis un rapport au gouvernement fédéral. Ce rapport proposait l'adoption de normes juridiques pour la reddition de comptes des entreprises minières, un cadre légal de responsabilité sociale basé sur les normes internationales en termes de droits de la personne, et la création d'un poste d'ombudsman indépendant pour traiter les plaintes liées au secteur extractif (Andrews et al., 2007). À ce jour, le gouvernement canadien a rejeté l'ensemble de ces recommandations et continue de défendre une autorégulation volontaire des entreprises, basée sur des codes de conduite non contraignants (Handal, 2010).

Plus de 13,8 milliards de dollars de projets d'entreprises minières ont été appuyés par Exportation et développement Canada en 2008. Cet organisme, chargé du crédit à l'exportation du gouvernement du Canada, ne possède pas de mécanisme formel l'obligeant à faire enquête sur les entreprises brisant son code d'éthique

commercial, ni de procédures concrètes afin de pouvoir leur couper le financement. En octobre 2010, le projet de loi C-300, aussi appelé amendement C-300, a été proposé par le député libéral canadien John McKay, appuyé par le NPD et le Bloc québécois à la Chambre des communes. Ce projet visait à établir des lignes directrices en ce qui a trait aux droits de la personne et à la protection de l'environnement afin de déterminer les entreprises minières qui sont dignes de recevoir un financement fédéral, de même que les investissements du Fonds de pension Canadien (le 2^e fonds de pension en importance au pays avec 130 milliards de dollars canadiens). L'amendement C-300 prévoyait l'établissement d'un processus de réception des plaintes sur les opérations à l'étranger. Les entreprises non conformes pourraient toutefois corriger le tir et être de nouveau éligibles au financement. Tant les entreprises minières que le gouvernement fédéral seraient ainsi tenus de rendre des comptes devant une commission d'enquête établie par le gouvernement fédéral dans laquelle l'Association des prospecteurs et des entrepreneurs miniers (PDAC) ainsi que l'Association minière du Canada et des sociétés minières individuelles seraient représentées, à l'image d'une procédure semblable instaurée aux États-Unis. Cet amendement a toutefois été défait à 140 voix contre 134 au Parlement le 27 octobre 2010 (Deslongchamps, 2010). Un imposant lobby de l'industrie, composé notamment de compagnies minières comme Barrick Gold et Gold Corp et d'associations comme l'Association minière du Canada, s'est opposé formellement au projet, argumentant qu'une telle législation permettrait facilement aux compétiteurs et autres groupes de ternir la réputation des entreprises minières canadiennes, de limiter leurs opportunités d'investissement et de miner leur performance financière. Les compagnies minières sont des joueurs importants de l'industrie canadienne et l'article suivant détaillera concrètement l'apport de l'industrie dans l'économie du Canada.

5.2.4 Mines et économie du Canada

Selon les associations minières du pays, le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Québec, l'industrie minière est extrêmement importante pour l'économie du pays. Le ministre du Québec, Raymond Bachand a estimé, lors de son dépôt de budget, en mars 2010, que les mines ont rapporté cinq milliards de dollars au Québec en 2008. Les compagnies devaient en 2009 payer 12 % de leurs profits à l'État, ce qui sera revu à la hausse à 16 % en 2012, et rapportera 243 millions de dollars sur cinq ans. L'Association minière du Québec prétend pour sa part que le secteur est un important levier économique (52 000 emplois directs et indirects) au Québec, en plus de contribuer aux exportations de biens de la province à hauteur de 12 % (Handal, 2010). Les investissements publics dans le secteur des mines métallifères, soient les dépenses fiscales, les dépenses par programmes et les dépenses directes dans l'industrie, sont en hausse depuis les 15 dernières années. Au Canada, les dépenses fédérales ont augmenté de 11,3 % entre 1995 et 2007; au Québec, cette hausse a atteint 48 % au cours de la seule période 2001-2007 (Handal, 2010).

L'économie de toute une région, soit l'Abitibi-Témiscamingue, dépend de ses mines. Dans cette région du Québec, près d'une personne sur cinq occupe un emploi relié directement ou indirectement au secteur minier. Comme le prix de l'or atteignait les 1100 dollars américains l'once, les projets se multipliaient (Jacinthe Châteauvert, SRC-Télévision, 19 mars 2010).

Toutefois, selon un rapport remis par l'IRIS en 2010, il semblerait que les retombées de ce secteur au plan des emplois et de la croissance économique soient en déclin. Au Canada, le nombre d'emplois offerts par l'industrie a diminué de près de 30 % et sa contribution au PIB a décliné de 7 % entre 1995 et 2007 ; au Québec, ces indicateurs ont respectivement connu une baisse de 8 % et de 23 % au cours de la même période. Au pays, les contributions du secteur à l'ensemble de l'économie en

termes d'emplois et de PIB se limitaient en 2007 à 0,14 % et à 0,31 % respectivement. Dans la province, ces proportions étaient de 0,27 % et de 0,24 % pour la même année.

Certains argueront malgré tout que les contributions du secteur aux finances publiques sont importantes; elles ont notamment augmenté de 107 % au Québec entre 2001 et 2007. Selon le rapport de l'IRIS par contre, cette participation coûte 50% plus cher à la collectivité qu'elle ne rapporte en impôts et redevances, notamment puisque le secteur bénéficie d'un important allègement fiscal (environ 50 %), qu' un nombre important de mesures fiscales et d'autres dépenses profitant au secteur ne sont pas divulguées par le gouvernement, que les redevances versées par les entreprises minières sont sous les taux en vigueur et sont minimales en regard des revenus imposants de ces sociétés. Également, comme les redevances du secteur minier sont prélevées sur le profit des entreprises au Canada, le gouvernement se prive de revenus, car plusieurs approches comptables permettent facilement aux sociétés minières de réduire leurs profits. De 2002 à 2008, 14 d'entre elles n'ont eu à verser aucune redevance, alors qu'elles cumulaient des valeurs brutes de production de 4,2 milliards de dollars, selon le vérificateur général. En 2007, seules 3 des 14 entreprises productrices de métaux au Québec ont payé la totalité de leur dû au ministère des Ressources naturelles (Borde, 2010). C'est compte tenu de ces pratiques que la Banque Mondiale propose de prendre plutôt des redevances sur la valeur des minerais extraits (Handal, 2010).

Il demeure que les compagnies minières occupent une large part de l'économie du Canada, tant par leurs redevances que par leur poids sur les parquets boursiers canadiens. Qu'en est-il de leur responsabilité sociale ? C'est la question à laquelle la section suivante tentera de répondre.

5.3 Le secteur minier et la responsabilité sociale

Les compagnies de ressources naturelles, comme les compagnies minières, sont clairement plus surveillées et scrutées pour leur performance sociale et environnementale que les entreprises d'autres secteurs, parce qu'elles concernent un secteur sensible (Deegan et Gordon, 1996).

Plusieurs académiciens ont orienté leurs recherches sur la durabilité à un niveau international ou national de l'industrie minière dans les années 1990. Certains auteurs (i.e Brown, 1993; Auty and Warhurst, 1993; Mikesell, 1994; Tilton, 1996; Auty and Mikesell, 1998) ont traité de la façon dont les bénéfices de la production minérale peuvent être soutenus pour les générations futures. D'autres (Carbon, 1997; Miller, 1997) ont traité de la valeur du développement durable comme principe central dans la gestion minière environnementale. Un autre groupe (James, 1999; Labonne, 1999; Eggert, 2000) considère que les relations socio-économiques doivent être élargies et inclure la consultation des parties prenantes et leur participation. Ces derniers intègrent les enjeux sociaux et culturels comme une dimension importante du développement durable. Plusieurs de ces recherches sont globales, larges ou holistiques. Peu d'attention a été portée aux mines elles-mêmes et sur l'interprétation du rôle des compagnies minières dans le développement durable et leur responsabilité sociale. En 2000, Hilson et Murck ont voulu combler ce vide de la littérature (Hilson et Murck, 2000).

Selon ces auteurs, qui font leurs commentaires de Richards (1996), les problèmes environnementaux liés à l'industrie minière sont bien connus, notamment parce que l'industrie attire beaucoup d'attention avec le besoin constant d'obtenir le droit d'utiliser les espaces et d'en extraire des métaux et minéraux, mais également par ses effets nuisibles anticipés comme le bruit, la poussière, les vibrations, le trafic, la contamination des sols et des cours d'eau, l'érosion, la destruction d'habitats fauniques et floraux, etc. Pour contribuer au développement durable, les mines

doivent diminuer leurs impacts environnementaux à travers tout leur cycle de vie, de l'exploration (extraction et raffinement) à la fermeture (Hilson et Murck, 2000). De plus, selon Desjardins (1998), l'industrie a une responsabilité morale de faire en sorte que ses activités soient socialement responsables.

Hilson et Murck (2000) établissent une liste de lignes de conduite à suivre pour le développement durable minier, illustrée dans le tableau qui suit.

Tableau 5.1 : Liste de lignes de conduite pour un développement durable minier

Lignes de conduite à suivre pour le développement durable minier (Hilson et Murck, 2000)
Planification améliorée pour la fermeture de la mine et le futur de la communauté
Gestion environnementale efficiente
Meilleure gestion des déchets et implantation de technologies plus 'propres'
Prendre en compte les besoins des communautés et des parties prenantes
Formation de partenariats durables avec les universités, centres de recherche, églises, organisations non-gouvernementales, gouvernements
Emphase sur la formation à propos des enjeux environnementaux et sociaux des activités minières afin de les minimiser
Colliger les perceptions de la communauté sur les opérations de la mine
Déterminer au préalable les effets du développement minier sur l'évolution normale anticipée au sein de la communauté (rythme de vie, relations interpersonnelles, comportement et résilience sociale)
Identifier les impacts potentiels du projet sur les éléments religieux ou historiques de la communauté
Déterminer la participation anticipée des habitants dans le projet minier
Déterminer si une relocalisation des habitants est nécessaire et quels en seront les tenants et aboutissants
Déterminer s'il y a un potentiel de conflits au sein de la communauté
Calculer les coûts de protection des valeurs culturelles de la communauté
Identifier au préalable les bénéfices ou impacts négatifs du projet sur la communauté

Les attentes envers les entreprises en termes de relations avec les communautés locales pouvant être affectées par leurs opérations sont croissantes.

Les organisations doivent tenir compte dans leurs politiques corporatives des besoins des parties prenantes, puisque leur succès repose beaucoup sur les contributions et les intrants des parties prenantes, de même que sur la coopération des communautés environnantes (Hilson et Murck, 2000).

Économiquement, une mine peut contribuer grandement au développement durable en maintenant ou en améliorant le bien-être de la population dans laquelle elle s'implante (Eggert, 2000). La mine peut également contribuer en embauchant des résidents, en utilisant les services locaux et en investissant dans des fonds pour des projets de développement régionaux (Dorian et Humphreys, 1994). Les mines peuvent en outre financer des projets majeurs dans les communautés, comme par exemple des hôpitaux, des écoles, des CPE, comme l'a fait Osisko à Malartic, par exemple. Comme les compagnies minières représentent très souvent une large part des économies rurales et régionales au Canada, il faut également qu'elles planifient des stratégies alternatives d'emploi pour les mineurs et les résidents lorsque leurs projets se terminent.

D'autre part, plusieurs parties prenantes comprennent difficilement comment le concept de développement durable peut s'appliquer à des ressources naturelles qui sont étiquetées comme étant non-renouvelables (Shinya, 1998). Or, Shinya rétorque que cette étiquette a fait en sorte que les gens ont oublié que les minéraux et métaux sont recyclables, mais aussi qu'ils sont essentiels pour le développement futur de la société. Ils sont présents dans les infrastructures de transport, dans les puces des ordinateurs, mais ils sont également la matière première dans bon nombre de biens et services utilisés tous les jours. L'enjeu ne serait donc pas si la société doit se servir de minéraux et métaux, mais plutôt comment l'industrie peut-elle trouver, extraire, utiliser, réutiliser, recycler et jeter ces ressources naturelles avec une approche durable (Shinya, 1998).

L'industrie minière a reconnu implicitement la nécessité d'investiguer les procédures d'engagement des parties prenantes afin d'accroître le niveau de support

sociopolitique pour les projets miniers. Elle s'engage effectivement dans certains processus afin de sonder l'engagement des communautés et les enjeux qui y sont liés, notamment à la suite du dépôt de résolutions d'actionnaires aux assemblées annuelles de Barrick Gold et de Gold Corp par Ethical Funds (Ethical Funds, 2010). Quoique les impacts de l'industrie sur l'environnement physique soient indéniables, de par la nature même de ses activités, ils diffèrent largement de ce qu'ils étaient il y a 25 ou 50 ans. Les minières ont depuis affiné leurs méthodes et tenté de réduire leurs impacts sur l'environnement et les communautés, mais il n'en demeure pas moins que la relation entre la plupart des groupes de parties prenantes et les compagnies minières est basée sur la performance et les impacts passés (Warhurst et Mitchell, 2000).

En somme, une mine doit identifier dès le début de ses projets toutes les parties prenantes impliquées socialement, économiquement, éthiquement et environnementalement dans ses activités. Elle doit tenir compte de leurs besoins dans les politiques corporatives, employer des résidents, leur offrir des formations pour leur permettre de se recycler, et aider à financer des projets de développement locaux (Hilson et Murck, 2000) et réévaluer constamment ses pratiques. Les conséquences d'omettre de le faire peuvent mener à des couvertures médiatiques négatives ou à des démarches actionnariales militantes, notamment lorsque les citoyens se plaignent ou se sentent lésés. L'article suivant traitera des impacts sociaux et environnementaux de l'industrie minière contemporaine, qui bien que ses pratiques soient plus responsables que par le passé, demeure une industrie dont les impacts divers sont importants et multiples.

5.3.1 Des impacts sociaux et environnementaux non-négligeables

Le rapport réalisé pour la Prospectors and Developers Association of Canada (PDAC) en octobre 2009 par le Canadian Center for the Study of Resource Conflict (CCSRC) et rendu public par Mines Alerte Canada, le 19 octobre 2010, a mis en

lumière récemment les violations des entreprises minières canadiennes relativement aux droits humains et sociaux, de même qu'à la destruction de l'environnement dans les pays en développement. Le rapport en question analyse 171 «incidents» ou conflits de nature sociale ou environnementale survenus entre 1999 et 2009 dont 34 % sont causés par des compagnies minières canadiennes (CCSRC, 2009). Parmi les différents secteurs à l'étude, les minières sont responsables du plus grand nombre de conflits : quelque 63 % des incidents relevés dans cette étude sont le fait de minières provenant de cinq pays. Les sociétés canadiennes sont responsables à elles seules de 33 % des conflits, soit quatre fois plus que ceux attribués à l'Inde et l'Australie (8%), qui sont suivies par les minières étasuniennes et britanniques (6 %) (CCSRC, 2009). De tous les incidents attribués aux minières canadiennes, 60 % sont des conflits avec les membres des communautés locales et 40 % touchent différentes formes de détérioration de l'environnement. Enfin, 30 % de ces incidents sont le fait d'attitudes contraires à l'éthique, qui mettent souvent en cause des agences de sécurité privée. Seulement 13 % des cas relevaient de relations de travail conflictuelles. Il est intéressant de s'attarder aux sources de ces dénonciations dans la figure suivante.

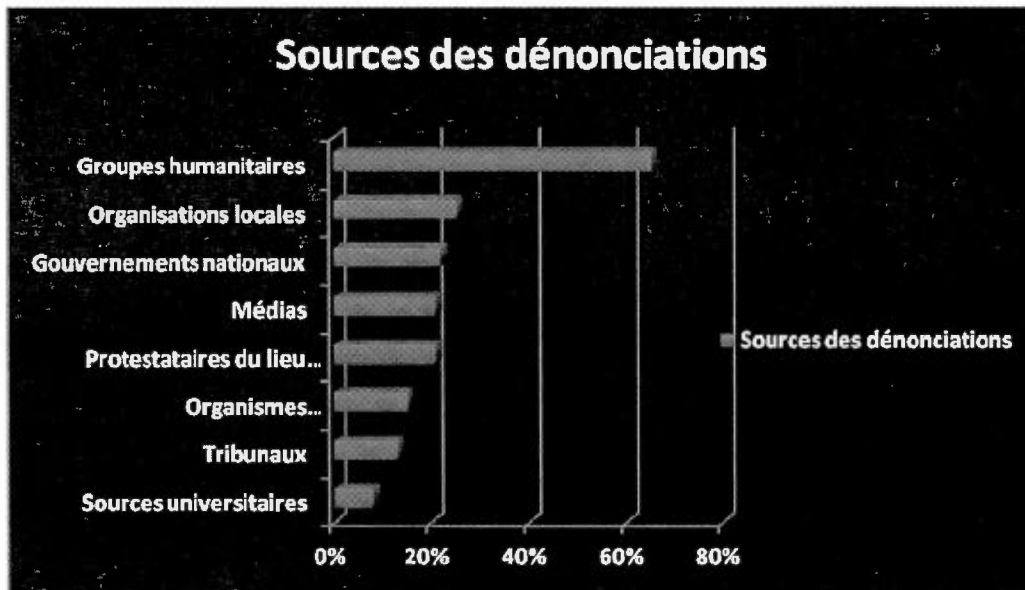


Figure 5.4 : Sources des dénonciations des minières canadiennes

Source : CCSRC, 2009

On remarquera que les médias sont une source de dénonciation dans plus de 20 % des cas, ce qui s'avère très pertinent pour notre étude. Les conflits sociaux et environnementaux des minières sont donc dénoncés fréquemment par cette instance et donc présentés au public, dont font partie les analystes financiers et les investisseurs. Des 124 sociétés analysées qui publient sur Internet leurs rapports annuels, 78 % adhéraient de diverses manières aux principes des trois piliers de la responsabilité sociale des entreprises (CCSRC, 2009). Par contre, selon cette étude, la plupart des sociétés minières ne présentent que de courtes sections ou paragraphes, généralement plutôt vagues, en guise de politique de RSE, mais 8 sur 10 en ont une. Il semblerait, selon le rapport, que très peu d'entre elles acceptent le principe d'un audit indépendant (Francoeur, 2010).

La réputation du Canada en terrain étranger est assombrie par les scandales sociaux et environnementaux de certaines compagnies minières qui font fi de leur responsabilité sociale. De nombreux cas d'irresponsabilité sociale et

environnementale sont l'apanage du secteur minier, tant en Amérique latine qu'en Afrique et en Asie. Les projets Pascua Lama au Chili et en Argentine de la minière canadienne Barrick Gold Corp., Mirador de Corriente Resources Inc. en Équateur, Marlin de Goldcorp Inc. au Guatemala, El Dorado de Pacific Rim Mining Corp. au Salvador, Cerro San Pedro de New Gold Inc. au Mexique, Bulyanhulu de Barrick Gold Corp. en Tanzanie et Canatuan de TVI Pacific Inc. aux Philippines, ne sont que quelques exemples de projets miniers canadiens suscitant la controverse (IRIS, 2010). Ces projets miniers, tant d'exploration que d'exploitation, sont décriés pour leur impact environnemental, les conflits sociaux qu'ils provoquent et les abus de droits de la personne bien documentés. Les impacts socio-environnementaux comprennent la pollution et l'épuisement des sources d'eau potable, les conflits territoriaux avec des communautés autochtones et paysannes locales. Des déplacements forcés, de l'intimidation et des attaques contre les opposants aux projets miniers sont également des actes rapportés. La militarisation des régions concernées est vue comme une source supplémentaire de conflits liés aux industries extractives (IRIS, 2010).

Le secteur minier fait abstraction de certains concepts fondamentaux du développement durable, pensons à la prévention, à l'éco efficience, à l'internalisation des coûts et à la participation citoyenne (Lapointe, 2008). Tel que mentionné précédemment, les initiatives volontaires ne sont parfois pas suffisantes pour inciter les entreprises à adopter les meilleures pratiques et technologies pour réduire au minimum l'empreinte et les risques associés à la production et au stockage des résidus miniers, contrairement à d'autres secteurs industriels où la législation est plus contraignante.

Il semblerait également que des insuffisances soient notables en ce qui concerne le respect, l'information et la participation des citoyens dans certains projets miniers. Les expertises indépendantes sur la responsabilité sociale des entreprises sont difficiles à dénicher et les recours parfois coûteux et inaccessibles

pour les communautés qui souhaitent s'opposer à certains projet miniers. Les citoyens font souvent figure de David contre Goliath. Pensons notamment au cas de Barrick Gold au Chili et en Argentine et aux citoyens qui se battent depuis des années contre la destruction de leurs glaciers et de leur vallée par l'exploitation d'une immense mine à ciel ouvert. Leurs effort seront demeurés vains, puisque la compagnie commencera son exploitation, vraisemblablement en 2013 (Une heure sur terre, 16 avril 2010). À titre d'exemple, pour ses activités en Guyane, Cambior a entériné l'exclusion des populations autochtones de la prise de décision concernant un de ses projets miniers dans la mesure où ces dernières n'avaient pas de droits selon la législation nationale (Belem, Champion et Gendron, 2006).

« Les stratégies des multinationales ne tiennent pas compte du niveau local, elles gèrent leurs mines comme des pions à l'échelle de la planète », selon Michel Jébrak, géologue, professeur à l'UQAM et spécialiste de l'entrepreneuriat minier (Borde, 2010). La plupart des initiatives mises en branle par les compagnies minières (codes de bonnes conduite, ententes avec les communautés,) sont des pratiques volontaires et peuvent n'être appliquées que partiellement ou mal. Par exemple, l'initiative d'excellence environnementale en exploration implantée en 2003 par l'Association des prospecteurs et développeurs du Canada n'anticipe aucune procédure de reddition de comptes. Il en est ainsi pour toutes les initiatives volontaires, qui bien que leur nombre soit en pleine effervescence depuis les dernières années, demeurent aussi peu coercitives et possédant un pouvoir limité. L'article suivant dresse un portrait de l'ensemble des initiatives minières volontaires pour les entreprises canadiennes.

5.3.2 Les pratiques volontaires

Depuis quelques années, de nouvelles règles de conduite en matière de RSE ou de divulgation en RSE pour l'industrie minière émergent de grandes institutions telles qu'associations ou organismes internationaux (Association minière canadienne,

2004; GRI, 2009; ICMM, 2010; PDAC, 2010; MMSD, 2010; ITIE, 2011). La liste est longue, pourtant la crédibilité et l'efficacité de ces mesures restent toujours à démontrer. Pour cette raison, l'ordre des initiatives sera présenté en fonction de l'envergure des initiatives, en débutant par les initiatives de grande envergure et en terminant par les initiatives plus modestes.

- The Mining and Metals Supplement du GRI sollicite les compagnies afin que celles-ci émettent des rapports sur la base de l'identification des parties prenantes, la consultation de celles-ci, le type d'informations générées et comment les compagnies peuvent utiliser cette information afin de prendre des décisions d'affaires éclairées (GRI, 2009).
- International Council on Mining & Metals (ICMM) incite ses membres à implanter une politique d'engagement transparente et efficiente, de même qu'une politique de reddition de comptes indépendante avec les parties prenantes (ICMM, 2010).
- L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), issue d'une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes venant de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales, est une norme internationale qui propose aux entreprises de divulguer combien elles paient aux gouvernements comparativement à leurs revenus. Cette initiative vise à favoriser une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources pétrolières, gazières ou minérales. C'est une coalition de gouvernements, d'entreprises et de groupes issus de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. Le Canada ne fait pas partie de cette initiative, qui est toutefois pour le moment assez marginale (janvier 2011), puisque les pays participants sont au nombre de quatre : l'Azerbaïdjan, le Ghana, le Libéria, et le Timor-Leste. La liste des pays candidats est plus importante, elle comprend 26 pays, dont plusieurs d'Afrique (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Malo, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Zambie) (Extractive Industries Transparency Initiative, 2011).
- L'Association minière canadienne s'est dotée depuis 2004 de l'initiative Vers le Développement Minier Durable, qui est axée sur l'amélioration du rendement de l'industrie minière en matière de développement durable. Les entreprises membres suivent ses principes directeurs et transmettent de l'information en fonction d'indicateurs qui mesurent leur rendement par

rapport à des activités minières spécifiques, dont la gestion des rejets, l'utilisation de l'énergie, la gestion des émissions de gaz à effet de serre, la communication externe et la gestion de crise. Quatre nouveaux indicateurs de développement se sont ajoutés : santé et sécurité, exploitation minière et peuples autochtones, biodiversité et fermeture des mines. L'association étudie également les possibilités d'application internationale de son initiative, mais à l'heure actuelle, le programme ne concerne que la « façon dont le secteur minier exerce ses activités et mène ses affaires au Canada » (M. Jim Carter, président du conseil d'administration de l'AMC et président et chef de l'exploitation chez Syncrude¹⁷). Les entreprises membres de l'Association minière du Canada (AMC) ont été reconnues pour s'être dotées de ce programme, selon un rapport publié par Canadian Business of Social Responsibility (CBSR), et intitulé *CSR Frameworks Review for the Extractive Industry*. Celui-ci a désigné l'initiative VDMD comme un programme important en comparaison de dix autres grands programmes de RSE destinés aux industries extractives, selon le degré de prescription, de direction et de conformité. D'après ce rapport, l'initiative VDMD propose « un système pratique et concret d'amélioration continue de la gestion sociale et environnementale ». Le rapport distingue également l'initiative VDMD comme l'un des rares programmes de RSE destinés à l'industrie extractive qui englobe l'information obligatoire et la vérification des résultats par un tiers. Selon ses conclusions, l'initiative VDMD « s'adapte favorablement à l'étalonnage, par rapport aux programmes canadiens équivalents, de même qu'à l'observation des tendances de l'industrie » (Communiqué de presse CNW-Telbec, 2009).

- L'association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (PDAC) a mis sur pied le programme E3, pour excellence environnementale en exploration qui vise à sensibiliser les compagnies minières lors de leurs activités exploratoires. Des documents, des trousseaux d'outils ainsi qu'une plateforme web mise à jour annuellement ont été créés afin d'aider les exploreurs miniers à promouvoir de bonnes pratiques d'exploration en responsabilité sociale, en gérance environnementale ainsi qu'en santé et sécurité. Le document est une initiative multipartite qui a nécessité 18 mois de travail. Les principes principaux de cette initiative sont les suivants :
 1. Adopter une gouvernance et une gestion responsables
 2. Appliquer des pratiques entrepreneuriales éthiques
 3. Respecter les droits de la personne

¹⁷ Communiqué de presse, Association minière Canadienne, 10 mai 2004. « L'Association minière du Canada mise sur le développement minier développement minier durable ».

4. Assurer la diligence requise et l'évaluation des risques du projet
 5. Susciter la participation des collectivités hôtes et des autres parties concernées
 6. Contribuer au développement et au bien-être collectifs
 7. Protéger l'environnement
 8. Sauvegarder la santé et la sécurité des travailleurs et de la population locale
 9. Prévention des risques (Principes et lignes directrices, E3 L'exploration minière responsable, document PDF, 2010).
- *The Mining, Minerals, and Sustainable Development* (MMSD) est un processus indépendant de consultation et de recherche supporté par Alcan. Son objectif est de comprendre comment maximiser la contribution du secteur de l'extraction de minerai au développement durable dans l'optique qu'une nouvelle relation émerge entre l'industrie et ses parties prenantes. Les droits des communautés sont reconnus et leur participation dans les prises de décision respectée (IIED, 2010).

Les associations et les organismes internationaux ne détiennent pas le monopole des initiatives volontaires. Le gouvernement canadien a instauré en novembre 1996 une nouvelle politique fédérale intitulée *The Minerals and Metals Policy of The Government of Canada : Partnerships for Sustainable Development*. Cette politique est basée sur le concept de développement durable et l'importance de bâtir des partenariats avec les autres gouvernements, les parties prenantes et l'industrie. Ses objectifs sont les suivants :

- Instauration d'une approche de développement durable à la prise de décision
- Promotion d'un climat positif pour favoriser l'investissement dans le secteur
- Promotion des produits, marchés et gouvernance
- Favoriser l'innovation par la science et la technologie
- Promotion de l'implication des Premières Nations dans l'industrie des mines et minéraux
- Promotion d'un leadership international

Afin de faire en sorte que cette politique mène à des actions concrètes, le gouvernement reconnaît que son succès dépend de l'« accountability for, and assessment of results » (Government of Canada, 1996). Il stipule également qu'il

doit prioriser le développement de critères et d'indicateurs qui mesurent les progrès de l'industrie.

Aux yeux de plusieurs parties prenantes et groupes de pression, cette politique n'est qu'instrumentale et vise davantage le pôle économique du développement durable. C'était par contre un effort notable dans la décennie. Elle représente une tentative de définir le DD dans le contexte des mines et des minéraux, mais échoue à cibler des lignes de conduite, des pratiques et des façons de faire précises pour les compagnies minières. La politique reste donc générale et n'élucide pas complètement l'application du concept de développement durable pour l'industrie (Hilson et Murck, 2000). Également, toujours selon ces auteurs, la gestion des mines ne doit pas que s'en tenir à la législation environnementale comme ligne de conduite, mais plutôt viser une gestion environnementale proactive. En 2009, le gouvernement fédéral a dévoilé une stratégie de RSE visant à promouvoir de bonnes pratiques dans les activités internationales des industries extractives et à mettre sur pied, dans le cadre du plan Renforcer l'avantage canadien, un bureau du conseiller en RSE pour l'industrie extractive, promouvoir les lignes directrices en matière de RSE et créer un Centre d'excellence de la RSE, entre autres mesures.

Le *Conference Board* du Canada, la *Social Investment Organization*, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et la Banque mondiale ont ainsi souligné les réalisations effectuées par Alcan, Battle Mountain Gold Co., Cominco Ltd, Falconbridge Ltd, Inco, Noranda, Placer Dome Inc. et TVX Gold Inc. dans le domaine des relations avec les communautés, des relations de travail ou de l'environnement dans les pays en développement (Hutchinson, 1998). Malheureusement, tous ces exemples de pratiques honorables et volontaires ne concernent aujourd'hui qu'un nombre restreint d'entreprises minières et qu'une fraction des problématiques associées aux industries extractives dans les pays en développement. En effet, l'Institut Nord Sud, cité par Hutchinson (1998) estimait en 1998 que 12% seulement des entreprises canadiennes oeuvrant à l'étranger pouvaient être considérées. Il n'en

demeure pas moins que les programmes de déréglementation, de privatisation et de libéralisation visant à attirer les investisseurs étrangers ont eu dans la majorité des pays en développement, un impact énorme sur les ressources financières et institutionnelles des États. Le contrôle adéquat de l'industrie est donc limité pour les États Nationaux, surtout du Sud, qui vivent dans l'incertitude de cette entrée de fonds et sans laquelle leur pays n'aurait que peu d'espoir d'accéder au développement. Dans ces conditions, l'adoption d'une approche de responsabilité sociale corporative qui se limite à la poursuite de meilleures pratiques telles que le respect des communautés et de l'environnement, laisse non résolus les principaux problèmes sociaux et environnementaux engendrés par l'industrie minière dans ces pays (Belem, Champion et Gendron, 2006).

5.4 La divulgation d'informations dans le secteur minier

Bien que les mesures volontaires soient peu incitatives et ne soient efficaces que pour une minorité d'entreprises, tel que décrit précédemment, les minières sont également soumises à des politiques de divulgation d'information environnementale par le gouvernement fédéral. Nous verrons comment ces informations peuvent avoir une incidence sur les différents acteurs concernés, notamment les investisseurs.

Au Canada, Mesures Canada, une agence sous la tutelle du Ministère de l'Industrie, a la responsabilité générale de la législation sur les appareils du secteur commercial des mines, conformément à la Loi et au Règlement sur les poids et mesures. En 2008, cette agence a décidé d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de surveillance du secteur minier afin d'en confirmer la conformité. Mesures Canada mentionne également sa volonté d'utiliser son site web afin de diffuser de l'information sur la conformité du secteur et de permettre une communication ouverte et transparente entre les intervenants visés et le grand public. Il existe au Canada un comité consultatif technique de surveillance du secteur minier, chargé de conseiller les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM)

sur des questions techniques relatives aux exigences en vigueur dans le secteur minier en matière de divulgation, notamment sur l'application de la Norme canadienne 43-10, *Information concernant les projets miniers*. Le comité sert également de forum pour assurer une communication constante entre les ACVM et l'industrie minière. Le comité est formé de bénévoles de différentes régions du Canada qui participent à différents secteurs de l'industrie minière, des premières étapes de l'exploration à la production. Les membres possèdent tous une expertise technique approfondie et sont concernés par la réglementation des valeurs mobilières dans l'industrie minière. Le comité est co-présidé par des employés de la CVMQ et de la British Columbia Securities Commission (CVMQ, 14 décembre 2010).

Malgré les mesures incitatives à la divulgation promues par le gouvernement du Canada, Repetto (2004) a constaté, dans son rapport sur la *Divulgation de données environnementales importantes dans les états financiers des sociétés d'exploitation*, que la divulgation d'informations par les sociétés minières canadiennes ne respectait pas les règles en vigueur. Ces résultats sont valides dans toutes ses études de cas à l'exception d'une seule, plus particulièrement lorsque les compagnies en question devaient communiquer aux investisseurs des risques et un passif environnementaux importants et connus. Il existe des exigences précises relatives à cet effet dans les lois et les règlements sur les valeurs mobilières des États-Unis et du Canada, car ces facteurs peuvent avoir un impact financier important sur l'entreprise. Le passif environnemental, comme les coûts futurs de la fermeture et de remise en état des sites miniers, doivent être divulgués, à moins qu'il puisse être établi que les dépenses ne sont pas raisonnablement nécessaires ou, si elles sont nécessaires, ne sont pas élevées. En faisant état d'un tel passif, les entreprises doivent révéler une échelle de coûts probables, même s'il leur est impossible d'être précises. Il est arrivé fréquemment par le passé que les sociétés aient mal évalué les risques et le passif environnementaux, par exemple les coûts de fermeture et de remise en état. En conséquence, certaines d'entre elles ont déclaré faillite avant la remise en état des

sites et les ont abandonnés à leur sort. Ces sites orphelins sont par la suite pris en charge par l'État et les fonds publics. Dans toutes les études de cas, excluant l'entreprise dont la divulgation a été jugée adéquate par l'auteur de l'étude, les actionnaires ont connu des conséquences négatives à une mauvaise divulgation concernant les enjeux sociaux et environnementaux. Sur les 9 cas analysés par Repetto (2004), 4 ont subi des baisses importantes de leur valeur en bourse, 3 ont fait faillite, 1 s'est vue imposer 31% de dette sur l'assainissement d'un site qu'elle avait pollué, soit 111 millions de dollars, et une autre compagnie a reçu une résolution d'actionnaires lui sommant de mieux divulguer et plus précisément certains passifs environnementaux.

Cette étude représente donc une incidence pour notre recherche. Elle signifie en effet que si l'information n'est pas divulguée aux actionnaires, ils ne peuvent y réagir en conséquence. Par contre, cela implique également que lorsqu'un événement de responsabilité sociale survient et que les informations avaient été cachées par le passé, par exemple un événement en lien avec l'environnement, les risques préalables n'ayant pas été diffusés, l'information fait office de boulet de canon dans les médias et fait réagir fortement et immédiatement les investisseurs qui ne pouvaient avoir accès à cette information. Ces hypothèses seront testées lors de l'analyse du corpus.

Pour illustrer les conclusions de Repetto, il est pertinent de faire mention des politiques internes de diffusion de l'information. Barrick Gold a une politique agressive de vérification de l'information qui est diffusée à son sujet et n'hésite pas à poursuivre ou menacer de le faire ceux qui portent atteinte à sa réputation. Les exemples de poursuites intentées par la compagnie pour diffamation ou atteinte à la réputation sont nombreux. Elle a notamment menacé le journaliste Greg Palast et son quotidien *The Guardian* de poursuites faramineuses en dommages et intérêts (Deneault, Abadie et al., 2008). Les auteurs de *Noir Canada* sont pour leur part poursuivis par la compagnie Barrick pour onze millions de dollars pour diffamation

pour leur ouvrage qui dénonce le comportement des minières canadiennes en Afrique (Taillefer, 2009). La compagnie tente en outre de stopper, de pair avec sa consœur minière Banro, la publication de l'ouvrage Imperial Canada Inc.: Legal Haven of Choice for the World's Mining Industries, qui devait paraître au printemps 2010. Elle menace les éditeurs de poursuites judiciaires dans ce cas également (*CBC News*, 12 mai 2010).

Blanchard et co. s'est vue accusée de diffamation pour avoir véhiculé de l'information selon laquelle Barrick Gold manipulait le marché de l'or (*CBC News*, 29 janvier 2003). La compagnie a même été la première à remporter une bataille juridique pour diffamation contre une affiche postée sur un babillard. Le jugement lui a accordé 125 000\$ en dommages et intérêts.

Certains incidents impliquant des compagnies minières et des individus ou des groupes sociaux ou environnementaux font état de cas de censure ou d'intimidation dans le but d'empêcher que les informations ne circulent ou pour que les pressions activistes contre les compagnies soient abandonnées. Dans le cas du projet de Barrick Gold à Pascua Lama notamment, les gens ont peur de se faire tuer «accidentellement» s'ils dénoncent la compagnie minière (Frigon, 2008).

Les résidents du village de Cerro de San Pedro seraient victimes de violence et de répression par la compagnie minière New Gold Inc. Un militant écologiste a été menacé de mort pour ses activités d'information contre l'exploitation minière dans le village. D'autres militants ont essuyé des jets de pierre alors qu'ils préparaient la visite de parlementaires mexicains dans le village. Selon Marie-Dominik Langlois, coordonnatrice du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), «l'attitude agressive de la part de New Gold ne fait que ternir encre une fois la réputation du Canada au Mexique en termes de droits humains». Plusieurs événements du même type ont fait la manchette en 2009, dont l'assassinat de l'activiste environnemental anti-mines Mariano Abarca en décembre (Communiqué de presse, CDHAL, 2010).

Malgré ce contrôle serré de l'information divulguée à leur sujet, il existe de nombreuses ressources disponibles pour la divulgation d'informations des compagnies minières, outre leur propre site web et leurs assemblées annuelles. Plusieurs sites web se consacrent à la diffusion d'informations sur le secteur minier, majoritairement des nouvelles s'adressant aux investisseurs et concernant des nouvelles d'ordre financier ou courant. Toutes les compagnies minières publient en outre des communiqués lorsqu'elles ont des nouvelles à diffuser. Elles le font via leur site web ou via des fils de presse, comme CNW Telbec. Les communiqués sont également disponibles sur des sites qui recensent les informations financières pour les compagnies canadiennes, comme SEDAR. Les sites d'organisations internationales et d'associations se veulent des ressources informatives pour les entreprises minières. Ils diffusent des nouvelles sur l'industrie, sur les événements lui étant associés, sur les emplois, la législation, etc.

Le tableau suivant (5.2) présente une liste des principales sources d'informations sur le secteur minier.

Tableau 5.2 : Sources d'information sur le secteur minier

Sites de nouvelles sur le secteur minier	www.canadianminingnews.com , www.mining.com , www.infomine.com , www.mininplaza.com
Publication de communiqués	www.newswire.ca , www.sedar.com
Organisations internationales	International Council on Mining and Metals (www.icmm.com)
Associations	Association minière du Canada, Association minière du Québec, Mining Association of British Columbia, Saskatchewan Mining Association, Mining Association of Nova Scotia, Ontario Mining Association, Association Canadienne des Prospecteurs et Développeurs.
Publications du secteur minier	Northern Miner

5.5 Conclusion du chapitre V sur le secteur minier

Il semblerait véritablement que le secteur minier, tant d'un point de vue économique, que communicationnel, que de responsabilité sociale, soit en pleine effervescence. En effet, les débats concernant le réel apport du secteur à l'économie font toujours rage, alors que les initiatives de divulgation et les initiatives volontaires de responsabilité sociale foisonnent. Il n'y a que les systèmes législatifs québécois et canadien qui demeurent inchangés depuis le 19^e siècle, soit depuis les balbutiements de l'extraction minière. L'exploitation minière demeure un sujet actuel, puisque non seulement l'exploitation du sous-sol canadien fait l'objet de nombreux pourparlers, mais également parce que le Canada exporte son savoir-faire à l'étranger et exploite le sous-sol d'autres pays, dont la législation est très différente de celle qui assujettit

les minières canadiennes sur leur territoire. Les médias, la société civile et de nombreux autres acteurs ont décrié les violations sociales et environnementales qui ont cours à l'étranger. Les pratiques volontaires ne garantissent toujours pas pour l'heure un développement minier responsable et respectueux de l'environnement et des collectivités. La divulgation environnementale fait aussi parfois défaut, et nous pensons que ces éléments peuvent avoir un effet déterminant sur le lien entre performance sociale et performance financière dans le secteur minier. Ce chapitre sur l'industrie minière terminait la partie théorique de ce mémoire. Nous allons maintenant nous plonger dans le cadre méthodologique et la démarche de recherche.

CHAPITRE VI

CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET DÉMARCHÉ ANALYTIQUE

6.1 Question et objectifs de recherche

Selon une recherche de Konar et Cohen réalisée en 1997 portant sur une étude de cas sur les entreprises du NYSE et AMEX qui ont fait l'objet de couverture médiatique concernant leurs émissions toxiques, les entreprises qui ont connu une réaction négative des investissements traduite par une baisse dans les prix de leurs actions ont tenté de réduire leurs émissions toxiques (Konar and Cohen 2001). Cela porte à croire que les nouvelles informations sur la performance environnementale se répercutant sur la valeur au marché des entreprises provoquent des changements de comportement en vue d'améliorer la performance. Des changements concernant les comportements socialement responsables des entreprises ont été liés à des incidents qui ont mis en lumière et accentué la conscience publique face à ces événements (Richardson, Welker et al. 1999). Selon la revue de littérature de ces auteurs Richardson, il y a lieu de penser que le marché utilise l'information à propos des crises ou des événements de responsabilité sociale pour réévaluer le prix des titres.

Nous aimerions ainsi déterminer s'il existe un lien entre la publication de nouvelles de responsabilité sociale et la fluctuation des cours boursiers (*bid, ask, spread, quote, etc.*) des entreprises minières canadiennes ayant des activités à l'étranger. Pour ce faire, nous posons comme hypothèse de base que : les nouvelles de responsabilité ou d'irresponsabilité sociale ont un impact sur la fluctuation des cours boursiers des entreprises minières canadiennes ayant des activités à l'étranger.

La pertinence de cette recherche est liée au fait qu'un nombre important d'études a été réalisé sur l'existence d'un lien entre PS et PF des entreprises et qu'aucun consensus n'a

pu être dégagé. Ces études ont été critiquées pour leurs limites méthodologiques et les failles des échelles de mesure utilisées, de même qu'un corpus d'entreprises disparates (Arlow et Gannon, 1982; Griffin et Mahon, 1997; Roman Hayibor et Agle, 1999; Wokutch et McKinney, 1992; Margolis et Walsh, 2000). Les entreprises qui font la manchette sont plus sujettes à capter l'attention des investisseurs que celles qui ne sont pas dans les médias. Notre étude veut donc valider si c'est également vérifiable lorsqu'il est question de responsabilité sociale et quel impact cela a-t-il sur les investisseurs de l'industrie minière.

Plusieurs études se sont plutôt penchées sur le contenu de RSE issu des entreprises elles-mêmes, notamment sur l'étude de rapports annuels et d'autres documents produits par les entreprises (Blacconiere 1994; Freedman 2002). Or, les parties prenantes ne sont pas dupes quant à la source de ce contenu et au biais pouvant y être lié. Il existe donc un réel besoin de recherche empirique en matière d'analyse de contenu en utilisant des supports alternatifs. Aucune étude n'a été réalisée en utilisant l'étude de l'impact de la publication de nouvelles médiatiques de RSE sur les investisseurs du secteur minier canadien (les études portant sur le contenu médiatique se sont plutôt attardées sur les cas de retrait des activités d'entreprises en Afrique (Teoh, Welch et Wazzan, 1999; Meznar, Nigh et Kowk, 1994; Posnikoff, 1994; Wright et Ferris, 1997). En adoptant une définition socialement construite de la responsabilité sociale des entreprises et l'analyse du contenu médiatique, ainsi qu'une analyse quantitative des données du marché des cinq entreprises à l'étude, il sera ainsi possible de mieux comprendre l'éventuel lien entre la partie prenante qu'est l'actionnaire à un message qui le rejoint, dans le cas présent l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale sur les investisseurs du secteur minier.

Nous avons choisi comme thématique générale l'identification d'un impact entre la diffusion dans les médias des entreprises minières en ce qui concerne la responsabilité sociale des entreprises et le comportement et la perception des investisseurs de ce secteur pour les compagnies canadiennes. La problématique générale de cette recherche a été établie à partir d'un constat plus global, une observation effectuée après plusieurs années à nous questionner sur la responsabilité sociale des entreprises canadiennes à l'étranger et la perception de celle-ci par les actionnaires. Nous proposons une étude qui doit tenir compte

des relations multiples et complexes entre plusieurs acteurs dont: les entreprises minières canadiennes, l'État d'origine des entreprises (Canada), les médias, les investisseurs, mais aussi des variables qui sont sous-jacentes, dont la responsabilité sociale, le cadre législatif, l'historique du secteur, l'investissement socialement responsable, etc. Afin de déterminer s'il existe un lien entre la publication de nouvelles de responsabilité sociale et les cours boursiers, il a fallu adopter une méthodologie à deux volets, puis comparer les résultats. Il a tout d'abord été important d'identifier la responsabilité sociale d'entreprise de façon cohérente et concrète dans les médias, puis analyser ce contenu médiatique dans le temps et enfin voir dans quelle mesure la courbe de cette analyse de contenu présente une corrélation avec les cours boursiers (*bid, ask, spread, quote*, etc.). La section qui suit détaille l'horizon d'analyse de notre étude, les entreprises et le corpus choisi pour répondre à la question de recherche.

6.2 L'horizon d'analyse

Nous nous sommes concentrés sur les entreprises minières canadiennes, ayant des activités à l'étranger. Les activités des minières canadiennes souffrent d'une imposante mauvaise presse récemment, tel que mentionné précédemment dans la section sur la responsabilité sociale du secteur minier. Les enjeux de responsabilité sociale du secteur sont nombreux et complexes, tant au plan environnemental que social. Plusieurs auteurs ont suggéré d'utiliser comme variable de contrôle le secteur d'activité des entreprises dans les études évaluant le lien entre la performance financière et la performance sociale, afin de limiter les biais liés aux contingences de ces différents secteurs (Griffin and Mahon 1997; Waddock and Graves 1997). En ce sens, notre étude s'est penchée sur un seul secteur, soit celui des mines, notamment pour cette raison. Pour ce qui est de l'horizon temporel, nous avons choisi de prendre les articles publiés dans la presse en 2009, puisque c'est l'année la plus récente en termes de disponibilité des données pour fins d'analyse. Les entreprises sont tenues de respecter certaines lignes de conduite et leurs comportements socialement irresponsables sont décriés par le public et les militants. Dans la foulée de la multitude d'initiatives volontaires apparues au cours des dernières années (voir article 5.3.2), le

tournant du nouveau millénaire semble vouloir marquer une nouvelle ère dans le secteur minier socialement responsable, une ère où les diverses parties prenantes ont une voix, et sont entendues. C'est donc le discours de cette voix que nous tenterons d'analyser dans la presse.

6.2.1 Le choix des compagnies minières

Les compagnies minières dont la capitalisation boursière était la plus imposante au Toronto Stock Exchange ou au Venture TSX ont été retenues pour fins d'analyse. En effet, leur poids sur l'économie canadienne étant important, les yeux du public, les yeux des actionnaires, les yeux du gouvernement et des médias sont tournés vers elles : « Firms that are in the news are more likely to catch investors' attention than those that are not » (Barber et Odean, 2002). Plus de 200 analystes financiers scrutent ces entreprises. Ce sont souvent les grandes entreprises minières qui reçoivent les revendications adressées à l'industrie, puisque leur visibilité est plus grande et leur réputation plus susceptible d'être atteinte (Brereton, 2002; Szablowski, 2007). Notre choix a été guidé également par la théorie de la légitimité, qui implique qu'un intérêt plus important est accordé aux entreprises à grande visibilité politique ou sociale (Cormier et Magnan, 2003). Ces dernières ont donc plus de raisons, de pression et de moyens financiers pour envisager une réponse collective de l'industrie envers la RSE pour contrer les problématiques auxquelles elle fait face. Or, pour les entreprises de plus petite taille, les problèmes réputationnels sont relativisés, ce qui les rend plus tolérantes aux risques sociaux et environnementaux.

La Bourse de Toronto (TSX) accueille le groupe le plus nombreux de sociétés minières au monde. À la fin de 2008, 55 % des sociétés minières publiques y étaient inscrites, soit 1 427 sociétés, comparativement à 684 en Australie et à 216 à Londres. Les transactions minières à la TSX ont presque triplé entre 2005 et 2007, avant de se stabiliser à 450 G\$ en 2007 et 2008. La TSX constitue une destination mondiale du financement des projets internationaux. Elle impose des normes de divulgation scientifique et technique strictes aux entreprises inscrites (*National Instrument 43-101*). Cette norme est de plus en plus perçue comme l'indice de référence mondial en matière de divulgation minière, ce qui nous indique

que la divulgation des entreprises qui y sont inscrites sera plus complète et uniforme, permettant ainsi aux analystes et journalistes financiers d'accéder à l'information dont ils ont besoin et en favorisant ainsi la diffusion. Toronto est aussi l'hôte de la Bourse de croissance TSX, l'ancienne Bourse de croissance canadienne, laquelle a été achetée par la TSX en 2001; son siège social est à Calgary, et elle possède des bureaux à Toronto, Winnipeg, Vancouver et Montréal. La Bourse de croissance TSX (Venture TSX) offre aux sociétés émergentes un accès à des sources de capital, tandis que les investisseurs disposent d'un marché adéquatement réglementé. Plusieurs minières, à leurs débuts et en phase d'exploration, sont lancées sur ce plancher boursier. Parmi les sociétés à grande capitalisation, 356 sociétés minières sont inscrites à la Bourse de Toronto et sont évaluées à 207 G\$ (comparativement à 338 G\$ en 2007) (Ressources naturelles Canada, 2009). Les principaux analystes miniers, les investisseurs au détail et les investisseurs institutionnels connaissent bien les sociétés minières inscrites à cette bourse (Groupe TSX, 2010). En moyenne, les sociétés minières sont suivies par 4 analystes, ce qui favorise la diffusion de l'information à leur sujet, notamment dans les médias. Cinquante et une des 335 compagnies minières inscrites à la TSX possédaient une capitalisation supérieure à 1 G\$, au 31 juillet 2010, avec la Société aurifère Barrick, Goldcorp, Potash Corp, Teck Resources, Kinross Gold, Cameco Corporation, et Agrium en tête de peloton. Des 335 compagnies minières inscrites, 282 étaient canadiennes. Des 51 entreprises représentant la plus grande capitalisation boursière, nous nous sommes penchés sur les compagnies dont les activités minières à l'étranger étaient les plus visibles dans la couverture de presse, et dont la couverture était la plus volumineuse, afin de nous assurer un corpus consistant et traitant de responsabilité sociale. Notre corpus final à analyser retient donc les compagnies présentées dans le tableau suivant.

Tableau 6.1 : Corpus d'entreprises minières

Nom compagnie minière	Rapport de RSE	Principaux métaux	Nouvelles de RSE	Volume de nouvelles (sur 1 an)	% de nouvelles de RSE sur total de nouvelles
Barrick Gold Corporation	Oui	Or, minéraux	135	1235	10,9
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	Oui	Potasse	63	626	10,1
Goldcorp Inc.	Oui	Or et minéraux	37	760	4,9
Teck Resources Limited	Oui	Cuivre, charbon, zinc	155	932	16,6
Kinross Gold Corporation	Oui	Or et minéraux	19	395	4,8
		Total	409	3948	

Source : Eureka.cc, 2010

En ce qui a trait à Teck Resources Limited, la compagnie a changé de nom le 23 avril 2009, à la suite d'un vote lors de son assemblée générale annuelle. La compagnie minière portait le nom de Teck Cominco Limited depuis 2001, année lors de laquelle les sociétés Teck et Cominco ont fusionné. Le nom légal de la compagnie, 'Teck Cominco Limited' a ainsi été remplacé par 'Teck Resources Limited' (Communiqué de presse, Teck Resources, avril 2009). Il nous a donc fallu pour l'année 2009 inclure tous les articles comportant ces deux appellations, pour un corpus brut total de 1526 articles (932 articles pour Teck Resources Limited et 594 articles pour Teck Cominco Limited). Après avoir indiqué comment nous avons choisi les entreprises minières à l'étude, l'article suivant présentera comment nous

avons effectué la sélection des articles pertinents pour répondre à notre problématique de recherche.

6.2.2 Le choix des articles

Pour chacune des compagnies minières choisie, nous avons procédé à une recherche via la base de données Eureka, qui donne accès à plus de 3204 médias électroniques, web ou écrits, quotidiens ou hebdomadaires, ainsi qu'à des communiqués de presse, fils de presse, agences de presse. Pour chacune des compagnies nous avons passé en revue tous les articles trouvés avec la recherche par nom d'entreprise minière afin de ne conserver que ceux traitant de responsabilité sociale. Nous avons au final, tel que vu ci-dessus dans le tableau 6.2, un corpus qui a entre 19 à 155 articles par entreprise. Nous avons toutefois éliminé les communiqués de presse et les fils de presse, comme ce sont des communications émises par l'entreprise et pas nécessairement repris dans les médias, ce qui réduit grandement la probabilité qu'ils se soient rendus aux investisseurs.

Selon Chartier (2004), dans son ouvrage sur l'analyse de presse, un corpus de 200 à 300 documents pour une étude pour un seul chercheur est raisonnable. Notre corpus totalise 525 documents choisis. Notre corpus est représentatif en cela qu'il n'a pas été trié, il est exhaustif. Nous avons considéré tous les articles traitant de responsabilité sociale, sans n'en laisser aucun de côté. Nous sommes toutefois conscients que les médias dans des langues étrangères dont l'alphabet diffère du nôtre, comme par exemple des médias allemands ou chinois pourraient nous avoir échappé, la recherche étant effectuée par nom d'entreprise minière. Nous n'en sommes toutefois pas inquiets, notamment à cause du principe de rémanence. En effet, selon Chartier (2003),

Tout communicateur reconnaît que la diffusion d'une nouvelle par un média, quel qu'il soit, implique qu'un nombre indéterminé de personnes savent, même s'il ne s'agit que d'une rumeur, ou pire encore, d'une fausse nouvelle (...) Les médias ajoutent des informations, ils n'en soustraient jamais. Et toute information transmise à un ou plusieurs publics aura sa propre vie une fois diffusée. Voilà pourquoi l'analyse d'une revue de presse ne peut avec certitude baser l'impact de la couverture de presse d'un Évènement sur des données reliées aux auditoires des

stations de radio et de télévision, et aux tirages des journaux. D'une part, les clientèles des médias varient d'un jour à l'autre, d'une saison à l'autre, et selon les événements. D'autre part, les publics des médias appartiennent à des milieux très diversifiés et leurs intérêts collectifs, professionnels ou simplement personnels varient constamment. Lorsque vient le temps de s'informer, la fidélité à un seul média ou à un seul type de média est pour le moins illusoire (p. 31).

Nous avons opté pour une définition socialement construite de la responsabilité sociale et nous nous sommes donc basés sur une recherche prenant en considération les 7 questions centrales de l'ISO 26000 pour ce qui est des volets environnemental et social de la responsabilité sociale, et des indicateurs de base de la GRI pour le volet économique du développement durable. L'ISO 26000 présente des lignes directrices pour tout type d'organisation cherchant à assumer la responsabilité des impacts des ses décisions et activités et en rendre compte. Nous avons donc choisi cette définition ayant fait un consensus international, à l'élaboration de laquelle plus de 90 pays ont participé. Le document décrit les principes et thèmes que couvre la responsabilité sociale et est donc en sens extrêmement pertinent afin d'effectuer le choix des articles des différentes compagnies minières, en regard de notre problématique. Elle définit la responsabilité sociétale comme :

Responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement transparent et éthique qui

- contribue au développement durable y compris à la santé et au bien-être de la société;
- prend en compte les attentes des parties prenantes;
- respecte les lois en vigueur et est compatible avec les normes internationales;
- est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations.

Elle décrit deux pratiques fondamentales de responsabilité sociétale que sont l'identification des impacts des décisions et activités de l'organisation au regard des questions centrales de

l'ISO 26000 et l'identification des parties prenantes et le dialogue avec celles-ci¹⁸.

Ces deux pratiques visent à déterminer les domaines d'action pertinents et prioritaires pour une organisation à partir des impacts sur l'ensemble de la chaîne de valeur (cycle de vie de l'activité/produit/service) et de la prise en compte systématique des 7 questions centrales :

- Gouvernance de l'organisation
- Bonnes pratiques des affaires
- Environnement
- Conditions de travail
- Droits de l'Homme
- Contribution au développement local, ou engagement sociétal
- Questions relatives aux consommateurs

Selon l'ISO 26000, la dimension économique n'apparaît pas comme une question centrale car elle est considérée comme étant transversale. Elle serait intégrée dans les 7 questions de responsabilité sociale à aborder. Or, pour les besoins de la présente étude, nous avons considéré comme nécessaire de pouvoir relever concrètement dans les nouvelles les éléments liés au volet économique de la responsabilité sociale des entreprises minières. Nous avons donc pour ce faire considéré les indicateurs de performance socialement responsables, économiquement parlant, du GRI. Selon le GRI,

la dimension économique du développement durable concerne les impacts que l'organisation peut avoir sur les conditions économiques de ses parties prenantes et sur les systèmes économiques aux niveaux local, national et mondial. Les indicateurs économiques sont l'illustration :

- Des flux de capitaux entre les différentes parties prenantes
- Et des principaux impacts économiques de l'organisation sur la société toute entière.

La performance financière est un élément fondamental pour comprendre ce qu'est une organisation et sa propre durabilité. Cette information figure cependant normalement déjà dans les comptes financiers. Ce qui est moins courant, et ce que cherchent fréquemment à savoir les utilisateurs des rapports de développement durable, c'est la contribution de l'organisation à la durabilité du système économique au sens large. (p.25, version 3 des Lignes directrices du GRI)

Les indicateurs de performance économique de base mentionnés sont les suivants :

¹⁸http://www.iso.org/iso/fr/iso_catalogue/management_and_leadership_standards/social_responsibility/sr_discovering_iso26000.htm

EC1 : Valeur économique directe créée et distribuée, incluant les produits, les coûts opérationnels, prestations et rémunérations des salariés, donations et autres investissements pour les communautés, les résultats mis en réserve, les versements aux apporteurs de capitaux et États.

EC 2 : Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques.

EC3 : Étendue de la couverture des retraites avec des plans de retraites à prestations définies (de base).

EC4 : Subventions et aides publiques significatives reçues.

EC6 : Politique, pratiques et part des dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux sur les principaux sites opérationnels.

EC7 : Procédures d'embauche locale et proportion de cadres dirigeants embauchés localement sur les principaux sites opérationnels.

EC8 : Développement et impact des investissements en matière d'infrastructures et des services, principalement publics, réalisés via une prestation commerciale, en nature ou à titre gratuit. (p.26, version 3 des Lignes directrices du GRI)

En terminant cette section, nous sommes confiants que ce choix exhaustif des articles permet de limiter les biais, de même que le choix de la responsabilité sociale en tant que construit social, issu du consensus international autour d'ISO 26000 et de la GRI pour le volet économique. Ayant délimité l'ampleur de notre étude, les deux sections suivantes présenteront donc la façon dont nous nous y sommes pris pour établir s'il existait un lien entre la publication de nouvelles de RSE et la fluctuation des cours boursiers, soient les méthodologie qualitative médiatique et quantitative boursière.

6.3 La méthodologie communicationnelle : l'analyse de presse

Nous avons effectué une analyse quantitative et qualitative du contenu des articles choisis pour l'année 2009 des cinq compagnies minières canadiennes possédant les capitalisations boursières les plus importantes à la Bourse de Toronto. L'analyse de contenu effectuée à l'aide du logiciel d'analyse de presse élaboré par Lise Chartier et utilisé par le Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier, de la Chaire de relations publiques et communication-marketing de l'UQAM propose une méthode permettant de qualifier autant

que de quantifier un contenu d'information. Nous verrons pourquoi nous avons choisi l'analyse de contenu de presse et cette méthode en particulier.

6.3.1 L'analyse de contenu

Cet article réalise un bref survol historique de l'analyse de contenu et des différentes méthodes utilisées, puis enchaînera avec la méthode choisie pour sa pertinence avec l'objet de notre étude, soit la méthode Morin Chartier. Nous verrons en quoi cette méthode limite les biais de codification du contenu et est plus adaptée pour l'analyse de presse.

Plusieurs des études et des travaux portant sur l'analyse de contenu remontent à la première moitié du vingtième siècle. Les analyses de contenu traditionnelles ont commencé à tâtons en découpant en unités égales les messages transmis par les différents médias. L'effort méthodologique de Berelson (Berelson 1971), consiste à faire coïncider les séquences du syntaxique (le contenant) avec celles du lexical (le contenu). Il s'est rendu compte que certaines unités étaient subjectives et donc inquantifiables. L'analyse quantitative, à force d'être de qualité, risquait de devenir qualitative. Il s'avère que les quantités transmises ne sont pas nécessairement les quantités perçues par le public. Par la suite, les chercheurs travaillant avec Sola-Pool (1959) tentèrent de découper les unités conformément à celles que les émetteurs avaient émises et celles que les récepteurs avaient reçu, en s'inspirant de règles sociologiques et psychologiques pour les codifier. Charles Osgood (Osgood, Tannenbaum et al. 1957) a pour sa part élaboré des critères de contingence ou coprésence de mots, de symboles, de thèmes. Il convient de souligner qu'une difficulté demeure pour les chercheurs de ces écoles; l'impossibilité de définir l'unité de signification découpée. Il subsiste également une incertitude quant à la constance des codifications pendant la lecture des documents et la comparabilité des résultats entre des analyses utilisant diverses unités de mesure qui ont suscité la recherche d'autres méthodes. Selon Lasswell (1968), « les procédures d'analyse doivent être identiques et claires pour tous les analystes » afin que ne subsiste aucun doute quant à la validité des résultats.

La chercheuse Naville-Morin a orienté sa méthode vers l'unité d'information (Naville-Morin, 1969). Cette unité correspond à une idée provenant d'une source quelconque, mise en forme et acheminée par un média et comprise par les membres de son auditoire. Isolément, la compréhension de chacune de ces idées peut varier selon l'acteur, le transmetteur ou le récepteur. Pour Naville, le travail d'analyse consiste à décoder objectivement le récit médiatisé. « L'unité d'information est donc constituée d'un contenu informatif circonscrit à l'intérieur d'une nouvelle, peu importe qu'il se répète ou qu'il change. Elle relève à la fois de la logique et de la linguistique. Au chapitre de la logique, elle incarne le niveau le plus général de compréhension d'une idée, ce qui correspond à la réalité concrétisée chez le lecteur ou l'auditeur » (Chartier 2003). Les unités sont déterminées selon trois étapes, soit l'identification des sujets à retracer, leur définition et leur catégorisation. Dans cette optique, la démarche de préparation est indispensable pour situer correctement le processus d'analyse, uniformiser le découpage des contenus d'un corpus, assurer la fiabilité des résultats et en faciliter l'analyse. Cette méthode que nous avons retenue pour effectuer l'analyse de presse des nouvelles de responsabilité sociale des entreprises permet d'offrir un portrait scientifique et précis du discours de presse, et l'évolution de la tonalité et des thèmes d'intérêt dans le temps, ce qui nous permettra d'établir un lien (ou une absence de lien), avec la fluctuation des cours boursiers (*bid, ask, spread, quote, etc.*). Par opposition aux autres méthodes d'analyse de contenu, la méthode Morin Chartier permet de définir l'unité de signification découpée et permet l'uniformité d'analyse parmi les codeurs. Celle-ci sera expliquée dans le détail dans l'article ci-bas.

6.3.2 L'analyse quantitative et qualitative : la méthode Morin Chartier

Pour établir la tendance de la couverture portant sur la responsabilité sociale des entreprises minières dans la presse écrite en 2009, nous avons employé une méthode issue de la recherche universitaire éprouvée depuis plus de quarante ans. Plus de 400 études et recherches ont été menées selon cette méthode depuis ses débuts en 1980. Plus d'une vingtaine de mémoires ou de thèses, rédigées par des chercheurs d'universités et de pays

divers, ont ainsi vu le jour¹⁹. La méthode Morin Chartier est également reconnue par l'Association Internationale pour la mesure et l'évaluation en communication (AMEC), qui reconnaît les hauts standards de pratique en termes d'analyse de presse²⁰.

La particularité de la méthode Morin Chartier est donc qu'elle se base sur le concept d'unité d'information pour décortiquer les documents en unités de sens. Une unité d'information est une idée ou un sujet retracé dans un document. Une unité est identifiée dès qu'il est question de l'objet de la recherche, ici la responsabilité sociale d'une entreprise minière X (nous aborderons le choix des entreprises minières plus loin). Elle prend fin lorsque l'une des informations qui la caractérisent évolue. Par exemple, si le ton passe du neutre au négatif, si l'auteur change de sujet ou s'il cite un intervenant.

La méthode permet ainsi précisément de déterminer qui réellement, dit quoi exactement, à qui précisément et comment, vraiment, pour paraphraser la célèbre question de Lasswell (1968). C'est l'évaluation individuelle de chacune des unités d'information en leur posant la question suivante : « est-ce que ce qui est dit dans cette unité à propos de 'sujet de l'unité' est favorable, défavorable ou neutre par rapport à la responsabilité sociale de la compagnie X? » qui permet d'établir la tendance d'une couverture une fois toutes les unités compilées à la fin de l'étude. Chaque unité est rattachée à différentes catégories comme les sujets, les médias, les dossiers ou encore les intervenants.

En voici un exemple concret :

Est-ce que ce qui est dit ici est positif, négatif ou neutre en regard de la responsabilité sociale de Barrick Gold?

« She had finally been forced out of office "due to insurmountable pressures from companies like Barrick Gold, who ultimately get their way when our institutions fail to control their performance and compliance" » (National Post, 2009)

Dans le tableau ci-bas on peut lire la classification de l'unité d'information qui précède.

Tableau 6.2 : Classification d'une unité d'information selon la Méthode Morin Chartier

¹⁹ www.crp.uqam.ca/analyse_presse.aspx

²⁰ <http://www.amecorg.com/amec/associate-members.asp>

Sujet	Dossier	Média	Intervenant	Mois	Région	Orientatio n
Comportement éthique	Amendement C-300	National Post	Public et citoyens	Novembre 2009	Canada	Négatif

Toutes les unités d'information recensées dans un article médiatique sont ensuite codifiées par un analyste (le chercheur) dans le logiciel du Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier, contre vérifiées par un second analyste, puis les résultats sont présentés sous forme de tableaux indiciels. Pour décortiquer les articles, deux analystes ont procédé à la codification. La chercheuse, Karine Casault, ainsi qu'une analyste chevronnée du Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier, Marie-Ève Gingras, ont ainsi procédé à l'analyse des articles en parallèle, afin de valider que la chercheuse n'insère pas de biais de par sa posture et que l'analyste respecte la spécificité du sujet choisi. Les articles ont été scindés en unités d'information, chacune représentant une idée véhiculée par le contenu et pertinente pour l'analyse. La codification du corpus a été réalisée selon une approche inductive afin de favoriser une prise en compte globale et complète des enjeux de recherche, soit l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale sur les investisseurs du secteur minier.

Après compilation, les résultats de l'analyse de presse qui se dégagent des rapports produits par le logiciel mettent en évidence les thèmes prédominants du corpus analysé. Les résultats permettent également de dégager une meilleure compréhension des textes dans leur ensemble. Voici les définitions des différents indices utilisés pour la présentation des résultats par la méthode Morin Chartier.

Tableau 6.3 : Indices de contenu médiatique utilisés par la méthode Morin Chartier

Indice	Formule	Détail
Quantité	Aucune	Précise le nombre d'unités traitant de chaque sujet
Fréquence (ou visibilité)	$\text{Fréquence (sujet)} = \frac{\sum (\text{UI (sujet)})}{\sum (\text{UI (projet)})} \times 100$	<p>Transpose la quantité en pourcentage. On parle également de visibilité, qui représente la place d'un sujet dans l'ensemble de la couverture. En d'autres mots, la fréquence est le pourcentage d'apparition de chaque sujet par rapport à l'ensemble des unités d'information (UI) retracées. C'est l'indice le plus fréquemment utilisé dans les analyses de contenu. Cette mesure fait l'unanimité et est devenue essentielle à la recherche.</p>
Partialité	$\frac{[\sum \text{UI (+)} + \sum \text{UI (-)}]}{(\sum \text{UI du corpus})} \times 100$	<p>Montre par quel pourcentage la presse a pris position sur chacun des sujets. Il s'agit du nombre d'unités orientées (les plus et les moins) sur le total des unités retracées (les autres sont neutres). Cet indice permet de cerner avec quelle ferveur les médias se sont exprimés. La moyenne constatée par le Laboratoire depuis 25 ans se base sur la compilation des résultats de plus de 300 études. Celle-ci s'établit à 40 %, ce qui signifie que si le taux de partialité constaté est supérieur à 40 %, c'est qu'il s'agit d'une couverture pour laquelle les médias ont montré beaucoup de passion et que le sujet a été largement débattu. Inversement, un taux de partialité inférieur à 40 % indique que les médias ont rapporté les faits de manière factuelle, sur un ton neutre, et qu'ils ont donc montré un intérêt limité. Le taux de partialité présenté ici ne permet donc pas de mesurer le « biais journalistique »</p>
Orientation	$\frac{[\sum \text{UI (+)} - \sum \text{UI (-)}]}{(\sum \text{UI})} \times 100$	<p>Permet de qualifier le contenu et de fournir une évaluation chiffrée de toute la couverture et de ses composantes. Nous parlons donc ici d'un indice d'orientation du contenu et de chacune des catégories de classification déterminées pour une étude. Il s'agit du pourcentage des unités qui l'emportent (en + ou en -), soit la somme des unités d'information positives que l'on soustrait de la somme des unités négatives (ou vice-versa) et divisé par le total des unités retracées dans le corpus. Cet indice donne l'orientation globale de l'objet de recherche à travers les documents analysés dans le corpus. Lorsque appliquée à chaque catégorie codée, elle permet également de mesurer « l'indice de favorabilité » de chacun des codes retracés dans la couverture.</p>

		L'échelle va de 100 %- à 100 %+. Une orientation de 0 % indique que le traitement médiatique est neutre.
Poids-tendance	$\frac{[\sum UI(\text{sujet } +) - \sum UI(\text{sujet } -)]}{[\sum UI(+) + \sum UI(-)]} \times 100$	Précise le poids de chaque sujet, ou de chaque classification, sur l'ensemble de la couverture
Tendance-Impact	$[\sum UI(+) - \sum UI(-)] / [\sum UI(+) + \sum UI(-)] \times 100$	Le score global d'une couverture de presse est obtenu grâce à l'indice de tendance-impact, qui est en quelque sorte un « indice de favorabilité » indiquant si l'image de l'organisation est positive, négative ou neutre. Son échelle va de 100 - à 100 +, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10 - à 10+, la couverture peut être jugée légèrement favorable ou défavorable; au-delà de 25 + ou 25 -, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40 +, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle. La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6 +

Si on la compare à d'autres méthodes, le concept d'unité d'information (repérage des idées dans un document) et l'échelle d'évaluation de ces unités à trois niveaux (positif-négatif-neutre) de la méthode Morin Chartier permettent ainsi de limiter les biais du codeur. C'est également une méthode d'analyse de contenu spécialisée pour l'analyse de presse, la seule qui est issue de la recherche scientifique à l'heure actuelle et donc tout à fait pertinente pour l'objet de notre étude. Après avoir présenté la méthode, l'article suivant exposera sur quel corpus précisément s'est portée notre analyse de presse.

6.3.3 Le choix du logiciel

Plusieurs logiciels d'analyse de contenu sont disponibles. Nous avons retenu le logiciel d'analyse de presse du laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier de la Chaire en relations publiques de l'UQAM car il permet d'analyser les unités d'information, de les comptabiliser et de réaliser un rapport final sur tous les sujets traités selon la Méthode Morin Chartier. Contrairement à d'autres logiciels d'analyse de contenu, le logiciel CLIP permet de recenser et de comptabiliser individuellement chacune des unités d'information présentes dans les articles. Ce logiciel est spécifiquement conçu pour l'analyse de données médiatiques, contrairement à d'autres logiciels plus orientés analyse de contenu et de discours. Il permet de générer des tableaux croisés entre les différents éléments médiatiques de la grille d'analyse choisie pour l'étude et de recenser les unités en fonction de différents critères, plutôt que de comptabiliser les différentes occurrences ou simplement évaluer les articles dans leur ensemble. Cet outil d'analyse de contenu a été retenu pour les besoins de la présente étude, car le découpage en unités d'information, représentant chacune une idée, est la méthode la plus objective et la moins sujette à la partialité du codeur parmi celles qui nous avons entrevues lors de la revue de littérature.

6.3.4 La grille d'analyse médiatique

Pour réaliser cette étude, nous devons déterminer quel genre de traitement médiatique a été accordé à la couverture de RSE des compagnies minières sélectionnées selon diverses catégories de classification du contenu relevées dans les médias : les sujets, les dossiers, les intervenants, les médias, la région des médias, les types de documents et les périodes.

La question d'analyse jugée pertinente pour notre analyse de presse est la suivante : « Est-ce que ce qui est dit ici est positif, négatif ou neutre en regard de la responsabilité sociale de X compagnie? ». Le concept de responsabilité sociale retenu pour les besoins de la grille d'analyse a été défini à l'article 6.2.2. Chaque compagnie minière a bénéficié d'une grille d'analyse qui lui était propre afin de bien cerner les enjeux de RSE qui la concernent et de pouvoir croiser les résultats des différentes catégories au final.

Sujets :

Ces sujets ont été déterminés selon les sept questions centrales d'ISO 26 000 et les principes de la responsabilité sociétale et les indicateurs économiques de base de la GRI. Ils seront répartis en cours d'analyse selon les dossiers s'y rattachant. Les sujets sont les grands thèmes qui chapeautent chacune des unités d'information. Ils demeurent généraux, puisqu'ils seront précisés par les dossiers, qui suivent.

- Respect des intérêts des parties prenantes
- Respect des normes internationales de comportement
- Respect du principe de légalité
- Transparence
- Comportement éthique
- Respect des droits de l'Homme
- Valeur économique directe créée et distribuée
- Implications financières et risques liés aux changements climatiques
- Retraites avec plans de retraites avec prestations définies
- Subventions et aides publiques significatives reçues
- Politiques, pratiques, dépenses réalisées avec fournisseurs locaux
- Procédures d'embauche local et proportion de cadres dirigeants locaux
- Responsabilité de rendre compte
- Développement de l'impact des investissements

Dossiers et événements

Les dossiers et événements sont codés au fur et à mesure de la progression de l'étude et viennent préciser les sujets, afin d'obtenir une idée précise de ce dont l'unité d'information parle. S'il s'en présente de nouveaux, ils sont ajoutés en cours d'analyse. Certains sont caractéristiques d'une compagnie minière en particulier.

- | | | |
|--|---|--|
| • Investissement socialement responsable | • Conditions des employés | • Impact sur l'économie canadienne |
| • Relations avec les actionnaires | • Problèmes sociaux (corruption, agressions verbales, etc.) | • Mises à pied massives |
| • Relations avec les citoyens | • Pollution de l'eau, des sols ou de l'air | • Relations avec les citoyens |
| • Impacts sur la santé | • Amendement C-300 | • Barrick Gold |
| • Implication sociale (dons, subventions et commandites) | • Rémunération des hauts-dirigeants | • Silicose |
| | | • Mission en Papouasie Nouvelle-Guinée |
| | | • Mine Éléonore |
| | | • Mine Musselwhite |

- Marlin Mine
- Potash Corp
- Niveaux de production alimentaire mondiale
- Fonte du glacier au Chili
- Poursuite contre Écosociété
- Perspectives d'emploi

Médias

Les médias relevés pour cette étude étaient issus de la presse écrite ou de bulletins de nouvelles, de langue anglaise ou française. Voici, à titre indicatif, quelques médias qui étaient à l'étude :

- La Presse
- Le Soleil
- La Tribune
- Le Journal des Finances
- Les Affaires
- The White Horse Star
- The Thunder Bay Chronicle Journal
- Cape Breton Post
- Le Devoir
- Allafrika.com
- The Gazette
- 24 heures
- National Post
- The Globe & Mail
- TVA
- Cyberpresse.ca
- Le Droit
- Telegraph Journal
- The Guardian
- CBC British Columbia

Intervenants

La catégorie des intervenants permet de recenser toutes les citations présentes dans le corpus médiatique. Les intervenants sont repérés de façon inductive. Dès qu'un nouvel intervenant est repéré, il est ajouté. La méthode Morin Chartier considère qu'il y a un intervenant lorsque la citation est entre guillemets, et non pas uniquement lorsqu'on mentionne une personne. Voici, à titre indicatif, quelques intervenants qui ont été repérés dans la couverture de presse des cinq compagnies minières à l'étude :

- Aaron Regent, président de Barrick Gold
- Jean-Pierre Thomassin, Président de l'Association minière du Québec
- Ugo Lapointe, Coalition pour que le Québec ait meilleure mine
- Alain Deneault, co-auteur de Noir Canada
- Delphine Abadie, co-auteur de Noir Canada
- Chuck Jeannes, président et chef de la direction de GoldCorp
- Bill Doyle, PDG de Potash Corp.
- Groupes sociaux
- Groupes environnementaux
- Public et citoyens

Région

La catégorie 'région' nous permettra de déterminer quels journalistes, de quelle région, ont traité de la RSE des entreprises minières, et dans quel contexte. Comme les compagnies minières à l'étude sont canadiennes, nous avons choisi d'être plus précis dans la provenance des médias canadiens en scindant le pays entre Montréal, Québec, reste du Québec et reste du Canada. Les autres continents ont été individuellement dénommés.

- Montréal
- Québec
- Reste du Québec
- Reste du Canada
- Afrique
- Europe
- Asie
- Océanie

Période

La couverture est catégorisée par mois de l'année 2009 pour un meilleur aperçu du déploiement des sujets d'intérêt dans l'actualité et de l'évolution de la couverture concernant la responsabilité sociale des compagnies minières à l'étude au fil de l'année. 2009 était l'année la plus récente disponible au moment du début de l'étude.

La présentation de la grille d'analyse médiatique terminait l'explication du premier volet de notre méthodologie, soit la méthodologie qualitative communicationnelle. La section suivante présentera la méthodologie quantitative d'analyse des cours boursiers.

6.4 La méthodologie quantitative : les cours boursiers

Les performances boursières mensuelles des cinq entreprises ont été relevées dans la base de données du *Canadian Financial Markets Research Centre* (CFMRC)²¹ selon une pondération mensuelle pour la totalité de l'année 2009. Les derniers jours de chacun des mois ont été considérés. Le choix de cette analyse par mois s'est imposé en raison de notre fréquence de collecte du contenu médiatique et du fait que l'information médiatique peut avoir un effet différé sur les cours boursiers. Une collecte par jour ou par semaine risquait de ne pas capter ces

²¹ Cette source de données est la plus pertinente et la plus fiable pour notre étude puisqu'elle présente les données brutes associées à la Bourse de Toronto TSX sur les indicateurs boursiers journaliers et mensuels.

fluctuations en raison du temps nécessaire à l'analyse, à l'assimilation et à la prise de décision des investisseurs par rapport aux actions des entreprises minières à l'étude. Ces performances boursières analysées portent donc tant sur la capitalisation boursière que sur le volume des transactions, les valeurs transigées, le rendement de l'action et le ratio cours-bénéfice. Ci-après la liste des variables reflétant les indicateurs boursiers sélectionnés.

Bid	Prix moyen proposé par les acheteurs de titres
Ask	Prix moyen demandé par les offreurs de titres
Spread	Écart entre les cours acheteur et vendeur
Quotes	Capitalisation boursière
Ntransactions	Valeurs transigées
Volume	Volume des transactions
EPS	Bénéfice par action
Return	Rendement de l'action
Shares out	Nombre d'actions émises lors d'une période donnée

Nous aborderons dans le chapitre suivant l'analyse des résultats médiatiques, boursiers, et du croisement de ces deux sources.

CHAPITRE VII

RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET ANALYSE

7.1 Les résultats de l'analyse de contenu

La couverture traitant de la responsabilité sociale des 5 entreprises minières à l'étude compte en moyenne pour 9,5 % de l'ensemble des nouvelles concernant ces mêmes entreprises dans la presse. Sur un total de 3948 nouvelles traitant des cinq entreprises minières possédant la plus grande capitalisation boursière à la Bourse de Toronto, 409 nouvelles traitent de responsabilité sociale. Il est possible de consulter l'ensemble du rapport d'analyse de presse en Appendice A. Ce rapport contient toutes les informations sur la couverture médiatique de chacune des minières, dans le détail. Nous avons choisi de présenter dans cette section les résultats les plus éloquents par rapport à notre hypothèse de recherche. Celle-ci se penchant sur l'impact de la publication de nouvelles sur les investisseurs du secteur minier, nous avons donc présenté les résultats globaux sur les cinq entreprises.

De façon générale, la tendance globale de la couverture de la RSE dans le secteur minier s'établit à -52,3²², ce qui s'avère donc être extrêmement négatif. La couverture la plus favorable est celle de Kinross avec une tendance-impact de 55,6+, alors que Goldcorp génère la couverture la plus défavorable avec une tendance de

²² Sur une échelle allant de 100- à 100+, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10- à 10+, la couverture peut être considérée comme neutre ou légèrement favorable ou défavorable ; au-delà de 25+ ou 25-, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40+ ou de 40-, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle ou de désastreuse. La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6+.

78,4-, suivie de près par Teck (56,2-) et Barrick (54,8-). Potash Corp. occupe une position médiane avec 24,7- de tendance générale.

Les médias ont démontré une grande passion à l'égard de la RS du secteur minier, puisqu'un taux de partialité de 48,1 % se dégage du corpus et est donc supérieur à la moyenne observée par le Laboratoire depuis plus de 40 ans dans les médias (40%). Les médias ont donc traité de la RS des entreprises minières avec passion et la couverture a provoqué plusieurs débats. En effet, les nouvelles négatives (51,9 %) surpassent largement les nouvelles positives (11,5%) ou les nouvelles neutres (36,7%) dans la couverture. L'analyse détaillée des 409 articles traitant de la RS des entreprises minières recèle 1342 unités d'information. La densité moyenne du thème de la responsabilité sociale dans les articles recensés s'établit donc à 3,3 unités d'information par document. La moyenne observée par le Laboratoire depuis ses débuts s'établit à 6,2 unités d'information par document, ce qui signifie que les articles traitant de la RSE des entreprises minières contiennent peu d'unités d'information sur ce sujet.

C'est durant le mois de janvier 2009 que les minières sont les plus visibles dans la couverture médiatique annuelle (17,0 %) et obtiennent le ton le plus négatif de la couverture (-15,6).

La responsabilité sociale des minières est abordée le plus souvent en lien avec les sujets **relations et conditions de travail** (35,1 %) et **environnement** (21,8 %). Ce sont aussi les sujets les plus négatifs de la couverture.

Trois dossiers majeurs se partagent la majorité de la couverture de RS des minières. Ce sont la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* (17,4 %), les *prises à pied* (14,2%), de même que les *fermetures de mines* (19,3%). La *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* représente le dossier le plus négatif de la couverture (19,3-).

CBC News s'avère le média le plus volubile. La chaîne de télévision a réalisé plusieurs reportages sur les fermetures de mines et les prises à pied, tant pour Potash Corp. que pour Teck Resources.

Les propos d'intervenants divers sont repris dans 29,3 % des unités d'information, ce qui est supérieur à la moyenne recensée par le Laboratoire depuis ses débuts (25%). Les intervenants les plus fréquemment cités sont le public et les citoyens (6,1 %), qui s'avèrent également l'intervenant le plus critique (-7,4). Les experts et spécialistes obtiennent le deuxième rang des intervenants les plus cités (6,1 %) et des plus critiques.

La figure suivante indique la partialité, la tendance et la visibilité des cinq minières à l'étude selon les mois de la couverture.

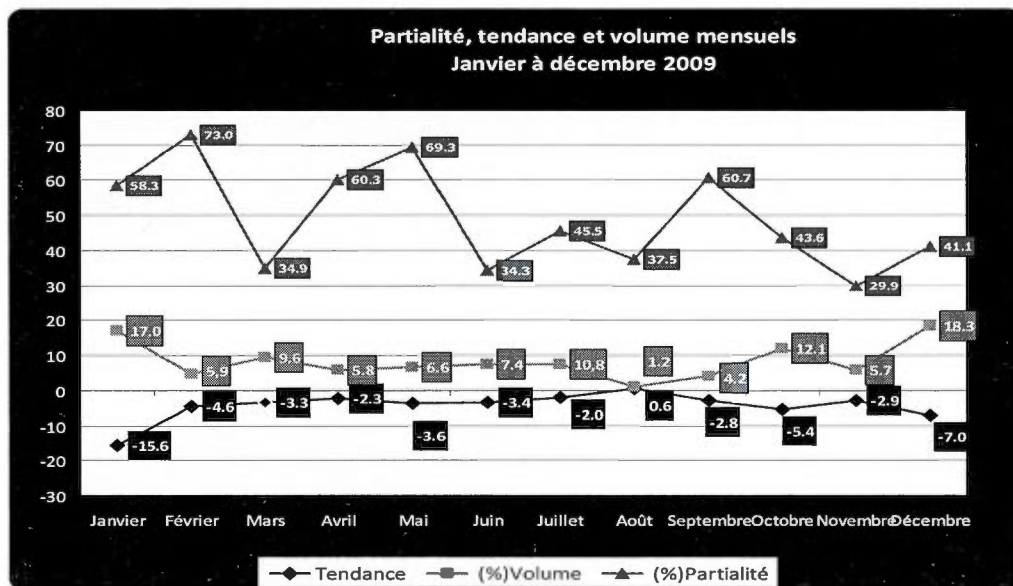


Figure 7.1 : L'évolution de la couverture : les événements significatifs

Les entreprises minières à l'étude ont connu un début et une fin d'année 2009 mouvementés en termes de couverture de presse. Les mois de janvier et de décembre sont ainsi les plus visibles et les plus négatifs de la couverture. On peut également remarquer que la partialité négative de la presse à l'égard des minières canadiennes est demeurée très élevée durant toute l'année 2009, signifiant ainsi qu'elles ont suscité de nombreux débats et généré beaucoup de passion médiatique.

Ce sont ces données que nous croiserons avec les cours boursiers afin de trouver une corrélation entre la tendance, la partialité, l'orientation et le volume de la presse et la fluctuation des cours boursiers pertinentes (bid, ask, spread, quote, etc.). Nous pourrions ainsi déterminer si une tendance négative de RSE des entreprises minières a un impact sur les cours boursiers, et inversement si une tendance positive a une incidence positive, et dans quelle mesure cela est véridique.

Janvier 2009 est la période qui présente l'orientation la plus défavorable (15,6-) de la couverture et cela est attribuable presque exclusivement aux nombreuses *mises à pied* de la compagnie Teck Resources. Plus de 50 articles ont mentionné la « cure minceur chez Teck Cominco » à la suite de l'annonce de la disparition de 1400 emplois en 2009. « C'est l'équivalent de 13 % de la main d'œuvre (*Cyberpresse*, 8 janvier 2009). Cette initiative fait partie d'une stratégie plus imposante, qui vise à sauver l'entreprise de la faillite.

En février, la tendance remonte à 4,6-. Les *mises à pied* chez Teck Cominco demeurent un sujet d'intérêt des médias, de même que le **respect des intérêts des parties prenantes** en lien avec les *relations avec les citoyens* de Barrick Gold. Ces enjeux sont les raisons pour lesquelles la tendance demeure négative. Aucun article n'est recensé pour Kinross et Goldcorp durant le mois de février, alors qu'un seul article concerne la rémunération des hauts-dirigeants de Potash durant ce mois hivernal.

Le mois de mars s'avère le quatrième plus présent dans la couverture. La *pollution de l'eau, de l'air et des sols* a été répertoriée dans le cas d'un déversement de pétrole de la compagnie Teck en Colombie-Britannique. La *fermeture de mines* pour Potash a engendré 7 articles dans divers médias en mars. Les minières sont abordées presque uniquement dans les médias canadiens durant ce mois.

La remontée de la tendance se poursuit en avril où elle atteint 2,3-. Les difficultés financières de Teck font toujours la manchette, de même que les mesures prises pour y remédier, notamment les *mises à pied*. Le documentaire *All that Glitters*

Isn't Gold s'est intéressé aux problèmes environnementaux causés par Goldcorp en Amérique Centrale : « This documentary focuses on community members in Central America who tell their stories of living next to an acid heap leach gold mine operated by Goldcorp » (*The Whitehorse Star*, 3 avril 2009). Les médias se sont avérés très discrets sur Potash Corporation, avec seulement 5 unités d'information répertoriées en avril. Kinross est absente de la couverture pour ce mois.

En mai, ce sont principalement Barrick et Goldcorp qui bénéficient de l'attention médiatique. Alors que Potash et Teck font l'objet d'une faible attention, Kinross n'apparaît pas dans les médias. La *pollution de l'eau, de l'air et des sols*, lorsqu'il est question d'**environnement** pour Goldcorp en Amérique Centrale, retranscrit quelques points négatifs, alors que les *perspectives d'emploi* offertes par Potash et Barrick dégagent quelques points positifs. Barrick suscite des critiques dans le média *allafrica.com* relativement à la *pollution*, puisqu'on mentionne que « water from a storage pond at Barrick Gold's North Mara mine in Tanzania has overflowed into the Tigithe River, provoking local villagers to fear for their health. »

Deux sujets sont abordés de façon prépondérante durant le mois de juin, soit l'**environnement** (-3,4) et les **relations et conditions de travail** (neutre). Teck est fortement décriée en raison de la *pollution de l'eau, des sols et de l'air générée* par ses projets, ce qui contribue grandement à la tendance négative du sujet **environnement** au mois de juin. Le projet Pascua Lama de Barrick Gold récolte de la visibilité en raison de la *pollution de l'eau, de l'air et des sols* qui sont envisagés dans la vallée de Huasco au Chili. La presse a également repris les nouvelles concernant les *fermetures de mines* de potasse à la suite d'une demande en baisse pour Potash. Aucune mention de Kinross dans les médias en juin, alors que Goldcorp ne récolte que trois mentions.

Durant le mois de juillet, les médias se sont surtout intéressés aux **relations et aux conditions de travail** de même qu'aux **implications financières liées aux changements climatiques**. Barrick est de loin la compagnie la plus mentionnée en

juillet, tant dans les médias canadiens qu'africains. Elle est blâmée pour la contamination d'une rivière de Tanzanie. De nombreux experts ont été appelés à témoigner devant le parlement des *impacts sur l'environnement* ainsi que sur la santé qu'occasionnera cet incident. Les pressions du gouvernement Tanzanien se sont accrues sur la compagnie minière afin que cette dernière ferme son site d'exploitation. Teck a aussi été remarquée pour la pollution causée en Colombie-Britannique : Teck Resources, formerly known as Teck Cominco, dumped 400 or more tons of slag into the river daily from the late 1800s until 1995, when the Canadian government put a halt to the practice » (The Spokesman Review, 18 juillet 2009).

Les médias se sont avérés très discrets à l'égard des minières canadiennes en août (1,2% de la couverture). C'est le seul mois où la tendance se maintient au dessus de 0 (0,6 %), et ce, en raison d'un article paru dans le National Post, vantant la création d'emplois et les conditions de travail enviables dans la mine de Kupol de Kinross Gold en Russie (*National Post*, 13 août 2009) .

En septembre, la couverture replonge pour atteindre les 2,8-, en raison d'inquiétudes sur l'**environnement** et le **comportement éthique** de la compagnie Barrick Gold en Tanzanie, où la rivière Tigithe est polluée par un déversement minier.

Le mois d'octobre génère plusieurs points négatifs (5,4-), et ce, en raison d'incidents de RSE impliquant quatre des cinq entreprises minières à l'étude. Potash Corporation ferme plusieurs mines en raison d'une demande mondiale de potasse en baisse, Goldcorp est critiquée pour les problèmes sociaux qu'elle engendre en Amérique Centrale, Teck Resources est sous la sellette concernant la pollution dont elle est la cause près de Kivalina, en Alaska, alors que Barrick « layoffs hit head office » (*The Thunder Bay Chronicle Journal*, 20 octobre 2009). Ce sont ainsi les sujets des **relations et conditions de travail** et de l'**environnement** qui suscitent davantage de critiques.

En novembre, les médias se sont surtout penchés sur les **bonnes pratiques des affaires** et le **comportement éthique** des minières à l'étude, limitant ainsi la tendance

négative de ce mois en adoptant un ton factuel lorsqu'ils traitent du dossier de l'*amendement C-300*. Plusieurs unités d'information sont d'ailleurs issues des citations de porte-parole des minières qui se prononcent contre cet amendement qui pourrait nuire à la compétitivité des entreprises minières à l'international. Ce sont d'ailleurs les médias canadiens uniquement qui traitent de la RSE des minières durant novembre 2009.

Le mois de décembre, bien que largement moins critique que janvier, est le plus visible de la couverture. Sous le sujet des **relations et conditions de travail**, le dossier des *fermetures de mines* de Potash Corp. génère une importante couverture, mais malgré les *mises à pied* de plusieurs centaines de travailleurs, qui sont traitées par le presse sur un ton factuel, en mentionnant qu'elles ne sont que temporaires, le dossier ressort de façon légèrement positive. Le dossier de l'amendement C-300 est abordé de façon neutre lorsqu'il est question de Barrick, de Gold Corp. et Kinross Gold. Ces trois entreprises font partie d'un groupe d'entreprises lobbyistes contre l'adoption de cet amendement qui règlementerait leurs activités internationales. La tendance négative du mois de décembre s'explique par la *pollution de l'eau, de l'air et des sols* de Goldcorp et de Teck Resources. Pour Goldcorp, un incident de contamination d'un cours d'eau au Honduras par des rejets miniers contenant des métaux lourds a suscité de l'intérêt médiatique, notamment de la part du *Guardian*. Dans le cas de Teck Resources, c'est la mine Red Dog qui est accusée de violer les standards de qualité de l'eau de cours d'eau avoisinant le village de Kivalina en Alaska (The Whitehorse Star, 9 décembre 2009). Barrick est pour sa part critiquée en raison de ses rapports tumultueux avec les mineurs artisanaux en Tanzanie.

Ce résumé de l'année 2009 en termes de couverture de presse des entreprises minières clôt ainsi la partie sur l'analyse qualitative. La section suivante présentera le lien entre ces données médiatiques et les cours boursiers des entreprises minières.

7.2 Résultats des cours boursiers

Afin de déterminer s'il existe un lien entre la légitimité médiatique de RSE des compagnies minières étudiées et leur valeur marchande, nous procédons à une étude de corrélation entre le contenu médiatique de responsabilité sociale, tel que défini dans la précédente section sur l'analyse de contenu, et les attributs de la performance boursière. Une fois ces associations relevées entre variables de marché et couverture médiatique, nous régressons le prix de l'action demandé, le prix de l'action offert, le nombre d'actions émises et le cours de clôture de mois par le contenu partial de la couverture médiatique. Il est possible de consulter en Appendice B toutes les cours boursiers mensuelles pour chacune des entreprises minières à l'étude. Nous avons rejeté la méthodologie événementielle pour notre étude puisque comme certaines des entreprises minières étudiées ont fait l'objet de plus de 150 nouvelles médiatiques, donc plus de 150 événements, l'impact différé pouvait chevaucher plusieurs sous-périodes de l'année. Comme les nouvelles peuvent avoir un effet quelques jours avant et quelques jours après leur diffusion officielle, le risque de chevauchement des effets de ces événements nous a donc incité à opter pour des corrélations entre les résultats de l'analyse médiatique et les attributs de la performance boursière.

Voici dans le tableau ci-après (7.1) les résultats de la performance boursière pour les 5 entreprises minières à l'étude, mis en relation avec les données médiatiques. Nous y remarquons que la plupart des cours boursiers ont une relation très forte avec l'indice de partialité médiatique. La section suivante sur l'analyse du lien entre les données médiatiques et les cours boursiers abordera en détail la significativité de ces corrélations.

Tableau 7.1 Corrélations des cours boursiers avec les données d'analyse médiatique

Variables de contrôle		Bid	Ask	Spread	Quotes	CLOSING PRICE	NTRANS ACTION S	VOLUME	SHARES_O UT	RETURN
temps	Bid	1,000	1,000**	-,187	,145	,953**	,407**	-,153	-,014	-,228
	Ask	1,000**	1,000	-,181	,146	,951**	,405**	-,154	-,016	-,228
	Spread	-,187	-,181	1,000	,124	-,387**	-,344*	-,173	-,315*	,041
	Quotes	,145	,146	,124	1,000	,073	,325*	,172	,164	-,010
	CLOSING PRICE	,953**	,951**	-,387**	,073	1,000	,469**	-,107	,022	-,154
	NTRANS ACTIONS	,407**	,405**	-,344*	,325*	,469**	1,000	,757**	,308*	-,154
	VOLUME	-,153	-,154	-,173	,172	-,107	,757**	1,000	,483**	-,078
	SHARES_OUT	-,014	-,016	-,315*	,164	,022	,308*	,483**	1,000	-,158
	RETURN	-,228	-,228	,041	-,010	-,154	-,154	-,078	-,158	1,000
	Press analysis results (tendency)	-,016	-,016	-,095	-,060	,011	,005	,129	,359*	,046
	Press analysis results (volume)	-,246	-,248	-,306*	,032	-,142	,066	,167	,327*	-,234
	Partialité	-,286*	-,286*	,118	-,269	-,271	-,353*	-,188	-,136	,211

7.3 Analyse du lien entre les données médiatiques et les cours boursiers

Après avoir analysé la tendance mensuelle des nouvelles de responsabilité sociale des entreprises minières à l'étude et la performance boursière de ces entreprises, nous avons corrélé ces résultats avec la fluctuation des cours boursiers afin de valider notre hypothèse de base selon laquelle les nouvelles de responsabilité ou d'irresponsabilité sociale ont un impact sur la fluctuation des cours boursiers.

Le tableau ci-dessous montre les résultats les plus pertinents des diverses corrélations effectuées entre les cours boursiers et les données issues de l'analyse de contenu médiatique. Comme le montre le tableau 7.3 ci-dessous, la couverture médiatique partielle des activités des compagnies minières (la partialité étant largement négative selon notre analyse de contenu) est négativement et significativement associée au prix offert pour l'action, au prix demandé, aux valeurs transigées. Comme la partialité est forte pour toutes les entreprises minières durant l'année 2009 et que cette partialité est très négative pour 4 des 5 minières à l'étude, il est aisé de conclure que lorsque les minières canadiennes font la manchette pour leurs actions irresponsables socialement selon les critères d'ISO 26000, leurs actions sont vendues à des prix moindres. Tant les vendeurs d'actions que les acheteurs offrent et demandent moins pour le prix de ces actions. Ces grands débats médiatiques font également en sorte que l'écart entre le prix offert et le prix demandé est réduit. La partialité fait aussi baisser la capitalisation boursière, mais cette baisse n'est toutefois pas corrélée significativement. Une partialité élevée entraîne également une relation inversement proportionnelle avec le nombre de transactions. Plus la partialité est élevée, et moins de transactions des minières canadiennes sont réalisées. Autrement dit, plus les médias couvrent négativement et de façon partisane les activités minières environnementalement et socialement sensibles, plus le cours de l'action s'effondre en bourse et la valeur de l'entreprise

perd de la cote. Par ailleurs, l'ensemble de la couverture médiatique est significativement et négativement corrélé avec l'écart *bid-ask*. Ce qui signifie que cette couverture médiatique aide à réduire le fossé informationnel entre différents acteurs en bourse. Nous n'avons toutefois pas tenu compte de la structure actionnariale, ceci pouvant influencer sur l'écart, par exemple dans le cas de blocs de contrôle des investisseurs institutionnels et fonds de pension. Le volume de nouvelles de responsabilité a également un effet directement proportionnel (significatif à 5%) avec le nombre d'actions émises par les entreprises minières à l'étude, comme le démontre le tableau 7.1 ci-haut. Donc, plus le volume de nouvelles de responsabilité sociale est important, plus les entreprises minières émettent des actions.

Tableau 7.2 Corrélations des cours boursiers avec les données d'analyse médiatique- résultats les plus pertinents

Variables de contrôle	Bid	Ask	Spread	Quotes	CLOSING PRICE	NTRANS ACTION S	VOLUME	SHARES_O UT	RETURN
Press analysis results (tendency)	Corrélation -,016	-,016	-,095	-,060	,011	,005	,129	,359*	,046
Press analysis results (volume)	Corrélation -,246	-,248	-,306*	,032	-,142	,066	,167	,327*	-,234
Partialité	Corrélation -,286*	-,286*	,118	-,269	-,271	-,353*	-,188	-,136	,211

Une fois ces associations relevées entre variables de marché et couverture médiatique, nous avons régressé le prix d'action demandé, le prix d'action offert et le cours de clôture de mois par le contenu partial de la couverture médiatique. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-après (7.3).

Tableau 7.3 : Régressions du bid, ask et cours de clôture avec la partialité

	Bid	Ask	Cours de clôture
Partialité	-0.329*	-0.329*	-0.288*
R²	0,108	0,108	0,083
P-value	0.020	0.020	0.043

*. La corrélation est significative au niveau 0,05

Nos résultats confirment que la couverture médiatique partielle (négative) réduit le prix proposé et le prix offert pour une action, ainsi que le cours à la clôture. Cette couverture négative partielle réduit de 10,8 % la variation du prix proposé (ask), 10,8 %, la variation du prix offert (bid) et de 8,3% la variation du cours de clôture mensuel de l'action. Ceci de façon significative (p-value s'élevant respectivement à 0,020; 0,020 et 0,043).

Tableau 7.4 : Variable dépendante et indépendante

Variables introduites/supprimées^b

Modèle	Variables introduites	Variables supprimées	Méthode
1	Partialité ^a	.	Entrée

a. Toutes variables requises saisies.

b. Variable dépendante : CLOSING PRICE

Tableau 7.5 : Significativité

Récapitulatif des modèles

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,288 ^a	,083	,064	32,49105

a. Valeurs prédites : (constantes), Partialité

Tableau 7.6 : Calcul des coefficients

Coefficients^a

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
	A	Erreur standard	Bêta		
1 (Constante)	66,432	9,345		7,109	,000
Partialité	-,357	,172	-,288	-2,080	,043

a. Variable dépendante : CLOSING PRICE

Afin d'illustrer ces résultats et donner un aperçu du montant de la diminution des cours attribuable à la partialité médiatique négative réservée à la RSE, nous avons calculé le montant de la diminution du cours boursier pour certains mois. Les montants représentés sont bas sont l'impact de la partialité sur les cours, si tous les autres facteurs affectant le cours ne sont pas considérés ou sont gelés. Par exemple, si nous avons une diminution de -30,77\$ attribuable à la partialité et que le cours de Barrick Gold était de 30,20\$ le 27 février 2009, il aurait été de 60,97\$ n'eut été de la partialité négative associée à la couverture médiatique de RSE de Barrick. D'autres facteurs ont pu affecter à la hausse ou à la baisse ce cours, mais la partialité le fait diminuer de 30,77\$.

La régression par moindres carrés ordinaires (MCO) nous fournit une équation de la forme :

$Y = a + b X$; où

Y est la valeur de la variable expliquée (le cours boursier),

X est la valeur de la variable explicative (le score de la partialité),

a est la constante, et

b est le coefficient de corrélation de la variable explicative

Notre équation donne donc $Y = 66,432 + (-0,357) X$ partialité

Les résultats de ces corrélations et régressions confirment donc notre hypothèse centrale selon laquelle les nouvelles de responsabilité ou d'irresponsabilité sociale ont un impact significatif sur la fluctuation des cours boursiers.

7.4 La conclusion de l'analyse des résultats

Nos résultats sont de deux natures : qualitative et quantitative. Pour ce qui est de la portion d'analyse qualitative de la couverture de responsabilité sociale du secteur minier, la tendance globale de celle-ci s'établit à -52,3²³, ce qui s'avère donc être extrêmement négatif.

La couverture la plus favorable est celle de la minière Kinross avec une tendance-impact de 55,6+, alors que Goldcorp génère la couverture la plus défavorable avec une tendance de 78,4-, suivie de près par Teck (56,2-) et Barrick (54,8-). Potash Corp. occupe une position médiane avec 24,7- de tendance générale.

Les médias ont démontré une grande passion à l'égard de la RS du secteur minier, puisqu'un taux de partialité de 48,1% se dégage du corpus et est donc supérieur à la moyenne observée par le Laboratoire depuis plus de 40 ans dans les médias (40%). Les médias ont donc traité de la RS des entreprises minières avec passion et la couverture a provoqué plusieurs débats. En effet, les nouvelles négatives (51,9%) surpassent largement les nouvelles positives (11,5%) ou les nouvelles neutres (36,7%) dans la couverture.

Nos résultats quantitatifs résultant de l'analyse de corrélations et régression des cours boursiers confirment que la couverture médiatique partielle, qui s'est

²³ Sur une échelle allant de 100- à 100+, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10- à 10+, la couverture peut être considérée comme neutre ou légèrement favorable ou défavorable ; au-delà de 25+ ou 25-, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40+ ou de 40-, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle ou de désastreuse. La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6+.

avérée très négative durant toute l'année 2009, réduit le prix proposé par les vendeurs de titres et le prix offert pour une action par les acheteurs de titres, ainsi que le cours à la clôture. Cette couverture négative partielle réduit de 10,8 % de la variation du prix proposé (ask), 10,8 % de la variation du prix offert (bid) et 8,3% de la variation du cours de clôture mensuel de l'action. Ceci de façon significative (p-value s'élevant respectivement à 0,020; 0,020 et 0,043). Ces montants peuvent s'avérer très significatifs sur les cours si l'on regarde les montant élevés des cours atteints par les minières. Le volume de nouvelles de responsabilité a également un effet directement proportionnel (significatif à 5%) avec le nombre d'actions émises (shares out) par les minières canadiennes étudiées. Ceci revient à dire que plus le volume de nouvelles de responsabilité sociale est important, plus les minières émettent des actions.

Les résultats de ces corrélations et régressions confirment donc notre hypothèse de base selon laquelle les nouvelles de responsabilité ou d'irresponsabilité sociale ont un impact significatif sur la fluctuation des cours boursiers.

CHAPITRE VIII

DISCUSSION

8.1 Discussion

Le croisement de nos résultats quantitatifs et qualitatifs est cohérent avec plusieurs grands courants, théories ou résultats de recherche précédents. Nos résultats appuient diverses théories, tant médiatiques que financières.

Pour ce qui est des théories financières qui sont liées à nos résultats, on trouve les arguments théoriques penchant en faveur d'une relation positive entre performance sociale et performance financière, qui trouvent leurs fondements dans la théorie des parties prenantes, la théorie de la dette latente et la théorie des *slack resources* (article 2.1.1). Nos résultats vont dans le sens de ce lien et peuvent donc être liés à ces théories, surtout à celle de la dette latente. La théorie des parties prenantes suppose l'existence d'une relation entre les coûts explicites d'une entreprise tels que le paiement des créanciers et ses coûts implicites vis-à-vis d'autres parties prenantes tels que les coûts de la qualité du produit ou les coûts environnementaux (Waddock et Graves, 1997, in Bouslah, 2006). Selon cette théorie, l'entreprise qui tente de diminuer ses coûts implicites en commettant des actions socialement irresponsables assumera en conséquence une augmentation de ses coûts explicites, se traduisant ainsi par un désavantage concurrentiel (Waddock et Graves, 1997). Une performance sociale favorable est nécessaire à la légitimité de l'organisation et les performance financière et sociale tendent à être corrélées positivement à long terme selon les adhérents à la théorie des parties prenantes. Le lien positif entre performance sociale et performance financière peut également être expliqué par l'hypothèse de la dette latente. Celle-ci suggère qu'il existe un lien positif entre la responsabilité sociale ou environnementale d'une entreprise et sa performance financière. Selon cette hypothèse, une entreprise qui commet des actes

socialement et environnementalement irresponsables accumulerait une dette latente. La valeur de cette dette réduirait d'autant la valeur de la firme et donc sa performance financière (M'Zali et Turcotte, 1997, p.5). Les résultats de notre analyse sont cohérents avec cette théorie. En effet, la partialité négative associée à la couverture médiatique des minières à l'étude fait état d'incidents éthiques, sociaux et environnementaux qui ont trouvé au final un écho dans une perte de valeur boursière des actions des entreprises visées.

Lors de notre revue de l'impact des nouvelles médiatiques sur les investisseurs en section 4.2, nous mentionnons que selon Zogning (2011), plusieurs types d'informations non financières ont la cote auprès des analystes financiers, et affectent significativement leurs recommandations d'investissement à l'égard d'un titre. Ces informations sont par ordre d'importance, celles qui concernent l'innovation, la satisfaction de la clientèle, les parts de marché, la responsabilité sociale de l'entreprise, la stratégie et le modèle de gouvernance. Il semblerait que ces travaux trouvent leur écho dans notre recherche. En effet, si les analystes financiers ont recommandé d'investir dans les titres en fonction de la responsabilité sociale des entreprises en question, il est logique que les acheteurs de titre soient prêts à payer moins pour les entreprises minières dont la couverture médiatique a fait état d'actions socialement irresponsables. Ce lien pourrait être investigué dans de futures recherches.

Nous mentionnons en outre à la section 5.4 du présent mémoire sur la divulgation dans le secteur minier que des actionnaires ont subi les contrecoups d'une non-divulgation ou d'une divulgation inadéquate de la part des entreprises minières dans lesquelles ils avaient investi. L'étude de 10 cas effectuée par Repetto (2004) a conclu que lorsque des informations concernant des passifs environnementaux sont cachées aux actionnaires et qu'elles sont finalement dévoilées, la nouvelle a un grand impact et fait réagir fortement les investisseurs. En effet, les entreprises citées ont subi des baisses importantes en bourse, une baisse de

leur valeur, voire même la faillite. Ces résultats sont cohérents avec les résultats de notre étude. En effet, lorsque les médias ont fait état de partialité négative due à des incidents d'irresponsabilité sociale médiatisés, les actionnaires ont réagi en conséquence et sont prêts à offrir moins pour les actions des entreprises minières en question, tout comme les acheteurs sont prêts à payer moins pour ces mêmes actions.

Nous avons également remarqué des éléments intéressants dans nos résultats d'analyse médiatique. Habituellement, les citations occupent 25% d'une couverture de presse, selon une moyenne établie en fonction des centaines d'études effectuées par le Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier depuis ses débuts. Dans l'analyse de presse médiatique de la RSE des minières en 2009, cela atteint presque 30%. Le public et citoyens, de pair avec les experts et spécialistes et le gouvernement sont les intervenants les plus cités. Ils sont également les intervenants qui dégagent les tendances les plus négatives de la couverture. Ces intervenants sont également parmi les sources de dénonciations les plus fréquentes recensées dans le rapport du CCSRC, sur les sources de dénonciations des violations sociales et environnementales des minières canadiennes à l'étranger, qui avait été présenté à l'article 5.3.1.

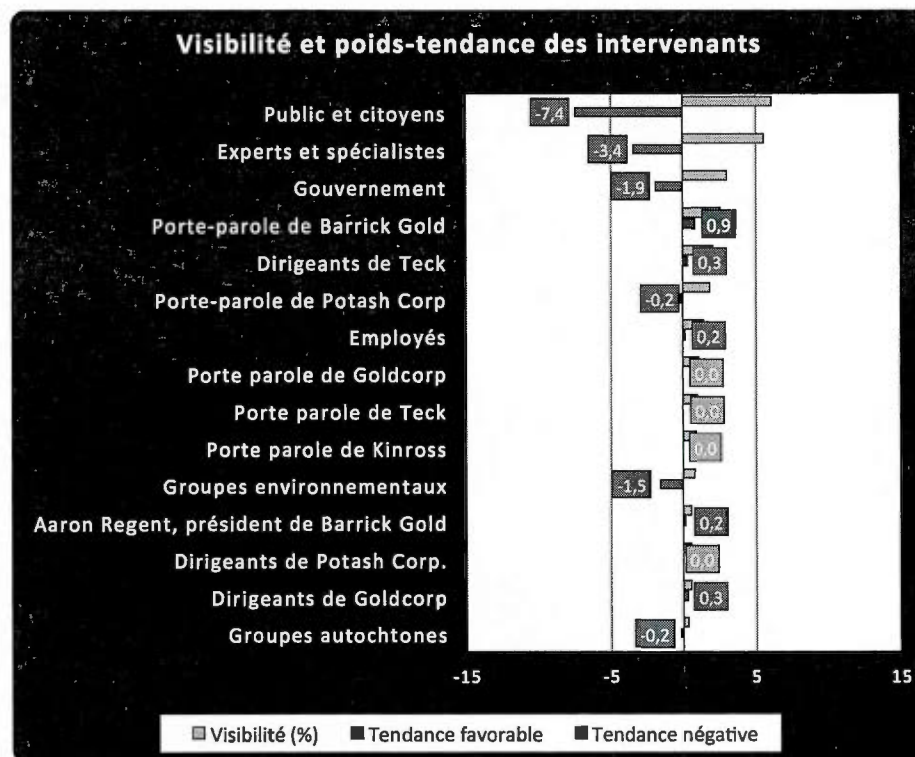


Figure 7.2 Visibilité et poids-tendance des intervenants majeurs présents dans l'analyse de presse 2009 des cinq minières à l'étude

Les intervenants qui se sont le plus fréquemment prononcés sur les minières à propos de leurs actions de responsabilité ou d'irresponsabilité sociale dans les médias sont également des sources de dénonciation fréquentes, selon les données présentées par le CCSRC (2009).

Nous avons également pu constater que les sujets principaux ressortant de la couverture de presse sont similaires aux thèmes des violations des droits humains répertoriés dans le rapport du CCSRC, tel que le démontre la figure suivante (7.3).

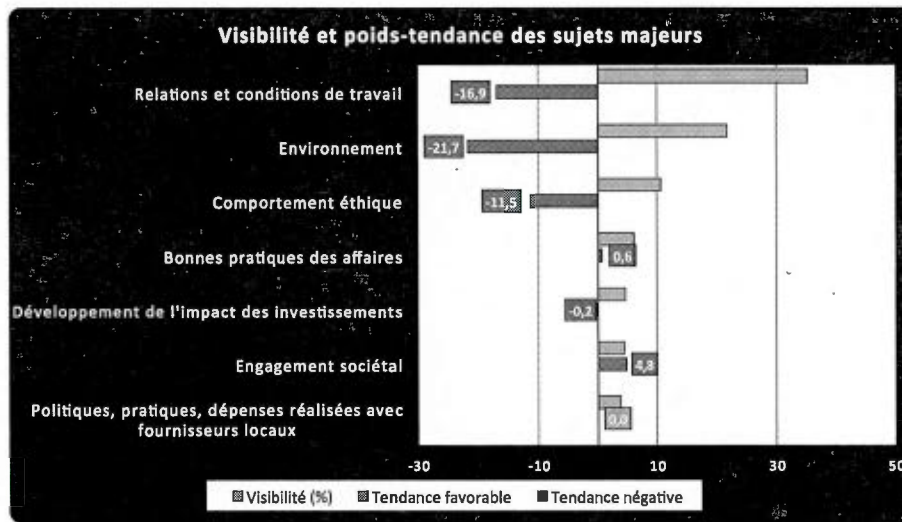


Figure 7.3 Visibilité et poids-tendance des sujets majeurs de la couverture médiatique des cinq minières à l'étude

Tel que mentionné dans l'article 5.3.1, selon le rapport publié en octobre 2009 par le CCSRC, de tous les incidents de responsabilité sociale attribués aux minières canadiennes, 60 % sont des conflits avec les membres des communautés locales et 40 % touchent différentes formes de détérioration de l'environnement. Enfin, 30 % de ces « incidents » sont reliés à des attitudes contraires à l'éthique, qui mettent souvent en cause des agences de sécurité privée. Ces résultats sont conséquents avec les résultats de notre analyse médiatique. En effet, les médias ont rapporté en 2009 que l'environnement occupe 35,1% de la couverture concernant la responsabilité sociale des 5 compagnies minières avec la plus grande capitalisation boursière à la bourse de Toronto, suivi de par les relations et conditions de travail (21,8%) et comportement éthique (10,7%). Ces sujets sont également ceux qui dégagent les tendances les plus négatives de la couverture.

Les résultats de notre analyse appuient en outre certaines théories médiatiques, dont la théorie de la légitimité, présentée à l'article 4.1.2, qui implique qu'un intérêt plus important est accordé aux entreprises à grande visibilité politique

ou sociale (Cormier et Magnan, 2003). Les entreprises de grande envergure sont souvent plus vulnérables aux pressions politiques que les plus modestes (Watts et Zimmerman, 1978). Cela suggère que les grandes entreprises devraient divulguer plus d'informations financières et non financières. La théorie de la légitimité part du concept que les organisations ont des contrats implicites ou explicites avec la société et le fait de respecter ces contrats assure leur légitimité. Selon Ader (1995), l'attention médiatique sur des problèmes de pollution affecte les préoccupations de la communauté sur de tels sujets. Dès lors, l'attention médiatique, à travers la couverture de presse, est directement à la base des pressions sociales auxquelles les dirigeants peuvent être sensibles en ce qui concerne les activités de gestion environnementale. Les préoccupations des actionnaires de ces grandes entreprises minières sont ainsi influencées par les données médiatiques de RSE tel que démontré dans les résultats de la présente étude.

Nos résultats sont aussi cohérents avec les recherches de grandes écoles communicationnelles. En effet, les empiristes américains (Lasswell, Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, Katz et Hovland) et les sociologues critiques (École de Francfort avec Horkheimer, Adorno et Marcuse) ont conclu que les médias avaient une influence immédiate et massive sur leurs publics. Les résultats présentés soutiennent parfaitement cette logique compte tenu que les données financières sont agrégées mensuellement et non quotidiennement. Leurs effets seraient directs et puissants. La sociologie fonctionnaliste envisageait les médias comme des mécanismes de régulation de nos sociétés (Lohisse, 2009). Les médias seraient une source de domination idéologique, fortifiant ainsi les instances décisionnelles de pouvoir de même que la culture dominante. Dans notre cas à l'étude, les résultats tendent à soutenir un impact rapide de la publication de nouvelles de RSE sur les investisseurs du secteur minier, appuyant donc le postulat d'influence des médias sur leurs publics, dans ce cas sur les investisseurs.

8.2 Limites de l'étude

Notre étude présente certaines limites qu'il importe de présenter. La première est qu'elle ne prend pas en considération les impressions et les prémisses de comportement des investisseurs et elle relève de façon chiffrée seulement les impacts de la publication de nouvelles sur le cours boursier. Pour cette raison, il sera à considérer dans une étude future d'effectuer des entrevues avec les investisseurs afin de recueillir leurs impressions et prémisses d'actions en ce qui a trait à la responsabilité sociale des entreprises en regard des investissements privilégiés.

La deuxième limite réside dans le fait que puisque les cours boursiers ont été utilisées pour mesurer l'impact de la publication de nouvelles de responsabilité sociale, la présente recherche s'est limitée aux firmes cotées en bourse. Il pourrait être intéressant de s'attarder à des firmes non-cotées, bien qu'elles soient peu nombreuses dans le secteur minier, ou à des firmes avec une capitalisation boursière moins importante.

La troisième limite concerne les nouvelles médiatiques. En effet, certaines ne sont pas nécessairement publiées, et cette information est quand même prise en compte par les actionnaires, de même que tout le savoir tacite des experts, ce qui n'est pas pris en compte dans notre étude. La position de l'article dans le média en question (première page vs dernière page) ainsi que la portée (nombre de lecteurs) des différents médias n'ont pas été pris en compte et cela en raison du principe de rémanence abordé précédemment.

La quatrième et dernière limite de l'étude est liée aux événements dits polluants qui auraient pu avoir une incidence majeure sur la fluctuation du cours boursier, par exemple les annonces de dividendes ou de résultats financiers. Nous n'avons pas tenu compte de certaines caractéristiques des firmes comme le niveau d'endettement, le risque opérationnel, etc. Or, nos résultats expliquent quand même des pourcentages importants de la fluctuation des cours boursiers, ce qui nous incite

à penser qu'indépendamment de l'influence de ces événements potentiellement polluants, quels qu'ils soient, la couverture médiatique de responsabilité sociale a un impact significatif sur les investisseurs.

8.3 Contributions à la recherche et perspectives de recherche future

La recherche que nous présentons propose une contribution principale, celle d'avoir évalué en profondeur le contenu médiatique de RSE des minières du point de vue des investisseurs. La plupart des études empiriques sur le lien entre performance de responsabilité sociale et performance financière utilisaient le contenu de documents provenant de l'entreprise elle-même et étaient critiquées pour leurs défaillances méthodologiques. Nos résultats contribuent à démontrer le lien positif entre performance sociale et performance financière dans le secteur minier. Ce lien n'avait pas été démontré auparavant pour ce secteur, en utilisant un corpus externe aux entreprises, et cela représente donc la contribution principale de notre étude.

En plus de cette contribution principale, plusieurs contributions ciblées peuvent être soulignées. L'utilisation d'un seul secteur industriel à l'étude, soit le secteur minier, présente un apport supplémentaire face aux défaillances méthodologiques d'études précédentes qui cherchaient un lien entre performance financière et performance sociale. Ces études avaient été critiquées par plusieurs auteurs (Arlow et Gannon, 1982; Cochran and Wood, 1984; Aupperle et al, 1985; Gray et al., 1995, Griffin et Mahon, 1997; Balabanis et al., 1998; Richardson, Welker et al. 1999; Roman Hayibor et Agle, 1999; Wokutch et McKinney, 1992; Margolis et Walsh, 2000; Moore 2001; Orlitzky et al., 2003). Également, plusieurs précédentes études sur lien entre performance sociale et performance financière ont été critiquées pour les échelles de mesure de la performance sociale jugées comme étant incomplètes ou inadéquates. La présente étude utilise pour sa part les questions centrales d'ISO 26000 comme éléments de contenu définissant la responsabilité

sociale des entreprises minières à l'étude. ISO 26000 étant une norme de RSE parue en 2010, notre étude sera sans aucun doute une des premières l'utilisant comme construit d'évaluation de la RSE. Comme c'est également un consensus international reconnu, notre échelle de mesure pourrait difficilement être contestée.

La démarche méthodologique présentée dans notre étude est clairement définie et expliquée, ce qui facilite sa réplication dans d'autres contextes. Il pourrait en effet être très intéressant d'étudier d'autres secteurs industriels pour découvrir un lien entre la publication de nouvelles de responsabilité sociale et les investisseurs de ces secteurs donnés. Il pourrait également être intéressant de regarder les minières d'autres régions du monde, comme les minières australiennes ou chinoises, par exemple. Il serait également intéressant d'aller plus loin en déterminant quels sujets de RSE ont un impact plus important que d'autres sur les cours boursiers, comme par exemple est-ce que les considérations environnementales ont une plus grande portée que les enjeux sociaux, ou vice-versa.

Selon les très reconnus et prolifiques théoriciens des communications modernes, Larissa Grunig et James Grunig, il serait impossible de discerner concrètement l'impact que peuvent avoir les médias sur leurs publics (Grunig et Grunig, 2011). Or, nos résultats indiquent qu'il existe un lien significatif entre la réaction d'un public ciblé, soit dans notre cas les investisseurs, et une couverture médiatique sur un sujet particulier. Cela peut s'avérer exact lorsque l'étude se base sur méthodologie solide et penchant sur l'impact des médias sur un public ciblé. Ces résultats sont donc assez inédits en ce sens qu'ils sont parmi les rares à confirmer l'impact sur l'attitude et le comportement de ses publics.

Ces différentes contributions nous permettent donc de mieux comprendre en partie le lien entre performance de responsabilité sociale et comportement des investisseurs du secteur minier, mais nous permettent également d'envisager de nouvelles avenues pour faire avancer les recherches empiriques en la matière.

CONCLUSION

L'objectif de cette recherche vise à évaluer la relation entre la performance de responsabilité sociale, telle que mesurée par l'analyse de contenu médiatique de RSE effectuée à l'aide de la méthode Morin Chartier et des variances des cours boursiers à l'étude (*bid, ask, spread, closing price, shares out, quote*). Notre question centrale réside en la quête d'un lien entre la performance médiatisée de responsabilité sociale des entreprises minières canadiennes et la fluctuation des cours boursiers. En d'autres mots, les entreprises subissent-elles une appréciation ou une dépréciation de leur performance boursière selon que leur couverture médiatique témoigne de leur responsabilité ou de leur irresponsabilité sociale? Pour répondre à cette question, nous avons utilisé une méthode d'analyse de contenu de presse issue de la recherche scientifique, soit la méthode Morin Chartier et nous avons croisé ces résultats avec ceux de la fluctuation des cours boursiers via des corrélations et une régression pour les résultats plus significatifs. En utilisant la RSE telle que définie par ISO 26000 dans les médias, nous avons scruté la réaction des investisseurs face à la couverture des entreprises minières à l'étude. Les résultats de notre étude démontrent que les investisseurs sont prêts à payer moins pour l'action d'une entreprise minière canadienne dont la responsabilité sociale a été traitée avec une partialité négative dans les médias (résultats significatifs à 5%). Cette partialité négative réduit également l'écart *bid-ask*, signifiant ainsi que la couverture médiatique de RSE aide à réduire le fossé informationnel entre différents acteurs en bourse. Cela revient à énoncer que plus les médias couvrent négativement et de façon partisane les activités minières environnementalement et socialement sensibles, plus le cours de l'action s'effondre en bourse et la valeur de l'entreprise perd de la cote. Ces montants peuvent s'avérer très significatifs sur les cours si l'on regarde les montants de la baisse des cours attribuable à la partialité négative de la presse et les montant élevés des cours boursiers atteints par les minières. Ce résultat

porte à croire que la responsabilité sociale des entreprises minières a un impact positif sur la performance financière, ce qui supporte l'argument en faveur d'une relation positive entre performance financière et performance sociale.

APPENDICES

APPENDICE A

RAPPORT D'ANALYSE DE PRESSE 2009 DES COMPAGNIES MINIÈRES BARRICK GOLD,
POTASH CORPORATION, GOLDCORP, TECK RESOURCES LIMITED, KINROSS GOLD
CORPORATION

LABORATOIRE
[D'ANALYSE]
[DE PRESSE]
CAISSE CHARTIER

Rapport d'analyse de presse 2009

Teck Resources Limited
Barrick Gold
Potash Corporation
Goldcorp
Kinross Gold Corp.

5 mars 2011

Table des matières

Table des matières.....	2
Contexte de l'étude	4
Section 1 – Barrick Gold	7
Faits saillants	7
Évolution de la couverture	9
Les sujets majeurs.....	11
Les dossiers majeurs	14
Les médias.....	17
Les régions	18
Section 2- Teck Resources Limited	20
Faits saillants	20
L'évolution de la couverture : les événements significatifs.....	23
Les sujets et les dossiers majeurs.....	25
Les médias.....	27
Les régions	29
Section 3 – Potash Corporation	30
Faits saillants	30
Évolution de la couverture	31
Les sujets majeurs.....	32
Les dossiers	34
Les médias.....	36
Les régions	37
Section 4 - Goldcorp.....	38
Faits saillants	38
L'évolution de la couverture : les événements significatifs.....	40
Les sujets majeurs.....	42
Les dossiers majeurs	43
Les médias.....	44
Les régions	45
Section 5 – Kinross.....	46
Faits saillants	46

Évolution de la couverture	46
Les sujets.....	48
Les dossiers	49
Les médias.....	51
Les régions	52
Section 6- Les cinq compagnies	53
Faits saillants	53
L'évolution de la couverture : les événements significatifs	55
Les sujets majeurs.....	58
Les dossiers majeurs	59
Les médias.....	60
Les régions	61
Conclusion générale	62

Contexte de l'étude

Contexte

L'analyse de presse présentée dans ce rapport vise à offrir un portrait exhaustif de la couverture de presse 2009 de la RS des cinq entreprises minières canadiennes ayant la plus grande capitalisation boursière à la Bourse de Toronto et ayant des activités à l'étranger. Ces données seront utilisées pour être comparées aux données boursières des compagnies à l'étude afin de valider une corrélation entre la couverture de RSE et le comportement des investisseurs.

Évaluation du corpus de presse: description de la méthode

Pour établir la tendance de la couverture portant sur la RSE des entreprises minières dans les médias, le Laboratoire d'analyse de presse utilise une méthode issue de la recherche universitaire éprouvée depuis plus de quarante ans. Celle-ci, nommée Morin-Chartier en l'honneur de ses deux principales contributrices, mesdames Naville-Morin et Chartier, repose sur le concept « d'unité d'information », une unité de mesure servant à découper le contenu des nouvelles.

L'unité d'information correspond à une idée provenant d'une source quelconque, mise en forme et acheminée par un média et comprise par des membres de son auditoire. L'ensemble des unités d'information constitue un magma informel dans lequel nous baignons tous. Isolément, la compréhension de chacune des idées extraites des nouvelles peut varier selon l'acteur, le transmetteur ou le récepteur.¹

Une unité d'information est donc une idée ou un sujet retracé dans un document. Une unité est identifiée dès qu'il est question de l'objet de la recherche, ici la RSE des entreprises minières. Elle prend fin lorsque l'une des informations qui la caractérisent évolue. Par exemple, si le ton passe du neutre au négatif, si l'auteur change de sujet ou s'il cite un intervenant.

C'est l'évaluation individuelle de chacune de ces unités en leur posant la question suivante : « est-ce que ce qui est dit dans cette unité est favorable, défavorable ou neutre par rapport à la RSE des entreprises minières? » qui permet d'établir la tendance d'une couverture une fois toutes les unités compilées à la fin de l'étude. Chaque unité est rattachée à différentes catégories comme les sujets, les médias, les dossiers ou encore les intervenants.

Celles-ci sont ensuite codifiées dans le logiciel d'analyse de presse du Laboratoire d'analyse de presse et les résultats sont présentés sous forme de tableaux indiciels.

1.1 Les indices

Voici une définition des différents indices utilisés par la méthode Morin Chartier.

¹ Chartier, Lise. *Mesurer l'insaisissable*. Presses de l'Université du Québec, 2003, page 70.

- La **quantité** précise le nombre d'unités traitant de chaque sujet.
- La **fréquence** transpose ce nombre en pourcentage. On parle également de **visibilité**, qui représente la place d'un sujet dans l'ensemble de la couverture. En d'autres mots, la fréquence est le pourcentage d'apparition de chaque sujet par rapport à l'ensemble des unités d'information retracées. C'est l'indice le plus fréquemment utilisé dans les analyses de contenu. Cette mesure fait l'unanimité et est devenue essentielle à la recherche. Sa formule est la suivante : $\text{Fréquence (sujet)} = \Sigma (\text{UI (sujet)}) / \Sigma (\text{UI (projet)}) \times 100$
- La **partialité** montre par quel pourcentage la presse a pris position sur chacun des sujets. Il s'agit du nombre d'unités orientées (les plus et les moins) sur le total des unités retracées (les autres sont neutres). Cet indice permet de cerner avec quelle ferveur les médias se sont exprimés. La moyenne constatée par le Laboratoire depuis 25 ans se base sur la compilation des résultats de plus de 300 études. Celle-ci s'établit à 40 %, ce qui signifie que si le taux de partialité constaté est supérieur à 40 %, c'est qu'il s'agit d'une couverture pour laquelle les médias ont montré beaucoup de passion et que le sujet a été largement débattu. Inversement, un taux de partialité inférieur à 40 % indique que les médias ont rapporté les faits de manière factuelle, sur un ton neutre, et qu'ils ont donc montré un intérêt limité. Le taux de partialité présenté ici ne permet donc pas de mesurer le « biais journalistique ». La formule de cet indice est la suivante : $[\Sigma \text{UI}(+) + \Sigma \text{UI}(-)] / (\Sigma \text{UI du corpus}) \times 100$
- La mesure de l'**orientation** permet de qualifier le contenu et de fournir une évaluation chiffrée de toute la couverture et de ses composantes. Nous parlons donc ici d'un indice d'orientation du contenu et de chacune des catégories de classification déterminées pour une étude. Il s'agit du pourcentage des unités qui l'emportent (en + ou en -), soit la somme des unités d'information positives que l'on soustrait de la somme des unités négatives (ou vice-versa) et divisé par le total des unités retracées dans le corpus. Ce qui donne la formule suivante : $[\Sigma \text{UI}(+) - \Sigma \text{UI}(-)] / (\Sigma \text{UI}) \times 100$
Cette formule donne l'orientation globale de l'objet de recherche à travers les documents analysés dans le corpus. Lorsque appliquée à chaque catégorie codée, elle permet également de mesurer « l'indice de favorabilité » de chacun des codes retracés dans la couverture. L'échelle va de 100 %- à 100 %+. Une orientation de 0 % indique que le traitement médiatique est neutre.
- Le score global d'une couverture de presse est obtenu grâce à l'indice de **tendance-impact**, qui est en quelque sorte un « indice de favorabilité » indiquant si l'image de l'organisation est positive, négative ou neutre. Son échelle va de 100 - à 100 +, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10 - à 10+, la couverture peut être jugée légèrement favorable ou défavorable; au-delà de 25 + ou 25 -, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40 + ou de 40 -, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle (positive ou négative). La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6 +. Sa formule est la suivante : $[\Sigma \text{UI}(+) - \Sigma \text{UI}(-)] / [\Sigma \text{UI}(+) + \Sigma \text{UI}(-)] \times 100$
- L'indice de **poids-tendance** précise le poids de chaque sujet, ou de chaque classification, sur l'ensemble de la couverture. La formule de cet indice est la suivante : $[\Sigma \text{UI}(\text{sujet } +) - \Sigma \text{UI}(\text{sujet } -)] / [\Sigma \text{UI}(+) + \Sigma \text{UI}(-)] \times 100$

Évaluation du corpus de presse

Qui dit quoi? À qui? Et comment?

L'analyse proposée permettra d'interpréter de façon objective la couverture de presse, de scruter plus profondément ce qu'elle contient et de décoder certaines données et références qui se dégagent dans l'information véhiculée par la presse.

Le corpus de l'analyse

Les compagnies minières dont la capitalisation boursière était la plus imposante au Toronto Stock Exchange ou au Venture TSX ont été retenues pour fins d'analyse. En effet, comme leur poids sur l'économie canadienne est important, les yeux du public, les yeux des actionnaires, les yeux du gouvernement et des médias sont tournés vers elles. Pour chacune des compagnies minières choisie, nous avons procédé à une recherche via la base de données Eureka, qui donne accès à plus de 3204 médias électroniques, web ou écrits, quotidiens ou hebdomadaires, ainsi qu'à des communiqués de presse, fils de presse, agences de presse. Pour chacune des compagnies nous avons passé en revue tous les articles trouvés avec la recherche par nom d'entreprise minière afin de ne conserver que ceux traitant de responsabilité sociale. Nous avons au final, tel que vu dans la figure ci-bas, un corpus qui a entre 19 à 155 articles par entreprise.

Nom compagnie minière	Rapport de RSE	Principaux métaux	Nouvelles de RSE	Volume de nouvelles (sur 1 an)	% de nouvelles de RSE sur total de nouvelles
Barrick Gold Corporation	Oui	Or, minéraux	135	1235	10,9
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	Oui	Potasse	63	626	10,1
Goldcorp Inc.	Oui	Or et minéraux	37	760	4,9
Teck Resources Limited	Oui	Cuivre, charbon, zinc	155	932	16,6
Kinross Gold Corporation	Oui	Or et minéraux	19	395	4,8
		Total	409	3948	

Nous avons éliminé les communiqués de presse et les fils de presse, comme ce sont des communications issues par l'entreprise et pas nécessairement repris dans les médias, ce qui réduit grandement la probabilité qu'ils se soient rendus aux investisseurs.

Selon Chartier (2004), dans son ouvrage sur l'analyse de presse, un corpus de 200 à 300 pour une étude pour un seul chercheur est raisonnable. Notre corpus totalise 525 documents choisis. Notre corpus est représentatif en cela qu'il n'a pas été trié, il est exhaustif. Nous avons en effet considéré tous les articles traitant de responsabilité sociale, sans en laisser aucun de côté. La notion de responsabilité sociale telle que pertinente pour l'étude est traitée en détail.

Section 1 – Barrick Gold

Faits saillants

- La couverture de presse consacrée à la compagnie Barrick Gold entre janvier 2009 et décembre 2009 s'avère peu factuelle puisque le pourcentage des unités neutres (51,5 %) est presque égal au pourcentage des unités orientées (47,5 %). Il en découle que la partialité de la presse s'élève à 48,5 % ce qui est supérieur à la moyenne de 40 % observée dans la presse en général, selon les statistiques du Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier depuis 30 ans.
- La tendance globale de la couverture de Barrick Gold est exceptionnellement négative puisqu'elle s'établit à 54,8⁻².
- La densité moyenne des articles se situe à 3,6 unités par document, ce qui est également inférieur à la moyenne de 6,2 observée par Laboratoire à la lumière de plus de 300 études. L'analyse des 136 articles a généré un total de 496 unités d'information. Les médias ont donc consacré peu d'articles de fond portant uniquement sur Barrick Gold.
- L'**environnement**³ constitue le sujet qui possède le plus de visibilité lorsqu'il est question de Barrick Gold (24,5 % du contenu); les dossiers concernant la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air*⁴ (15,9 -) ainsi que les *impacts environnementaux en général* (3,8 -) sont les plus souvent énoncés en lien avec ce sujet.
- Le second sujet en termes de visibilité est celui concernant le **comportement éthique** (20,9 % et 18,4 -). Il s'avère le second sujet le plus défavorable de l'analyse. Les médias s'y intéressent particulièrement à travers la *poursuite contre la maison d'édition Écosociété*. Dans une entrevue donnée au site AllAfrica.com, Delphine Abadie, auteure du livre *Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique*, déclare avoir été victime d'intimidation et considère être au centre d'une poursuite dite bâillon. Selon Delphine Abadie, cette poursuite « vise à protéger les intérêts du plaignant en étouffant, d'une part, tout débat public sur ses agissements et d'autre part, le défendeur par les moyens financiers et procéduriers et disproportionnés qu'il est obligé de mettre en œuvre pour se défendre » (18 décembre).

² L'échelle de tendance va de 100 - à 100 +, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10 - à 10+, la couverture peut être jugée légèrement favorable ou défavorable; au-delà de 25 + ou 25 -, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40 +, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle.

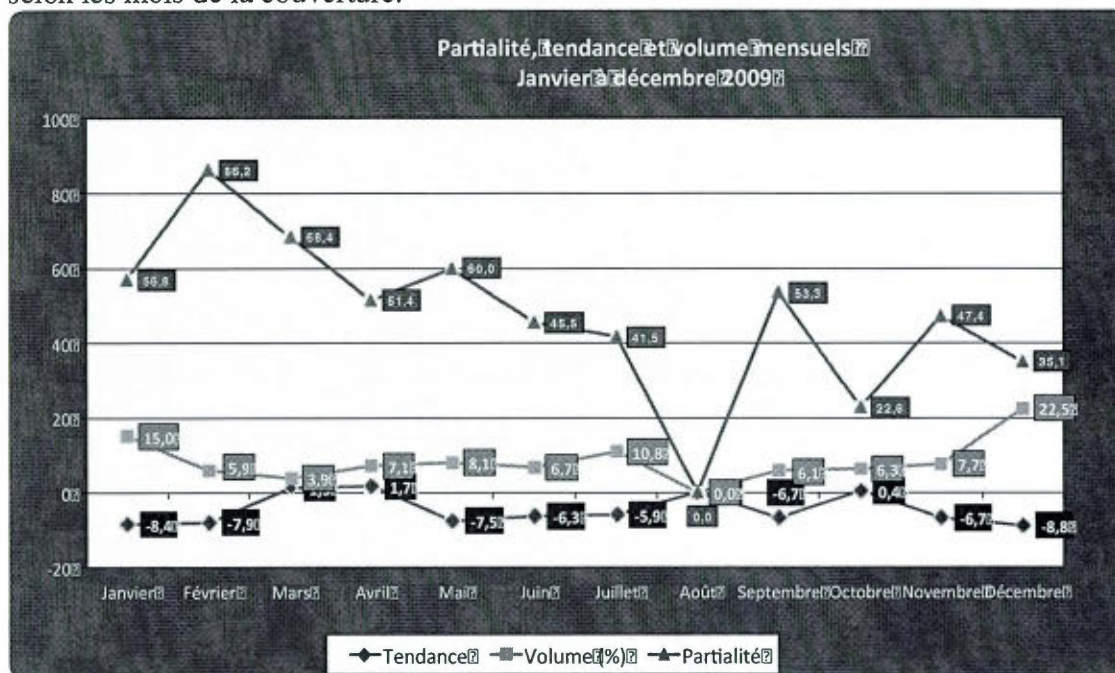
³ Les sujets de l'analyse de presse (questions centrales d'ISO 26000 et critères économiques de base de la GRI) sont en gras dans le texte.

⁴ Les dossiers de l'analyse de presse, qui viennent préciser les sujets, plus généraux, sont en italique dans le texte.

- Les **relations et conditions de travail** représentent 11 % des unités analysées. Abordé positivement, ce sujet est essentiellement lié à deux dossiers qui démontrent bien la polarisation du débat à ce propos. Ce sont en effet les dossiers des *perspectives d'emploi* (4,2 +) ainsi que celui des *misés à pied* (2,5 -) qui ressortent en lien avec ce sujet.
- Les journalistes s'intéressent particulièrement aux dossiers de la *pollution de l'eau, des sols et de l'air*, des *relations avec les citoyens* ainsi que des *impacts environnementaux en général*. Si les dossiers concernant l'environnement sont abordés de façon critique par les médias, ceux des *perspectives d'emploi* et de *l'implication sociale et culturelle* de Barrick sont traités positivement (7,9 + et 6,7 +).
- Les porte-paroles de Barrick Gold se font somme toute assez discrets et n'interviennent qu'à 35 reprises sur un total de 493 unités. En termes de visibilité, ils sont les troisièmes intervenants les plus volubiles. Ils sont précédés par les *experts et spécialistes* (9,1 % et 11,3 -) ainsi que le *public et les citoyens* (8,3 % et 9,6 -).
- Le site AllAfrica.com est le plus volubile et le plus critique de la couverture. Il produit 18,7 % du contenu analysé et possède un poids-tendance de 16,7 -. En deuxième position, *Le Devoir* traite 14,8 % des unités et ce, de façon négative (15,9 -). C'est le quotidien ontarien *The Chronicle Journal* qui se positionne le plus favorablement à propos de Barrick Gold (1,7 +).
- C'est en décembre 2009 que Barrick Gold est le plus présent dans les médias (22,5 %). La compagnie a, au cours de cette période, reconnu la véracité des accusations selon lesquelles elle aurait détruit des maisons et provoqué des violences en Papouasie-Nouvelle-Guinée, sur le terrain de la mine de Porgera. C'est toutefois en septembre 2009 que les médias sont les plus critiques face à l'entreprise. La mine d'or de Nord Mara en Tanzanie est, au courant de cette période, soupçonnée d'avoir contaminé la rivière Tigithe, causant ainsi différentes maladies de la peau et de l'estomac.

Évolution de la couverture

Le graphique suivant indique la partialité, la tendance et la visibilité de Barrick Gold selon les mois de la couverture.



On remarque que la partialité de la presse est demeurée particulièrement élevée durant la majorité de l'année. Les médias ont ainsi fait preuve d'une grande ferveur, principalement négative (la tendance globale de la couverture s'établir à 54,8-), à l'égard de Barrick Gold durant l'année 2009.

En janvier, les médias s'intéressent particulièrement aux dossiers des *relations avec les citoyens* ainsi qu'aux *impacts environnementaux en général*. Le premier dossier concerne un litige entre Barrick Gold et des groupes autochtones et environnementaux. Ces derniers s'opposent à ce que la compagnie minière creuse sur un terrain qu'ils considèrent comme étant sacré au nord-est du Nevada. Alors que les dirigeants font miroiter l'apport des perspectives d'emploi à la région les habitants et qu'ils font « valoir que le projet Cortez Hill (...) a été dument approuvé en vertu de la loi minière datant de 1872 », les opposants « réclament une injonction préliminaire pour stopper le gigantesque projet de mine d'or » (*Le Devoir*, 26 janvier 2009).

Le mois de février est marqué par le témoignage de Martin Frigon, documentariste et récipiendaire du grand prix 2009 du « Festival Internacional de Cine Digital » pour son film « Mirages d'un Eldorado ». Nommé personnalité de la semaine par Radio-Canada, il

s'est intéressé à la condition des paysans de la vallée de Huasco au Chili suite à l'arrivée et de Barrick Gold ainsi qu'à leur implantation dans la région.

La tendance négative observée en mai est surtout liée au dossier de la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* (6,3 -). Le 9 mai 2009, suite à une pluie abondante, les eaux usées de la mine de Nord Mara en Tanzanie ont débordé, suscitant ainsi l'inquiétude chez les habitants du village africain. Les champs de millet et de maïs ont été contaminés et certains animaux de ferme sont décédés après avoir ingéré cette eau. Les habitants clament que cette situation perdure depuis 2006 alors que les porte-paroles de la compagnie assurent que les niveaux de pH sont normaux.

En juillet, Barrick Gold est blâmée pour la contamination d'une rivière de Tanzanie. De nombreux experts ont été appelés à témoigner devant le parlement des *impacts sur l'environnement* ainsi que sur la santé qu'occasionnera cet incident. Les pressions du gouvernement africain se sont accrues sur la compagnie minière afin que cette dernière ferme son site d'exploitation.

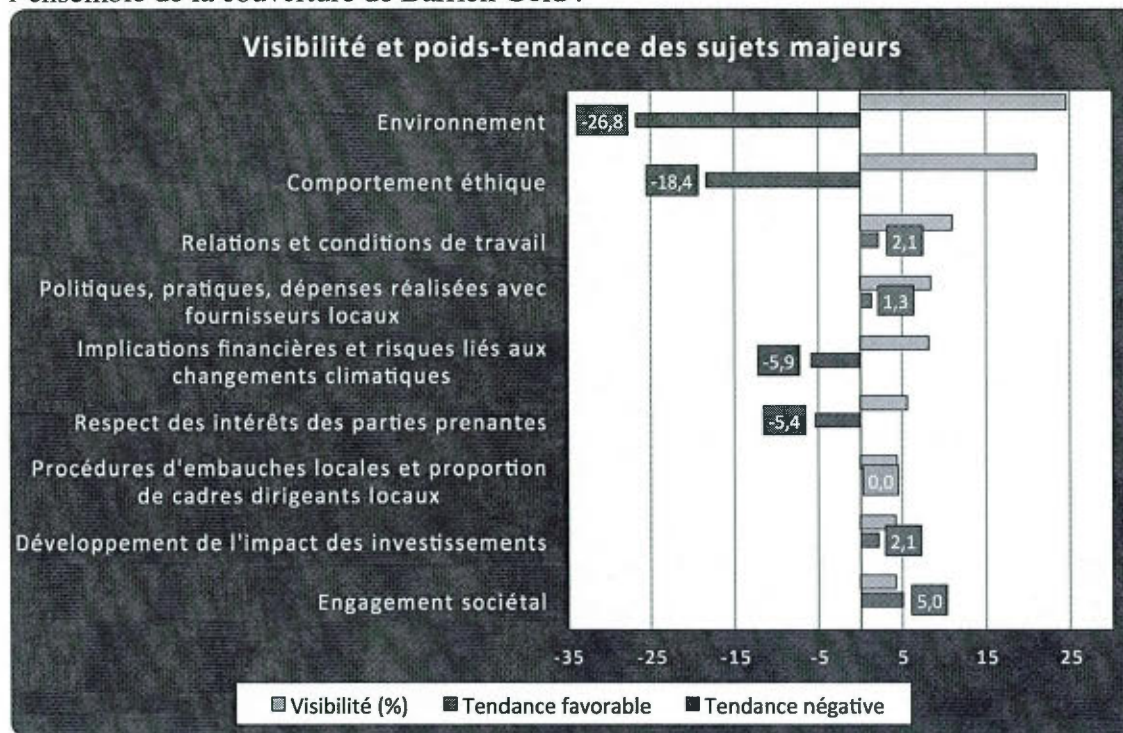
Le mois de septembre est marqué par le traitement particulièrement négatif de la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* ainsi que par les *relations avec les citoyens*. Le public et les citoyens sont les intervenants les plus volubiles pour ce mois, cumulant un total de 8 citations. Les porte-paroles de la compagnie minière s'expriment pour leur part un total de 7 fois en septembre.

L'amendement C-300 est le dossier le plus traité en novembre. Les trois plus grandes compagnies minières canadiennes (Barrick Gold, Goldcorp Inc. et Kinross Gold Corp.) partagent la même opinion sur cet amendement qu'elles considèrent comme étant inutile et dommageable pour le secteur minier.

C'est en décembre que les médias se font les plus volubiles à propos de Barrick Gold. Les *relations avec les citoyens* et les *impacts environnementaux en général* sont les dossiers les plus traités. Le cas de la mine Cortez Hill, au Nevada, ainsi que les relations peu cordiales avec les mineurs Tanzaniens contribuent à la tendance négative de ce mois.

Les sujets majeurs

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque sujet majeur sur l'ensemble de la couverture de Barrick Gold :



Environnement

Le sujet traitant de **l'environnement** occupe la première place par le volume. À lui seul, il fournit près du quart du contenu de la couverture de presse et c'est également le plus négatif (26,8-). Ce sujet est évoqué principalement par le site Internet d'information AllAfrica.com ainsi que par *Le Devoir*. Il est essentiellement lié aux dossiers de la *pollution de l'eau, des sols et de l'air*, aux *impacts environnementaux* en général ainsi qu'à la *fonte des glaciers*. À ce sujet, la compagnie minière est blâmée pour le débordement d'un étang de stockage d'eaux usée dans la rivière Tigithe en Tanzanie soulevant ainsi de nombreux questionnements quant aux dangers pour la santé des habitants locaux. Selon certains experts, le problème de la pollution des eaux durerait depuis 2006 dans cette région. Les écologistes s'inquiètent aussi de la construction d'un site à Pascua Lama, au Chili. Ces derniers considèrent que les dommages occasionnés par ces travaux auront un impact irréversible sur les glaciers de la Cordillère des Andes en plus des risques élevés de contamination des eaux. Enfin, l'environnement est aussi au cœur du débat en février 2009 alors que la Norvège, « après enquête à la mine de Porgera en Papouasie-Nouvelle-Guinée (...) a décidé d'exclure Barrick (...) de son fonds d'investissement d'État, reprochant en termes on ne peut plus clairs à la minière d'y mener des activités qui comportent un risque inacceptable de dommages majeurs et irréversibles à l'environnement » (*Le Devoir*, 5 février 2009).

Comportement éthique

Le **comportement éthique** de la compagnie Barrick Gold ressort comme le deuxième sujet le plus visible ainsi que le plus négatif. Surtout abordé en décembre 2009, il est lié aux dossiers de la *poursuite contre Écosociété* ainsi que *l'amendement C-300*. Suite à la parution du livre *Noir Canada*, la compagnie minière a intenté une poursuite contre la maison d'édition québécoise, réclamant près de 11 millions de dollars en dommages et intérêts. Le dossier de *l'amendement C-300* ressort quant à lui en lien avec ce dossier puisqu'il soulève la problématique du **comportement éthique** des compagnies minières. Le débat entourant ce dossier met en lumière de nombreux questionnements quant à l'autorité qui doit régir les agissements des compagnies. Selon les représentants de Barrick, l'implantation d'une telle loi augmenterait les risques de fausses allégations, ce qui pourrait nuire inutilement à la réputation des compagnies minières. Le gouvernement ainsi que le public et les citoyens sont les intervenants les plus volubiles lorsqu'il est question de ce sujet.

Relations et conditions de travail

Représentant 11 % de la couverture analysée de Barrick Gold, les relations et conditions de travail sont abordées de manière légèrement positive. Ce sujet est lié à deux dossiers dont l'orientation est fondamentalement opposée. Alors que les perspectives d'emplois représentent 4,9 % des unités liées à ce sujet, les mises à pied représentent 4,7 %. Ces résultats démontrent bien la polarité du débat concernant la responsabilité sociale des compagnies minières puisque leur arrivée dans une communauté est souvent synonyme de prospérité économique pour une région. Par contre, la fermeture d'une mine peut s'avérer socialement catastrophique pour les travailleurs qui perdent leur emploi. Les dirigeants locaux se montrent favorables au développement minier lorsque Barrick souligne l'importance économique que cela peut avoir dans la région. « Most local authorities have supported new mining developments because of high unemployment » (CBC news, 4 décembre 2009). Le journal *Bilan* souligne pour sa part que « le secteur [minier] se trouvait encore au milieu de classement avant la crise, mais les licenciements et fermetures de mine pèsent lourdement sur son image » (*Bilan*, 9 septembre 2009).

Politiques, pratiques, dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux

Le sujet des **politiques, pratiques et dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux** est abordé dans 41 unités analysées et ce, de façon positive (1,3 +). Il est lié aux *perspectives d'emploi*, aux *relations avec les citoyens* et à *l'investissement socialement responsable*. C'est au cours des mois de juillet et de janvier 2009 qu'il est le plus souvent traité. Ce sujet est souvent abordé lorsqu'il est question de l'implantation d'une mine dans une nouvelle région. La directrice de la chambre de commerce de Battle Mountain l'explique ainsi : « We went 11 years without a new business really opening up here, but now we're getting a new furniture store, and there are some new commercial businesses opening that are mining-related » (*The New York Times*, 2 janvier 2009).

Implications financières et risques liés aux changements climatiques

Cinquième en termes de visibilité, le sujet des **implications financières et risques liés aux changements climatiques** est abordé négativement par la presse. Surtout traité en juillet 2009, il est lié aux dossiers de la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* ainsi qu'aux *impacts environnementaux en général*. Barrick Gold a refusé de suspendre immédiatement ses activités à la mine de Cortez Hill au Nevada suite à la demande des groupes écologistes qui stipulaient que des évaluations environnementales supplémentaires étaient nécessaires. Une situation semblable est observée en Tanzanie, sur le site de la mine de Nord Mara. Alors que le parlement ainsi que les experts de la santé et de l'environnement africains discutent de la nécessité de fermer le site en raison de la contamination d'une rivière, le porte-parole de Barrick affirme que ces derniers devraient attendre la parution du rapport de l'enquête.

Respect des intérêts des parties prenantes

Le sujet concernant le **respect des intérêts des parties prenantes** représente 5,5 % du contenu analysé et est abordé négativement (5,9 -). C'est le dossier des *relations avec les citoyens* qui ressort le plus en lien avec celui-ci, soit 4,3 % du temps. Le **respect des intérêts des parties prenantes** est visible dans le conflit opposant la tribu indienne Western Shoshone qui s'oppose au développement d'un projet de mine d'or de Barrick Gold au Nevada. La tribu considère en effet le terrain de la mine comme étant une terre sacrée et s'inquiète par ailleurs aussi du manque d'études environnementales préliminaires au projet. Ce sujet est aussi lié au combat que mènent les paysans de la vallée de Huasco au Chili. Réalisateur d'un documentaire sur cette situation, Martin Frigon affirme que ces derniers « mènent un combat à la David et Goliath contre l'exploitation dévastatrice de leur montagne » (*Cyberpresse*, 2 février 2009).

Procédures d'embauche local et proportion de cadres dirigeants locaux

Au total, 21 unités codées sont liées au sujet concernant la **procédure d'embauche local et proportion de cadres dirigeants locaux**. Ce sujet est abordé de manière factuelle et est surtout lié aux dossiers des *relations avec les citoyens* ainsi qu'aux *perspectives d'emploi*. Pour de nombreuses communautés, l'arrivée de Barrick Gold signifie de nouvelles opportunités de carrière puisque la compagnie non seulement embauche, mais forme ses employés. C'est le cas à Kupol, en Russie, où les emplois se font rares.

Développement de l'impact des investissements

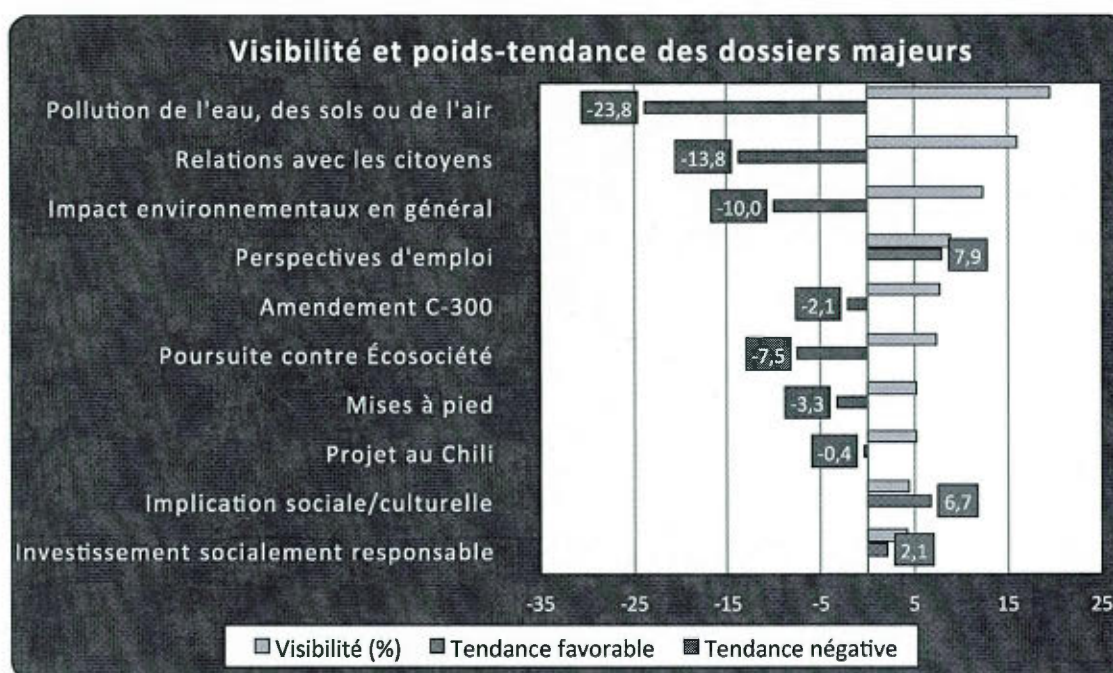
Le sujet du **développement de l'impact des investissements** représente 4,1 % des unités analysées et est abordé positivement (2,1 +). C'est au Canada que l'on s'y intéresse le plus et ce au courant des mois d'octobre et de juillet 2009. Lorsque les médias traitent de ce sujet, ils font principalement référence aux dossiers du *projet et Chili* et des *relations avec les citoyens*. Ce sujet concerne le développement des projets miniers ainsi que leur pérennité.

Engagement sociétal

L'**engagement sociétal** représente le sujet le plus positif de la couverture analysée avec une orientation de 5 +. *L'implication sociale et culturelle* de Barrick Gold est saluée par des médias tels que le *National Post*, *The Chronicle Journal* (Thunder Bay) ainsi que *The Daily News* (Truro). Les dons, commandites et autres participations aux événements caritatifs rehaussent les résultats de l'analyse.

Les dossiers majeurs

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque dossier majeur sur l'ensemble de la couverture de Barrick Gold :



Pollution de l'eau, des sols ou de l'air

Le dossier concernant la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* représente 19,5 % de la couverture de Barrick Gold analysée. Il est aussi le plus négatif des dossiers avec un poids-tendance de 23,8 -. Les médias africains sont les plus volubiles et les plus négatifs à ce propos (11,6 % et 12,1 -), suivis par les canadiens (5,9 % et 8,4 -). Les experts et spécialistes ainsi que le public et les citoyens sont les plus critiques face à ce dossier alors que les porte-paroles de Barrick Gold ainsi que les gouvernements se font plutôt discrets. Différents dossiers majeurs sont traités par les médias au courant de la période analysée. La contamination de la rivière Tigithe en Tanzanie a un impact considérable sur la tendance de ce dossier. Suite au débordement d'un étang de déversement, un pH de 4,8 a été prélevé dans les eaux. Selon les spécialistes un tel taux est trop acide pour la survie des poissons ainsi que pour la consommation humaine. Plusieurs villages avoisinants la mine de Nord Mara ont été forcés de stopper leur pratique de l'agriculture, cette activité étant souvent la seule source de revenus pour les habitants. Plusieurs d'entre eux se sont

aussi plaints de problèmes de santé après avoir été en contact avec l'eau contaminée. Le cas de la mine à ciel ouvert de Pascua Lama est aussi abordé négativement. Les habitants et environnementalistes s'inquiètent de l'assèchement des sources d'eau environnantes ainsi que des risques de contamination de ces dernières alors que de nombreux agriculteurs les utilisent quotidiennement dans leurs pratiques.

Relations avec les citoyens

Le dossier des *relations avec les citoyens* arrive au deuxième rang tant au niveau de la visibilité que de la tendance négative (16 % et 13,8 -). C'est en septembre 2009 qu'il est le plus abordé et ce, par le site Internet AllAfrica.com, le Cape Breton Post ainsi que le blogue Religionclause. Ce dossier ressort dans le conflit de la mine de Nord Mara puisque de nombreuses confrontations entre les responsables de Barrick Gold et les habitants ont été rapportées par les médias. Selon AllAfrica.com, près de 300 mineurs artisanaux tentent de s'introduire dans les espaces de Barrick afin d'extraire du minerai illégalement. Cette situation a forcé les dirigeants de North Mara à faire appel à des agents de sécurité ainsi qu'au service de police local. Cela a eu pour effet d'attiser les tensions créant ainsi un climat de violence et de confrontation avec les habitants locaux. Par ailleurs, les membres d'une tribu indienne du Nevada se sont opposés décembre 2009 à l'exploitation d'une mine à ciel ouvert sur ce qu'ils considèrent comme un site ancestral sacré. Un litige juridique opposant les deux groupes s'échelonne sur les douze mois de l'année. En décembre, la Cour d'appel donne raison aux citoyens sur le volet environnemental de l'affaire, les études sur les impacts d'une telle mine sur l'eau n'étant pas suffisantes pour que Barrick Gold puisse aller de l'avant avec le projet minier.

Impacts environnementaux en général

Les *impacts environnementaux en général* font référence aux différentes problématiques écologiques engendrées par l'exploitation minière. Représentant 12,4 % de la couverture et étant abordé négativement, ce dossier essuie de nombreuses critiques dans le quotidien *Le Devoir* et dans le *Telegraph Journal*. L'évènement le plus marquant associé à ce dossier est celui concernant la décision de la Norvège de retirer la compagnie Barrick Gold du fond souverain du pays. *Le Devoir* rapporte que « après enquête à la mine de Porgera, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le gouvernement norvégien a décidé d'exclure Barrick (...) reprochant en termes on ne peut plus clairs à la minière d'y mener des activités qui comportent un risque inacceptable de dommages majeurs irréversibles à l'environnement » (5 février 2009). Dans le dossier de la mine de Cortez Hill au Nevada, le site Internet Lesaffaires.com souligne que Barrick Gold « continuera à exploiter sa nouvelle mine de Cortez Hill (...) même si une cour d'appel américaine a ordonné que d'autres études environnementales soient effectuées » (4 décembre 2009).

Perspectives d'emploi

Le dossier des perspectives d'emploi est celui qui ressort le plus positivement pour Barrick Gold. Considérant l'apport de la compagnie minière dans l'économie locale, les médias rapportent le point de vue des citoyens. Un article du New York Times raconte par exemple l'histoire Battle Mountain, une petite ville de 5000 habitants du Nevada. Surnommée « Silver State », la ville bénéficie de l'investissement de 500 millions de dollars pour l'ouverture d'une nouvelle mine. De nouveaux commerces s'établissent dans

la région et la valeur des propriétés augmente peu à peu depuis l'arrivée de l'entreprise. Essentiellement, ce sont les quotidiens régionaux qui abordent ce dossier. The *Chronicle Journal*, le *Anchorage Daily News* et le *Billings Gazette* sont les plus volubiles à ce propos.

Amendement C-300

L'*amendement C-300* pourrait s'avérer lourd de conséquences pour Barrick Gold. Les médias canadiens, *Le Devoir* et *Le Droit* en tête, rapportent la constante opposition de la compagnie à l'application d'une telle loi. Le quotidien *Le Droit* stipule que le projet de loi présenté par le député libéral John McKay porte sur « la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement » (12 décembre 2009). Les représentants de Barrick Gold se sont toutefois associés à d'autres compagnies minières telles que Kinross Gold Corporation ou Goldcorp afin d'affirmer que l'*amendement C-300* « découragerait les sociétés de travailler dans les pays en développement présentant une situation instable » tout en soulignant que cela « les empêcherait de régler un problème sans immédiatement faire l'objet d'une plainte, d'une enquête éventuelle et de sanctions » (*Le Devoir*, 12 décembre 2009).

Poursuite contre Écosociété

Le **comportement éthique** de Barrick Gold est fortement remis en cause dans le dossier de la *poursuite contre Écosociété*. C'est le quotidien québécois *Le Devoir* qui traite le plus de ce dossier et il le fait de manière défavorable. La question de la liberté d'expression est mise de l'avant dans une lettre ouverte publiée dans ce journal le 10 décembre 2009. Plus d'une cinquantaine de juristes ont signé cette missive, soulignant « être préoccupés par l'impact des poursuites intentées par Barrick Gold Corporation et Banro Corporation sur la liberté d'expression, l'accès à l'information, l'accès à la justice, le débat public et la recherche universitaire » en plus d'être « également préoccupés par les nombreuses violations des droits fondamentaux en Afrique sur lesquelles l'essai Noir Canada demande que la lumière soit faite » (*Le Devoir*, 10 décembre 2010).

Mises à pied

Barrick Gold annonce en octobre 2009 que des mises à pied seront effectuées au siège social de Toronto. Dans un élan de restructuration de l'entreprise, près de 80 postes sont coupés afin de réduire les coûts administratifs, de repenser les rôles et responsabilités de chacun tout en simplifiant les pratiques de travail. Selon Barrick, ces mises à pied permettront à l'entreprise d'économiser près de 50 millions de dollars. Ce sont les journaux The Daily Gleaner ainsi que The Chronicle Journal qui traitent le plus de ce dossier.

Projet au Chili

Le *projet au Chili* suscite certains débats notamment au niveau du sujet de **l'environnement**. Abordé négativement (0,4 -), ce dossier est surtout traité par le *National Post*, le *Business Recorder* ainsi que *Le Devoir*. La construction du site de Pascua Lama, à la frontière de San Juan en Argentine et d'Atacama au Chili, inquiète les écologistes. Le député argentin Miguel Bonasso a déclaré que « ce projet menace de causer des dommages irréversibles aux glaciers de la Cordillère des Andes et de contaminer les ressources hydriques » (*Le Devoir*, 29 mai 2009). Le documentaire « Mirages d'un Eldorado » réalisé par Martin Frigon, qui « dévoile la complicité du gouvernement chilien face à l'explosion sans précédent de projets miniers au potentiel destructeur » (*La Voix de l'Est*, 7 mai 2009), affecte aussi la tendance de ce dossier.

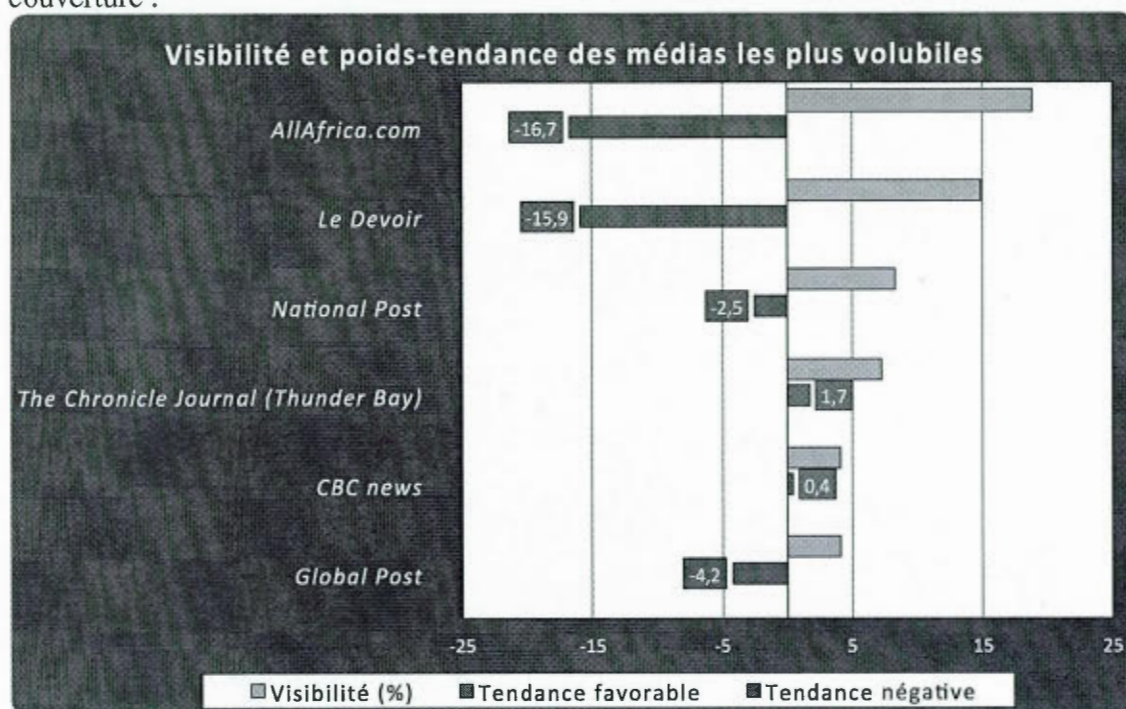
Implication sociale/culturelle

Le dossier de *l'implication sociale et culturelle* est le deuxième plus positif de l'analyse. Liée au sujet de **l'engagement sociétal**, *l'implication sociale et culturelle* de Barrick Gold est abordée principalement durant les mois d'octobre et décembre 2009. Les médias reconnaissent l'investissement de 6,4 millions de dollars sur dix ans dans le Centre d'études internationales de l'Université de Toronto ainsi que la participation de Barrick Gold à la levée de fonds pour la création d'un département minier à l'Université de l'Utah. C'est en effet suite à la mort de 27 hommes dans l'incendie d'une mine de charbon que le frère de l'une des victimes a pris l'initiative. Barrick Gold a aussi contribué à la construction de sites sportifs en Tanzanie en la mémoire d'un fils de l'un des employés décédé dans un accident de voiture.

Investissement socialement responsable

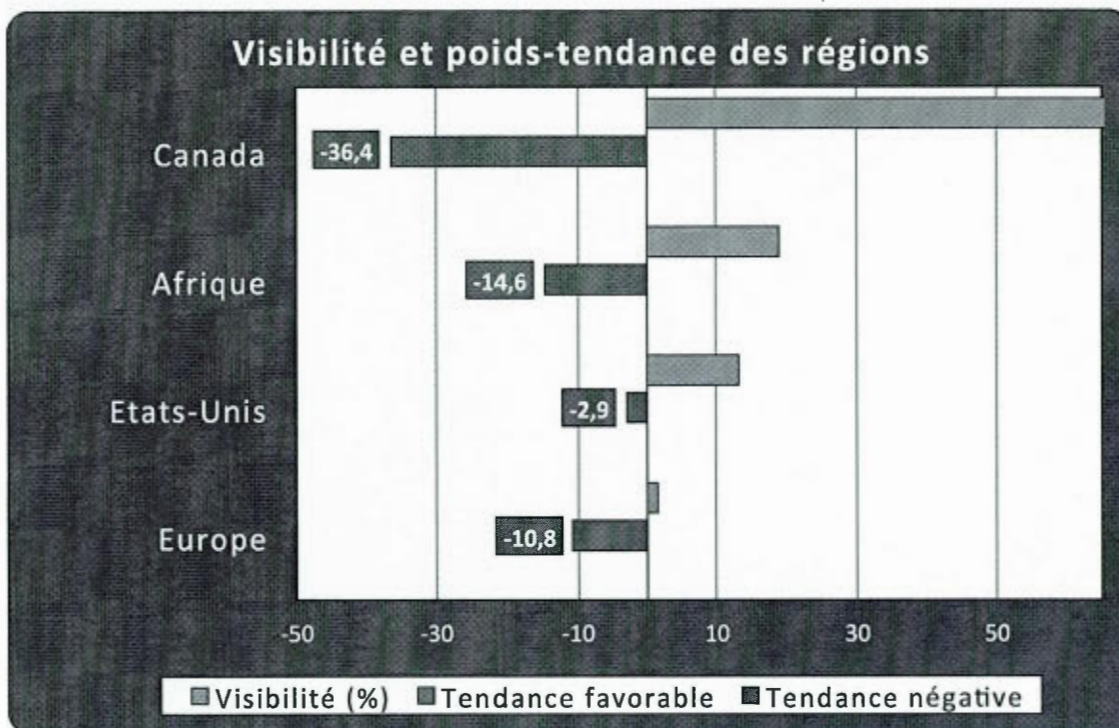
Le dossier de *l'investissement socialement responsable* est le moins visible de la couverture. Barrick Gold se distingue dans ce dossier grâce entre autres à l'expédition subventionnée par l'entreprise en Papouasie-Nouvelle-Guinée afin d'étudier les écosystèmes environnants dans le but d'orienter de façon responsable les futurs développements miniers. La collaboration de la compagnie minière avec la société Boréalys est aussi saluée par les médias. Boréalys se concentre en effet sur « les impacts sociaux et sur la gestion du risque social pour une entreprise » (*Le Devoir*, 13 juin 2009).

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque média sur l'ensemble de la couverture :



Média	Sujet(s) majeur(s)	Dossier (s) majeur (s)
AllAfrica.com	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
Le Devoir	Comportement éthique	Poursuite contre Écosociété
National Post	Comportement éthique	Projet au Chili
The Chronicle Journal	Relations et conditions de travail	Impacts environnementaux en général
CBC news	Bonnes pratiques des affaires	Relations avec les citoyens
Global Post	Environnement	Fonte des glaciers

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque région sur l'ensemble de la couverture de Barrick Gold:



Toutes les régions de l'étude se montrent négatives à l'endroit de Barrick Gold. Ce sont les médias du Canada, plus particulièrement *Le Devoir* ainsi que *The Chronicle Journal*, qui dominent la tendance en représentant 66,6 % du contenu analysé et un poids-tendance de 36,4 -. Les sujets du **comportement éthique**, de **l'environnement** et des **relations et conditions de travail** sont les plus abordés par cette région.

Le continent africain représente près du cinquième du contenu analysé (18,8 %) tout en se montrant aussi très critique envers la compagnie Barrick Gold. Ce sont les sujets de **l'environnement**, les **politiques, pratiques, dépenses réalisées avec fournisseurs locaux** et les **implications financières et risques liés aux changements climatiques** qui sont les plus traités dans cette région. La contamination des eaux voisinant de la mine de Nord Mara en Tanzanie affecte le poids-tendance que présente l'Afrique.

Les États-Unis se montrent moins virulents à l'endroit de la compagnie minière avec un poids-tendance de 2,9 – et une visibilité de 13,2 %. Cette région aborde davantage les **relations et conditions de travail** dans les dossiers des *perspectives d'emploi* et les *relations avec les citoyens*.

Enfin, l'Europe est la région la plus discrète en termes de visibilité, représentant 1,4 % du contenu analysé. Ce sont les sujets concernant **l'engagement sociétal** ainsi que le **comportement éthique** qui y sont les plus traités.

Section 2- Teck Resources Limited

Faits saillants

Une couverture de presse volumineuse

La couverture traitant de la responsabilité sociale de Teck Resources Limited s'est avérée la plus importante de toutes les entreprises minières à l'étude.

Nom compagnie minière	Activités à l'étranger	Nouvelles de RSE	Volume de nouvelles (sur 1 an)	Rapport de RSE	Principaux métaux
Barrick Gold Corporation	Oui	135	1235	Oui	Or, minéraux
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	Oui	63	626	Oui	Potasse
Goldcorp Inc.	Oui (Amérique centrale et sud)	37	760	Oui	Or et minéraux
Teck Resources Limited	Oui (Chili-Pérou)	155	932	Oui	Cuivre, charbon, zinc
Kinross Gold Corporation	Oui (Chili-Brazil-Russie)	19	395	Oui	Or et minéraux

Cela peut notamment être expliqué partiellement par le fait que la compagnie a changé de nom le 23 avril 2009, à la suite d'un vote lors de son assemblée générale annuelle. La compagnie minière portait le nom de Teck Cominco Limited depuis 2001, année lors de laquelle les sociétés Teck et Cominco ont fusionné. Le nom légal de la compagnie, 'Teck Cominco Limited' a ainsi été remplacé par 'Teck Resources Limited' (Communiqué de presse, Teck Resources, avril 2009). Il nous a donc fallu pour l'année 2009 prendre tous les articles comportant ces deux appellations, pour un total de corpus brut de 1526 articles (932 articles pour Teck Resources Limited et 594 articles pour Teck Cominco Limited).

- L'analyse détaillée des 155 articles traitant de Teck Resources recèle 388 unités d'information portant sur sa responsabilité sociale. La densité moyenne de la RSE de Teck Resources Limited s'établit donc à 2,5 unités d'information par document. La moyenne observée par le Laboratoire depuis ses débuts s'établit à 6,2 unités d'information par document, ce qui signifie que les articles traitant de Teck Resources Limited contiennent très peu d'unités d'information à propos de sa RSE.

Rapport de décodage				
Sujet	Positif	Négatif	Neutre	Total
Relations et conditions de travail	13	109	64	186
Environnement	16	46	51	113
Engagement sociétal	13	0	17	30
Respect du principe de légalité	0	1	24	25
Développement de l'impact des investissements	3	5	8	16
Politiques, pratiques, dépenses réalisées avec fournisseurs locaux	0	3	5	8
Comportement éthique	1	0	4	5
Bonnes pratiques des affaires	0	0	2	2
Responsabilité de rendre compte	0	0	2	2
Respect des intérêts des parties prenantes	0	0	1	1
Total	46	164	178	388
	11,9%	42,3%	45,9%	100%

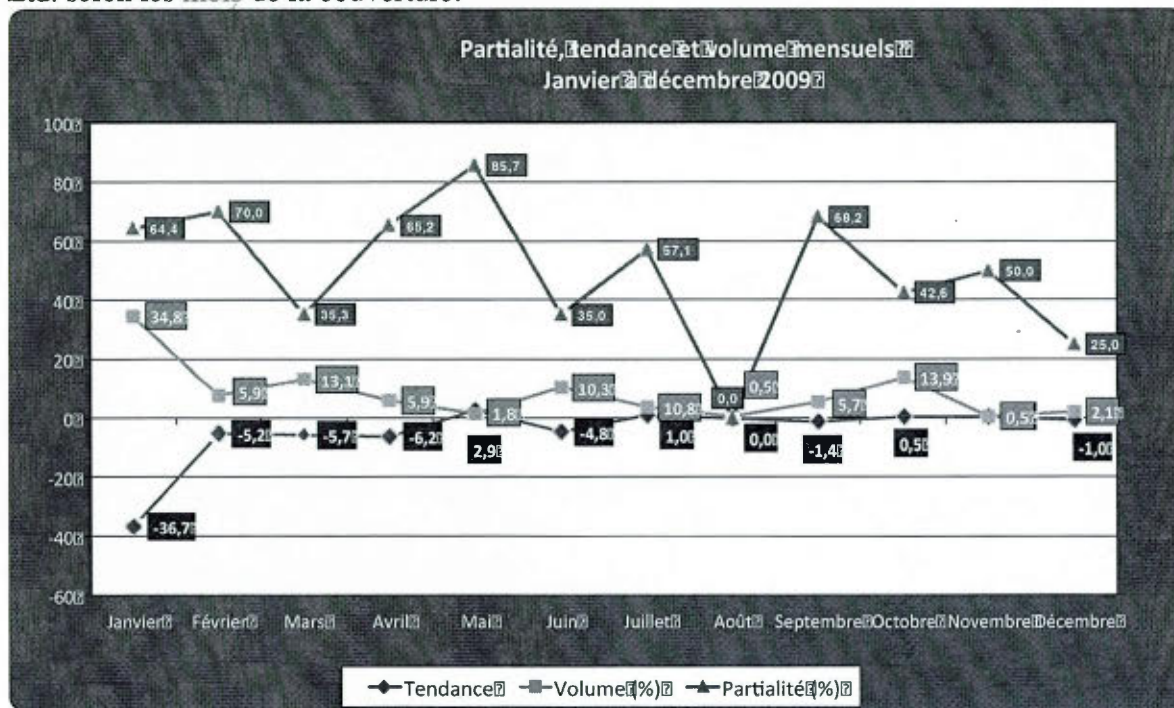
- La tendance générale de la couverture de Teck Resources s'établit à -56,2⁵, ce qui s'avère donc être extrêmement négatif.
- Le taux de partialité qui se dégage du corpus (54,1%) est largement supérieur à la moyenne observée par le Laboratoire depuis plus de 40 ans dans les médias (40%). Les médias ont donc traité de Teck Resources Limited avec une passion négative et la couverture a provoqué de nombreux débats. En effet, le nombre d'unités d'information négatives (42,3 %) se rapproche considérablement des unités neutres (45,9 %).
- Janvier 2009 est le mois le plus visible et le plus négatif de la couverture. Les grands quotidiens et médias régionaux ont largement fait état des *mises à pied* massives en Colombie-Britannique, afin de permettre des réductions de coûts importantes pour l'entreprise.
- CBC News est le média qui s'est le plus largement penché sur ces *mises à pieds* (13,7%), tout en employant le ton le plus critique (13,7-).
- Les médias locaux se sont intéressés aux sujets qui concernaient leur territoire :
The Spokesman Review (Washington) a traité de l'**environnement** et plus spécifiquement de la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air*, puisque des rebuts de métaux lourds ont été déversés par Teck dans la rivière Columbia.
The Whitehorse Daily Star (Yukon) a traité des **relations de travail** et de l'**environnement**. La mine Red Dog a violé plusieurs standards de qualité de l'eau depuis son ouverture en 1989.
- Les propos d'intervenants n'ont été que faiblement repris dans la couverture (18,8%), ce qui est inférieur à la moyenne recensée par le Laboratoire depuis ses débuts (25%). Les intervenants les plus fréquemment cités sont les dirigeants de

⁵ Sur une échelle allant de 100- à 100+, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10- à 10+, la couverture peut être considérée comme neutre ou légèrement favorable ou défavorable ; au-delà de 25+ ou 25-, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40+ ou de 40-, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle ou de désastreuse. La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6+.

Teck (7,0%) et ses porte-parole (3,4%). Leurs propos sont repris respectivement de façon légèrement positive et neutre.

L'évolution de la couverture: les événements significatifs

Le graphique suivant indique la partialité, la tendance et la visibilité de Teck Resources Ltd. selon les mois de la couverture.



On remarque que la partialité de la presse à l'égard de Teck est demeurée particulièrement élevée durant toute l'année. Les médias ont ainsi fait preuve d'une grande ferveur négative (la tendance globale de la couverture s'établit à 56,2-) à l'égard de Teck durant l'année 2009.

Janvier 2009 est la période qui présente l'orientation la plus défavorable (36,7-) de la couverture et cela est attribuable à l'annonce de la compagnie de licencier plus de 1400 emplois à ses différents sites, avec l'objectif de couper dans ses coûts. Selon le quotidien *The Gazette*: « Teck Cominco Ltd., the world's second-largest zinc producer, will eliminate 1,400 jobs, or about 13 per cent of its workforce, and reduce coal output to cut costs amid a decline in metal prices. The cuts, expected to save \$85 million a year » (9 janvier 2009). C'est également la période la plus visible de l'ensemble de la couverture.

Comme cette nouvelle affecte plusieurs régions dans lesquelles sont positionnées les mines de Teck, plusieurs quotidiens ou hebdomadaires régionaux ont repris la nouvelle.

Le mois d'avril 2009, bien que moins visible (5,9 %), est la deuxième période la plus défavorable (6,2-), en raison des *mises à pied* également. Suite à l'annonce de Teck de vendre ses parts dans un projet minier chilien, les médias rappellent les événements des derniers mois, dont les mises à pied, qui devraient permettre à Teck de vaincre une partie de ses fortes dettes. La presse fait également mention des *litiges juridiques* de Teck en lien avec le paiement des frais d'avocat d'une bande indienne de Washington, qui

dénonce la pollution d'un cours d'eau par une fonderie de plomb et de zinc en Colombie-Britannique.

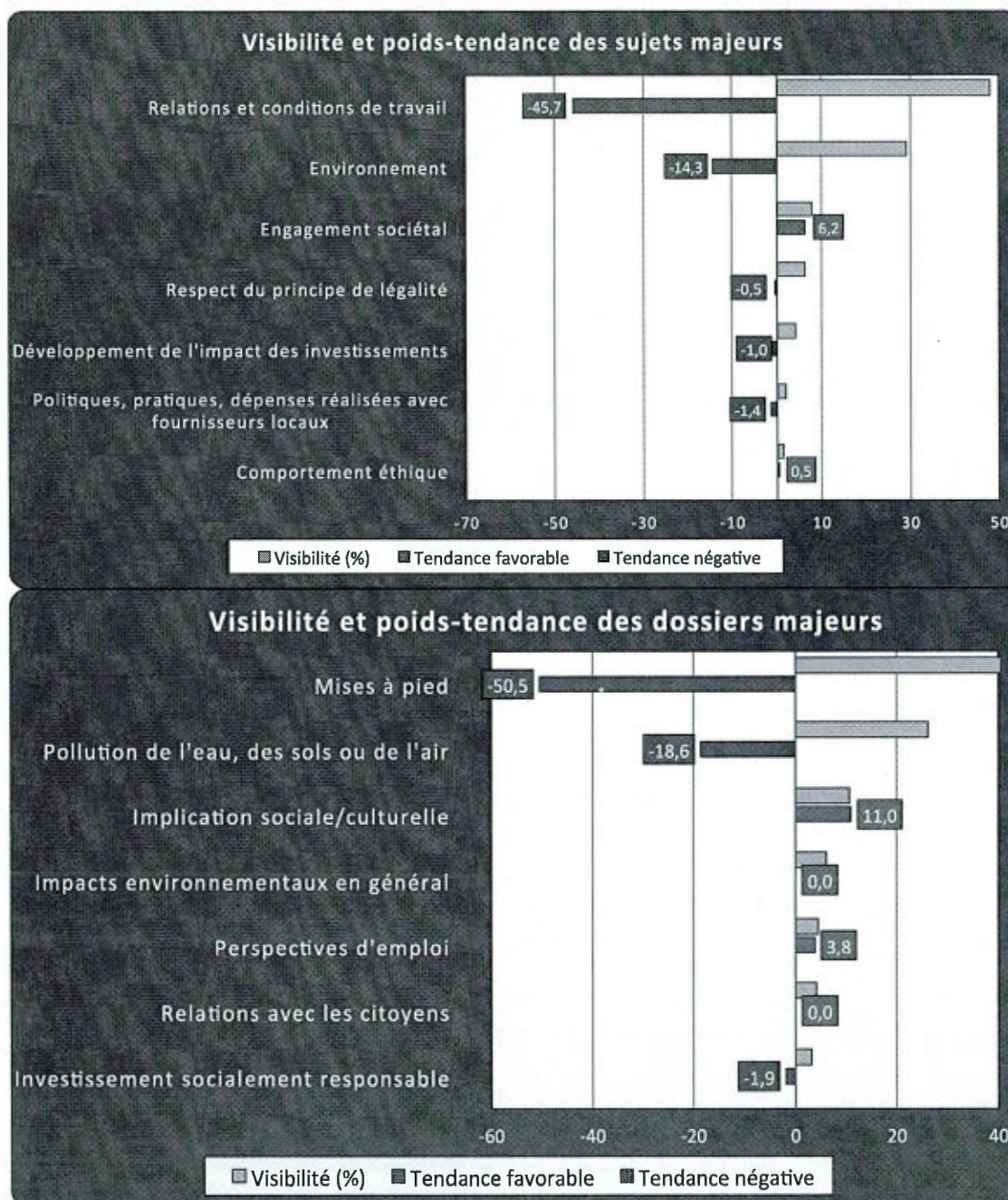
Octobre 2009 est le deuxième mois en termes de visibilité en raison de **l'engagement sociétal** de Teck, plus précisément de son *implication sociale et culturelle*. La compagnie « supplied the metals for the medals - provided gold, silver and copper for the medals from its mines around the world » pour les Olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (The Western Star, 16 octobre 2009), ce qui lui a valu plusieurs points positifs et contrebalancé la tendance négative des nouvelles concernant **l'environnement** et la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* durant ce même mois (0,5+).

Mai 2009 est un mois très peu visible, mais qui se démarque par sa tendance la plus favorable (2,9+) de la couverture, due à l'environnement et à l'impact positif des investissements de Teck dans les communautés autochtones de Nak'azdli et Tl'at'z'en.

Teck a été responsable d'une fuite de 160 000 et 370 000 litres de pétrole en Colombie-Britannique en 2008, et les mentions des condamnations qui s'en sont ensuivies dans les médias ont fait l'objet d'articles dans les médias, ce qui a heurté la tendance lorsqu'il est question d'**environnement** et de *pollution de l'eau, des sols ou de l'air*.

Les sujets et les dossiers majeurs

Les graphiques suivants illustrent la visibilité et le poids de chaque sujet majeur et de chaque dossier majeur sur l'ensemble de la couverture de Teck Resources Ltd. :



Relations et conditions de travail retient la majeure partie de l'attention des médias (40,5 %) en raison des mises à pieds de 1400 employés dans les diverses mines de Teck. Cette nouvelle retient l'attention des médias qui la traitent de façon très négative (50,5-).

Plusieurs médias régionaux ont repris la nouvelle et les réactions des employés de l'entreprise "Teck did a press release this morning. We found out through the media. ... We were somewhat blindsided and surprised," he said (The Daily Whitehorse Star, 9 janvier 2009). Les perspectives d'emploi vont toutefois chercher quelques points favorables lorsque les médias rapportent les cas d'employés de la compagnie qui vivent dans des communautés avec peu de perspectives de trouver du travail.

Le sujet **environnement** récolte également une forte visibilité (29,1%) et de nombreux points négatifs (14,3-). Cela est dû au fait que plusieurs incidents ont contribué à la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air*, notamment à la mine Red Dog en Alaska.

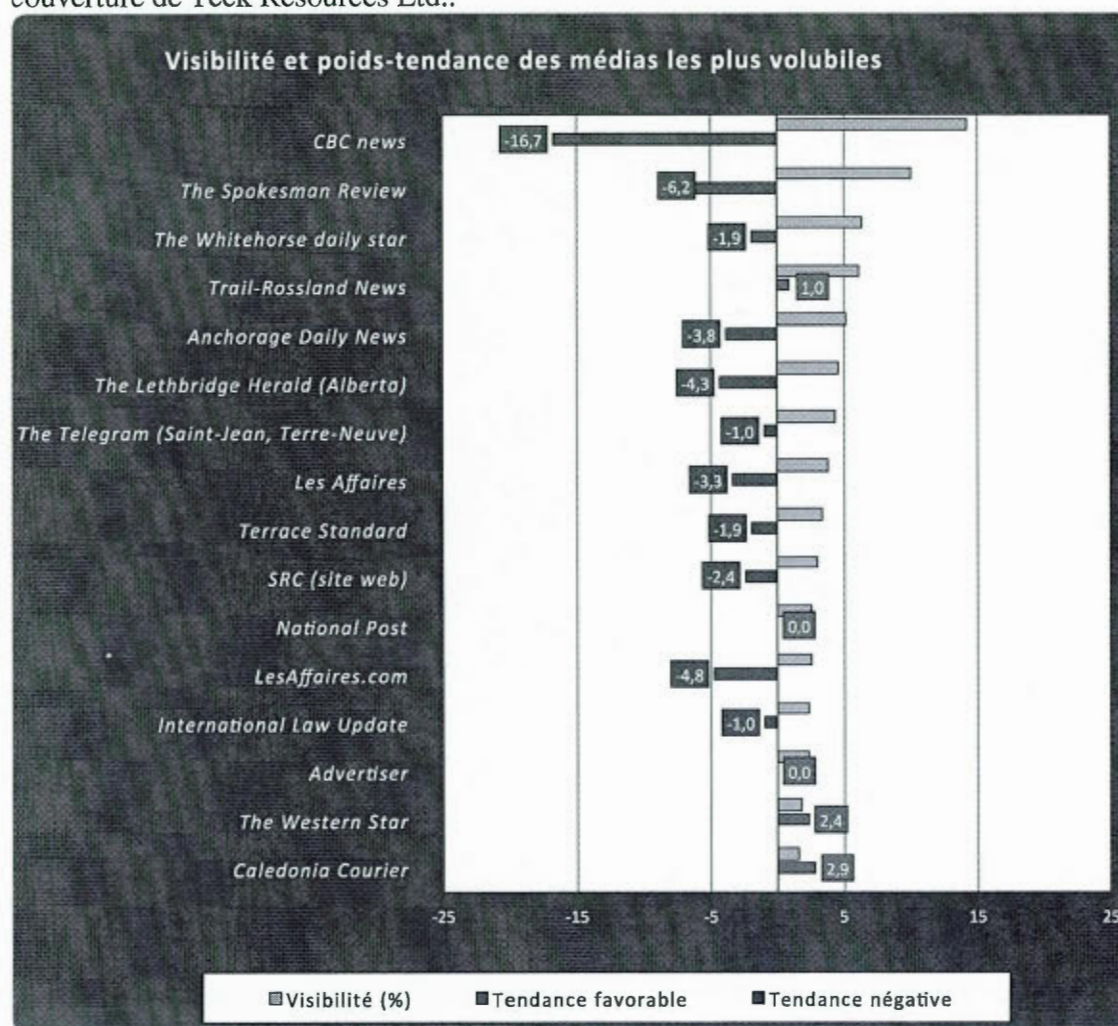
L'engagement sociétal est le sujet le plus positif de la couverture (6,2+) et le troisième en termes de visibilité. Plusieurs médias de l'Ouest Canadien ont mentionné que les médailles olympiques de l'Hiver 2010 seront réalisées par Teck.

Les sujets **comportement éthique, bonnes pratiques des affaires, responsabilité de rendre compte et respect des intérêts des parties prenantes** ont généré individuellement 5 unités d'information et moins, leur impact sur l'ensemble de la couverture est donc négligeable.

Les dossiers *conditions de travail et salaires*, fermeture de mines et problèmes sociaux ont généré 5 unités d'information et moins et sont ressortis au neutre; leur impact sur l'ensemble de la couverture est donc négligeable.

Les médias

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque média sur l'ensemble de la couverture de Teck Resources Ltd.:

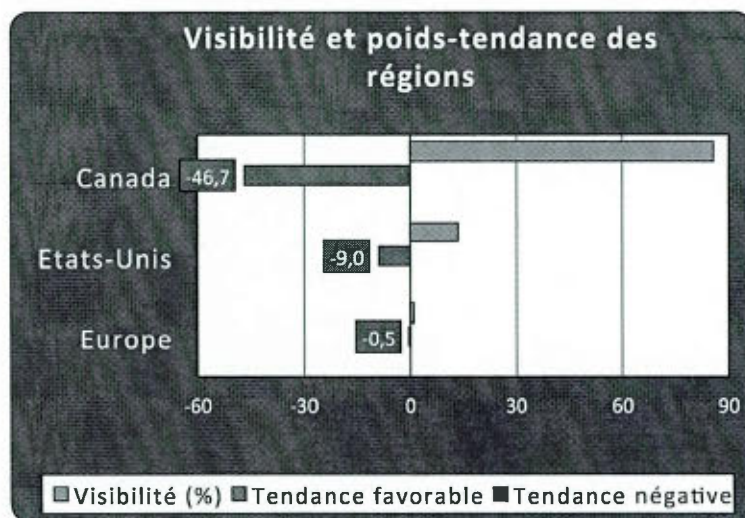


Média	Sujet(s) majeur(s)	Dossier (s) majeur (s)
CBC News	Relations et conditions de travail	Mises à pied
The Spokesman Review	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
The Whitehorse daily Star	Relations et conditions de travail	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
Trail Rossland News	Environnement	
Anchorage Daily News	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
The Lethbridge Herald	Relations et conditions de travail	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
The Telegram	Relations et conditions de travail	Implication sociale/culturelle
Les Affaires	Respect du principe de légalité	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
Terrace Standard	Développement de l'impact des investissements	Investissement socialement responsable

SRC (site web)	Environnement	<i>Pollution de l'eau, des sols ou de l'air</i>
National Post	Relations et conditions de travail	<i>Mises à pied</i>
LesAffaires.com	Relations et conditions de travail	<i>Mises à pied</i>
International Law Update	Respect du principe de légalité	<i>Litiges juridiques</i>
Advertiser	Relations et conditions de travail	<i>Perspectives d'emploi</i>
The Western Star	Engagement sociétal	<i>Implication sociale/culturelle</i>
Caledonia Courier	Développement de l'impact des investissements	<i>Pollution de l'eau, des sols ou de l'air</i>

Les régions

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque région sur l'ensemble de la couverture de Teck Resources Ltd.:



Toutes les régions à l'étude se sont avérées défavorables à l'endroit de Teck Resources Limited. Les médias du Canada dominent largement la tendance avec 85,6% des unités d'information et un poids-tendance de 46,7-.

Ils sont également les plus virulents, particulièrement parce que les activités de Teck concernent en grande partie le territoire canadien. Les *mises à pied* ont en effet été réalisées pour les projets miniers en sol canadien, tout comme les incidents environnementaux et les déversements qui ont causé l'ire des populations concernées, toutes canadiennes.

Le temps est le seul média européen cité et une seule unité d'information négative a fait mention de Teck Resources Limited.

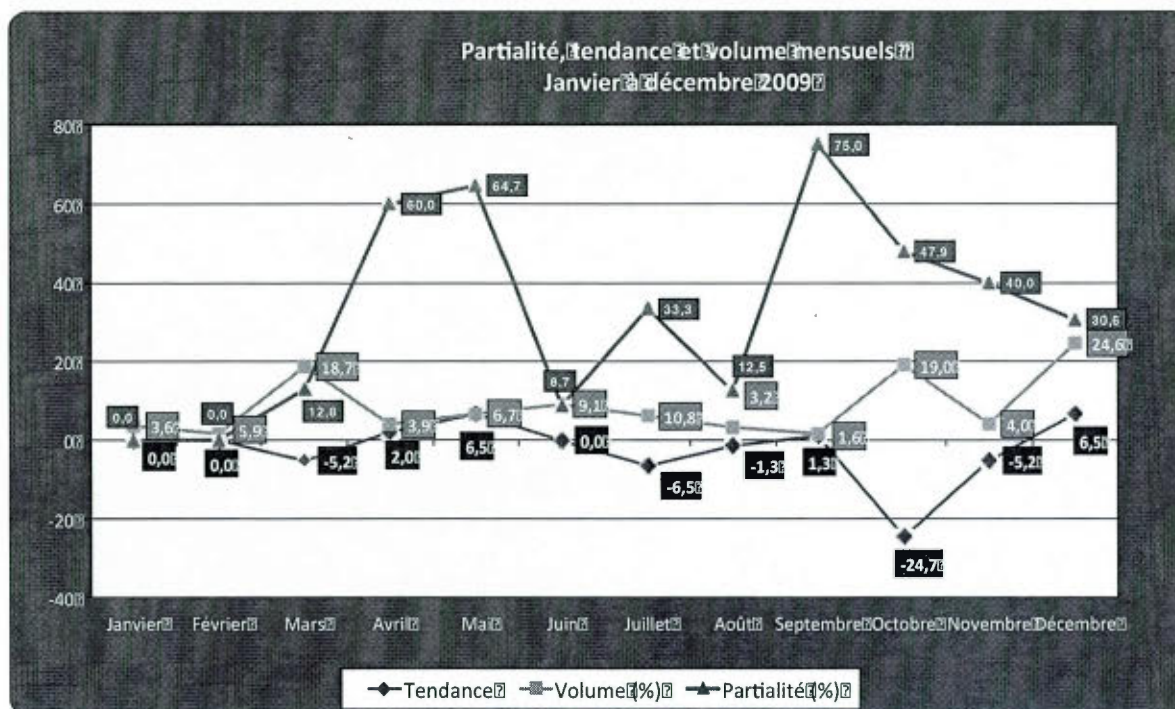
Section 3 – Potash Corporation

Faits saillants

- La couverture de presse consacrée à la compagnie Potashcorp entre janvier 2009 et décembre 2009 s'avère assez factuelle. La partialité de la presse s'élève à 30,6 % ce qui est inférieur à la moyenne de 40 % observée dans la presse en général, selon les statistiques du Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier depuis 30 ans.
- La densité moyenne des articles se situe à 4 unités par document, ce qui est inférieur à la moyenne de 6,2 observée par Laboratoire à la lumière de plus de 300 études. L'analyse des 63 articles a généré un total de 252 unités d'information. Les médias ont donc consacré peu d'articles de fond portant uniquement sur Potashcorp.
- Les **relations et conditions de travail** constituent le sujet qui possède le plus de visibilité lorsqu'il est question de Potashcorp. Celles-ci représentent plus du trois quart du contenu avec une visibilité de 79,8 %; les dossiers concernant la *fermeture de mines* (70,2 %) et les *conditions de travail et salaires* (4,8 %) sont les plus souvent énoncés en lien avec ce sujet.
- Le second sujet en termes de visibilité est celui concernant le **développement de l'impact des investissements** (8,7 % et 6,5 -). Il s'avère le second sujet le plus défavorable de l'analyse.
- C'est en décembre 2009 que les médias traitent le plus de Potashcorp. La reprise des opérations à la mine de Sussex suite à une fermeture effective depuis le début d'octobre contribue à la tendance positive de 6,5 + observée. Le mois d'octobre s'illustre par ailleurs comme le plus défavorable de la couverture pour cette même raison.
- Le *Telegraph Journal* représente plus du quart des unités analysées. Il traite essentiellement du sujet des **relations et conditions de travail** (28,2 %) et du dossier des *fermetures de mines*. Les nombreuses fermetures et réouvertures des mines de Potash Corp font l'objet de plusieurs articles. Alors que la mine de Penobsquis amorçait un cycle de huit semaines de fermeture, le site de Picadilly prévoyait embaucher près de 600 employés.

Évolution de la couverture

Le graphique suivant indique la partialité, la tendance et la visibilité de Potash Corporation selon les mois de la couverture.



On remarque que la partialité de la presse à l'égard de Potash Corp. est demeurée élevée durant la majorité de l'année. Les médias ont ainsi fait preuve d'une grande ferveur négative (la tendance globale de la couverture s'établit à 24,7-) à l'égard de Potash Corp. durant l'année 2009.

En mars, les médias s'intéressent particulièrement aux dossiers des *fermetures de mines* ainsi que des *rémunérations des hauts-dirigeants*. Au cours de ce mois, Bill Johnson, le directeur des affaires publiques, a annoncé une diminution de 1,5 tonnes de potasse. Les dirigeants ont ainsi prévu de nombreuses coupures notamment en mettant à pied près de 940 travailleurs. Cette annonce a par ailleurs été au lendemain du retour au travail d'employés ayant été mis à pieds en janvier. Ces derniers ont bénéficié d'une ou deux semaines de travail avant de devoir retourner à la maison jusqu'au prochain rappel. Le dossier de la rémunération des hauts-dirigeants est le deuxième plus visible en mars. Potash Corp est « devenue (...) la plus récente entreprise à laisser ses actionnaires se prononcer de façon non contraignante sur la rémunération de ses principaux dirigeants » (*L'Acadie Nouvelle*, 24 mars 2009).

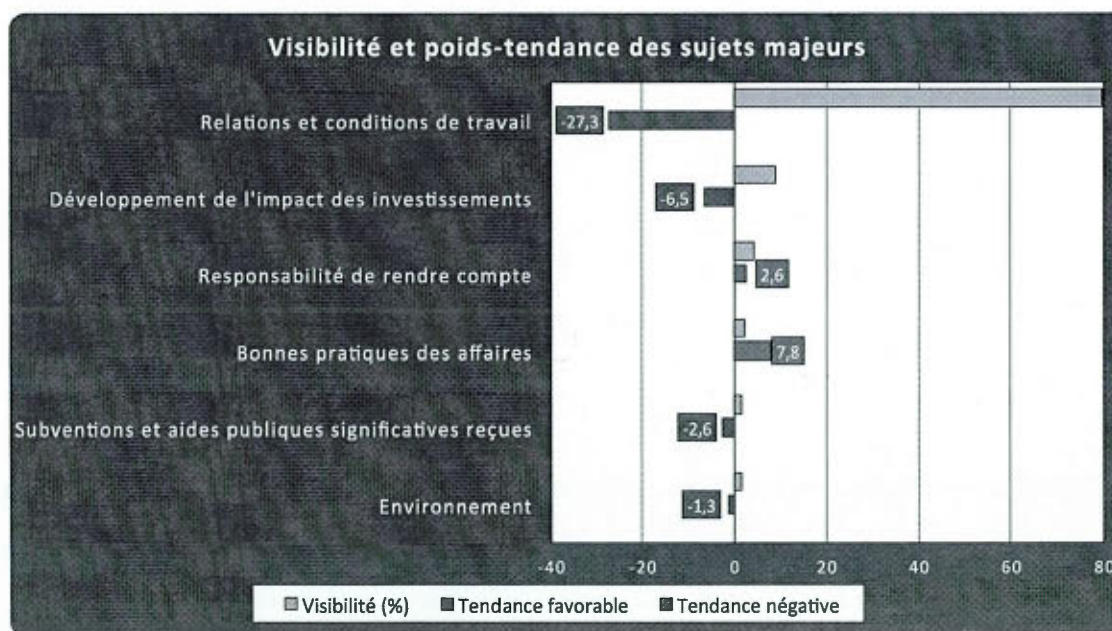
Le mois de juillet est marqué par la baisse de profits pour Potash Corp suite à la récession économique. Le prix de vente de la potasse a drastiquement chuté au cours de cette période, frôlant les 460 \$ la tonne alors que le prix initialement proposé était de 630 \$. Le ministre des finances Rod Gantfoer a été fortement critiqué pour s'être basé sur des prévisions erronées pour établir le budget de la province.

La forte tendance négative observée en octobre est imputable au dossier des *fermetures de mines*. C'est dans la région du Nouveau Brunswick que l'orientation négative s'illustre le plus, notamment dans le quotidien *Telegraph Journal*. La fermeture d'une mine de Potash Corp au nord du Nouveau-Brunswick ainsi que la mise à pied de près de 40 employés ainsi que 50 contremaîtres. Certains spécialistes soulignent toutefois la possibilité de voir la demande pour la potasse augmenter en 2010.

C'est en décembre 2009 que les médias sont les plus volubiles à propos de Potash Corp. C'est encore une fois le dossier de la *fermeture de mines* qui est le plus abordé, représentant 22,2 % du contenu analysé pour l'année. CBC news ainsi que le *Telegraph Journal* sont ceux qui s'y attardent le plus. L'année se termine sur la même note qu'elle a débuté pour Potash Corp puisque l'entreprise se voit forcée de fermer la mine du Nouveau-Brunswick pour la troisième fois en raison de la baisse de 80 % des revenus.

Les sujets majeurs

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque sujet majeur sur l'ensemble de la couverture de Potash Corp.:



Relations et conditions de travail

Le sujet des **relations et conditions de travail** est le plus négatif de la couverture et représente près de 80 % des unités analysées. Il est essentiellement lié aux dossiers concernant la *fermeture de mines* ainsi que les *conditions de travail et les salaires*. Ce sont les médias canadiens qui l'abordent le plus. Il ressort plus particulièrement au courant des mois de décembre, d'octobre et de mars, ceux-ci représentant les fermetures ponctuelles des mines de Rocanville, Lanigan et Allan. Les mises à pied initialement prévues ont été maintes fois prolongées au cours de l'année ce qui explique l'orientation particulièrement négative de ce sujet.

Développement de l'impact des investissements

Le **développement de l'impact des investissements** est le deuxième plus visible de la couverture, s'éloignant toutefois visiblement du peloton de tête avec une fréquence de 8,7 %. C'est en lien avec le dossier des *impacts pour les finances de la Saskatchewan* qu'il est le plus souvent énoncé. La baisse du prix de la potasse a eu d'importants impacts sur le budget de la Saskatchewan considérant que ce secteur représente près de 20 % du revenu de la province. Le ministre des finances a déclaré que cela aurait un impact sur les dépenses gouvernementales.

Responsabilité de rendre compte

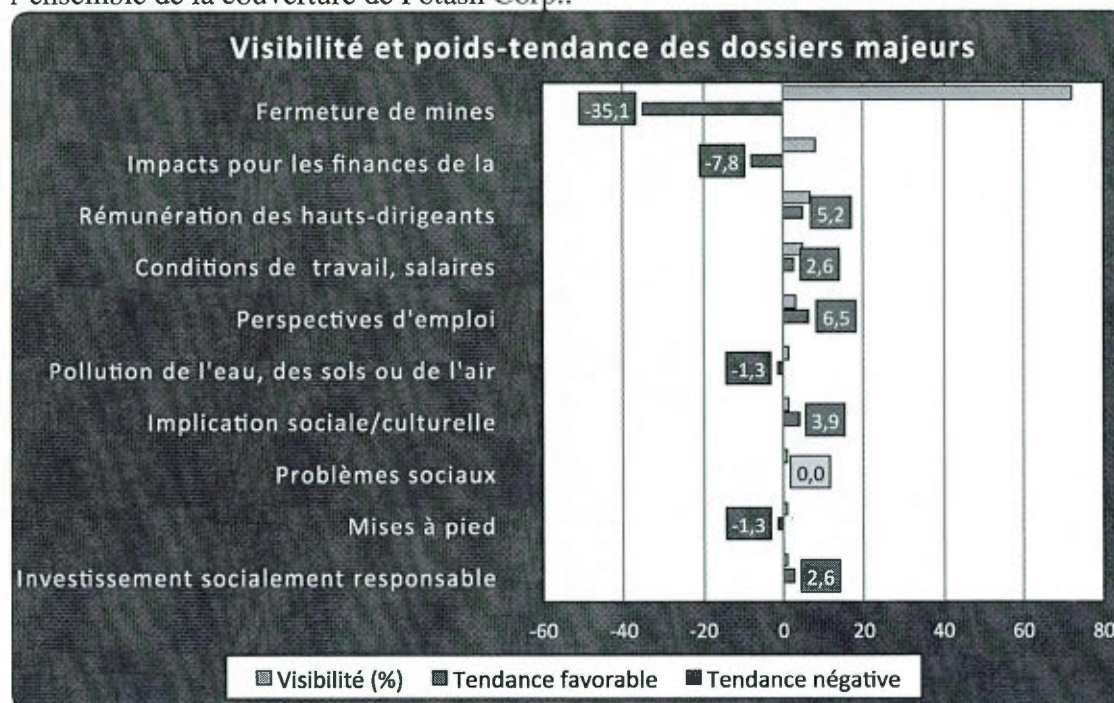
La **responsabilité de rendre compte** représente le troisième sujet le plus visible et il est abordé de manière légèrement positive. Il ressort de l'analyse presque exclusivement en mars 2009 en raison des rémunérations des principaux dirigeants. Selon l'Acadie Nouvelle, « Potash Corp of Saskatchewan est devenue (...) la plus récente entreprise à laisser ses actionnaires se prononcer de façon non contraignante, sur la rémunération de ses principaux dirigeants » (24 mars 2009).

Bonnes pratiques des affaires

Le sujet des **bonnes pratiques des affaires** est le plus positif de l'analyse. Le dossier de la rémunération des hauts-dirigeants est abordé de manière favorable dans un article du Business Recorder qui souligne que le salaire du président de Potash Corp. a été déterminé par un comité extérieur. Selon celui-ci, la gestion d'une des plus grandes compagnies canadiennes et la coordination de plus de 5000 employés justifie l'importance des primes dont il a bénéficié. La présence de Potash Corp. dans le fond d'investissement socialement responsable de Desjardins participe aussi à l'orientation positive de ce sujet.

Les dossiers

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque dossier majeur sur l'ensemble de la couverture de Potash Corp.:



Fermeture de mines

Le dossier le plus visible de la couverture est celui qui concerne la *fermeture de mines*. Avec une orientation de 35,1 -, c'est aussi le plus négatif de l'analyse. Les mines de Potash Corp. ont été affectées par les mises à pied à de nombreuses reprises en 2009 en raison de la baisse de la demande pour la potasse. *The Time Herald* spécifie que c'est en raison des l'accumulation des surplus que l'entreprise doit ajuster la production avec la demande. « The layoffs are part of a company directive to match production to demand (...) the company currently has a large inventory of potash » (16 mai 2009).

Impacts pour les finances de la Saskatchewan

La baisse de production de potasse a eu un impact direct sur les *finances de la Saskatchewan* puisque près de 20 % du budget est fixé sur les profits que rapportent ce secteur; pour cette raison, ce dossier est le deuxième plus négatif de l'analyse. Le ministère des finances avait prévu des retombées de 1,9 milliards de dollars en 2009 et 2010, soit un prix de vente de 556 dollars américain la tonne. Le prix de celle-ci a toutefois chuté à 460 \$ au cours de l'année, diminuant ainsi les revenus anticipés.

Rémunération des hauts dirigeants

Le dossier de la rémunération des hauts dirigeants est abordé positivement par les médias canadiens en mars plus particulièrement. La décision de laisser les actionnaires de la compagnie se prononcer sur les salaires des hauts-dirigeants a somme toute été bien reçue par la presse.

Conditions de travail, salaires

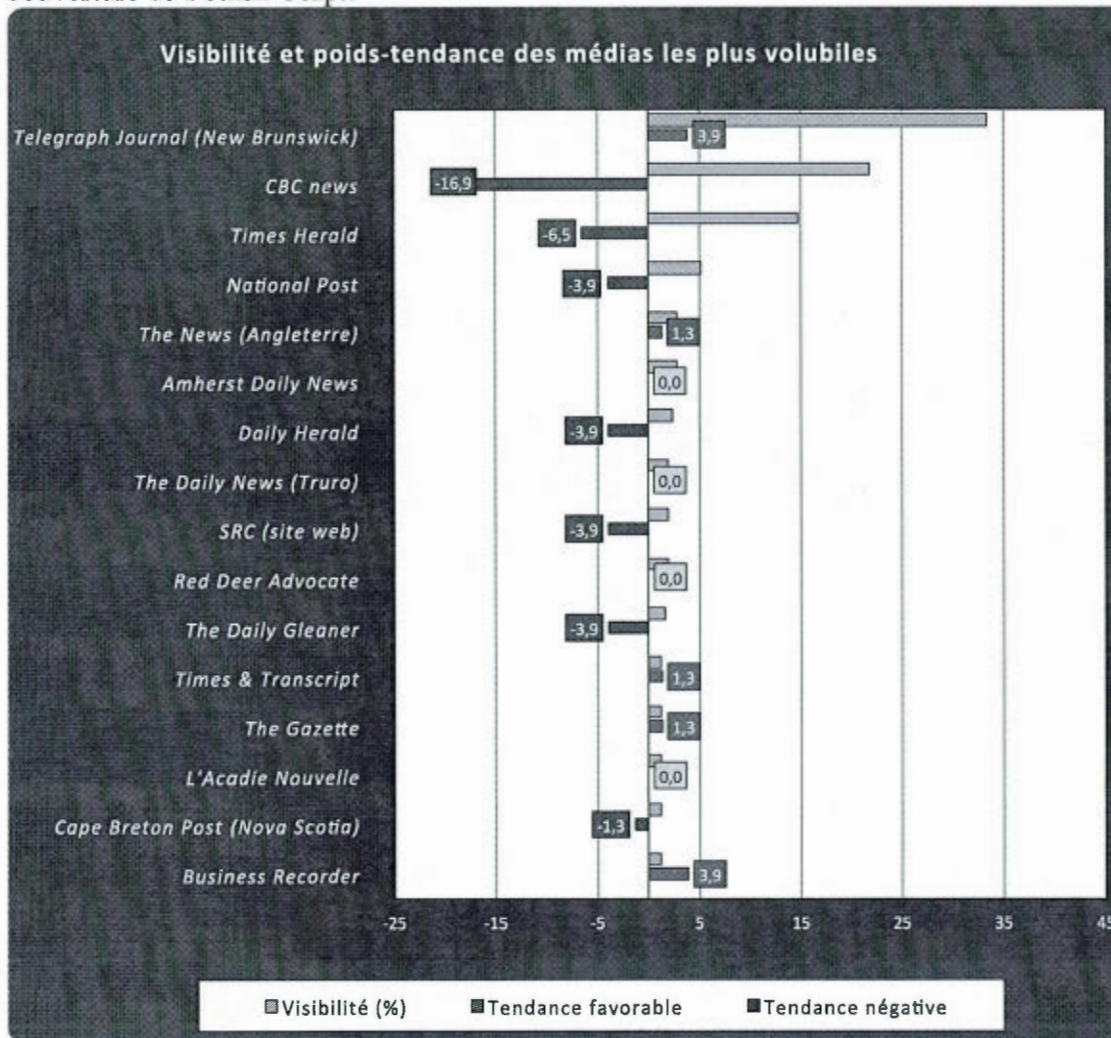
Le dossier des conditions de travail, salaires représente 4,8 % des unités analysées. Les médias l'abordent de manière favorable (2,6 +). Récipiendaire du prix « Ryan Safety Award » attribué aux mines les plus sécuritaires, les portes-paroles de la compagnie se montrent très fiers des précautions qu'ils prennent quotidiennement. « Our employees and contractors look out for each other in their day to day tasks and wor together to eliminate exposures in their workplace » (*Telegraph Journal*, 14 mai 2009)

Perspectives d'emploi

Au total, huit unités sont rattachées au dossier des perspectives d'emploi. C'est le dossier qui ressort le plus positivement de l'analyse. Le développement d'un nouveau projet de Potash Corp, Picadilly en Saskatchewan, bénéficie d'un traitement médiatique favorable. Cette nouvelle mine promet l'ouverture de postes pour environ 600 ouvriers. Dans un contexte de fermetures de mine ponctuelles, cette nouvelle est bien reçue.

Les médias

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque média sur l'ensemble de la couverture de Potash Corp.:

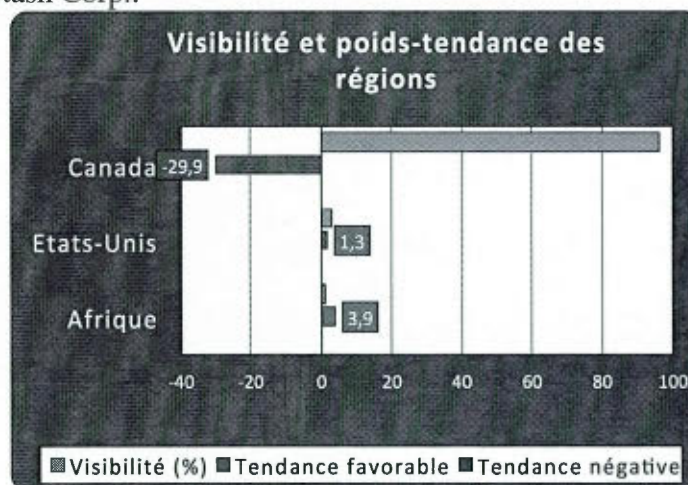


Média	Sujet(s) majeur(s)	Dossier (s) majeur (s)
Telegraph Journal	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines
CBC News	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines
Times Herald	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines
National Post	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines

The News	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines
Amherst Daily News	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines

Les régions

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque région sur l'ensemble de la couverture de Potash Corp.:



C'est principalement sur le continent canadien que l'on s'intéresse à Potash Corp. puisque celle-ci est une entreprise locale. Les sujets des relations et conditions de travail ainsi que le développement de l'impact des investissements sont les plus abordés ainsi que les plus négatifs (27,3- et 5,2 -). La responsabilité de rendre compte bénéficie par contre d'un traitement positif (2,6 +).

Les médias américains et africains occupent une place négligeable dans la couverture analysée. Les premiers abordent les sujets du **développement de l'impact des investissements**, la **bonne pratique des affaires** ainsi que **l'engagement sociétal**. Le continent africain s'intéresse pour sa part à **bonne pratique des affaires**.

Section 4 - Goldcorp

Faits saillants

La couverture traitant de la responsabilité sociale de Goldcorp s'est avérée assez limitée. En effet, sur un total de 760 nouvelles sur Goldcorp en général, seulement 37 ont abordé le thème de la responsabilité sociale.

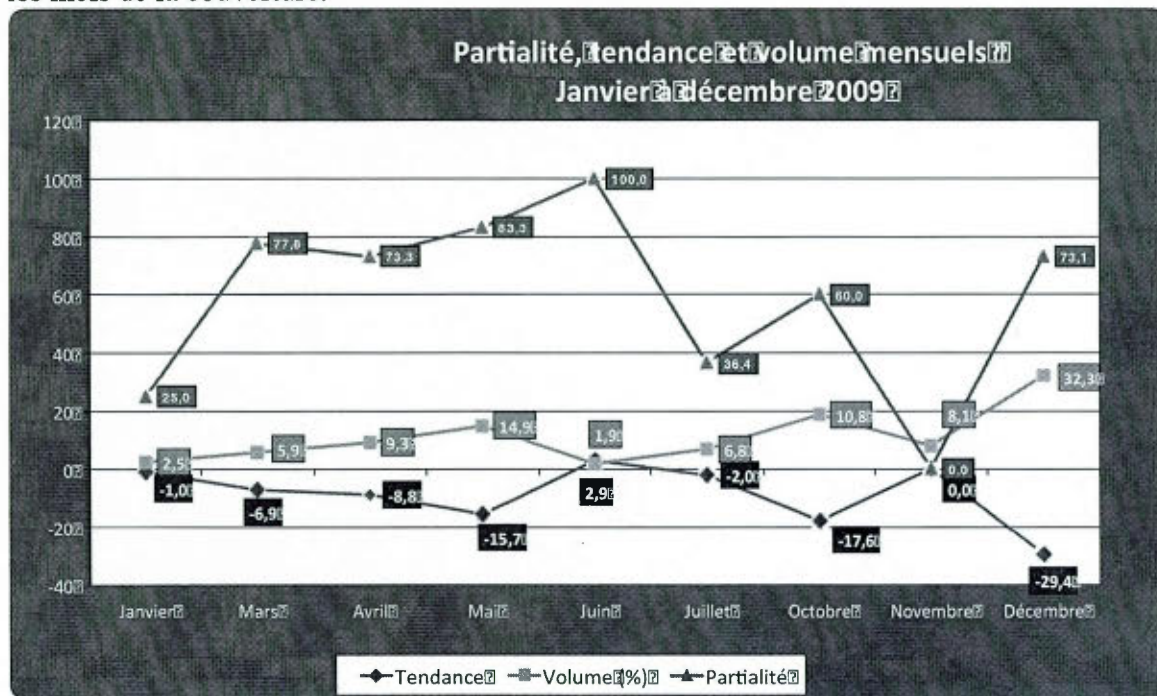
- L'analyse détaillée des 37 articles de Goldcorp recèle 161 unités d'information. La densité moyenne du thème de la responsabilité sociale de Goldcorp dans les articles recensés s'établit donc à 4,4 unités d'information par document. La moyenne observée par le Laboratoire depuis ses débuts s'établit à 6,2 unités d'information par document, ce qui signifie que les articles traitant de la RSE de Goldcorp contiennent peu d'unités d'information sur ce sujet.
- La tendance générale de la couverture de la RSE de Goldcorp s'établit à -78,4⁶, ce qui s'avère donc être extrêmement négatif.
- Le taux de partialité qui se dégage du corpus (63,8%) est largement supérieur à la moyenne observée par le Laboratoire depuis plus de 40 ans dans les médias (40%). Les médias ont donc traité de Goldcorp avec passion et la couverture a provoqué de nombreux débats. En effet, le nombre d'unités d'information négatives (56,5 %) surpasse largement les unités positives (6,8%) ou les unités neutres (36,6%).
- Décembre 2009 est le mois le plus visible, avec près du tiers de la visibilité totale (32,3 %) et le plus négatif de la couverture (-29,4), notamment en raison de plaintes portées contre la *mine Marlin* au Guatemala et d'un reportage sur les mines canadiennes à l'étranger, en lien avec l'*Amendement C-300* pour réglementer les activités internationales des compagnies minières.
- La responsabilité sociale de Goldcorp ressort principalement lorsqu'il est question des sujets **environnement** (31,1 %) et **bonnes pratiques des affaires** (23,6 %). L'**environnement** domine par sa tendance très négative (44,1-), suivi par le **comportement éthique** (30,4-).
- Trois dossiers majeurs se partagent la majorité de la couverture de Goldcorp. Ce sont la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* (19,9 %), l'*amendement C-300* (19,9%), de même que les *problèmes sociaux* (19,3%). La *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* représente le dossier le plus négatif de la couverture (27,5-).
- Le quotidien *The Guardian*, du Royaume-Uni, de même que sont pendant web, GuardianUnlimited, est le média le plus volubile. Il a en effet réalisé des articles très denses sur les problèmes liés à l'**environnement** qu'aurait causé Goldcorp en Amérique centrale. Le **comportement éthique** de Goldcorp est également pointé du doigt par ce quotidien.

⁶ Sur une échelle allant de 100- à 100+, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10- à 10+, la couverture peut être considérée comme neutre ou légèrement favorable ou défavorable ; au-delà de 25+ ou 25-, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40+ ou de 40-, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle ou de désastreuse. La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6+.

- Plus de 44% de la couverture reprend les propos d'intervenants divers, ce qui est largement supérieur à la moyenne recensée par le Laboratoire depuis ses débuts (25%). Les intervenants les plus fréquemment cités sont le public et les citoyens (14,7 %), qui s'avèrent également l'intervenant le plus critique (-20,2). Les porte-parole de Goldcorp obtiennent le deuxième rang des intervenants les plus cités (8,6 %) et ne parviennent pas à contrecarrer la tendance puisque leurs propos sont repris de façon neutre.

L'évolution de la couverture: les événements significatifs

Le graphique suivant indique la partialité, la tendance et la visibilité de Goldcorp selon les mois de la couverture.



On remarque que la partialité de la presse à l'égard de Goldcorp est demeurée élevée durant la majorité de l'année. Les médias ont ainsi fait preuve d'une grande ferveur très négative (la tendance globale de la couverture s'établit à 78,4-) à l'égard de Goldcorp durant l'année 2009.

Décembre 2009 est la période qui présente l'orientation la plus défavorable (29,4-) de la couverture et cela est attribuable à des inquiétudes concernant l'**environnement** dans les projets miniers de Goldcorp au Honduras et au Guatemala. Les gouvernements de ces pays enquêtent afin de déterminer si les plaintes concernant la pollution métallifère des sources d'eau s'avère véridique. En effet, une étude publiée par Newcastle University « found severe contamination in the form of highly acidic and metal-rich water from the mine site flowing into a stream used by villagers for agriculture and domestic purposes » (Guardian Unlimited, 31 décembre 2009). Les communautés locales se plaignent également d'avoir été victimes de harcèlement et d'intimidation de la part de Goldcorp, ce qui a également eu un impact sur la couverture de ce mois. C'est la période la plus visible de l'ensemble de la couverture. Par ailleurs, le fait que Goldcorp, et notamment ses porte-parole, défende la position que l'amendement C-300 « mettrait en péril la position concurrentielle des compagnies canadiennes » fait ressortir fréquemment le dossier *bonnes pratiques des affaires*, de façon neutre (Le Devoir, 12 décembre 2009).

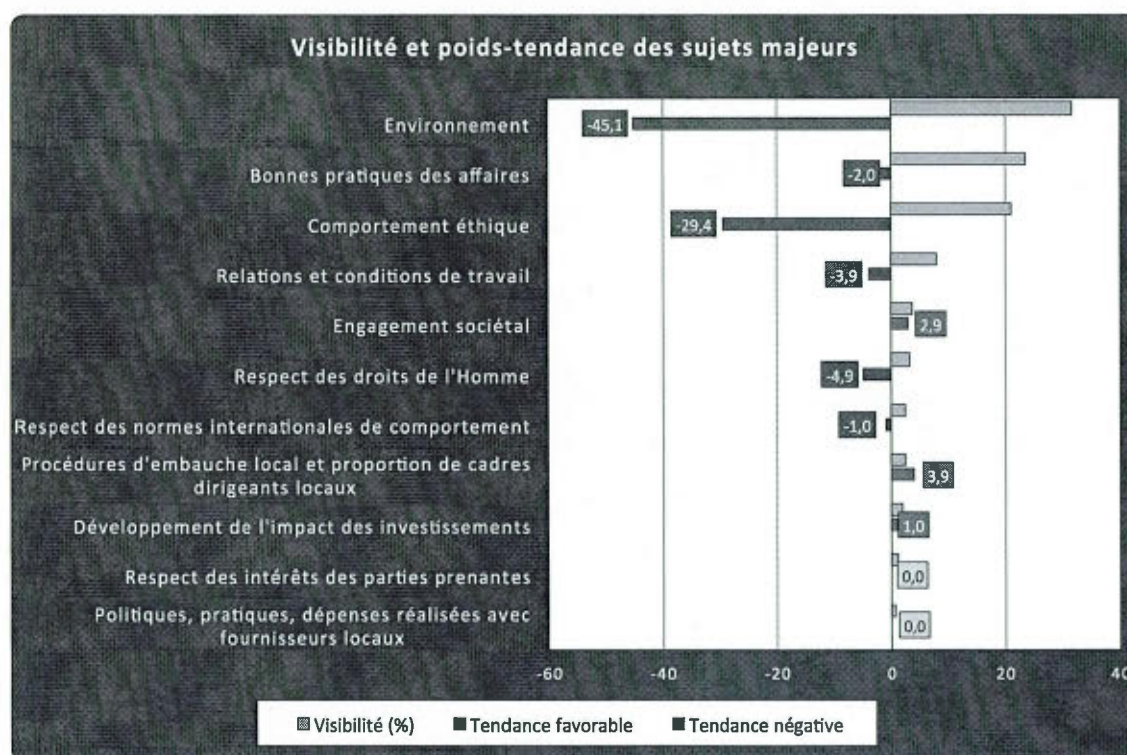
Le mois d'octobre 2009, bien que moins visible (5,9 %), est la deuxième période la plus défavorable (17,6-), suivie de près par le mois de mai (15,7-). Ces mois subissent les contrechocs des *problèmes sociaux* engendrés par Goldcorp. En octobre, des femmes autochtones se sont présentées à Londres afin de faire valoir leurs droits et dénoncer les abus causés par les compagnies minières internationales : « The women were harassed by miners and intimidated by the police [...] Life has become very difficult. Sometimes suicide becomes an option » (The Guardian, 13 octobre 2009).

En mai, des membres de groupes de solidarité canadiens et américains ont manifesté « to raise critical issues of corporate culpability in the destruction of communities adjacent to the mines », à l'occasion de l'Assemblée générale de Goldcorp. Selon une membre de la communauté guatémaltèque située près de la mine Marlin, « we are here because today, in Canada, Goldcorp shareholders are dividing up their earning. Meanwhile, here in Guatemala, the people from San Miguel remain in poverty » (*Telegraph Journal*, 27 mai 2009). Ces mêmes constats sont également repris dans le *Thunder Bay Chronicle Journal*, qui titre « Goldcorp's performance tarnished by accusations in Central America at AGM » (*The Thunder Bay Chronicle-Journal*, 23 mai 2009).

Juin 2009 est un mois très peu visible, mais qui se démarque par sa tendance la plus favorable (2,9+) de la couverture. Cette tendance est due aux *perspectives d'emploi* offertes par Goldcorp aux autochtones en termes de formation, afin de leur permettre de travailler dans le secteur minier et forestier. L'implication sociale et culturelle de Goldcorp lors de sa commandite du gala Du YWCA « 26th annual Women of Distinction Awards » génère également quelques points positifs (National Post, 20 juin 2009).

Les sujets majeurs

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque sujet majeur sur l'ensemble de la couverture de Goldcorp :



L'environnement est le sujet qui obtient la plus grande visibilité dans les médias, de même que la tendance la plus négative (45,1-). Goldcorp retient l'attention en décembre 2009 lorsqu'il est question de la *pollution de l'eau, de l'air et des sols* en raison de la pollution métallifère de cours d'eau au Honduras : « Villagers and non-governmental organisations have accused Goldcorp of killing livestock and making people sick by polluting land and rivers in the Siria valley » (*Guardian Unlimited*, 31 décembre 2009). *All that Glitters Isn't Gold* s'est même intéressé aux problèmes environnementaux causés par Goldcorp en Amérique Centrale : « This documentary focuses on community members in Central America who tell their stories of living next to an acid heap leach gold mine operated by Goldcorp » (*The Whitehorse Star*, 3 avril 2009).

Le sujet **comportement éthique** récolte également une forte visibilité (21,7%) et de nombreux points négatifs (30,4-), et ce, principalement dans le quotidien *The Guardian*, du Royaume-Uni, durant les mois de mai et d'octobre. Les *problèmes sociaux* de Goldcorp en Amérique Centrale contribuent à cette tendance négative.

Les **procédures d'embauche locale et proportion de cadres dirigeants** retranchent 3,9+ points positifs, ce qui lui vaut la position de sujet le plus favorable de la couverture. Goldcorp a en effet participé à des programmes de formation des populations indigènes

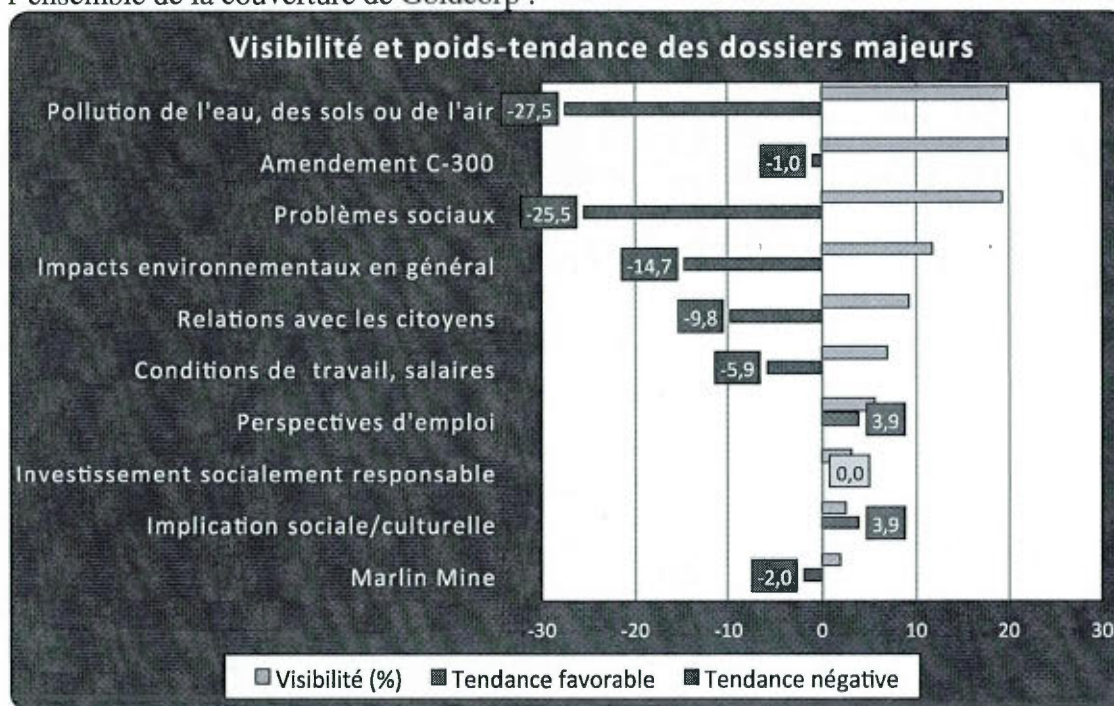
afin de favoriser leur insertion dans les secteurs forestier et minier.

L'engagement sociétal est le deuxième sujet le plus positif de la couverture (2,9+) et le cinquième en termes de visibilité. Goldcorp obtient de la visibilité pour ses commandites d'événement, dans quelques quotidiens.

Les sujets **développement de l'impact des investissements; respect de l'intérêt des parties prenantes; politiques, pratiques, dépenses réalisées avec fournisseurs** génèrent 3 unités d'information et moins, leur impact sur la couverture est donc négligeable.

Les dossiers majeurs

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque sujet majeur sur l'ensemble de la couverture de Goldcorp :



Les enjeux de Goldcorp relatifs à la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* en Amérique Centrale ont été repris fréquemment (19,9%) par les médias à l'étude. Ce dossier est le plus négatif de la couverture (27,5-).

L'*Amendement C-300*, aussi visible que la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air*, est abordé de façon très peu partielle par les médias, puisqu'une seule de ses unités est négative. Cela est dû au fait que les médias traitent de façon neutre l'opposition des compagnies minières, dont Goldcorp, à ce projet de loi pour des raisons de compétitivité. Plusieurs grands quotidiens canadiens ont repris les propos des porte-parole des entreprises minières (*Le Soleil*, *Le Droit* et *Le Devoir*). Bien que leurs propos sont très critiques face aux compagnies minières en général et vont même jusqu'à titrer « Dur cas de conscience dans les mines » (*Le Droit*, 12 décembre 2009), cela n'affecte pas

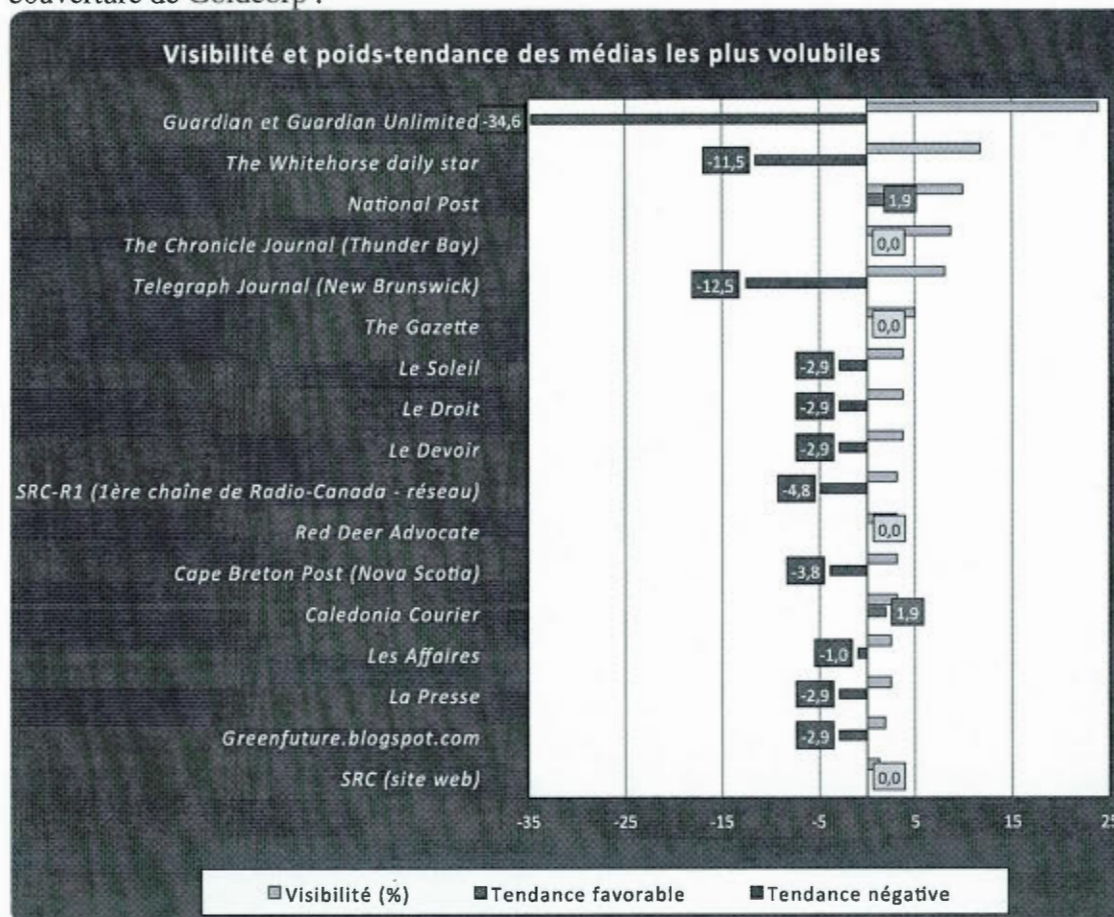
directement la tendance de la couverture de Goldcorp et son implication dans le dossier de l'amendement C-300.

Les *problèmes sociaux* relatifs à l'activité de Goldcorp retranchent une forte visibilité négative (25,5-). Les femmes de certaines communautés d'Amérique centrale sont directement concernées « Women often feel that life in the community is so transformed by the mining conflict that 'peace is gone, there is no more happiness'. Another worrying development for women is that abuse against them becomes 'normal' and unworthy of police attention » (Guardian Unlimited, 12 octobre 2009).

Les dossiers *investissement socialement responsable*, *implication sociale/culturelle* et *Marlin Mine* génèrent moins de 5 unités d'information, leur impact sur l'ensemble de la couverture est donc négligeable.

Les médias

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de média sur l'ensemble de la couverture de Goldcorp :

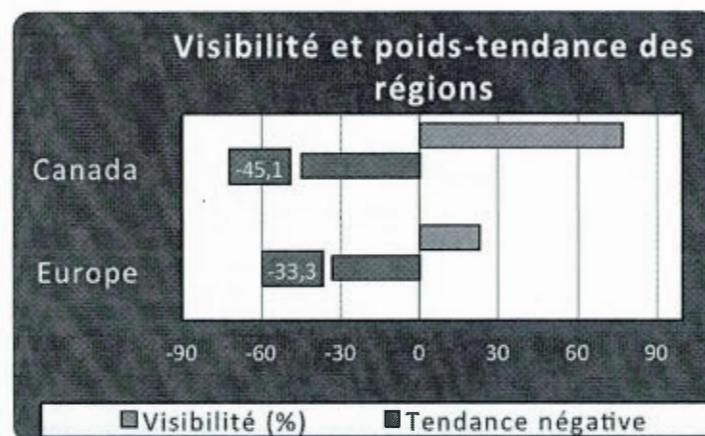


Média	Sujet(s) majeur(s)	Dossier (s) majeur (s)
Guardian et Guardian Unlimited	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
The Whitehorse daily Star	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air

National Post	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
The Chronicle Journal	Comportement éthique	Problèmes sociaux
Telegraph Journal	Comportement éthique	Relations avec les citoyens
The Gazette	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
Le Soleil	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
Le Droit	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
Le Devoir	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
SRC -RI	Comportement éthique	Relations avec les citoyens
Red Deer Advocate	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
Cape Breton Post (Nova Scotia)	Relations et conditions de travail	Conditions de travail, salaires
Caledonia Courier	Relations et conditions de travail	Impacts environnementaux en général
Les Affaires	Comportement éthique	Perspectives d'emploi
La Presse	Environnement	Amendement C-300
Greenfuture.blogspot.com	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
SRC site web	Engagement sociétal	Problèmes sociaux

Les régions

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque région sur l'ensemble de la couverture de Goldcorp :



Le Canada et l'Europe sont les deux régions dont les médias ont traité de Goldcorp en 2009. Les médias du Canada dominent largement la tendance avec 77,0% des unités d'information et un poids-tendance de 45,1-.

La région européenne est représentée par le média *The Guardian*, qui à lui seul représente 23 % de la couverture et une tendance négative de 33,3-.

Les médias canadiens reprennent largement la nouvelle concernant les **bonnes pratiques des affaires**, notamment dans le cas de l'*amendement C-300* et l'opposition des

compagnies minières qui arguent que cette nouvelle loi nuirait à leur compétitivité, alors que le quotidien européen traite en premier lieu d'**environnement**, puis du **comportement éthique** de Goldcorp.

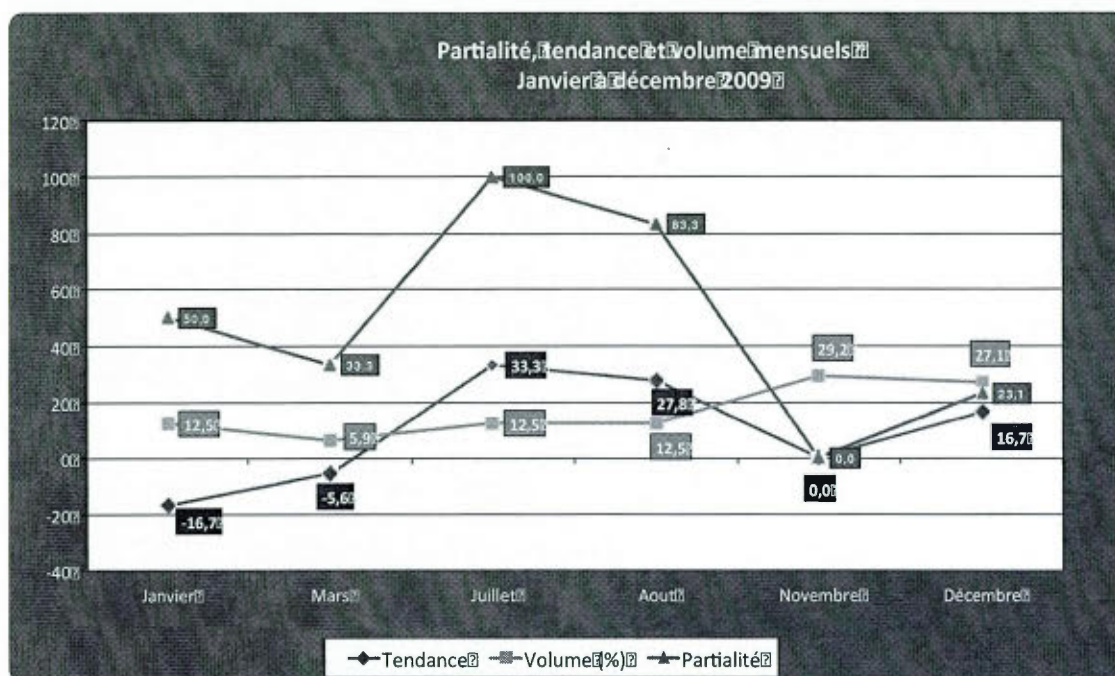
Section 5 – Kinross

Faits saillants

- La couverture de presse consacrée à la compagnie Kinross entre janvier 2009 et décembre 2009 s'avère assez factuelle. La partialité de la presse s'élève à 37,5 % ce qui est inférieur à la moyenne de 40 % observée dans la presse en général, selon les statistiques du Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier depuis 30 ans.
- La densité moyenne des articles se situe à 2,5 unités par document, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de 6,2 observée par Laboratoire à la lumière de plus de 300 études. L'analyse des 19 articles a généré un total de 48 unités d'information. Les médias ont donc consacré peu d'articles portant uniquement sur Kinross.
- La **bonne pratique des affaires** constitue le sujet qui possède le plus de visibilité lorsqu'il est question de Kinross. Celle-ci représente la moitié du contenu avec une visibilité de 50 %; les dossiers concernant l'*amendement C-300* (45,8 %) et les *misés à pied* (12,5 %) sont les plus souvent énoncés en lien avec ce sujet.
- Le second sujet en termes de visibilité est celui concernant les **relations et conditions de travail** (35,4 % et 38,9 +). Il s'avère le sujet le plus positif de l'analyse.
- C'est en novembre 2009 que les médias traitent le plus de Kinross. La scène politique discute de la possibilité d'officialiser l'*amendement C-300* qui permettrait au ministre des affaires étrangères ainsi qu'aux compagnies liées aux échanges commerciaux internationaux de recevoir des plaintes concernant le comportement des compagnies minières canadiennes à l'étranger. Ces dernières se sont entendues pour dire que cela serait inutile en plus de miner la compétitivité des compagnies minières à l'international.
- C'est le *National Post* qui est le plus volubile à propos de Kinross; il traite essentiellement du sujet des **relations et conditions de travail** (10,4 %) et du dossier des *conditions de travail, salaires*.

Évolution de la couverture

Le graphique suivant indique la partialité, la tendance et la visibilité de Kinross selon les mois de la couverture.



On remarque que la partialité de la presse est demeurée élevée durant la majorité de l'année. Les médias ont ainsi fait preuve d'une grande ferveur à l'égard de Kinross durant l'année 2009.

Le mois de janvier est marqué par la mise à pied de 1400 employés ce qui explique son orientation négative. Selon le Lethbridge Herald, « about 1 000 employee and 400 contractors positions will be eliminated by the end of 2009, with most of the cuts coming in the first quarter » (9 janvier 2009). De ces coupures, 550 sont localisées au Canada. Un total de 400 mises à pied est prévu en Colombie-Britannique, 105 en Alberta et 45 dans le reste du pays.

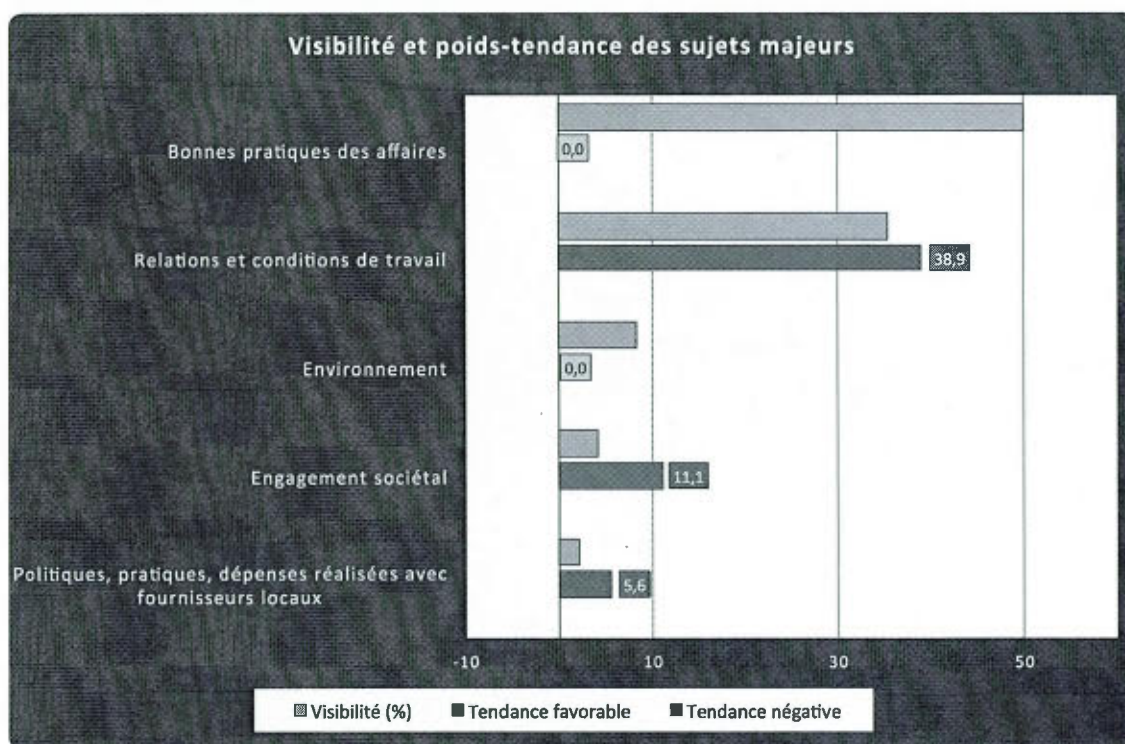
Les résultats de l'analyse démontrent que le mois de juillet est le plus positif de la couverture en raison de l'omniprésence du dossier des *perspectives d'emploi*. Les trois articles qui l'abordent mettent en lumière l'importance des mines pour l'économie de certaines régions canadiennes. Ceux-ci soulignent que c'est particulièrement dans le secteur de l'or que les meilleures perspectives d'avenir pour les travailleurs résident.

En novembre, les médias traitent principalement du dossier de *l'amendement C-300* et ce, de manière factuelle. Les trois plus grosses compagnies minières canadiennes (Barrick Gold, Goldcorp inc. et Kinross Gold Corp) s'entendent pour affirmer qu'une telle loi nuirait à la position compétitive qu'occupent leurs entreprises sur le marché international. Elles soulignent aussi que l'amendement C-300 n'offrirait aucun recours face aux fausses allégations.

Il n'y a aucun média qui aborde Kinross Corp. pendant les mois de février, avril, mai, juin, septembre, et octobre 2009.

Les sujets

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque sujet majeur sur l'ensemble de la couverture de Kinross :

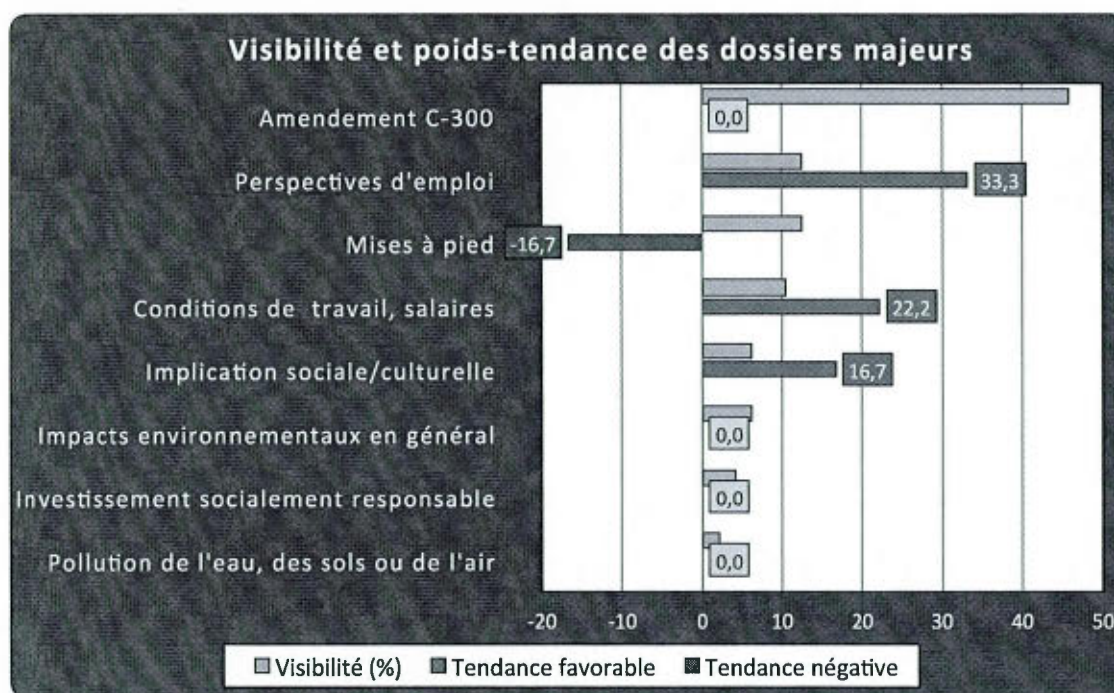


Le sujet concernant la **bonne pratique des affaires** est le plus visible de l'analyse puisque près d'une unité sur deux lui est reliée; il est abordé par les médias de manière factuelle. Il est principalement traité en lien avec le dossier de *l'amendement C-300*. Celui-ci représente par ailleurs 22,9 % des interventions des porte-paroles de Kinross. C'est surtout en novembre et en décembre 2009 que la **bonne pratique des affaires** ressort. Les **relations et conditions de travail** s'illustrent comme le deuxième sujet le plus visible et le plus positif de la couverture (35,4 % et 38,9 +). Le *Lethbridge Herald* et le *National Post* sont les médias les plus volubiles à son propos. Un article de ce dernier aborde favorablement les *conditions de travail et les salaires* des employés de Kupol en Russie, dont 75 % des parts appartient à Kinross. Près de 1 400 des emplois de la région de Chukotka en Russie sont attribuables à Kupol. L'**environnement** n'est abordé que quatre fois dans la couverture analysée. S'il ressort de manière factuelle c'est en raison de la reprise des travaux en Équateur. Suite à des protestations de certains groupes environnementaux de la région. Kinross avait été forcé de cesser ses activités d'exploration. Une entente selon laquelle la compagnie doit se soumettre à une mise à jour des études environnementales liées à leurs activités ainsi que demander l'autorisation

pour son utilisation de l'eau a été conclue avec le gouvernement en mars 2009. Le sujet concernant **engagement sociétal** est abordé en décembre 2009 et il est lié au dossier de l'implication sociale et culturelle de Kinross. Les dons et commandites offerts au groupe « Juvenile Diabetes Research Foundation » contribuent à l'orientation positive de ce sujet. Enfin, une seule unité, positive, ressort pour le sujet des **politiques, pratiques et dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux**. C'est en août 2009 que le *National Post* l'aborde.

Les dossiers

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque dossier majeur sur l'ensemble de la couverture de Kinross :

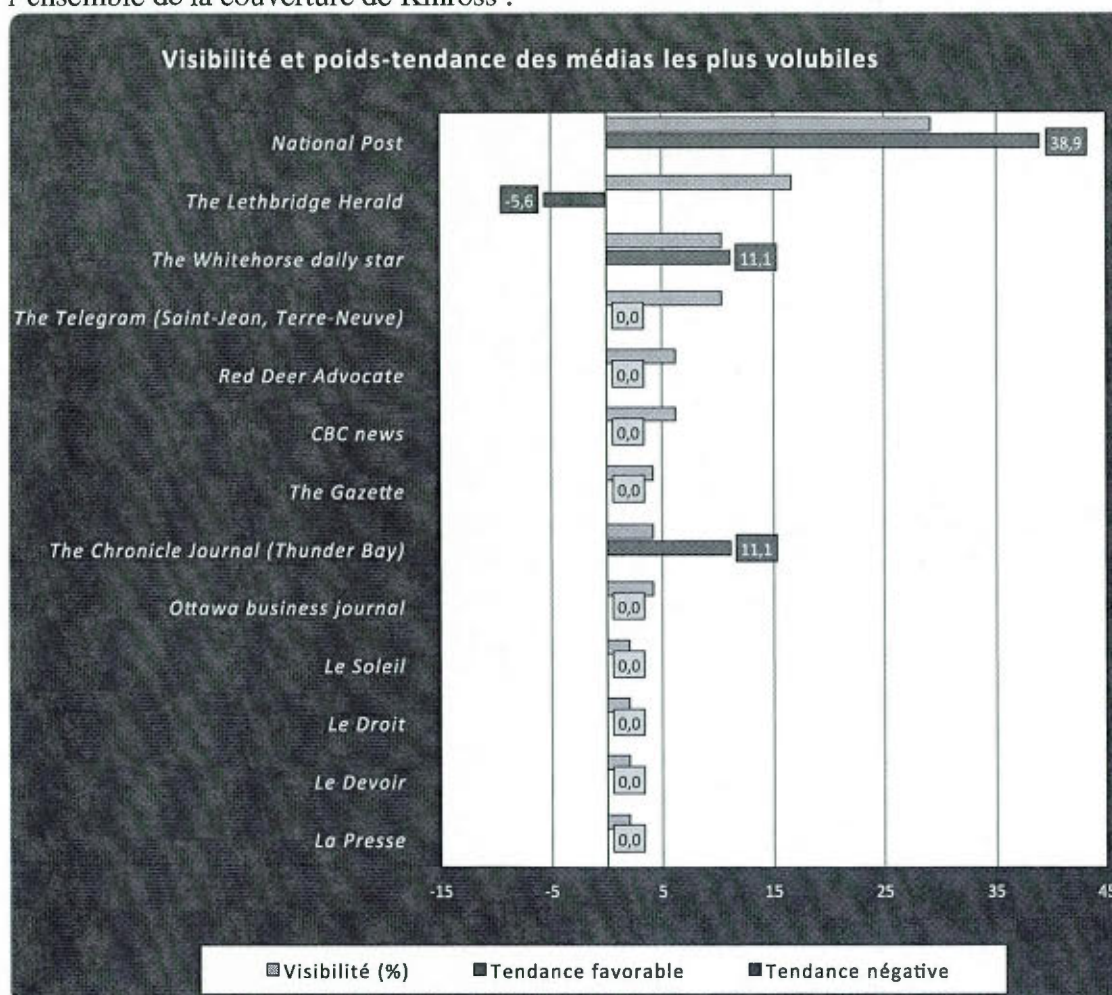


Le dossier le plus visible de l'analyse est celui concernant *l'amendement C-300*. La reprise d'un même article par plusieurs médias contribue à la fréquence de 45,8 % observée. Abordé de manière factuelle, ce dossier est surtout visible pendant les mois de novembre et de décembre 2009. Les porte-paroles de Kinross se joignent à ceux des deux autres grandes compagnies minières du Canada (Barrick Gold et Goldcorp) pour exprimer leur opposition à ce projet de loi qui, selon eux, risque d'être inutilement dommageable pour l'économie canadienne. Les *perspectives d'emploi* représentent le dossier abordé le plus favorablement par les médias lorsqu'il s'agit de Kinross. Ceux-ci soulignent que le secteur de l'or affiche une bonne hausse productivité ce qui risque d'influencer positivement le secteur de l'emploi. En contrepartie, les nombreuses *mises à pied* annoncées en janvier engendrent l'orientation la plus négative de la couverture. Kinross prévoyait alors que près de 13 % des employés allaient être congédiés à un moment ou à un autre pendant l'année. Par ailleurs, un article du *National Post* consacré

à la mine de Kupol en Russie, dont 75 % des parts appartient à Kinross, met en lumière les bonnes *conditions de travail et salaires* offerts aux ouvriers locaux. Le salaire de 50 000 roubles par mois se situe en effet près de 25 % au-dessus de la moyenne locale observée. *L'implication sociale et culturelle*, bien que peu visible, présente une orientation positive en raison de la participation de Kinross à la levée de fonds pour la Fondation de recherche pour le diabète juvénile. Les impacts environnementaux en général, les investissements socialement responsables ainsi que la pollution de l'eau, des sols ou de l'air représentent au total 6 unités sur un total de 48 et sont tous des dossiers abordés de manière factuelle. Ils n'ont ainsi pas de réelle résonance sur le poids-tendance de l'entreprise.

Les médias

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque dossier majeur sur l'ensemble de la couverture de Kinross :

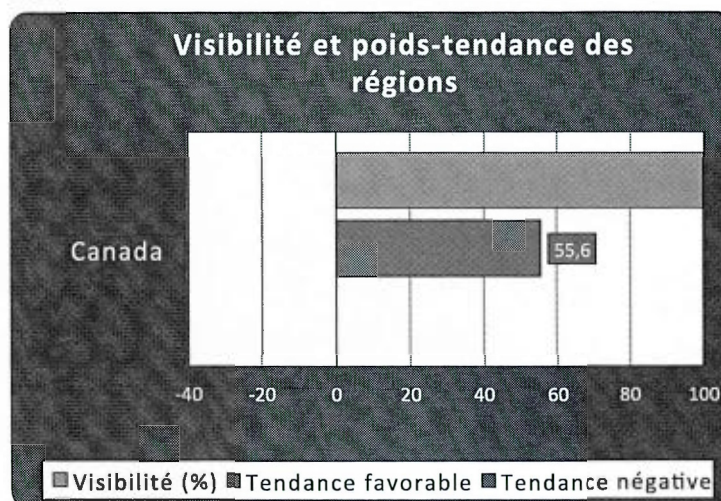


Média	Sujet(s) majeur(s)	Dossier (s) majeur (s)
National Post	Relations et conditions de travail	Conditions de travail, salaires
The Lethbridge Herald	Relations et conditions de travail	Mises à pied
The Whitehorse daily star	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
The Telegram	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
Red Deer Advocate	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300

CBC news	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
----------	-------------------------------	------------------

Les régions

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque région sur l'ensemble de la couverture de Kinross :



La compagnie minière Kinross n'a pas de résonance à l'international puisque seuls les médias canadiens abordent Kinross Corp. en 2009. Ils citent les porte-paroles de Kinross dans 25 % des unités traitées, les experts et spécialistes dans 14,6 % et les employés dans 4,2 % de celles-ci. *Le National Post*, *le Lethbridge Herald*, *The Telegram* ainsi que *The Whitehorse daily star* sont les médias les plus volubiles face à Kinross.

Section 6- Les cinq compagnies

Faits saillants

La couverture traitant de la responsabilité sociale des 5 entreprises minières à l'étude compte en moyenne pour 9,5 % de l'ensemble des nouvelles concernant ces mêmes entreprises dans la presse. Sur un total de 3948 nouvelles traitant des cinq entreprises minières possédant la plus grande capitalisation boursière à la Bourse de Toronto, 409 nouvelles traitent de responsabilité sociale.

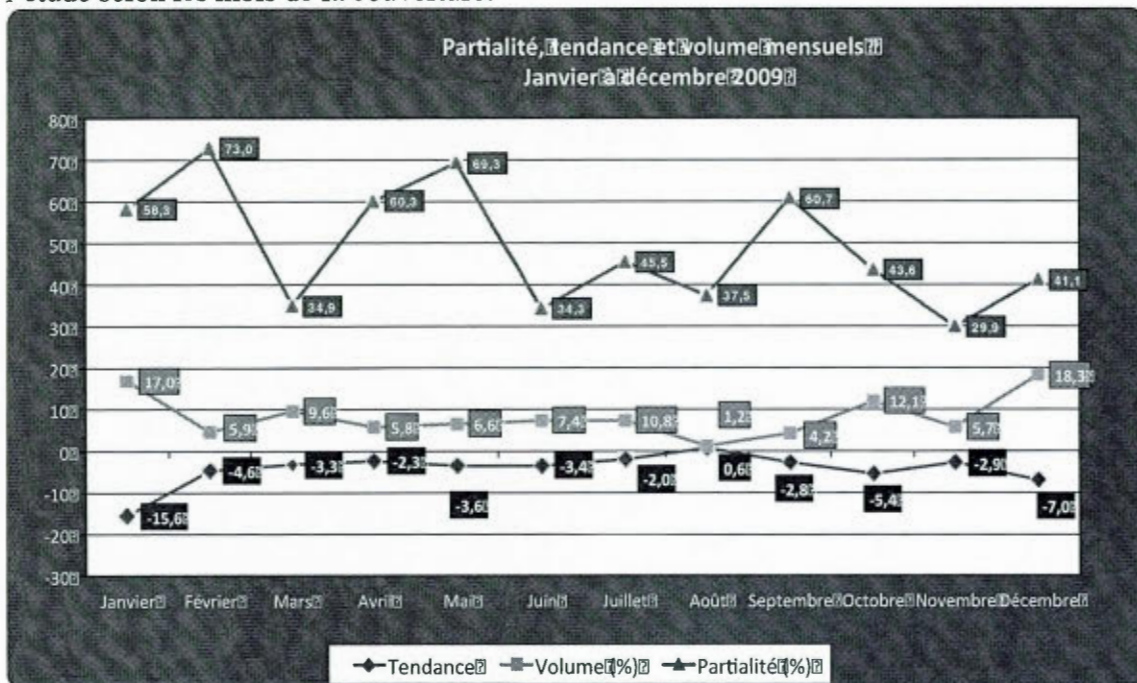
- L'analyse détaillée des 409 articles traitant de la RS des entreprises minières recèle 1342 unités d'information. La densité moyenne du thème de la responsabilité sociale dans les articles recensés s'établit donc à 3,3 unités d'information par document. La moyenne observée par le Laboratoire depuis ses débuts s'établit à 6,2 unités d'information par document, ce qui signifie que les articles traitant de la RSE des entreprises minières contiennent peu d'unités d'information sur ce sujet.
- La tendance générale de la couverture de la RSE dans le secteur minier s'établit à -52,3⁷, ce qui s'avère donc être extrêmement négatif.
- Le taux de partialité qui se dégage du corpus (48,1 %) est légèrement supérieur à la moyenne observée par le Laboratoire depuis plus de 40 ans dans les médias (40%). Les médias ont donc traité de la RS des entreprises minières avec passion et la couverture a provoqué certains débats. En effet, le nombre d'unités d'information négatives (51,9 %) surpasse largement les unités positives (11,5%) ou les unités neutres (36,7%).
- Janvier 2009 est le mois le plus visible, avec près du cinquième de la visibilité totale (17,0 %) et le plus négatif de la couverture (-15,6), et cela en raison de nombreuses *mises à pied* de la compagnie Teck Resources, qui afin d'éviter la faillite a dû couper ses dépenses.
- La responsabilité sociale des minières est abordée en lien avec les sujets **relations et conditions de travail** (35,1 %) et **environnement** (21,8 %). Ce sont aussi les sujets les plus négatifs de la couverture.
- Trois dossiers majeurs se partagent la majorité de la couverture de RS des minières. Ce sont la *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* (17,4 %), les *mises à pied* (14,2%), de même que les *fermetures de mines* (19,3%). La *pollution de l'eau, des sols ou de l'air* représente le dossier le plus négatif de la couverture (19,3-).

⁷ Sur une échelle allant de 100- à 100+, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10- à 10+, la couverture peut être considérée comme neutre ou légèrement favorable ou défavorable ; au-delà de 25+ ou 25-, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40+ ou de 40-, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle ou de désastreuse. La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6+.

- CBC News s'avère le média le plus volubile. La chaîne de télévision a réalisé plusieurs reportages sur les fermetures de mines et les mises à pied, tant pour Potash Corp. que pour Teck Resources.
- Les propos d'intervenants divers sont repris dans 29,3 % des unités d'information, ce qui est supérieur à la moyenne recensée par le Laboratoire depuis ses débuts (25%). Les intervenants les plus fréquemment cités sont le public et les citoyens (6,1 %), qui s'avèrent également l'intervenant le plus critique (-7,4). Les experts et spécialistes obtiennent le deuxième rang des intervenants les plus cités (6,1 %) et des plus critiques.

L'évolution de la couverture: les événements significatifs

Le graphique suivant indique la partialité, la tendance et la visibilité des cinq minières à l'étude selon les mois de la couverture.



Les entreprises minières à l'étude ont connu un début et une fin d'année 2009 mouvementés en termes de couverture de presse. Les mois de janvier et de décembre sont ainsi les plus visibles et les plus négatifs de la couverture.

Janvier 2009 est la période qui présente l'orientation la plus défavorable (15,6-) de la couverture et cela est attribuable presque exclusivement aux nombreuses *mises à pied* de la compagnie Teck Resources. Plus de 50 articles ont mentionné la « cure minceur chez Teck Cominco » suite à l'annonce de la disparition de 1400 emplois en 2009. « C'est l'équivalent de 13 % de la main d'œuvre (Cyberpresse, 8 janvier 2009). Cette initiative fait partie d'une stratégie plus imposante, qui vise à sauver l'entreprise de la faillite.

En février, la tendance remonte à 4,6-. Les *mises à pied* chez Teck Cominco demeurent un sujet d'intérêt des médias, de même que le **respect des intérêts des parties prenantes** en lien avec les *relations avec les citoyens* de Barrick Gold. Ces enjeux sont les raisons pour lesquelles la tendance demeure négative. Aucun article n'est recensé pour Kinross et Goldcorp durant le mois de février, alors qu'un seul article concerne la rémunération des hauts-dirigeants de Potash durant ce mois hivernal.

Le mois de mars s'avère le quatrième plus présent dans la couverture. La *pollution de l'eau, de l'air et des sols* a été répertoriée dans le cas d'un déversement de pétrole de la compagnie Teck en Colombie-Britannique. La *fermeture de mines* pour Potash a engendré 7 articles dans divers médias en mars. Les minières sont abordées presque

uniquement dans les médias canadiens durant ce mois.

La remontée de la tendance se poursuit en avril où elle atteint 2,3-. Les difficultés financières de Teck font toujours la manchette, de même que les mesures prises pour y remédier, notamment les *mises à pied*. Le documentaire *All that Glitters Isn't Gold* s'est intéressé aux problèmes environnementaux causés par Goldcorp en Amérique Centrale : « This documentary focuses on community members in Central America who tell their stories of living next to an acid heap leach gold mine operated by Goldcorp » (*The Whitehorse Star*, 3 avril 2009). Les médias se sont avérés très discrets sur Potash Corporation, avec seulement 5 unités d'information répertoriées en avril. Kinross est absente de la couverture pour ce mois.

En mai, ce sont principalement Barrick et Goldcorp qui bénéficient de l'attention médiatique. Alors que Potash et Teck bénéficient d'une faible attention, Kinross n'apparaît pas dans les médias. La *pollution de l'eau, de l'air et des sols*, lorsqu'il est question d'**environnement** pour Goldcorp en Amérique Centrale, retranscrit quelques points négatifs, alors que les *perspectives d'emploi* offertes par Potash et Barrick dégagent quelques points positifs. Barrick suscite des critiques dans le média *allafrica.com* relativement à la *pollution*, puisqu'on mentionne que « water from a storage pond at Barrick Gold's North Mara mine in Tanzania has overflowed into the Tigithe River, provoking local villagers to fear for their health. »

Deux sujets sont abordés de façon prépondérante durant le mois de juin, soit l'**environnement** (-3,4) et les **relations et conditions de travail** (neutre). Teck est fortement décriée en raison de la *pollution de l'eau, des sols et de l'air générée* par ses projets, ce qui contribue grandement à la tendance négative du sujet **environnement** au mois de juin. Le projet Pascua Lama de Barrick Gold récolte de la visibilité en raison de la *pollution de l'eau, de l'air et des sols* qui sont envisagés dans la vallée de Huasco au Chili. La presse a également repris les nouvelles concernant les *fermetures de mines* de potasse suite à une demande en baisse pour Potash. Aucune mention de Kinross dans les médias en juin, alors que Goldcorp ne récolte que trois mentions.

Durant le mois de juillet, les médias se sont surtout intéressés aux **relations et aux conditions de travail** de même qu'aux **implications financières liées aux changements climatiques**. Barrick est de loin la compagnie la plus mentionnée en juillet, tant dans les médias canadiens qu'africains. Elle est blâmée pour la contamination d'une rivière de Tanzanie. De nombreux experts ont été appelés à témoigner devant le parlement des *impacts sur l'environnement* ainsi que sur la santé qu'occasionnera cet incident. Les pressions du gouvernement africain se sont accrues sur la compagnie minière afin que cette dernière ferme son site d'exploitation. Teck a été remarquée pour la pollution causée en Colombie-Britannique : Teck Resources, formerly known as Teck Cominco, dumped 400 or more tons of slag into the river daily from the late 1800s until 1995, when the Canadian government put a halt to the practice » (*The Spokesman Review*, 18 juillet 2009).

Les médias se sont avérés très discrets à l'égard des minières canadiennes en août (1,2%

de la couverture). C'est le seul mois où la tendance se maintient au dessus de 0 (0,6 %), et ce, en raison d'un article paru dans le *National Post*, vantant la création d'emplois et les conditions de travail enviables dans la mine de Kupol de Kinross Gold en Russie (*National Post*, 13 août 2009).

En septembre, la couverture replonge pour atteindre les 2,8-, en raison d'inquiétudes sur l'**environnement** et le **comportement éthique** de la compagnie Barrick Gold en Tanzanie, où la rivière Tigithe est polluée par un déversement minier.

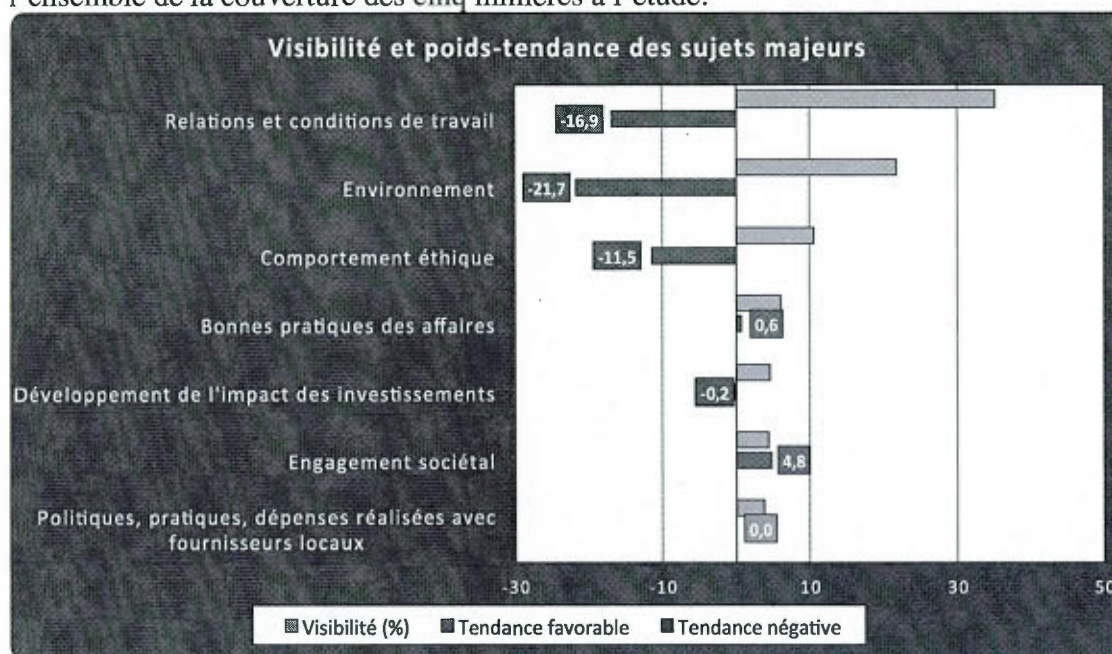
Le mois d'octobre génère plusieurs points négatifs (5,4-), et ce, en raison d'incidents de RSE impliquant quatre des cinq entreprises minières à l'étude. Potash Corporation ferme plusieurs mines en raison d'une demande mondiale de potasse en baisse, Goldcorp est critiquée pour les problèmes sociaux qu'elle engendre en Amérique Centrale, Teck Resources est sous la sellette concernant la pollution dont elle est la cause près de Kivalina, en Alaska, alors que Barrick « layoffs hit head office » (*The Thunder Bay Chronicle Journal*, 20 octobre 2009). Ce sont ainsi les sujets des **relations et conditions de travail** et de l'**environnement** qui suscitent davantage de critiques.

En novembre, les médias se sont surtout penchés sur les **bonnes pratiques des affaires** et le **comportement éthique** des minières à l'étude, limitant ainsi la tendance négative de ce mois en adoptant un ton factuel lorsqu'ils traitent du dossier de l'*amendement C-300*. Plusieurs unités d'information sont d'ailleurs issues des citations de porte-parole des minières qui se prononcent contre cet amendement qui pourrait nuire à la compétitivité des entreprises minières à l'international. Ce sont d'ailleurs les médias canadiens uniquement qui traitent de la RSE des minières durant novembre 2009.

Le mois de décembre, bien que largement moins critique que janvier, est le plus visible de la couverture. Sous le sujet des **relations et conditions de travail**, le dossier des *fermetures de mines* de Potash Corp. génère une importante couverture, mais malgré les *mises à pied* de plusieurs centaines de travailleurs, qui sont traitées par le presse sur un ton factuel, en mentionnant qu'elles ne sont que temporaires, le dossier ressort de façon légèrement positive. Le dossier de l'*amendement C-300* est abordé de façon neutre lorsqu'il est question de Barrick, de Gold corp. et Kinross Gold. Ces trois entreprises font partie d'un groupe d'entreprises lobbyistes contre l'adoption de cet amendement qui réglerait leurs activités internationales. La tendance négative du mois de décembre s'explique par la *pollution de l'eau, de l'air et des sols* de Goldcorp et de Teck Resources. Pour Goldcorp, un incident de contamination d'un cours d'eau au Honduras par des rejets miniers contenant des métaux lourds a suscité de l'intérêt médiatique, notamment de la part du *Guardian*. Dans le cas de Teck Resources, c'est la mine Red Dog qui est accusée de violer les standards de qualité de l'eau de cours d'eau avoisinant le village de Kivalina en Alaska (*The Whitehorse Star*, 9 décembre 2009). Barrick est pour sa part critiquée en raison de ses rapports tumultueux avec les mineurs artisanaux en Tanzanie.

Les sujets majeurs

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque sujet majeur sur l'ensemble de la couverture des cinq minières à l'étude:



Les sujets de responsabilité sociale les plus visibles dans la couverture des entreprises minières à l'étude sont également les plus négatifs.

Les **relations et conditions de travail** ont été visibles dans la couverture principalement au mois de janvier 2009, puisque c'est durant ce mois que les compagnies Teck Resources et Kinross ont procédé à de nombreuses mises à pied.

L'**environnement** a fait l'objet d'une couverture de presse plus importante durant le mois de décembre 2009, alors que Goldcorp subit des critiques concernant ses projets miniers en Amérique Centrale et que Barrick se retrouve devant la justice afin de répondre aux critiques autochtones en lien avec la pollution de sa mine Cortez Hill au Nevada.

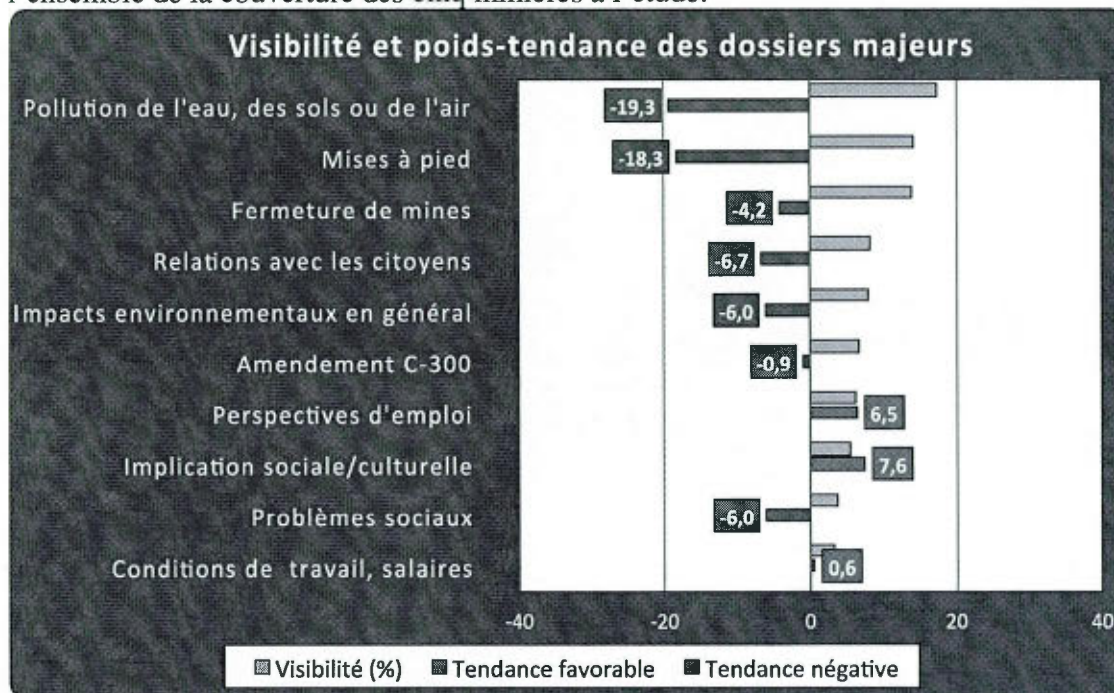
Le **comportement éthique**, 3^e sujet en importance dans la couverture, est également plus visible en décembre 2009, en raison de la poursuite contre la maison Écosociété de la minière Barrick Gold.

Pour ce qui est des **bonnes pratiques des affaires**, qui génèrent une légère tendance positive, elles sont surtout abordées en novembre lorsqu'il est question de l'*amendement C-300*, et ce, pour les cinq compagnies à l'étude.

L'**engagement sociétal** des minières canadiennes, bien qu'il ne retienne que faiblement l'attention médiatique, suscite toutefois une tendance positive de 4,8+, attribuable aux dons et commandites des entreprises à l'étude, principalement durant les mois de d'avril, d'octobre et de décembre 2009.

Les dossiers majeurs

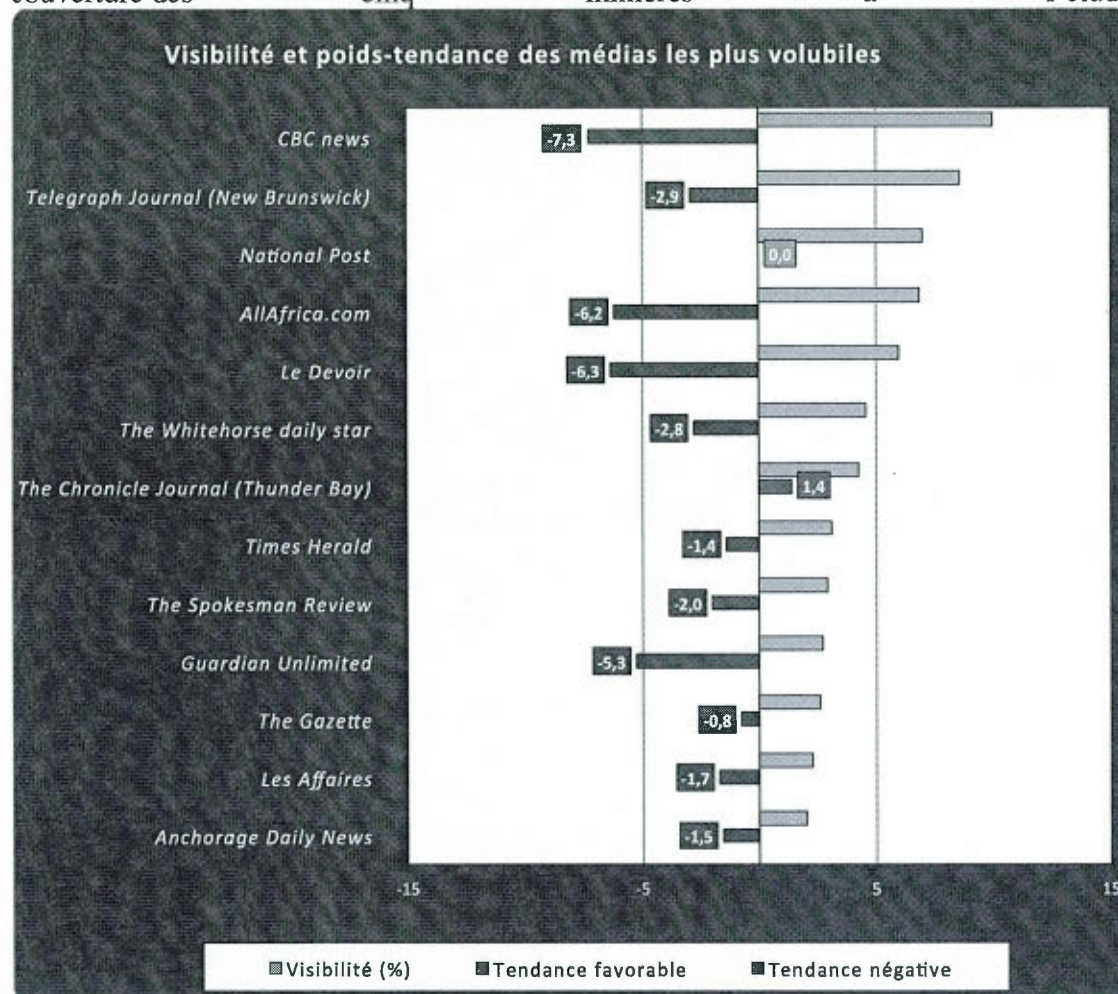
Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque dossier majeur sur l'ensemble de la couverture des cinq minières à l'étude:



On remarque ainsi que tous les dossiers les plus visibles sont également les plus défavorables. Comme ces dossiers ont été abordés précédemment dans le détail en fonction de chacune des entreprises minières, nous ne répéterons pas ici ce qui a été mentionné au préalable.

Les médias

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque média sur l'ensemble de la couverture des cinq minières à l'étude:

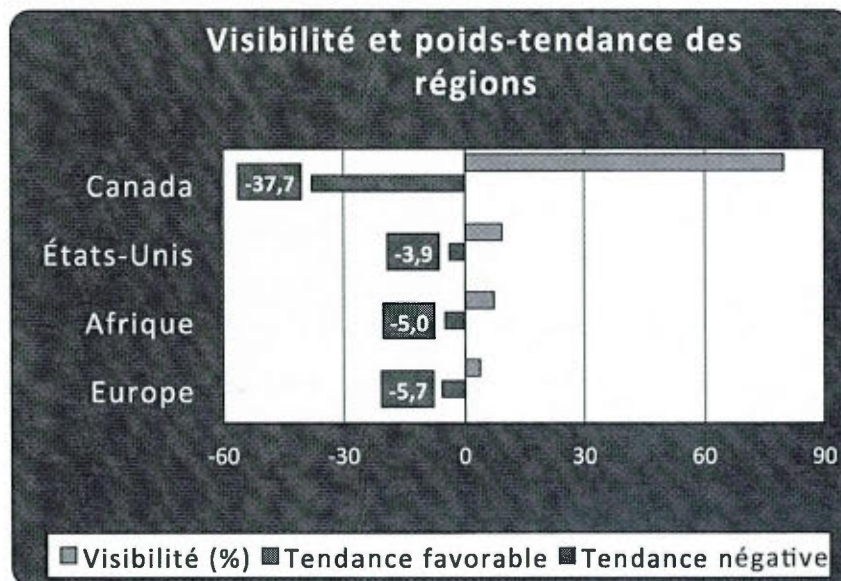


Média	Sujet(s) majeur(s)	Dossier(s) majeur(s)
CBC News	Relations et conditions de travail	Mises à pied
Telegraph Journal	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines
National Post	Relations et conditions de travail	Amendement C-300/Fermeture de mines/Implication sociale/culturelle
AllAfrica.com	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
Le Devoir	Comportement éthique	Poursuite contre Écosociété
The Whitehorse Daily Star	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
The Chronicle Journal	Relations et conditions de travail	Perspectives d'emploi
Times Herald	Relations et conditions de travail	Fermeture de mines
The Spokesman Review	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air
Guardian Unlimited	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air

The Gazette	Bonnes pratiques des affaires	Amendement C-300
Les Affaires	Environnement	Impacts environnementaux en général
Anchorage Daily News	Environnement	Pollution de l'eau, des sols ou de l'air

Les régions

Le graphique suivant illustre la visibilité et le poids de chaque région sur l'ensemble de la couverture des cinq minières à l'étude:



Comme le démontre le graphique ci-haut, les médias du Canada dominent largement la tendance avec 80 % des unités d'information. Ils sont également les plus virulents envers les compagnies minières à l'étude avec un poids-tendance de 37,7-.

La région états-unienne obtient le deuxième rang en termes de visibilité, bien qu'elle s'avère la moins critique (3,9-).

Alors que les médias africains, européens et états-uniens traitent principalement d'environnement, les médias canadiens orientent plutôt leurs nouvelles sur les relations et conditions de travail.

Conclusion générale

La tendance globale de la couverture de la RSE dans le secteur minier s'établit à -52,3⁸, ce qui s'avère donc être extrêmement négatif.

La couverture la plus favorable est celle de Kinross avec une tendance-impact de 55,6+, alors que Goldcorp génère la couverture la plus défavorable avec une tendance de 78,4-, suivie de près par Teck (56,2-) et Barrick (54,8-). Potash Corp. occupe une position médiane avec 24,7- de tendance générale.

Les médias ont démontré une grande passion à l'égard de la RS du secteur minier, puisqu'un taux de partialité de 48,1 % de partialité se dégage du corpus et est donc supérieur à la moyenne observée par le Laboratoire depuis plus de 40 ans dans les médias (40%). Les médias ont donc traité de la RS des entreprises minières avec passion et la couverture a provoqué plusieurs débats. En effet, les nouvelles négatives (51,9 %) surpasse largement les nouvelles positives (11,5%) ou les nouvelles neutres (36,7%) dans la couverture.

C'est durant le mois de janvier 2009 que les minières sont les plus visibles dans la couverture médiatique annuelle (17,0 %) et obtiennent le ton le plus négatif de la couverture (-15,6).

La responsabilité sociale des minières est abordée en lien avec les sujets **relations et conditions de travail** (35,1 %) et **environnement** (21,8 %). Ce sont aussi les sujets les plus négatifs de la couverture.

⁸ Sur une échelle allant de 100- à 100+, 0 indiquant que la couverture est neutre. De 10- à 10+, la couverture peut être considérée comme neutre ou légèrement favorable ou défavorable ; au-delà de 25+ ou 25-, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative; au-delà de 40+ ou de 40-, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnelle ou de désastreuse. La moyenne des couvertures depuis que le Laboratoire réalise des études est de 9,6+.

APPENDICE B

COURS BOURSIERS ET DONNÉES MÉDIATQUES MENSUELLES DES CINQ MINIÈRES À L'ÉTUDE

DATE	TIC	COMPANY NAME	Bid	Ask	Spread	Quotes	CLOSING PRICE	VOLUME	SHARES_O UT	EPS	DIV PER SHARE	RETURN	Press analysis results (tendency)	Press analysis results (volume)	Partialité	Orientation
2009-01-30	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	42.608	42.6525	0.0445	255509.55	45.91	468721	8724718	0.023634		1.9581	-8.4	15	56.8	-27.0
2009-02-27	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	44.89157895	44.93526316	0.0436842	214268.6842	38.4	431740	8727231	0.8066		-19.4452	-7.9	5.9	86.2	-65.5
2009-03-31	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	38.22681818	38.25818182	0.0313636	203527.0455	40.87	523757	8731026	0.064323		7.351	1.3	3.9	68.4	15.8
2009-04-30	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	36.09809524	36.13571429	0.037619	143150.3333	34.8	376680	8732271	0.7367		-10.2406	1.7	7.1	51.4	11.4
2009-05-29	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	39.795	39.836	0.041	161038.45	41.62	371629	8732577	0.202591		31.5464	-7.5	8.1	60	-45.0
2009-06-30	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	45.00190476	45.03238095	0.0304762	215926.9524	39.05	356638	8734338	-0.061749	0.2	-11.896	-6.3	6.7	45.9	-45.9
2009-07-31	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	39.18909091	39.24454545	0.0554545	214739.6818	37.58	276004	8737168	0.8379		4.0238	-5.9	10.8	41.5	-26.4
2009-08-31	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	37.81045455	37.85590909	0.0454545	161999.7727	37.96	222091	8737887	0.010112		-0.5731	0	0		-53.3
2009-09-30	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	37.4785	37.525	0.0465	164837.95	40.54	442933	9828358	0.067966		9.2219	-6.7	6.1	53.3	3.2
2009-10-30	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	40.61904762	40.6552381	0.0361905	242880.3333	38.96	359804	9829564	-6.67		-5.1979	0.4	6.3	22.6	-42.1
2009-11-30	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	39.88571429	39.92190476	0.0361905	243905.9048	45.11	398024	9831620	0.163294		19.371	-6.7	7.7	47.4	-18.9
2009-12-31	ABX	BARRICK GOLD CORPORATION	43.33619048	43.37428571	0.0380952	262410.8095	41.4	424233	9840736	-0.082243	0.2	-7.7536	-8.8	22.5	35.1	
2009-01-30	G1	GOLDCORP INC.	33.784	33.8355	0.0515	219544.45	36.23	438694	7296000	-0.058972	0.015	-6.1687	-1	2.5	25.0	-25.0
2009-02-27	G1	GOLDCORP INC.	37.57315789	37.61578947	0.0426316	254548.1053	36.92	371570	7296156	2.3671	0.015					
2009-03-31	G1	GOLDCORP INC.	38.915	38.96045455	0.0454545	245962.2727	42.1	449600	7298107	0.140817	0.015	15.2663	-6.9	5.6	77.8	-77.8
2009-04-30	G1	GOLDCORP INC.	36.00904762	36.05333333	0.0442857	153858.2857	32.7	342152	7301571	-0.222842	0.015	-17.3619	-8.8	9.3	73.3	-60.0
2009-05-29	G1	GOLDCORP INC.	39.085	39.1385	0.0535	172090.15	43.35	316925	661941	0.326216	0.015	44.4222	-15.7	14.9	83.3	-66.7
2009-06-30	G1	GOLDCORP INC.	39.9863636	40.05090909	0.0522727	165882.0909	40.43	308970	602690	2.42	0.015	-12.4969	2.9	1.9	100.0	100.0
2009-07-31	G1	GOLDCORP INC.	40.08227273	40.15090909	0.0686364	141671.1364	40.54	214909	404887	2.1792	0.015	8.5036	-2	6.8	36.4	-18.2
2009-08-31	G1	GOLDCORP INC.	39.314	39.3595	0.0455	159927.9	39.85	153765	7315579	-0.016618	0.015	-3.2237				
2009-09-30	G1	GOLDCORP INC.	43.75428571	43.79904762	0.0447619	258751.8571	43.17	304653	7316246	0.08372	0.015	10.7652				
2009-10-30	G1	GOLDCORP INC.	42.53857143	42.59857143	0.06	250191.619	39.69	264177	7326958	-0.080245	0.015	-8.8804	-17.6	18.6	60.0	-60.0
2009-11-30	G1	GOLDCORP INC.	45.2447619	45.29857143	0.0538095	239623.0952	44.39	315242	7327631	4.34	0.015	14.2643	0	8.1	0.0	0.0
2009-12-31	G1	GOLDCORP INC.	42.73333333	42.79238095	0.0590476	246571.619	41.35	302258	598614	-0.068128	0.015	-6.2976	-29.4	32.3	73.1	-57.7
2009-01-30	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	21.358	21.388	0.03	175173.35	21.7	394214	6650428	-0.033408		-4.0174	-16.7	12.5	60.0	-50.0
2009-02-27	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	22.30473684	22.33842105	0.0336842	167159.9474	20.08	333817	6896320	-1.596		-10.7466	-5.6	6.3	33.3	-33.3
2009-03-31	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	20.35619048	20.37904762	0.0228571	171509.1429	22.6	406610	6903732	0.128017	0.04	13.4981				
2009-04-30	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	21.235	21.25727273	0.0222727	161571.7727	18.44	309898	6943897	-0.184071		-13.5422				
2009-05-29	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	18.75	18.77761905	0.027619	103184.4762	22.12	241885	685037	-1.45		30.8738				
2009-06-30	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	20.245	20.274	0.029	113603.95	21.12	237936	665035	-0.045208		-10.2374				
2009-07-31	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	20.70090909	20.73363636	0.0327273	127328.1364	21.21	187004	6948514	0.004261		8.2094	33.3	12.5	100.0	100.0
2009-08-31	KO	KINROSS GOLD CORPORATION	21.43	21.46	0.03	99584.54545	20.73	175553	6948681	-1.51		-3.5132	27.8	12.5	83.3	83.3

DATE	TIC	COMPANY NAME	Bid	Ask	Spread	Quotes	CLOSING PRICE	NTRANSAC TIONS	VOLUME	SHARES_O UT	EPS	DIV PER SHARE	RETURN	Press analysis results (tendency)	Press analysis results (volume)	Partialité	Orientation
2009-09-30	K0	KINROSS GOLD CORPORATION	20.31	20.34190476	0.0319048	147474.6667	23.22	338544	931482	6949355	0.122725	0.05	14.7757				
2009-10-30	K0	KINROSS GOLD CORPORATION	21.085	21.113	0.028	118580.8	20.05	299945	785635	6957441	-0.13652		-14.3779		29.2	0.0	0.0
2009-11-30	K0	KINROSS GOLD CORPORATION	23.43238095	23.46238095	0.03	197914.381	21.13	292509	920553	6958225	-1.69		7.7503	16.7	27.1	23.1	23.1
2009-12-31	K0	KINROSS GOLD CORPORATION	22.64571429	22.68095238	0.0352381	207877.7619	19.33	249506	835712	6958907	-0.085187		-8.0919	0	3.6	0.0	0.0
2009-01-30	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	93.4025	93.5035	0.101	182713.55	92.09	248077	361751	2952000	12.1165		2.3764	0	1.6	0.0	0.0
2009-02-27	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	98.85666667	98.98142857	0.1247619	121036.0952	107	273493	388040	2952128	0.161907	0.1	12.1694	-5.2	18.7	12.8	-4.9
2009-03-31	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	103.0057895	103.1547368	0.1489474	262896.8421	102	314538	433919	2952402	-0.046729		-3.7632	2	3.9	60.0	60.0
2009-04-30	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	98.30454545	98.47318182	0.1686364	208640.0455	103.22	183112	264029	2952827	11.613		7.1526	6.5	6.7	64.7	28.4
2009-05-29	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	99.67666667	99.84619048	0.1695238	137330.7143	126.7	189627	253673	2953856	0.227475	0.1	33.9346	0	9.1	8.7	0.0
2009-06-30	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	103.1204762	103.2966667	0.1761905	135099.5714	108.44	192138	262124	2954993	-0.14412		-19.6737	-6.5	6	33.3	-33.3
2009-07-31	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	120.952	121.1365	0.1845	140416.7	100.23	185263	248434	2955278	9.73		0.0645	-1.3	3.2	12.5	-12.5
2009-08-31	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	111.2561905	111.4052381	0.1490476	115668	97.05	128037	177748	2957307	-0.031727	0.1	-4.8382	1.3	1.6	75.0	25.0
2009-09-30	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	117.5418182	117.7486364	0.2068182	136534.6364	96.94	156363	220361	2957358	-0.001133		2.0676	-24.7	19	47.9	-39.6
2009-10-30	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	102.89	103.0640909	0.1740909	124875.4545	100.29	169739	231342	2957952	6.08		2.8116	-5.2	4	40.0	-40.0
2009-11-30	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	121.58	121.8085714	0.2285714	155031.7143	118.81	148319	198398	2958224	0.184664	0.1	21.1684	6.5	24.6	30.6	8.1
2009-12-31	P0T0	POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC.	103.275	103.425	0.15	101576.75	114.11	169470	220530	2959420	-0.039559		-3.4869	-36.66667	34.8	64.4	-57.0
2009-01-30	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	17.234	17.6525	0.4185	50782.25	10.18	749	1400	93535	0.402204		-22.3577	-5.238095	7.7	70.0	-36.7
2009-02-27	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	13.92894737	14.28210526	0.3531579	64537.31579	8.5	194	301	93535	1.46		-9.6859	-5.714286	13.1	35.3	-23.5
2009-03-31	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	14.09818182	14.47909091	0.3809091	73768	9.37	377	1014	93535	0.102353		60.8696	-6.190476	5.9	65.2	-56.5
2009-04-30	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	23.21904762	23.57285714	0.3538095	105479.5714	15.18	740	1828	93535	1.18		89.9099	2.9	1.8	85.7	85.7
2009-05-29	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	34.502	34.9575	0.4555	138388.4	19.5	805	1700	93535	0.284585		50.1898	-4.761905	10.3	35.0	-25.0
2009-06-30	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	38.91909091	39.41772727	0.4986364	175038	20.05	651	1543	93535	0.028205		0.6949	0.952381	3.6	57.1	14.3
2009-07-31	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	45.86818182	46.48954545	0.6213636	194375.3182	29.5	560	1062	93535	1.23		64.931	0	0.5	0.0	0.0
2009-08-31	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	56.9445	57.5605	0.616	185204.55	27.49	480	1093	93535	-0.068136		-8.4823	-1.428571	5.7	68.2	-13.6
2009-09-30	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	57.17714286	57.92571429	0.7485714	171165.1429	30.36	359	741	93535	0.104402		14.5885	0.47619	13.9	42.6	1.9
2009-10-30	TCK.'	TECK RESOURCES LIMITED CL	64.77333333	65.7052381	0.9319048	162416.8095	31.81	466	916	93535	1.36		4.8966				

DATE	TIC	COMPANY NAME	Bid	Ask	Spread	Quotes	CLOSING PRICE	NTRANSAC TIONS	VOLUME	SHARES_O UT	EPS	DIV PER SHARE	RETURN	Press analysis results (tendency)	Press analysis results (volume)	Partialled Orientation
2009-11-30	TCK.'A' MV	TECK RESOURCES LIMITED CL	69.63285714	70.8152381	1.182381	150503.381	37.02	380	882	93535	0.163785		20.4011	0.5	0.5	50.0
2009-12-31	TCK.'A' MV	TECK RESOURCES LIMITED CL	76.12047619	77.29	1.1695238	106307.4286	37.62	307	578	93535	0.016207		0.4308	-0.952381	2.1	-25.0

BIBLIOGRAPHIE

Ader, C.(1995). « A Longitudinal Study of Agenda Setting for the issue of Environmental Pollution », *Journalism & Mass Communication Quarterly* 72(2), pp. 300-311.

Allaire, Y. and M. E. Firsirotu. (2009). *Black markets and business blues : the man-made crisis of 2007-2009 and the road to a new capitalism*. Montréal, FI Press.

Allaire, Y., Firsirotu, M. (2004). *Stratégie et moteurs de performance : les défis et rouages du leadership stratégique*, Chenelière/ McGraw-Hill.

Amaeshi, K.M. et Adi, B. (2007). « Reconstructing the Corporate Social Responsibility Construct in Utlish », *Business Ethics European Review (Chicester, England)* 16, 3-18.

Andrews et al. (2007). « Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale et l'industrie extractive minière dans les pays en développement : Rapport du groupe consultatif », *Tables rondes sur la responsabilité sociale et l'industrie extractive minière dans les pays en développement*, 80 p.

Anonyme. (2007). « Forte croissance de l'investissement socialement responsable », *Novae.ca*, Section finances, 29 mars 2007.

Arlow, P., Gannon, M.J. (1982). « Social responsiveness, corporate structure, and economic performance », *Academy of Management Review*, 7 (2) : 235-241.

Arndt, M.; Carter, A. and Arnst, C. (2005). « Needed: More Bite to Fight Fat », *Business Week*, paru le 31 janvier 2005.

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs. S.d. « Principes d'exploration responsable », in *L'exploration minérale responsable*. En ligne. <<http://www.pdac.ca/e3plus/French/pg/index.aspx>>. Consulté le 2 janvier 2011.

Association minière du Québec. 2010. En ligne. <http://www.amq-inc.com/>. Consulté le 2 janvier 2011.

Audebrand, L., Rolland, D., Tremblay, D.-G. (2004). « La responsabilité et la performance sociale d'entreprise » In *Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable: quels enjeux?* sous la dir. de D.-G.Tremblay, et D. Rolland. Québec, Presses de l'université du Québec. 1: p.9-23.

Aupperle, K.E.; Carroll, A.B. and Hatfield, J.D. (1985). « An Empirical Examination of the Relationship between Corporate Social Responsibility and Profitability », *Academy of Management Journal*, 28(2): 446-463.

Auty, R.M. et Mikesell, R.F. (1998). *Sustainable Development in Mineral Economies*, Clarendon Press, Oxford, UK.

Auty, R.M., Warhurst, A. (1993). « Sustainable Development in Mineral Exporting Economies », *Resources Policy* 19 (1), pp.14-29.

Bakan, J. (2004). *The Corporation: The Pathological Pursuit of Profit and Power*. London: Constable.

Balabanis, G. Phillips, H.C. and Lyall, J. (1998). « Corporate social responsibility and economic performance in top British companies: are they linked? », *European Business Review* 98(1): 25-44.

Banque Mondiale. (2003). « La responsabilité sociale: Une note conceptuelle fondée sur la pratique naissante, version préliminaire pour un débat », 2003.

Baruch Lev in Trévet, P. (2005). « Le rapport de développement durable vu par une agence de notation, dans Tixier, M. (dir.), *Communiquer sur le développement durable*, Paris, Éditions d'Organisation, p. 261-275.

Beauchamp, M. (1995). « Communication politique et entreprises : Quelques repères théoriques », *Hermès*, numéro 17-18, CNRS Éditions, Paris, 16 pages.

Beaver, W. H. (1981). « Market Efficiency », *The Accounting Review* 56(1): 23-37.

Belem, G. (2009). « Quelle gouvernance pour la mise en œuvre du développement durable ? L'expérience de l'industrie minière du Mali ». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 546 p.

Belem, G., E. Champion et C. Gendron. (2006). « Mémoire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable déposé aux Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale de l'entreprise » *Cahier de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable*, Montréal, École des sciences de la gestion, UQÀM, no 17-2006, 11 p.

Berelson, B. (1971). *Content analysis in communication research*. New York, Hafner Pub.

Berger, P. L. and T. Luckmann. (2006). *La construction sociale de la réalité*. Paris, A. Colin.

Berthelot, S., Cormier, D., Magnan, M. (2003). « Environmental disclosure research: Review and synthesis », *Journal of Accounting Literature*, vol. 22, p. 1-44.

Blacconiere, W. G. (1994). « Environmental disclosures, regulatory costs, and changes in firm value », *Journal of Accounting & Economics* 18(3): 357.

Blair, M.M. (1995). *Ownership and Control: Rethinking Corporate Governance for the Twenty-first Century*. Washington D.C.: Brookings Institution Press.

Brereton, D. (2002). « The Role of Self-regulation in Improving Corporate Social Performance: the Case of the Mining Industry »; Présenté à la Conférence *Current Issues in Regulation: Enforcement and Compliance*, Melbourne, Septembre 2002. 22 p.

Bryman, A. & Bell, E. (2003). *Business Research Methods*, Oxford: Oxford University Press.

Borde, V. (2010). « À qui profite le boum minier? », *L'Actualité*, 1^{er} juin, Vol.35, No.9, p.40.

Bouslah, K. (2006). « Impact de la certification forestière sur la performance financière des entreprises », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 206 p.

Bowe, C. (2004). « Tough Pills to Swallow: The US Drugs Industry Fights to Regain Public Esteem » *Financial Times*, paru le 27 octobre 2004.

Brown, D.S. (1993). « Minerals and the Environment in the 21st Century », *Nonrenewable Resources* 2 (3), pp.181-186.

Brown, N. et C. Deegan. (1998). « The Public Disclosure of Environmental Performance Information-A Dual Test of Media Agenda Setting Theory and Legitimacy Theory », *Accounting and Business Research* 29(1), hiver, pp. 21-41.

Brown, B. and S. Perry. (1995). « Some additional thoughts on halo-removed Fortune residuals », *Business & Society* 34(2): 236.

Bureau du Vérificateur général du Canada. 2011 (22 février). « Législation régissant les sociétés minières canadiennes qui exercent des activités au Canada et à l'étranger ». In *Répertoire des pétitions*. En ligne. http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/pet_304_f_34995.html

Capron, M., Quairel F. (2009). « Le rapportage 'développement durable' : entre reddition et communication, entre volontariat et obligation », *Revue de l'Organisation Responsable* 2 : 19-29.

Carbon, B. (1997). « Sustainable Development and the evolving agenda for environmental protection in the mining industry », *Industry and Environment* 20 (4), pp. 10-13.

Caron, M.A., Cho, C.H. (2009). « Les positions des organisations face à la gestion et à la communication environnementale », *Revue Internationale de Gestion*, 34 (1) : 59-67.

Carroll, A. (1979). « A Three-Dimensional Conceptual Model of Corporate Performance », *The Academy of Management Review* 4(4), 497-505.

Carroll, A. (1991). « The Pyramid Of Corporate Social Responsibility: Toward the Moral Management of Organizational Stakeholders », *Business Horizons* 34, 39-48.

Carroll, A. (1999). « Corporate Social Responsibility: Evolution of a Definitional Construct », *Business and Society* 38(3), 268-295.

Carroll, A. and A. Buchholtz. (2003). *Business and Society, Ethics and Stakeholders Management*, 5th Edition (Thomson, Mason (Ohio)).

CBC News. (2003). «Barrick files libel notice over allegations of market manipulation», *CBC News*, Vancouver, 29 janvier 2003.

CBC News. (2010). « Barrick Gold Moves to Block Mining Book », *CBC British Colombia*, 12 mai. 2010.

Canadian Center for Research for the Study of Resource Conflict. 2009 (Octobre). « Corporate Social Responsibility : Movements and Footprints of Canadian Mining and Exploration Firms in the Developing World ». CCSRC. En ligne.

<[http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/CSR Movements and Footprints.pdf](http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/CSR_Movements_and_Footprints.pdf)>. Consulté le 20 avril 2010.

Chan, W. S. (2003). « Stock price reaction to news and no-news: drift and reversal after headlines. », *Journal of Financial Economics* 70(2): 223.

Charreaux G. (2000). Gouvernement d'entreprise et comptabilité. *Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit*, article (55) : 743-756.

Chartier, L. (2003). *Mesurer l'insaisissable : méthode d'analyse du discours de presse*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

Chiapello, E., Medjad K. (2007). *Une privatisation inédite de la norme : le cas de la politique comptable européenne*. Sociologie du travail. 49: 46-64.

Cho, C.H., Patten, D.M. (2008). « Did the GAO get it right? Another look at corporate environmental disclosure? », *Social and Environmental Accountability Journal*, vol.28, no.1, p.21-32.

Clarkson, M. B. E. (1995). « A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance », *Academy of Management, The Academy of Management Review* 20(1): 92.

Cliché, J.-F. 2010 (28 avril). « Mines: un projet de loi vert pâle ». In *Le Soleil*, publié dans [cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca). En ligne. <<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/actualites/environnement/201004/27/01-4274832-mines-un-projet-de-loi-vert-pale.php>>. Consulté le 11 mai 2010.

Cochran, P.L. and Wood, R.A. (1984). « Corporate Social Responsibility and Financial Performance », *Academy of Management Journal*, 27(1).

Coleman J.S. (1982). *The Asymmetric Society*. Syracuse (NY). Syracuse University Press.

Coleman J.S. (1990). *Foundation of Social Theory*. Cambridge (MA): Harvard University Press.

Communiqué de presse, CNW-TELBEC. « Les sociétés minières canadiennes reconnues pour la haute crédibilité de leur programme de responsabilité sociale », paru à Saskatoon, mardi le 16 juin 2009.

Communiqué de presse, CDHAL. « Nouvelles explosions de New Gold Inc au Mexique. La compagnie canadienne minière fait fi des interdictions du tribunal mexicain et poursuit ses activités. », paru à Montréal, le 15 janvier 2010.

Conseiller. 2010 (28 avril). « Fonds Desjardins mise sur l'investissement responsable ». In *Conseiller, le média des professionnels en services financiers au Québec*. En ligne. <<http://www.conseiller.ca/nouvelles/fonds-desjardins-mise-sur-linvestissement-responsable-25244>>. Consulté le 6 juillet 2010.

Cormier, D et Magnan, M. (2003). « Les modes de divulgation d'informations environnementales: une analyse intersectorielles », *Identification et maîtrise des risques: enjeux pour l'audit, la comptabilité et le contrôle de gestion*, Belgique.

Cormier, D., Gordon, I., Magnan, M. (2004). « Corporate environmental reporting: Contrasting management's values with reality », *Journal of Business Ethics*, vol. 49, n° 2, p. 143-165.

Commission des Valeurs Mobilières de l'Ontario. 2010 (14 décembre 2010). « À propos de la CVMO », in *CVMO*. En ligne. <http://www.osc.gov.on.ca/fr/About_mtamc_index.htmf>. Consulté le 28 décembre 2010.

Dalupan, M. C. (2005). « Mining and Sustainable Development: Insights from International Law », in *International and Comparative Mineral Law and Policy*, Batisda, E, Walde, T et Warden-Fernandez, I. (ed.), pp. 149-169, La Haie Kluwer law International.

Davenport, K. (2000). « Corporate citizenship: a stakeholder approach for defining corporate social performance and identifying measures for assessing it », *Business and Society* 39(2): 210.

Davidson, W.N. et Worrell, D.L. (1988). « The Impact of Announcements of Corporate Illegalities on Shareholder Returns », *Academy of Management Journal*, 1988, Vol.31, No.1, pp.195-200.

D'Almeida, N. (2006). « La perspective narratologique » In de La Broise, P. et Lamarche, T.(Eds), *Responsabilité sociale : vers une nouvelle communication des entreprises*, 27-38. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.

Deegan, C. and Gordon, B. (1996). « A study of environmental disclosure practices of Australian corporations ». *Accounting and Business Research*, 26, 187-199.

Deegan, C. and M. Rankin. (1996). « A study of the environmental disclosure practices of Australian corporations », *Accounting and Business Research* 26(3), pp.187-199.

Déjean, F. (2004). « Contribution à l'étude de l'investissement socialement responsable- Les strategies de légitimation des sociétés de gestion », Thèse de doctorat en Sciences de Gestion, Université Paris Dauphine, 2004.

Déjean, F. Gond, J.-P. et Leca, B. (2006). *Responsabilité sociale : vers une nouvelle communication des entreprises?* Villeneuve-d'Ascq, France, Villeneuve-d'Ascq, France : Presses universitaires du Septentrion.

Deneault, A., D. Abadie, et al. (2008). *Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Montréal, Éditions Écosociété.

De La Broise, P. (2006). « Entre reddition et légitimation, le rapport annuel d'entreprise » In de La Broise, P. et Lamarche, T. (Eds). *Responsabilité sociale : vers une nouvelle communication des entreprises* : 39-52. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.

De Serres, A. (2004). « La responsabilité fiduciaire des gestionnaires de portefeuilles » in *Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable: quels enjeux?* D.-G. e. R. Tremblay, D. (dir.). Québec, Presses de l'université du Québec. 1: p.109-126.

Desjardins, J. (1998). « Corporate environmental Responsibility », *Journal of Business Ethics* 17, pp.825-838.

De Woot, P. (2005). *Responsabilité Sociale de l'Entreprise*. Paris: Economica.

Deslongchamps, A. (2010). « Canadian Mining Company Probe Bill Defeated in Parliament Vote », *Bloomberg Business Week*, 27 octobre 2010.

Dodd, E. M. (1932). « For whom are corporate managers trustees? », *Harvard Law Review* 45(7): 1145.

Donaldson, T et Dunfee, T.W. (1999). *Ties that bind : A Social Contracts Approach to Business* (Harvard Business School Press, Boston).

Dorian, J.P., Humphreys, H.B. (1994). « Economic Impacts of Mining: a Changing Role in the Transitional Economies », *Natural Resources Forum* 18, pp.17-29.

Dyck, A. e. Z., L. (2002). *The Corporate Governance Role of The Media. The Right to Tell: The Role of Mass Media in Economic Development*. T. W. B. Institute. Washington, WBI Development Studies: 34.

Dye, R. A. (1990). « Mandatory versus Voluntary Disclosures: The Cases of Financial and Real Externalities », *The Accounting Review* 65(1): 1-24.

Eggert, R. (2000). « Sustainable Development and the Mineral Industry ». In: Otto, J.M., Cordes, J. (Eds), *Sustainable Development and the Future of Mineral Investment*, Chapter 2. UNEP, France.

Epps, J.M. (1997). « The Social Agenda in Mine Development », *Industry and Environment* 20 (4), pp.32-35.

Eraly, A. (2003). « L'Entreprise Sous Surveillance? » In Decharneux, B.; Smets, P.F.; De Keuleneer, E. and Eraly, A. (ouvrage collectif du Cercle d'Ethique, Centre Européen du Civisme) *L'Entreprise Surveillée. L'Ethique, la Responsabilité Sociale, le Marché, la Concurrence, les Nouveaux Acteurs*. Bruxelles: Bruylant, pp. 145-180.

Estes, R. W. (1972). « Socio-Economic Accounting and External Diseconomies », *The Accounting Review* 47(2): 284-290.

Ethical Funds. s.d. « Favoriser le développement durable grâce aux investissements socialement responsables ». En ligne.

<www.ethicalfunds.com/fr/investor/changingtheworld>. Consulté le 8 mars 2010.

Eureka. S.d. «Extraire l'essentiel de l'information », in Mes dossiers. En ligne. <http://www.eureka.cc/>. Consulté à plusieurs reprises en 2010 et 2011.

Fama, E. F. (1970). « Efficient Capital Markets: A Review of Theory and Empirical Work », *The Journal of Finance* 25(2): 383-417.

Fogler, H. R. and F. Nutt. (1975). « A Note on Social Responsibility and Stock Valuation », *The Academy of Management Journal* 18(1): 155-160.

Fontaine, H. 2010. « L'investissement minier de retour vers les sommets », *LaPresseAffaires.com*, vendredi 12 mars 2010.

Fontaine, H. (2011). « Ressources naturelles : l'année minière 2010 », *LaPresseAffaires.com*, vendredi 7 janvier 2011.

Francoeur, L.G. (2010). « Le record des conflits revient aux minières canadiennes. En 10 ans, elles ont été mises en cause dans une confrontation sociétale sur trois dans le monde », *Le Devoir*, mercredi 20 octobre 2010.

Freedman, M. (2002). « Environmental disclosure by companies involved in initial public offerings », *Accounting, Auditing & Accountability Journal* 15(1): 94.

Freeman, R.E. (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*, Pitman (Boston), 276 pages.

Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom*, University of Chicago Press, Chicago.

Frigon, M. (2008). *Mirages d'un Eldorado*. Mirage of El Dorado. Montréal, Montréal : Diffusion Multi-Monde.

Gallie, W. B. (1955). « Essentially Contested Concepts », *Proceedings of the Aristotelian Society* 56: 167-198.

Gendron C., Lapointe A. & Turcotte M-F. (2003). « Responsabilité sociale et régulation de l'entreprise mondialisée », Chaire économie et humanisme de l'Université du Québec à Montréal, 26 p.

Gendron, C. et Bourque, G.L. (2003). « Une finance responsable à l'ère de la mondialisation économique », *L'économie politique*, 2003/2, no.18, p.50 à 61.

Gendron, C. (2004). « Finance responsable et responsabilité sociale des entreprises » in *Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable: quels enjeux?* D.-G. e. R. Tremblay, D. (dir.). Québec, Presses de l'Université du Québec. 1: p.79-94.

Gendron, C., Salles, D., Lapointe, A., Turcotte, M.-F., Caron, M.-A., et J.-G. Vaillancourt. (2005). « Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable : les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation? »,

Colloque organisé par la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable et le Comité de Recherche 23 de l'AISLF au 73ième congrès de l'ACFAS, 9-11 mai.

Gendron, C. (2009a). « L'entreprise comme vecteur du progrès social: la fin ou le début d'une époque? », *Cahiers de la CRSDD* Collection recherche(No.1-2009): 29.

Gendron, C. (2009b). « ISO 26 000 : vers une définition socialement construite de la responsabilité sociale d'entreprise », *Cahiers de la CRSDD* Collection recherche (No.2-2009) :8.

Gendron, C. (2009c). « L'entreprise comme vecteur du progrès social: la fin ou le début d'une époque? », *Cahiers de la CRSDD* Collection recherche(No.1-2009): 29.

Gendron, C. Janda, R. et al. (2010). « Commentaires sur la Stratégie fédérale de développement durable. Mémoire de la CRSDD et du CIDD déposé à Environnement Canada ». Les cahiers de la CRSDD, No 04-2010, 91p.

Global Reporting Initiative. 2009 (29 janvier). «Have your say on Sustainability Guidance for the Mining Industry », in *GRI*. En ligne. <www.globalreporting.org>. Consulté le 24 avril 2010

Government of Canada. (1996). *The Minerals and Metals Policy of The Government of Canada : Partnerships for Sustainable Development*. Minerals and Mining Sector, Natural Resources, 1996, 35 p.

Graham, D. et Woods, N. (2005). « Making Corporate Self-Regulation Effective in Developing Countries », *World Development*, Vol 34, No 5, pp. 868-883.

Grant, J. (2005). « Self-Regulation and the Junk Food Giants », *Financial Times*, paru le 23 janvier 2005.

Gray, R.; Kouhy, R. and Lavers, S. (1995). « Corporate Social and Environmental Reporting », *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 8(2): 47-77.

Gray, R.H. (2006). «Does sustainability reporting improve corporate behaviour?: Wrong question? Right time? », *Accounting and Business Research*, International Accounting Policy Forum; 65-88.

Griffin, J. J. and J. F. Mahon. (1997). « The Corporate Social Performance and Corporate Financial Performance Debate: Twenty-Five Years of Incomparable Research », *Business & Society* 36(1): 5-31.

Groupe TMX. 2010 (24 septembre). « Indice minier mondial S&P/TSX », in *Données*. En ligne.

http://www.tmx.com/fr/data/products_services/indices/global_mining_index.html.

Consulté le 8 août 2010.

Grunig, L.A. et Grunig, J.E. (2011). Conférence. « Rencontre-causerie sur l'évaluation des relations publiques à l'heure de la Déclaration de Barcelone », 13 juin 2011, Salle des Boiseries de l'UQAM.

Guay, T., Doh, J.P, Sinclair, G. (2004). « Non-governmental Organizations, Shareholder Activism, and Socially Responsible Investments: Ethical, Strategic, and Governance Implications », *Journal of Business Ethics*, 52:125-139, 2004.

Guerard, John B. Jr. (1997). « Is there a Cost to Being Socially Responsible in Investing: It Costs nothing to be Good? », *Journal of Investing*, 6(2), p.40-45.

Gunningham, N., Kagan, R. Et Thornton, D. (2004). « Social Licence and Environmental Protection: Why Business Go Beyond Compliance? » in *Law and Society Inquiry*, Vo129, No 2, pp. 307-341.

Hamilton, S., H. Jo, et al. (1993). « Doing Well While Doing Good? The Investment Performance of Socially Responsible Mutual Funds », *Financial Analysts Journal* 49(6): 62.

Handal, L. (2010). « Le soutien à l'industrie minière : quels bénéfices pour les contribuables? », Rapport de recherche, Institut de recherche et d'informations socio-économiques, Avril 2010.

Hayek, F. A. (1969). « Three elucidations of the Ricardo effect », *The Journal of Political Economy* 77(2): 274.

Hemphill, T. (2004). « Corporate Citizenship: The Case for a New Corporate Governance Model », *Business and Society Review* 109(3), 339-361.

Herath, G. (2005). « Sustainable development and environmental accounting: the challenge to the economics and accounting profession », *International Journal of Social Economics* 32 (12): 1035-1050.

Hilson, G. and B. Murck. (2000). « Sustainable development in the mining industry: clarifying the corporate perspective », *Resources Policy* 26(4): 227-238.

Humphreys, D. (2001). « Sustainable development: can the mining industry afford it? », *Resources Policy*, Volume 27, Issue 1, March 2001, Pages 1-7.

Hutchinson, M. (1998). « Au-delà des meilleures pratiques », in *Rapport sur le développement dans le monde 1998*, Institut Nord Sud, pp.80-99.

Igalens, J. (2007). « L'analyse du discours de la responsabilité sociale de l'entreprise à travers les rapports annuels de développement durable d'entreprises françaises du CAC 40 », *Finance Contrôle Stratégie*, 10 (2) : 129-155.

IEIM (2006). « Activités des entreprises minières canadiennes à l'étranger et leurs impacts sur les communautés », présentation de Fode-Moussa Keita de formation. En ligne. <www.ieim.uqam.ca/IMG/ppt/MKeita_Formation_AQOCl.ppt>. Consulté le 10 janvier 2011.

Ikenberry, D. L. et S. Ramnath. (2002). « Underreaction to self-selected news events: The case of stock splits », *Review of Financial Studies* 15, p.489-526.

International Council on Mining and Metal. S.d. « Sustainable Development Framework », in *Our Work*. En ligne. Consulté le 24 avril 2010. <http://www.icmm.com/our-work/sustainable-development-framework>. Consulté le 24 avril 2010.

International Institute for Environment and Development. S.d. « Mining, Mineral and Sustainable Development ». In *Sustainable Markets*. En ligne. <<http://www.iied.org/mmsd/>>. Consulté le 24 avril 2010.

Organisation Internationale de normalisation. S.d. « ISO 26000-Responsabilité sociétale ». ISO. In *Normes de management et leadership*. En ligne. http://www.iso.org/iso/fr/social_responsibility. Consulté le 14 février 2010.

James, P.M. (1999). « The Miner and Sustainable Development », *Mining Engineering* 51 (6), pp.89-92.

Janda, R., Fox-Decent, E. et Gendron, C. (2010). « Mines à l'étranger : une loi pour réparer la réputation du Canada », *Cyberpresse*, mercredi 27 octobre 2010.

- Jansson, E. (2005). « The Stakeholder Model: The Influence of the Ownership and Governance Structures », *Journal of Business Ethics*, 56(1): 1-13.
- Jones, T. M. (1995). « Instrumental Stakeholder Theory: A Synthesis of Ethics and Economics », *Academy of Management Review*, 20, p. 404-437.
- Jones, R., et Murrell, A. 1. (2001). « Signaling Positive Corporate Social Performance », *Business and Society*, 40, p. 59-78.
- Keuleneer, E. (2006). « Investing in Sustainability: Delusions and potential benefits of socially responsible investing », *International Review on Public and Nonprofit Marketing* 3(1): 29-48.
- Konar, S. and M. A. Cohen. (2001). « Does the Market Value Environmental Performance? », *The Review of Economics and Statistics* 83(2): 281-289.
- KPMG. (2008). *International Survey of Corporate Responsibility Reporting*, 2008.
- L'amiante au banc des accusés. 17 février 1977. Reportage. Montréal : Société Radio-Canada.
- Labonne, B. (1999). « The Mining Industry and the Community: joining forces for Sustainable Social Development », *Natural Resources Forum* 23, pp.315-322.
- Labbé, F. (2010). « L'Abitibi réfléchit à l'avenir de ses mines », *SRC Télévision - Le Téléjournal / Le Point*, vendredi 19 mars 2010, 22 heures.
- Lapointe, H. (2008). « Les performances sociales et environnementales de l'industrie minière sont-elles à la hauteur de ses performances économiques? », *Bulletin du Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue*, Automne 2008.
- Lasswell, H. D., N. C. Leites, et al. (1968). *Language of politics studies in quantitative semantics*, Cambridge, Mass., MIT Press.
- Lev, B. (1992), « Information Disclosure Strategy », *California Management Review* 34, été, pp. 9-32.
- Lev, B. (2001). *Intangibles, Management, Measurement and Reporting*, Brookings Institution Press.
- Lemieux, A. (2004). « La présence de l'industrie minière canadienne dans le monde », *Annuaire des minéraux du Canada*, 25 p.

Letarte, M. (2011). « Critères variables-Les fonds n'ont pas tous une définition commune de l'éthique », *Le Devoir*, Finance, Samedi 2 avril 2011, p.H3.

Lintstock and Imagination. (2004). *Added values? Measuring the "value relevance" of sustainability reporting*.

Liptak, A. (2004). « \$4.5 billion award set for spill of Exxon Valdez », *New York Times*, p. A18, Column 5, 29 janvier 2004.

Lohisse, J. (2009). *La communication: de la transmission à la relation*. Bruxelles, De Boeck.

M'Zali, B., et Turcotte, M. F. (1997), « Étude des portefeuilles d'investissements "environnementaux" au Canada et en Italie », Document de travail 05-97, Montréal, Université du Québec à Montréal, 38 p.

Margolis, J.D., Walsh, J.P. (2000). « Misery loves companies : Whiter social initiatives by business? », *University of Michigan Business School Working Paper*. Ann Arbor, MI.

Margolis, J.D., Walsh, J.P. (2001). *People or Profits : The Search for a Link Between a Company's Social and Financial Performance*. LEA 's Organization and Management Series, Lawrence Erlbaum Associates, Publishers, London, 154 pages.

Mathews, M.R. (1997). « Towards a Mega-Theory of Accounting », *Asia-Pacific Journal of Accounting* 4(2), Décembre 1997, pp. 273-289.

MÃrquez, A. and C. J. Fombrun (2005). « Measuring Corporate Social Responsibility », *Corporate Reputation Review* 7(4): 304-308.

McGuire, 1. B., Sundgren, A., et Schneeweis, T. (1988). « Corporate Social Responsibility and Firm Financial Performance », *Academy of Management Journal*, 31, p. 854-872.

McWilliams, A. and D. Siegel.(2001). « Corporate Social Responsibility: A Theory of the Firm Perspective. », *The Academy of Management Review* 26(1): 117-127.

McWilliams, A. (2006). « Corporate social responsibility: strategic implications », *The Journal of Management Studies* 43(1): 1.

Meznar, M.B, Nigh, D., Kwok, C. (1994). « Effect of announcements of withdrawal from South Africa on stockholder wealth », *Academy of Management Journal*, 37 (6): 1633-1648.

Michaely, R., Thaler, R.H. Womack, K.L. (1995). « Price reactions to dividend initiations and omissions: Overreaction or drift? » *Journal of Finance*, 50, p.573-608.

Mikesell, R. (1994). « Sustainable Development and Mineral Resources », *Resources Policy* 20, pp.83-86.

Miller, C.G. (1997). « Mining and Sustainable Development: Environmental Policies and Programmes of Mining Industry Associations », *Industry and Environment* 20 (4), pp.14-17.

Mining Association of British Columbia. S.d. «BC's Voice of Mining since 1901». MABC. En ligne.
<<http://www.mining.bc.ca/>>. Consulté le 2 janvier 2011.

Mirza, J. (2009). « Globalization of Media: Key Issues and Dimensions », *European Journal of Scientific Research*, Vol.29, no.1, pp.66-75.

Mondiale, B. (2003). « La responsabilité sociale: Une note conceptuelle fondée sur la pratique naissante, version préliminaire pour un débat », Retrieved 9 juillet 2003, 2003.

Moore, G. (2001). « Corporate Social and Financial Performance: an Investigation in the UK Supermarket Industry », *Journal of Business Ethics*, 34: 299-315.

Naville-Morin, V. (1969). *L'écriture de presse*. Paris, Mouton.

Okoye, A. (2009). « Theorising Corporate Social Responsibility as an Essentially Contested Concept: Is a Definition Necessary? », *Journal of Business Ethics*; JBE 89(4): 613.

Ontario Mining Association. S.d. « Providing for the future ». OMA. En ligne.
<http://www.oma.on.ca/en/>. Consulté le 2 janvier 2011.

ONU. 2006. « Principles for responsible investment ». In *United Nations Global Compact*. En ligne.
<http://www.unpri.org/principles/french.php>. Consulté le 6 juillet 2010.

Orlitzky, M; Schmidt, F.L. and Rynes, S.L. (2003). « Corporate Social and Financial Performance: A metaanalysis », *Organization Studies*, 24(3): 403-441.

ORSE. 2004 (Avril). « Rapport de mission remis au gouvernement. Bilan critique de l'application par les entreprises de l'article 116 de la loi NRE ». En ligne.
<http://www.oree.org/docs/grenelle/rapport-nre.pdf>. Consulté le 20 avril 2010.

Osgood, C. E., P. H. Tannenbaum, et al. (1957). *The measurement of meaning*. Urbana, University of Illinois Press.

Ostros, T. (2005). « Responsibility Is Not a Cost but an Investment », *Financial Times*, paru le 3 mai 2005.

Otto, J. (2000). « Institutional Frameworks : Process and implementation » in *Sustainable Development and the Future of Mineral Investment*. Otto, J. et Cordes, J. (ed.), Paris: PNUE, 23 p.

Owen, D. (1992). *Green Reporting: Accountancy and the Challenge of the Nineties*. London: Chapman and Hall.

Pasquero, J. (1985). « L'entreprise et son environnement socio-politique », in Miller, R., *La direction des entreprises, concepts et applications*. Boucherville, Gaétan Morin, 1985, p. 168-203.

Pasquero, J. (2004). « De l'éthique du marché à l'éthique de la responsabilité: les nouvelles formes de responsabilité sociale de l'entreprise » in *Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable: quels enjeux?* D.-G. e. R. Tremblay, D. (dir.). Québec, Presses de l'université du Québec. 1: p.35-62.

Patching, T.H., Penton, F. (1997). « Exploitation minière », In *Encyclopédie Canadienne*, ed. 1997.

Patell, J. M. (1984). « The intraday speed of adjustment of stock prices to earnings and dividend announcements », *Journal of Financial Economics* 13(2): 223.

Patten, D.M. (1992). « Intra-Industry Environmental Disclosures in Response to the Alaskan Oil Spill: A Note on Legitimacy Theory », *Accounting, Organizations and Society* 17(5), pp. 471-475.

Pava, M. L., et Krausz, I. (1996). « The Association Between Corporate Social-Responsibility and Financial Performance: The Paradox of Social Cost », *Journal of Business Ethics*, 15, p. 321-357.

Picard, P. (2009). « Quand l'actionnaire se fait militant », *Finance et Investissement*, 15 février 2009, vol.10, no.7, p.29.

Plant, B. (2004). « Les placements responsables au Canada ». In *Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable: quels enjeux?* sous la dir. de D.-G.Tremblay, et D. Rolland. Québec, Presses de l'université du Québec. 1: p.159-165.

Porter, M., Kramer, M. (2006). « Strategy & Society: the link between competitive advantage and corporate social responsibility », *Harvard Business Review Spotlight*, December 2006.

Posnikoff, J.F. (1997). « Disinvestment from South Africa: They did well by doing good », *Contemporary Economy Policy*, 15 (1): 76-86.

Preston, L. E., et O'Bannon, D. P. (1997). « The Corporate Social-Financial Performance Relationship », *Business and Society*, 36, p. 419-429.

radio-Canada.ca. 2010 (28 avril). « Des modifications réclamées ». In *Régional, Abitibi-Témiscamingue*. En ligne.
http://www.radio-canada.ca/regions/abitibi/2010/04/28/001-loi_mines_barreau.shtml. Consulté le 11 mai 2010.

radio-Canada.ca. 2010 (30 avril). « Les villes veulent gérer leur territoire ». In *Régional, Abitibi-Témiscamingue*. En ligne.
http://www.radio-canada.ca/regions/abitibi/2010/04/29/002-Loi-mines_memoire_ville.shtml. Consulté le 11 mai 2010.

Repetto, R. (2004). *Divulgence de données environnementales importantes dans les états financiers des sociétés d'exploitation*, Rapport de la Commission de coopération environnementale, 2004.

Richards, L.E. (1996). « Environmental Management in the Minerals Industry: Theory and Practice », *Business Strategy and the Environment* 5, pp.87-93.

Richardson, A.J.; Walker, M. and Hutchinson, I.R. (1999). « Managing capital market reactions to corporate social responsibility », *International Journal of Management & Retailing*, 1(1): 17-43.

Richardson, A. J., M. Welker, et al. (1999). « Managing Capital Market Reactions to Corporate Social Responsibility », *International Journal of Management Reviews* 1(1): 17-43.

Rivoalan, S. et Louvel, Y. (2010). « Investissement socialement responsable : l'heure du tri », Synthèse, *Les amis de la Terre*, Septembre 2010.

Rojas, M. (2010). « Three essays on social policy shareholder activism: actors and issues, types of targeted firms, and outcomes ». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 169 p.

Rolland, D., D.-G. Tremblay, et al. (2004). *Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable quels enjeux?* Sainte-Foy Que., Presses de l'Université du Québec.

Roman, R. M., Hayibor, S., Agle, B.R. (1999). « The relationship between social and financial performance », *Business & Society*, 38 (1): 109-125.

Rousseau, J.J. (1975). « The Social Contract », reproduit dans Seidler, L.J. and Seidler, L.L. (Eds.), *Social Accounting: Theory, Issues and Cases*, Melville Publishing Company, Los Angeles, CA, pp. 43-49.

Ruf et al. (2007). « An Empirical Investigation of the Relationship Between Change in Corporate Social Performance and Financial Performance: A Stakeholder Theory Perspective », *Journal of Business Ethics*, Volume 32, Number 2, 143-156.

Salmon, C. (2007). *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris : La Découverte.

Saskatchewan Mining Association. S.d. , SMA. En ligne. <<http://www.saskmining.ca/>>. Consulté le 2 janvier 2011.

Savard, L. 2010 (10 mai). «Le maire d'Amqui se prononce contre l'exploration d'uranium», in *Radio-Canada.ca*. En ligne.

<http://www.radiocanada.ca/audiovideo/pop.shtml?urlMedia%3D/Medianet/2010/CBSI/0000d191_20100510_170100.asx&promo%3DZAPmedia_Telejournal&duree%3Dcourt>. Consulté le 21 mai 2010.

Shareholder Association for Research and Education. s.d. « Shareholder Resolution Database ». SHARE. En ligne.
<<http://www.share.ca/fr/node/1540>>. Consulté le 24 avril 2010.

Shields, A. (2010). « Refonte de la Loi sur les mines : le chantier de la discorde », *Le Devoir*, 15 mai 2010.

Shinya, W. (1998). « Canada's new minerals and metals policy », *Resources Policy*, Vol.24, No.2, pp.95-104.

Shocker, A.D. et S.P. Sethi. (1974). « An Approach to Incorporating Social Preferences in Developing Corporate Action Strategies », dans Sethi, S.P. (Ed.), *The Unstable Ground: Corporate Social Policy in a Dynamic Society*, Melville Publishing Company, Los Angeles, CA, pp. 67-80.

Skinner, D. (1994). « Why Firms Voluntarily Disclose Bad News », *Journal of Accounting Research* 32, printemps, pp. 38-60.

Slater, A., Gilbert, S. (2004). « The Evolution of Business Reporting: Make Room for Sustainability Disclosure », *Environmental Quality Management*, Automne: 41-48.

Social Investment Organization. S.d. « Socially responsible investment FAQ ». SIO. En ligne.

<www.socialinvestment.ca/performance.htm>. Consulté le 8 mars 2010.

Spicer, B. H. (1978). « Investors, Corporate Social Performance, and Information Disclosure: An Empirical Study », *Accounting Review*, 53, p. 94-111.

Stephenson, C. 2009 (24 mai). « Measuring Corporate Reputation », in *PR Perspective*, a communicator's point of view. En ligne.

<<http://cindystephenson.wordpress.com/2009/05/24/measuring-corporate-reputation/>>. Consulté le 30 juin 2010.

Sturm, A., Badde, M. (2001). « Socially Responsible Investment by Pension Funds », *Ellipson*, report prepared for and financed by the International Labour Organisation (ILO).

Steg, L.; Vlek, Ch.; Groot, T.; Lindenberg, S.; Moll, H.; Schoot-Uiterkamp, T. and Van Witteloostuijn, A. (2003). *Towards a Comprehensive Model of Sustainable Corporate Performance. Three Dimensional Modelling and Practical Measurement*. Mimeo, University of Groningen.

Swan, M. 2008 (9 mai). « Mining Company dropped from Jantzi Index », In *The Catholic Register*. En ligne.

<<http://www.catholicregister.org/canada/mining-company-dropped-from-jantzi-index>>. Consulté le 10 mars 2010.

Szablowski, D. 2007. « Transnational Law and Local Struggles. Mining, Communities and the World Bank », *Oxford and Portland: Hart Monographs in Transnational and International Law*, Vol2, 336 p.

Taillefer, G. 2009 (5 février). «Barrick Gold-Liste noire», In *ledevoir.com*, *Actualités Internationales*. En ligne.

< <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/231640/barrick-gold-liste-noire>>.

Teoh, H. Y. and G. Y. Shiu. (1990). « Attitudes towards corporate social responsibility and perceived importance of social responsibility information characteristics in a decision context », *Journal of Business Ethics* 9(1): 71-77.

Teoh, S.H., Welch, I., et Wazzan, P. (1999). « The effects of socially activist investment policies on the financial markets : Evidence from the South African Boycott », *Journal of Business*, 72 (1) 35-89.

The Economist. (2004a). « Are Company Reports on Their Social and Environmental Impact Any Use? », *The Economist*, 373 (8403), 6/11/2004, pp-64-67.

The Economist (2004b). « Non-Financial Accounting is Now Too Serious to Be Left to Amateurs », *The Economist*, 373 (8400), paru le 4 novembre 2004, pp.13-14.

Thompson, P. (1997). « Mining: Criminal Sanctions Sought in Philippine Mine Tailing Spill », *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy*, p.54 à 59.

Thompson, P.A. (2009). « Market Manipulation? Applying the Propaganda Model to Financial Media Reporting », *Westminster Papers in Communication and Culture*, University of Westminster, London, Vol.6 (2), 73-96.

Tilton, J. (1996). « Exhaustible Resources and Sustainable Development », *Resources Policy* 23 (1-2), pp.91-97.

Tocqueville, A. d. and E. Nolla. (1990). *De la démocratie en Amérique*. Paris, J. Vrin.

Trevet, P. 2005, « Le rapport de développement durable vu par une agence de notation », dans Tixier, M. (dir.), *Communiquer sur le développement durable*, Paris, Éditions d'Organisation, p. 261-275.

Turcotte, M-F et M'Zali, B. (2004). « L'industrie financière et les fonds responsables ». Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable: quels enjeux? D.-G. e. R. Tremblay, D. (dir.). Québec, Presses de l'Université du Québec. 1: p.96-107.

Ullmann, A.A. (1985). « Data in Search of Theory: A critical Examination of the Relationship Among Social Performance, Social Disclosure and Economic Performance of US firms », *Academy of Management Review*, 10, p.540-577.

Une Heure sur terre. 16 avril 2010. Reportage. Animé par Jean-François Lépine. Montréal : Société Radio-Canada.

Vancouver Sun. 2007 (20 octobre). « Just How Responsible is your Fund 'Socially Responsible'? ». *Vancouver Sun*. En ligne. <http://www.canada.com/vancouver/news/business/story.html?id=e235557a-9754-4d2e-a410-794dc177c144>. Consulté le 16 juillet 2010.

Waddock, S. A. and S. B. Graves. (1997). « The Corporate Social Performance-Financial Performance Link », *Strategic Management Journal* 18(4): 303-319.

Walden, W. D. and B. N. Schwartz. (1997). « Environmental Disclosures and Public Policy Pressure », *Journal of Accounting and Public Policy* 16: 125-154.

Warhurst, A. and P. Mitchell (2000). « Corporate social responsibility and the case of Summitville mine », *Resources Policy* 26(2): 91-102.

Wartick, S. L., et Cochran, P. L. (1985). « The Evolution of the Corporate Social Performance Model », *Academy of Management Review*, 10, p. 758-769.

Watts, R.L. and J.L. Zimmerman. (1978). « Toward a Positive Theory of the Determination of Accounting Standards », *The Accounting Review*, Vol.53, No.1 (Jan., 1978), pp.112-134.

Wood, D. J. (1991), « Corporate Performance Revisited », *The Academy of Management Review*, Vol. 16, No. 4 (Oct. 1991), pp. 691-718.

Wood, D. J. (1995). « The Fortune Database as a CSP Measure », *Business & Society* 34 (2): 2.

Wood, D. J., et Jones, R. E. (1995). « Stakeholder Mismatching: A Theoretical Problem in Empirical Research on Corporate Social Performance », *International Journal of Organizational Analysis*, 3, p. 229-267.

Wokutch, R.E., McKinney, E.W. (1991). Behavioral and perceptual measures of corporate social performance. In James E. Post (Ed.), *Research in Corporate Social Performance and Policy*, 12 : 309-330.

Wright, P. Et Ferris, S.P. (1997). « Agency conflict and corporate strategy: The effect of divestment on corporate value ». *Strategic Management Journal*, 18: 77-83.